



## LE « OUI » ESPAGNOL AU RÉFÉRENDUM

## M. Felipe Gonzalez a gagné la bataille de l'OTAN

### Européenne et atlantique

Les sondages se trompent parfois, et dans ce cas, les pronostiqueurs politiques qui les suivent : on vient d'en avoir une très frappante démonstration. En prédisant que les Espagnols allaient répudier l'alliance atlantique et, du même coup, mettre en difficulté leur premier ministre socialiste, les experts en opinion publique avaient certes quelques circonstances atténuantes : M. Felipe Gonzalez, recommandant le maintien de son pays dans l'OTAN, allait à contre-courant de larges secteurs de la gauche. La partie était très risquée pour lui, et son succès n'en est que plus impressionnant.

Cette consultation était l'une des promesses faites par le Parti socialiste espagnol avant son arrivée au pouvoir, c'est-à-dire à un moment où il était encore lui-même hostile à l'appartenance à l'OTAN. Pour le chef du gouvernement, manquer à cette promesse risquait d'avoir pour son pays, et peut-être pour son parti, des conséquences plus néfastes qu'une éventuelle défaite au référendum : le thème de l'OTAN aurait pesé pendant des années encore sur la vie politique intérieure alors qu'il est loin d'être le plus important pour l'Espagne ; il pouvait à la longue redonner vigueur à un Parti communiste exsangue et nourrir l'insécurité de l'axe gauche du mouvement socialiste, qui a déjà dû en rabattre, notamment sur le terrain de la politique économique.

L'audace s'est révélée payante pour M. Gonzalez. La logique de la modernisation, de l'intégration à l'Europe, a prévalu sur les ressentiments encore nourris contre les États-Unis pour le soutien qu'ils apportèrent au franquisme et pour leur politique en Amérique latine. C'est un nouveau signe de maturité de la part d'une démocratie qui vient tout juste de fêter ses dix ans. De nombreux électeurs conservateurs se sont à cet égard montrés plus « responsables » que leurs dirigeants. Voyant, à juste titre, dans cette consultation la seule occasion dans un avenir prévisible de mettre en échec électoralement M. Gonzalez, l'Alliance populaire de M. Fraga Iribarne avait, en effet, recommandé à ses sympathisants de s'abstenir, allant ainsi contre leurs convictions atlantistes et contre tout esprit démocratique. La tactique a échoué.

Pour ses alliés, l'enjeu était politique bien plus que militaire. Une répudiation de l'OTAN par les Espagnols aurait été du plus mauvais effet sur les scènes du neutralisme. Ce qui explique qu'on l'ait plus redoutée en Allemagne fédérale qu'aux Pays-Bas qu'aux États-Unis, liés de toute façon à Madrid par un accord militaire bilatéral techniquement plus crucial. Cet aspect des choses a probablement joué, et ce n'est pas le dernier paradoxe de cette consultation : quitter l'OTAN, c'était pour l'Espagne se retrouver dans un état de fait égal avec Washington ; y rester, c'était au contraire s'inscrire résolument dans la Communauté européenne, au moment où elle parle de renforcer sa coopération en matière de défense.

Finalement, le Mouvement socialiste espagnol a peut-être eu exactement ce qu'il voulait : une occasion de s'offrir une grande fête anti-américaine et de se défouler un peu contre un premier ministre trop « raisonnable », sans pour autant remettre en cause le gouvernement ni l'OTAN.

Une nette majorité d'Espagnols se sont prononcés, le mercredi 12 mars, par référendum, pour le maintien de leur pays dans l'OTAN. Ce résultat est un succès personnel pour le premier ministre, M. Felipe Gonzalez.

Selon les derniers résultats connus, et qui portent sur 99,75 % des suffrages, les « oui » l'ont emporté par un peu plus de 52,5 %, contre 39,84 % de « non ». Ce résultat va à l'encontre des sondages qui donnaient la victoire aux adversaires de l'OTAN.

Alors que l'opposition conservatrice avait préconisé l'abstention, le taux de participation au scrutin a atteint près de 60 % - inférieur il est vrai à ce qu'il avait été en 1978 lors du référendum sur la Constitution.

Le chef du gouvernement socialiste, M. Gonzalez, a ainsi gagné un pari difficile dont l'issue est accueillie avec satisfaction dans les capitales européennes comme à Washington.

(Lire page 6 l'article de THIERRY MALINIAK.)

## SUCCÈS DE LA DIPLOMATIE SECRÈTE

## La grâce des deux opposants irakiens : un début d'espoir pour les otages

Une certaine détente est intervenue dans l'affaire des otages français retenus au Liban à la suite de la « grâce » accordée le mercredi 12 mars par le président irakien aux deux opposants expulsés vers Bagdad le mois dernier. Les autorités françaises, cependant, font preuve d'une extrême prudence. Leur attitude contraste avec celle du docteur Raad, le médecin franco-

libanais dont les ravisseurs ont demandé l'intervention. Dans une conversation téléphonique avec le bureau parisien du journal libanais « An Nahar », le docteur Raad a déclaré ce jeudi matin que « des progrès tangibles ont été accomplis ces dernières heures ». « Un accord est en chantier », a-t-il déclaré. « Un accord provisoire est intervenu sur le fond ».

La première, c'est que M. Jacques Murizet fut choisi. Pourquoi M. Murizet, qui est en train de terminer sa mission d'ambassadeur à Bonn, où doit lui succéder M. Boidevaix, actuellement à Beyrouth en tant qu'ambassadeur du gouvernement dans l'affaire des otages ? Pour deux raisons manifestes, même si la seconde n'est pas ouvertement avouée.

La première, c'est que M. Murizet fut l'un des architectes des liens privilégiés, et contestés par certains, qui unissent la France à l'Irak. Il fut en effet ambassadeur de France à Bagdad de 1975 à 1980 et connaît très bien le président irakien. Son rôle fut décisif dans la pénétration par la France du marché irakien.

Il s'agissait pour Paris, afin de résister au choc pétrolier de 1973, d'établir des relations commerciales intenses avec des pays producteurs. Faute d'avoir accès aux

marbés irakiens et saoudiens - monopolisés à l'époque par les États-Unis et la Grande-Bretagne - c'est l'Irak qui fut choisi par M. Chirac, en dépit de la dépendance de ce pays à l'égard de l'Union soviétique. Très vite, les ventes d'armes à l'Irak prirent une importance primordiale dans ces échanges, et ce choix ne fut finalement pas remis en cause, en 1981, à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

La seconde raison du choix de M. Murizet a une connotation plus politique, encore qu'on s'en défende - mollement - en haut lieu. L'actuel ambassadeur de France à Bonn, dont la loyauté à l'égard du gouvernement n'a jamais été mise en doute, ne se cache pas d'être un proche de M. Chirac, tout comme, d'ailleurs, M. Boidevaix.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 3.)

## LES EFFETS DE LA BAISSSE DU PÉTROLE ET DE CELLE DU DOLLAR

## Déflation ou prospérité ?

On a beau être l'INSEE, l'autre Institut national de la statistique et des études économiques, dès qu'il s'agit du pétrole ou du dollar, on ne résiste pas à la tentation des raisonnements approximatifs mais rassurants parce que conformes aux préjugés ambiants. On cède pareillement au plaisir de les traduire en un langage métaphorique propre à frapper les imaginations, à défaut d'éclairer les esprits.

Examinant dans un document récent (1) les effets que pourrait avoir en France une baisse des prix du pétrole de 30 %, ses experts décrivent le phénomène comme un « choc pétrolier à rebours » et s'interrogent « sur la

façon dont cette manne pétrolière se partage entre les segments économiques en France ». Depuis que les experts ont procédé à leur évaluation, l'avantage providentiel qu'ils ont annoncé n'a fait que croître et embellir puisque le prix a continué de dégringoler. Il est tombé à 12 dollars environ le baril, soit largement au-dessous de son niveau moyen du deuxième semestre de 1985 (27,8 dollars).

Nos sévères analystes et gardiens de l'objectivité des chiffres se laissent gagner par le lyrisme, il ne faut pas s'étonner des paradis nouveaux que font miroiter les hommes politiques. M. Valéry Giscard d'Estaing, à

qui les prévisions présumées n'ont jamais fait peur, voit ainsi un « don du ciel » dans cet « anti-choc ». Choc à rebours, anti-choc, ces expressions ne sont pas neutres car elles laissent entendre que les conséquences de la baisse s'opposent symétriquement aux conséquences supposées de la hausse. Une hypothèse que l'INSEE fait sienne avec quelques réserves pour la forme.

Cette hypothèse est-elle justifiée, autrement dit est-on en droit d'attendre de la débâcle de l'OPEP, en quelque sorte la réparation des dommages constatés après chacun de ses deux coups de force, celui d'octobre-décembre 1973 (quintuplement

du prix, passé à l'époque de 11 dollars le baril) et celui de printemps 1979 (le baril à 35 dollars) ? De même, est-il raisonnable d'escompter que la chute du dollar, revenu à Paris à son niveau d'il y a trois ans, effacera les effets attribués à sa hausse que beaucoup d'hommes politiques et d'experts, tant français qu'étrangers, avaient assimilés à ceux d'un troisième « choc pétrolier » ?

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 34.)

(1) Note de conjoncture de l'INSEE (supplément à l'Annuaire de la conjoncture), février 1986.

## LA NATIONALITÉ FRANÇAISE EN QUESTION

## Les chemins de la citoyenneté

Faut-il permettre aux étrangers qui sont installés en France de participer aux élections municipales ? M. Mitterrand y est personnellement favorable et le rappelle de temps en temps. Il fait bondir l'opposition, qui ne veut à aucun prix de cette nouvelle forme de citoyenneté : pour le RPR et l'UDF, « les droits civiques et politiques sont liés à la nationalité ». Mais la nationalité elle-même fait aujourd'hui l'objet d'un autre débat, encore plus délicat : est-il normal qu'un fils d'étrangers devienne français sans même l'avoir demandé ?

M. Le Pen et ses amis, qui ont ouvert le feu les premiers, réclament une refonte complète du code de la nationalité. Sans aller aussi loin, le RPR et l'UDF envisagent de mettre fin à l'acquisition « automatique » - à la naissance (article 23) ou à dix-huit ans (article 44) - par des enfants d'étrangers nés en France. A la grande indignation des partis de gauche, qui dénoncent avec force cette « atteinte au droit français ».

La France n'est pas un cas particulier. Avant elle, d'autres pays occidentaux ont reconsidéré leur législation, en fonction de leur population immigrée et de leur passé colonial. Les solutions trouvées ne sont pas toujours satisfaisantes : la Belgique, par

exemple, a institué deux sortes de naturalisations - la « grande », qui donne tous les droits politiques, et l'ordinaire - tandis que le Royaume-Uni a défini trois catégories de citoyens. Il est cependant difficile de comparer les législations des différents pays qui ont chacune ses exigences et ses libéralités. Que dire des États-Unis, par exemple ? Les candidats à la naturalisation y passent un test d'anglais et font le serment de respecter la Constitution. Mais tout individu né sur le territoire national est automatiquement citoyen américain.

Les règles par lesquelles on devient français ont évolué au cours des siècles, souvent pour des raisons conjoncturelles. Les portes de la citoyenneté étaient grandes ouvertes quand la France avait besoin de soldats ou s'inquiétait pour sa démographie. Elles se refermaient, au contraire, pendant des périodes de difficultés économiques ou de forte xénophobie.

Sous l'Ancien Régime, c'est le droit du sol (*jus soli*) qui comptait : généralement, il fallait être né dans le royaume pour être sujet du roi, alors que les personnes nées hors de France, même de parents français, étaient étrangères. Changement de cap avec le code civil de 1804 : le droit du sang (*jus sanguinis*) est favorisé

## La Suisse et l'ONU

Y être ou pas ? Référendum le 16 mars.

PAGE 10

## La campagne à Paris

Seize listes pour une bataille sur les marges.

PAGE 12

## L'OCDE optimiste

La croissance en 1986 sera sans doute supérieure aux prévisions.

PAGE 31

## Nouvelles grandes écoles

Un rapport préconise leur création et un recrutement plus large des classes préparatoires.

PAGE 23

## « L'Avare » à Villourbanne

Trois heures de magnifique théâtre.

PAGE 26

## Le Monde

## DES LIVRES

Rage et pitié de Philippe Jolly.  
Le roman de Bertrand Poirot-Delpech, de Claude de la Motte, de Peter Handke.  
(Pages 15 à 20)

Débats : Désarmement (22) ; Étranger (3 à 9) ; Politique (10 à 14) ; Société (23 à 25) ; Culture (26 et 27) ; Communication (27) ; Économie (31 à 35) ; Bourse du matin (36)

Programmes des spectacles (28) ; Radio-télévision (29) ; Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (29 et 30) ; Carnet (30) ; Annonces classées (33)

# ADA

ADA

BILAN DE LA FRANCE 1986

Débattre autrement

CE BILAN DE LA FRANCE DEVRAIT ENFIN PERMETTRE AUX FRANÇAIS DE DÉBATTRE AUTREMENT

LES ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE

Les 29 membres fondateurs de l'ADA sont tous des hauts fonctionnaires de moins de trente ans, issus de l'ENA. Ils couvrent l'échiquier politique du PS au RPR. 5 ans après la Commission Bloch-Lainé, leur livre présente sans parti pris électoraliste, l'état de la France en 1986. L'ambition de l'ADA est d'offrir au public des points de référence pour les enjeux de demain.



# débats

## DÉSARMEMENT

L'initiative de défense stratégique menée à son terme mettrait à mal la dissuasion nucléaire. Bernard Vernier-Palliez se demande si le plan de désarmement de M. Gorbatchev ne va pas obliger à revoir toute la stratégie au sein de l'alliance atlantique.

Pour Jean Laloy et François de Rose, la proposition de l'URSS - pas nouvelle - conduit à faire de l'Europe cette « maison commune » au foyer de laquelle le maître du Kremlin occuperait la première place.

## Vers la fin de la dissuasion nucléaire ?

Le plan russe de démantèlement de l'arsenal atomique bouscule les idées stratégiques « confortables »

CETTE fois-ci, la boîte à Pandore est ouverte, et il sera sans doute difficile de la refermer. Lorsque, le 23 mars 1983, le président Reagan avait, à la surprise de la plupart des membres de son cabinet, tracé les objectifs d'une stratégie défensive, les commentateurs qui l'avaient d'emblée affublé du sobriquet de « guerre des étoiles » ne voulaient en retenir que l'aspect technique. Partisans et adversaires débattaient furieusement de la possibilité de déployer, fin de siècle, un système d'armes anti-missiles, un parapluie atomique suffisamment étanche pour être crédible.

On en vint ensuite, des deux côtés de l'Atlantique, à souligner le risque d'ouvrir une nouvelle compétition du canon et de la cuirasse ; à tout progrès dans la défense correspondait une efficacité accrue des armes offensives, accélérant ainsi la course aux armements entre les deux super-puissances.

Persone, par contre, n'avait publiquement insisté sur le choix stratégique qu'impliquait le déploiement d'un tel système. Le président Reagan ne l'avait pourtant pas caché dans son discours et l'a, à maintes reprises, rappelé jusqu'à ce jour. En tentant de protéger l'ensemble du territoire américain contre les armes offensives de l'Union soviétique, tout en offrant à cette dernière, encore tout récemment, de partager avec elle le résultat des recherches américaines, le but qu'il proclamait est de rendre périmées et inutiles les armes atomiques offensives, ce qui revient clairement à renoncer à toute stratégie de dissuasion nucléaire.

Pour les Européens, un tel choix présente bien des inconvénients. Vingt siècles d'histoire leur ont malheureusement enseigné que la dissuasion conventionnelle est un

par BERNARD VERNIER-PALLIEZ (\*)

leurre. La crainte des conséquences d'une guerre classique n'a jamais empêché les responsables suprêmes d'en déclencher une. La saignée de 14-18 n'a pas évité l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, vingt ans après. Au contraire, la dissuasion nucléaire a, jusqu'à présent, rempli son rôle. Il suffit de comparer le comportement des responsables des deux super-puissances, parfois imprudents lorsque leurs initiatives risquent seulement de déclencher ou d'aggraver ici ou là un conflit conventionnel, mais faisant preuve d'une prudence extrême dès que se profile à l'horizon le risque d'une escalade nucléaire.

### La proposition de l'URSS

Malgré les progrès considérables qui se dessinent dans le domaine des armements conventionnels, les forces de l'alliance atlantique ont sans doute peu de chances de résister victorieusement à une guerre classique engagée par les pays du pacte de Varsovie, même si l'on tient compte du malaise et des tensions qui règnent dans ce camp. Et, de toute façon, la bataille, se déroulant essentiellement sur le territoire de l'Europe de l'Ouest, causerait des dommages majeurs aux pays qui en seraient victimes.

La définition d'une nouvelle stratégie excluant la dissuasion nucléaire n'avait jamais été abordée ouvertement par les gouvernements et encore moins évoquée devant les opinions publiques. Les objectifs assignés à l'IDS par les responsables de l'administration américaine étaient d'ailleurs bien moins ambitieux que ceux du pré-

(\*) Ancien ambassadeur de France à Washington.

sident, permettant ainsi d'éviter l'ouverture d'un débat que la discussion sur la participation des pays de l'alliance aux recherches avait d'ailleurs fort opportunément occulté.

Mais voilà ! La nouvelle équipe dirigeante de l'URSS, qui sait parfaitement que la disparition de la dissuasion nucléaire renforcerait sa position en Europe, prend au mot M. Reagan : puisque votre objectif est d'aboutir, par le biais de l'IDS, à la disparition des armes atomiques, pourquoi ne pas faire l'économie d'un détour aussi dépendieux ? Et de proposer un plan en trois phases visant au démantèlement complet, en fin de parcours, de l'arsenal nucléaire existant, en acceptant des procédures de vérification sur les lieux de l'arrêt de toutes explosions expérimentales, ce qui constitue un bouleversement des traditions de secret et de méfiance qui caractérisent la Russie.

Les réactions des commentateurs américains à ces propositions sont très intéressantes. Ils découvrent avec effroi les dangers que peut entraîner l'éventualité d'un désarmement nucléaire intégral, tant sur le plan du découplage entre l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis que sur celui de la lutte contre un possible « terrorisme nucléaire ». La proposition Gorbatchev ne permet plus de repousser, au sein de l'alliance atlantique, le débat dont les principaux responsables s'efforçaient depuis vingt ans d'éviter l'ouverture. Il va falloir, avant de s'entendre sur une réponse, remettre à jour la stratégie, si l'on veut conserver un minimum crédible de cohérence entre les deux. Pour ceux auxquels les faux-semblants ne suffisent pas, cet exercice malaisé ne peut qu'être salutaire.

## Les sollicitudes de M. Gorbatchev

La stratégie de victoire sans guerre de l'URSS

par JEAN LALOY (\*) et FRANÇOIS DE ROSE (\*\*)

Le plan proposé le 15 janvier dernier par M. Gorbatchev doit, en quinze ans, « débarrasser l'humanité de la menace de guerre nucléaire ». L'Union soviétique est prête à coopérer « avec tous les hommes de bonne volonté pour assurer à l'humanité un avenir sans guerres et sans armements ».

Le ton est solennel. L'initiative n'est pas nouvelle. M. Gromyko, il y a quarante ans, aux Nations unies, réclamait l'abolition de l'arme nucléaire. M. Khrouchtchev, plus tard, s'enflammait pour le désarmement général et complet.

Cette rhétorique est destinée, bien sûr, à l'opinion. Celle des pays occidentaux. Le premier secrétaire du Parti communiste de l'URSS ne mentionne-t-il pas dans sa déclaration « une conférence internationale qui doit se tenir à Paris cet été (sic), sur le désarmement et le développement » ? S'il propose notre capitale pour tenir une telle conférence, ce n'est sans doute pas par hasard.

Il se trouve que, depuis plusieurs mois, la presse soviétique manifeste pour l'Europe un intérêt particulier, et cela selon trois thèmes :

1. Le monde est au bord du gouffre, « il s'approche d'un seuil dangereux » ; la « course aux armements menace d'échapper à tout contrôle ». Il est temps de faire quelque chose.

2. L'Europe est « notre maison commune ». « Berceau d'une civilisation l'une des plus brillantes de l'histoire », il faut la « libérer de l'arme atomique ».

3. Cette arme néfaste est celle des Etats-Unis. Les Américains accomplissent en Europe des « moyens d'annihilation sans cesse croissants. L'Europe est trop petite et trop fragile pour une politique de force ». Mais, pour Washington, l'Europe est « la maison d'autrui, un champ de bataille sur cartes des stratégies » (1).

En résumé, danger terrible venant d'Amérique ? Europe angoissée et fragile ? Noblesse de l'URSS qui veut libérer le Petit Chaperon rouge du grand méchant loup ? Réagane et son arme atomique ?

C'est sur cet arrière-plan qu'il faut analyser les objectifs plus immédiats des propositions de premier secrétaire. L'Europe est au centre de la manœuvre, qui poursuit deux buts : l'affaiblisse-

ment de ses liens avec les Etats-Unis et l'aggravation de ses vulnérabilités.

Sans doute ces propositions demandent-elles la renonciation de Washington à la mise au point et au déploiement des armes antimissiles. Mais dans sa conversation avec le sénateur Kennedy du 5 février, M. Gorbatchev ne mentionnait plus cette exigence, ne maintenant que celle du blocage de la modernisation des forces stratégiques de la France et de la Grande-Bretagne, faute de quoi la liquidation des armes nucléaires en Europe, condition à la première phase du désarmement, ne pourrait intervenir.

### Les intentions dévoilées

Mais c'est à chaque phase de son plan que les intentions de M. Gorbatchev se dévoilent.

Dans la première de ces phases, donc, il demande la liquidation complète des missiles à moyenne portée des Etats-Unis et de l'URSS. Il s'agit d'une reprise de la fameuse « option zéro » avancée par Washington il y a cinq ans et que Moscou avait alors refusée, soit par impossibilité d'imposer aux militaires le sacrifice des SS-20, soit avec l'espoir que les mouvements pacifistes empêcheraient la mise en place des Pershing. Aujourd'hui que commence cette mise en place, Moscou reprend cette proposition à son compte. Mais, entre-temps, l'URSS a garni l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie de missiles à plus courte portée mais qui n'en menacent pas moins le plus clair de l'Europe occidentale.

Il est probable que, lorsqu'il a mis en avant cette proposition, et ce, malheureusement, sur la suggestion de responsables européens au plus haut niveau, le gouvernement américain espérait vraiment accrocher la négociation afin d'éviter à ses alliés les difficultés avec de larges sections de leurs opinions publiques, que l'on a vues effectivement, toujours est-il, qu'il se trouve aujourd'hui contraint de répondre positivement sous peine de se dégrader.

Mais si le Kremlin accepte, après plus ou moins de discussions, les conditions posées par la Maison Blanche, la disparition des armes à moyenne portée en Europe affaiblirait l'URSS de la présence des seuls missiles améri-

cains capables, au départ du Vieux Continent, d'atteindre son territoire, alors que les alliés occidentaux de ce côté de l'Océan resteraient sous la menace des engins à courte portée et que le découplage entre notre défense et le système stratégique américain aurait accompli une dangereuse étape.

La même préoccupation visant l'Europe apparaît dans la deuxième phase du plan Gorbatchev en ce qu'elle prévoit le retrait de toutes les armes nucléaires stationnées sur le territoire d'un allié. Autrement dit, les armes américaines franchiraient l'Atlantique tandis que celles de l'URSS n'auraient que la frontière orientale de la Pologne à traverser.

Mais il y a plus. Sans armes nucléaires tactiques, le concept de riposte graduelle de l'OTAN devient inapplicable. On peut craindre que cela ne provoque, à plus ou moins longue échéance, le rapatriement des troupes américaines de l'autre côté de l'Atlantique.

Enfin, dans la troisième phase, il n'y aurait plus d'armes nucléaires mille part. La dissuasion s'évanouirait et la suprématie du pacte de Varsovie dans le domaine classique régnerait sans contrepartie sur la totalité du continent.

Ainsi ce plan n'est-il pas seulement conçu à des fins de propagande. Ses retombées sont très concrètes et s'inscrivent étroitement dans la stratégie de victoire sans guerre qui est celle de l'URSS. Il s'agit de faire de l'Europe cette « maison commune » au foyer de laquelle le maître du Kremlin occuperait la première place et où il est probable que nous ne pourrions faire chambre à part.

Ce que l'ennemi annonçait déjà, en disant : « Nous voyons clairement comment se poursuivra le développement de notre révolution. La Russie a commencé. L'Allemagne, la France, l'Angleterre, continueront et le socialisme vaincra ».

Raymond Aron n'avait pas tort qui, dénonçant les illusions que trop de responsables politiques européens cultivaient à l'égard de la vraie nature de l'URSS, tenait pour moins communisme que russe, écrivait peu avant sa mort : « A notre époque, c'est la survie des institutions libres qui est l'enjeu de l'histoire universelle » (2).

(1) Citations tirées d'un article de la Pravda, du 13 décembre 1983, « L'Europe, notre maison commune ».

(2) Raymond Aron, « Les Dernières Années du siècle », p. 245.

(\*) Membre de l'Institut.

(\*\*) Ambassadeur de France.

### Les prendre au mot...

L'Europe se voit présenter des propositions précises pour que l'an 2000 voie l'achèvement d'un processus de désarmement contrôlé ! Qui ose faire cette proposition insolite ? « Le méchant », l'ennemi potentiel, l'agresseur présumé.

Et si c'était vrai ? Plusieurs circonstances s'y prêtent : les signes d'essoufflement économique de l'URSS, les vastes projets à long terme d'aménagement du monde, si ce n'est du système solaire, qui nécessitent absolument la paix, et puis aussi ces impératifs qui pèsent si lourd et qui réclament dans le cœur des peuples. Par exemple cette date symbolique de l'an 2000, qui ne doit

son pouvoir qu'au système décimal, mais sur laquelle peut se fixer la fascination des peuples, pour le bien comme pour le mal. Enfin, en ce qui concerne notre pays, l'évidente lassitude blasée envers les petites émotions électorales, les fausses alliances, les coquilles idéologiques. Il faut plus que jamais à la France un grand dessein. Et, dans le monde tel qu'il est, le désarmement (et le développement du « Sud ») sont les seuls grands desseins possibles.

Oui, maintenant (mais pas dans dix ans, pas dans cinq ans, peut-être pas dans un an) tout peut basculer vers la paix, dans un mouvement de l'Est et de l'Ouest à la fois lyrique et raisonnable. Seulement voilà. On me

dit que « la France devrait renoncer à la modernisation de ses sous-marins nucléaires » et que c'est « peu vraisemblable ». Eh bien ! si vraiment c'était mon pays, seul en Europe, qui pour des broutilles sous-marines devrait faire de cette ouverture une fermeture et ajouter 1986 à la trop longue liste des rendez-vous manqués avec l'histoire, j'aurais honte d'être français... honte à en crever !

HENRI FRIEDEL, agrégé de l'université (Paris).

### Inconditionnels ?

Un titre du Monde (25 février) annonce : « Les catholiques français ne sont plus des inconditionnels du tiers-monde ». Quel rapport avec le sondage relatif par le texte ? D'abord celui-ci s'applique à tous les Français et non aux seuls catholiques.

Ensuite, personnellement, on l'espère, n'a jamais été inconditionnel du tiers-monde, ou du quart-monde, ou du demi-monde, ou du grand monde, ou de tout autre monde. Inconditionnel est un mot de dressure de chiens.

Au total, ceux d'entre nous tous qui, personnellement, pensent pouvoir faire quelque chose contre la faim sont 34 % contre 39 % en 1983. C'est une tendance, pas une révolution. (...)

ROBERT DE MONTVALON (Paris).

### Confusion

M. Ezra N. Suleiman (le Monde du 27 février 1986) n'hésite pas à affirmer que la neutralité des hauts fonctionnaires français est devenue un mythe. Peut-être est-il permis à l'un d'entre eux, après quarante ans de service public, de dire à l'honorable professeur d'histoire-Atlantique qu'il est mal informé, tout au moins

s'il veut parler de l'administration traditionnelle. (...)

M. Suleiman a une tendance peu scientifique à confondre la haute-administration et la direction des entreprises économiques et commerciales du secteur public. Le fait qu'il y ait naturellement des passages de l'une à l'autre n'empêche pas qu'elles soient de nature fondamentalement différente. L'administration assure le fonctionnement harmonieux et constant de l'Etat ; ceux qui l'exercent - administrateurs, magistrats, diplomates, officiers, etc. - détiennent une parcelle de la puissance publique. Ils doivent être protégés de la tentation politicienne. Dans un pays comme le nôtre le secret de la paix civile se trouve toujours dans la neutralité des serviteurs de l'Etat, conçue comme un droit et un devoir, et assortie d'une stricte obéissance aux ordres du pouvoir politique.

Dans le secteur économique et financier une excessive politisation n'est somme toute regrettable, mais elle est moins dangereuse car elle ne concerne pas l'impératif de l'Etat.

Une autre remarque me paraît s'imposer : il est surprenant qu'un universitaire utilise un terme de polémique électorale « l'Etat UDR » comme s'il s'agissait d'un concept valable de la science politique. On voudrait aussi lui déconseiller de présenter comme un progrès de la démocratie le « parachutage » au sommet de certains favoris du régime. Même à Princeton on peut comprendre que le système de recrutement par voie de concours et d'examen offre, malgré ses imperfections, plus de garanties que le jeu du bon plaisir. Il empêcherait par exemple l'arrivée périodique, dans de grandes capitales, d'ambassadeurs américains manifestement au-dessous de leur tâche.

JACQUES WALTER (Paris).

### L'anglais au sprint

Vous voulez parler l'anglais vite, très vite ? A vos marques ! Choisissez parmi les deux formules ILC réservées aux sprinters.

**La semaine bloquée :** 6 heures d'anglais chaque jour pendant une semaine. Un rythme féroce mais des progrès géants.

**Les cours intensifs :** 4 heures d'anglais par jour pendant deux semaines. Vos blocages n'y résisteront pas.

Si votre problème n'est pas d'aller vite, renseignez-vous sur nos différentes formules : cours trimestriels, cours à thèmes (conversations, anglais des affaires, anglais culturel), cours préparatoires aux examens, séjours linguistiques en Angleterre.

**L'English Connexion**

**ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE**  
20, passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 43.25.41.37

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

1865 MONDOPAR 65072 F

Téléphone : (1) 45-23-06-51

Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Autres directeurs : Robert Bore-Méry (1944-1969), Jean Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 570 000 F

Principales sociétés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Bore-Méry, fondateur

Administrateur général : Bernard Wauters

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 204 136 F

ABONNEMENTS

RP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 924 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

2 - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande

Changements d'adresse : adresser au directeur (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur mandat ou mandat de paiement

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez adresser vos publications étrangères aux noms propres en capitale d'impression

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 400 m ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch ; Belgique, 30 F ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr ; Espagne, 120 pes ; Grèce, 30 p ; Irlande, 125 p ; Italie, 86 p ; Inde, 1 200 L ; Japon, 330 ¥ ; Liban, 20 L ; Luxembourg, 20 F ; Norvège, 8 kr ; Pays-Bas, 2,4 f ; Portugal, 110 esc ; Royaume-Uni, 288 F CFA ; Suède, 5 kr ; Suisse, 1,80 f ; USA, 1,25 \$ ; Israël, 1,00 \$ ; Yougoslavie, 110 ml



# étranger

... LE MONDE - Vendredi 14 mars 1986 - Page 3

## L'AFFAIRE DES OTAGES DÉTENUS AU LIBAN

### Le docteur Raad aurait qualifié de « positifs » ses entretiens avec les ravisseurs

Alors que le docteur Raza Raad poursuit au Liban sa mission « officielle » auprès des ravisseurs d'otages français, l'annonce de la « grâce » des deux opposants irakiens expulsés vers Bagdad est de nature à lui faciliter la tâche.

Le médecin a passé la journée de mercredi dans les faubourgs chiites de Beyrouth, mais n'a pas, en fin de journée, regagné son hôtel où l'attendaient toute la presse. Selon certaines rumeurs, il aurait rencontré le cheikh Fadallah, haute autorité spirituelle chiite au Liban, l'un des « guides » du « parti de Dieu ». En annonçant, mardi, qu'il allait prendre contact avec les ravisseurs, le docteur Raad avait indiqué que sa mission d'arbitrage quarante-huit heures.

Le quotidien libanais *Al Nahar*, rapporte ce jeudi que le médecin s'est déclaré « optimiste » quant aux résultats des négociations qu'il mène depuis mardi. Il a estimé que des « progrès » avaient été enregistrés au cours des dernières heures et qu'il était « positif et franc » dans ses contacts avec les ravisseurs, tant qu'il avait réussi à « calmer les esprits ».

Les pourparlers portent notamment sur une des principales revendications des ravisseurs : obtenir la libération du commando de cinq

hommes qui tenta d'assassiner à Paris l'ancien premier ministre irakien Chapour Bakhtiar, en juillet 1980. Le directeur de l'événement du jeudi, M. Jean-François Kahn, assure à ce propos que, lors d'un voyage qu'il fit à Damas pour rencontrer des interlocuteurs en contact avec les ravisseurs, on lui présenta la proposition suivante : les quatre otages — MM. Kaufmann, Sonat, Carton et Fournier — contre la somme de 15 millions de dollars « destinés aux écoles et hôpitaux » du « parti de Dieu ». A Paris, la réponse du gouvernement fut, selon M. Kahn, un « non » catégorique. De bonne source, on confirme à Paris ce refus mais on estime que l'offre — comme dans deux cas précédents — émanait d'intermédiaires qui, une fois payés, n'auraient pu tenir leurs engagements.

La mesure de grâce décidée à Bagdad est « un signe d'espoir », a estimé, pour sa part, M. Joëlle Kaufmann, ajoutant : « C'est la preuve que le gouvernement français a fait ce qu'il fallait pour rassembler les malentendus, comme me l'avait promis samedi dernier le président François Mitterrand ». L'expulsion des deux opposants, a-t-il expliqué, avait été « sûrement ressentie par les milieux chiites pro-

iraniens (...) ainsi que par les ravisseurs ».

Les deux opposants, souligne-t-on de source informée à Paris, pourront regagner rapidement la capitale française après avoir rempli les formalités nécessaires aux études à l'étranger.

### Un « casque bleu » français assassiné à Beyrouth

Un « casque bleu » français n'a été assassiné mercredi après-midi, victime d'un tueur isolé, alors qu'il sortait du bâtiment abritant le quartier général du corps des observateurs français du cessez-le-feu à Beyrouth. Selon l'ambassade de France, l'officier, le capitaine Marc-Antoine Corvée, a été froidement assassiné d'une seule balle tirée par un homme embusqué sur un immeuble surplombant la résidence des Fins. C'est le neuvième officier du corps des observateurs à être tué au Liban.

La vingtaine d'enseignants français en poste à Beyrouth ont cessé le travail, mercredi, pour dénoncer « le chantage odieux » auquel sont soumis les otages français et leurs familles. — (AFP, AP, Reuters.)

### Le Hezbollah ou « Parti de Dieu » : des combattants fanatisés par un islam extrémiste

Le Hezbollah (« Parti de Dieu ») plonge ses racines dans la révolution islamique iranienne. Ses dirigeants, notamment son guide spirituel cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, font valoir, à juste titre, qu'il ne s'agit nullement d'un parti politique au sens « temporel » du terme. Le Hezbollah, par opposition à Amal, son rival au sein de la communauté chiite, ne peut même pas être qualifié de mouvement. C'est un courant, une idéologie, une façon d'envisager la vie. C'est aussi l'expression la plus radicale de la montée en puissance du chiisme libanais — depuis que le triomphe du khomeinisme à Téhéran a donné à cette communauté un modèle, une dignité et la force d'affirmer son identité, comme jadis Nasser le fit pour les Arabes.

Le Hezbollah recrute, en effet, son premier chef, chez les jeunes chiites attirés par un retour aux sources et dont l'endoctrinement se fait par petits groupes autour des ulémas de quartier ou de village, dans les mosquées. Le Hezbollah est la résultante de ces groupes soudés par une foi commune, mais jouissant aussi d'une bonne dose d'autonomie. Ainsi, le Djihad islamique, les Jounoudah (« soldats de Dieu ») et bon nombre d'autres organisations sont liées au Hezbollah, sans en être formellement membres.

Ce fractionnement n'empêche pas une grande homogénéité, assurée

par les ulémas, ou les *machaïkhs*, nom libanais des mollahs iraniens, qui définissent les orientations générales.

### La « justice de Dieu »

Le « Parti de Dieu » dispose d'un appareil d'investigation et de répression : la « justice de Dieu ». C'est ce qui vient de démontrer les « condamnations à mort », suivies d'« exécutions » immédiates, de onze « membres d'un réseau terroriste » accusés d'avoir fomenté l'attentat de Bir-El-Abed (banlieue sud de Beyrouth), qui avait fait soixante-cinq morts et deux cent cinquante blessés il y a un an. Un magistrat chiite respecté, père d'une des deux femmes « exécutées », a eu simplement droit à une visite de sa fille venue lui expliquer comment elle avait été contrainte dans l'affaire par son fiancé. Le vieux magistrat n'a tenu aucune intervention : avec les « justiciers de Dieu », de telles pratiques n'ont pas cours. Leurs otages étrangers et libanais, infiniment plus nombreux, en font la cruelle expérience.

Les écoles souterraines de la « justice de Dieu » sont situées, l'une à Basta et l'autre dans la banlieue sud de Beyrouth.

Le Hezbollah n'est pratiquement jamais impliqué dans des vols, ou

autres actes de brigandage très fréquents à Beyrouth-Ouest. Activités odieuses à des jeunes gens implacables, imbus de leur « mission » et de la justice de leur cause. Ils se proposent ouvertement d'instaurer une République islamique dans ce Liban aux dix-sept communautés, agglomérées de minorités où les chiites sont, certes, le groupe le plus nombreux, mais où leurs partenaires représentent les deux tiers de la population. Le « Parti de Dieu » ne cesse de proclamer que l'islam, contrairement au christianisme, est une « religion de gouvernement ».

### Une société austère

Il prône une société dure et austère, qu'il n'a déjà esquissée dans la banlieue sud de Beyrouth : lutte contre la « dépravation » et l'alcool, port du tchador, dénonciation de l'Occident décadent et corrompu. La « Sparte des ulémas » effraie beaucoup de musulmans, autant que les chrétiens libanais. Les relations du « Parti de Dieu » avec Amal sont profondément conflictuelles. Le Hezbollah rattrape peu à peu son retard sur le mouvement rival. Il se veut plus « islamique » que chiite. Alors que Amal ne compte dans ses rangs que des chiites, le Hezbollah attire quelques sunnites en mal de militantisme intégriste. On peut imaginer un effritement d'Amal et un glissement de ses membres, à commencer par les miliciens, vers le « Parti de Dieu ». La brèche dissidente d'Amal, dit « islamique », pourrait préfigurer cette évolution.

Alors que, à l'égard des autres mouvements intégristes, l'attitude de Damas va de l'hostilité déclarée à la guerre à outrance, la Syrie a un comportement plus ambigu à l'égard du Hezbollah. Est-ce parce qu'elle est l'alliée de fait de Téhéran ? Damas doit voir avec quelque inquiétude s'accroître l'influence du Hezbollah. Au Liban, il dispose certes d'un nombre restreint de combattants — 900 environ à Beyrouth et 600 dans la Bekaa — mais ces hommes tiennent pour peu de chose le sacrifice de leur vie et sont prêts à enlever, séquestrer et tuer au « service de Dieu ».

L. F.

### SELON LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

### Michel Seurat aurait été assassiné avant l'expulsion des deux Irakiens

La mort de Michel Seurat ne coïnciderait pas avec la proclamation de son assassinat par ses géo-fiers, le 5 mars. L'otage français aurait été exécuté bien auparavant, en décembre 1985 ou en janvier 1986. L'expulsion, le 19 février, des deux opposants irakiens par la France vers Bagdad ne coïncide pas avec la « cause directe » de sa mort. Après celle-ci, les pressions d'otages auraient attendu le moment politiquement propice — « bavure » des expulsions, proximité des élections — pour faire leur annonce macabre.

Telle est l'analyse dominante dans les milieux du renseignement à Paris. Cette information ne surprend pas les spécialistes car cette méthode perverse — l'annonce différée de la mort d'un otage — fut déjà utilisée par le Djihad islamique. Ce fut en particulier le sort du diplomate américain William Buckley, considéré par ses ravisseurs comme un membre de la CIA, et dont la mort fut annoncée après le bombardement du quartier général de l'Olp en Tunisie, le 1<sup>er</sup> octobre 1985, par l'aviation israélienne, alors que le décès aurait eu lieu deux mois auparavant. Son corps n'a jamais été rendu.

Toutefois, dans les milieux proches du pouvoir, cette information est reprise avec réserve. Certains confient qu'elle arrange manifestement les services du ministère de l'Intérieur peu ou prou responsables de la « bavure » irakienne et qu'elle dégage leur responsabilité dans la

mort du chercheur du CNRS. Raisonnablement de bon sens qui constitue cependant, en l'espèce, un faux procès. Il est, en effet, établi que le renseignement parvenait aux services français et faisait état de la mort d'un des quatre otages — sans précision d'identité — à la fin de l'été. Quel d'entre eux, début février, avant l'expulsion irakienne, il aurait été, de plus, récupéré à la même époque par une information venant des services de renseignement américains.

A l'évidence, ce renseignement ne fut pas, alors, jugé très crédible par les responsables du ministère des Relations extérieures, d'autant plus que les spécialistes des services de renseignement ne ménageaient pas leurs critiques sur les méthodes de M. Roland Dumas pour tenter de résoudre l'affaire des otages. L'information reste néanmoins incomplète : quand exactement Michel Seurat serait-il mort ?

Selon certaines sources, en décembre 1985, ce qui expliquerait l'échec, début janvier, de la tentative d'échange des otages français contre Anis Nacache, le chef du commando responsable en 1980, à Paris, d'une tentative d'assassinat contre M. Chapour Bakhtiar. Malade, Nacache aurait bénéficié d'une grâce médicale. Malgré les réserves de MM. Badinter et Joxe, M. Mitterrand avait tranché en faveur de cette solution, jugée honorable : un terroriste contre quatre otages. Or, c'est parce que l'un des

otages français manquait à l'appel que la négociation aurait échoué.

Selon d'autres sources, Michel Seurat aurait été assassiné en janvier, après l'échec de cet échange. Les ravisseurs se seraient raidis au dernier moment, manifestant ainsi un certain degré d'autonomie envers les Etats choisis par M. Dumas comme interlocuteurs, la Syrie et l'Irak. L'expulsion d'un des otages aurait alors traduit ce darçinement des géo-fiers.

### Les investigations continuent

Si la suite des événements confirme cette information, l'affaire des deux opposants irakiens expulsés aurait donc été utilisée cyniquement comme prétexte par les ravisseurs. Malgré le geste de bonne volonté des autorités de Bagdad, au ministère de l'Intérieur on ne considère toujours pas que ce dossier soit clos. Les investigations continuent.

Il se confirme (*le Monde* du 13 mars) qu'un « ordre oral » a bien été transmis par le cabinet de M. Joxe au cabinet du directeur général de la police nationale (DGP), précisant que les deux irakiens ne devaient pas être expulsés vers leur pays. Faisant comme d'habitude, les services policiers et administratifs, le cabinet du ministre n'en a cependant pas surveillé l'exécution. Et ce n'est qu'après que le mal était fait qu'un des collaborateurs de M. Joxe prit conscience de la faute commise, sans toutefois provoquer une réaction rapide suscitant immédiatement l'enquête nécessaire. Le mystère sur les responsabilités dans le déroulement de la « bavure » reste entier, dans la mesure où il apparaît bien, comme le révèle notre confrère *l'Express*, que les fonctionnaires de la DST chargés du conviement des expulsés en ont bien référé à leur direction ainsi qu'à la DGP.

EDWY PLENEL

### Amnesty International assure n'avoir jamais annoncé l'exécution de l'un des irakiens

L'organisation humanitaire Amnesty International a démenti mercredi 12 mars avoir « jamais affirmé que l'un des deux irakiens expulsés de France le 19 février avait été exécuté, contrairement à l'information reprise par certains médias ». Le 27 février, Amnesty International, à Londres, avait fait savoir que, « selon des informations non confirmées officiellement », parvenues à son siège, l'un des deux opposants irakiens expulsés de France vers Bagdad aurait été exécuté, et qu'elle craignait pour la vie du deuxième opposant. L'organisation n'était pas en mesure de donner l'identité du supplicié.

Dans ses communiqués revendiquant l'assassinat de Michel Seurat (*le Monde* du 7 mars), le Djihad islamique dénonçait l'expulsion des

deux irakiens et l'exécution de l'un d'entre eux.

Le 26 février, explique le communiqué diffusé mercredi par Amnesty, « les médias français ont signalé que l'un des deux hommes aurait été exécuté et son arrivée en Irak. De son côté, Amnesty International a également reçu des informations selon lesquelles l'un des deux hommes aurait pu être exécuté et elle s'est efforcée d'obtenir confirmation de cette allégation ». « Lorsque les médias ont interrogé Amnesty International au sujet de cette exécution, il leur a été répondu qu'Amnesty disposait d'informations non confirmées sur l'exécution de l'un des deux hommes et qu'elle cherchait à savoir si le renseignement était exact », poursuit le communiqué.

# MILENA

## PRIX DU MEILLEUR LIVRE ETRANGER

ESSAI

### A L'UNANIMITE DU JURY

Fiction & Cie  
Margarete Buber-Neumann  
Milena  
Seuil

SEUIL

le M. Gorbatov

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS

la guerre de l'URSS



UN  
A

**Israël**

## A LA DEMANDE DE LA FRANCE

## la commission des droits de l'homme de l'ONU condamne les prises d'otages

Au même moment avaient lieu des manifestations de soutien en province : à Rennes, à Marseille, à Rouen, à Tours et à Lyon. Commentant cette journée de solidarité avec les otages, M. Jacques Chirac a souligné qu'il « comprenait parfaitement les manifestations du cœur », mais aussi lancé une mise en garde : « Je ne suis pas certain que le fait d'en faire trop » sur le plan national n'a pas pour résultat de valoriser et conforter l'action de ses fanatiques, qui se sentent ainsi consolidés par l'effet qu'ils produisent sur une nation.

délégué syrien a insisté pour qu'il soit procédé à un vote. Ce dernier a justifié son abstention par le fait que le texte était trop vague à ses yeux et qu'il aurait dû condamner le « terrorisme d'Etat ». Il a toutefois reconnu que la France traversait actuellement « une situation dramatique ».

Les autorités religieuses de France ont publié un texte commun, de l'Église catholique, à travers les évènements du Liban: Le Conseil permanent de l'épiscopat catholique, la Fédération protestante de France, Mgr Meletius, représentant le Comité interépiscopal orthodoxe, le Conseil supérieur rabbinique et la Grande Mosquée de Paris « partagent l'opinion des Français, livrent les croyants à la peur pour la suite des événements, entre les hommes » et « demandent aux hommes de bonne volonté d'exprimer leur réprobation devant tous les massacres au Liban et en particulier la prise d'otages de quelque nationalité qu'ils soient ».

**Jérusalem.** — Une lutte féroce pour le contrôle du parti Héroux a plongé dans le chaos, mercredi 12 mars, la principale formation de la droite israélienne. La convention du Héroux a été le théâtre à Tel-Aviv d'un échange d'insultes et de coups de poing encore jamais vu dans l'histoire des partis de ce pays. Lorsque les congressistes se sont séparés dans le plus grand désordre, jeudi aux premières heures du jour, le Héroux semblait au bord de la scission.

... Depuis l'ouverture de ses travaux dimanche, la convention offrait le spectacle d'un parti coupé en deux. D'un côté, on trouvait M. Ytzhak Shamir, chef du parti depuis la retraite de Menahem Begin, ancien et selon les accords d'union nationale - futur premier ministre, soutenu par M. Moshe Arens ; de l'autre, le parti de la gauche, dirigé par le député de Tel-Aviv, M. David Lévy et Ariel Sharon, unia par une alliance de circonstance contre leur adversaire commun. Tous les votes de procédure intervenus depuis le début du congrès furent autant d'approuvés de force entre ces deux clans.

MM. Lévy et Sharon n'ont jamais caché qu'ils contestaient à M. Shamir le droit de rester à la tête du parti et, en conséquence, de redevenir premier ministre en octobre prochain à la place de celui de gouvernement intermédiaire M. Shimon Pérès. Le soutien public opposé par M. Begin à M. Shamir n'avait pas suffi à réfréner leurs ambitions. Le rapport de forces apparu en leur faveur au début du congrès les a, semble-t-il, convaincus de monter à l'assaut. Ils ont voulu saisir l'occasion de leur retour à la tête à eux-avant octobre pour tenter de débaucher M. Shamir ou du moins pour porter un coup fatal à son autorité.

MM. Lévy et Sharon accusent le clan Shamir-Arens et, au-delà, les vétérans du Hérout, de vouloir conserver artificiellement le contrôle du parti. Ils ajoutent, qu'ils ne sont plus majoritaires dans une formation grossie depuis 1977 de nouveaux adhérents pour le plupart issus des milieux "populaires" et "étrangers" et qu'ils ne peuvent pas empêcher le nationalisme radical des Shamir et Arens, reprochant à leurs rivaux de vouloir conquérir le parti par la force. Or assiste donc au sein du Hérout à un affrontement à deux dimensions : entre des opposants à l'entrée dans une « vieille garde » dominée « polonaise » et une nouvelle génération, orientale. Le

« Mégalomane ! »  
« Criminels ! »

[illegible]

Avant de se séparer jeudi matin dans la confusion, les deux tendances ont même fait bande à part pendant quelque temps, enfonçant séparément l'épine nationale. Il est trop tôt pour savoir si le congrès sera de nouveau convoqué dans quelques semaines. Une chose est sûre : ces déchirements fratricides risquent d'évoquer de lourdes conséquences, ces prochains mois, sur l'évolution politique du pays.

En effet, l'accord de rotation qui doit marquer le retour de la droite au pouvoir en octobre a été conclu personnellement entre MM. Pérois et Shemir. Si ce dernier perd la confiance de son parti, l'accord d'union nationale deviendra caduc. Comment réagiront les travaillistes à cette nouvelle situation ? En outre, on peut s'attendre à de nouvelles émoionantes au sein du Hérout.

Ces MM. Lévy et Sharon, allés tactiques, ne songent, en fait, qu'à leur propre destin. L'ancien ministre de la défense apparaît d'ores et déjà comme le véritable vainqueur du congrès. Son influence grandissante, l'appareil du parti — qui contraste avec sa faible popularité dans le pays — ne peut qu'entraîner le Héroux vers des positions extrêmes. La formation de Zéev Jabotinsky et de son parti, qui s'agitent dans des maîns d'horaires moins scrupuleux, vient en tout cas de donner raison à Ben Gourion, qui voyait en lui « la perte de la force véritable ».

J.-P. LANGELEUR.

**Les fjords : à eux seuls ils justifieraient le voyage.**

## Intensification de la guérilla

Hanoi. — La guérilla khmère a intensifié ses activités depuis février, a reconnu récemment une source généralement bien informée dans la capitale vietnamienne. Tout en démentant la plupart des succès revendiqués notamment par les Khmers rouges, elle a admis que les effectifs de la guérilla opérant à l'intérieur du Cambodge s'élevaient à *« environ dix mille »* hommes et que leurs attaques se sont intensifiées — *« sans succès »* — contre les positions vietnamiennes proches de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.

D'autre part, le radio des Khmers rouges a affirmé, mercredi 12 mars, que ses forces ont attaqué la ville de Kompong-Thom, à 162 kilomètres au nord de Phnom-Penh, le week-end dernier, faisant « 229 morts et 164 blessés » dans les rangs vietnamiens. Enfin, des responsables du FNLKP (guérilla non communiste de M. Son Sann) ont déclaré que leurs forces avaient été chassées, par les Vietnamiens, d'une position située à 10 kilomètres de la frontière thaïlandaise et qui commande l'accès au Cambodge à partir de ce pays. — (AFP.)

## Démarche de l'épiscopat auprès des grévistes de la faim

L'épiscopat polonais a demandé aux quatre prisonniers politiques qui observent depuis plusieurs mois une grève de la faim de cesser leur mouvement de protestation. Mgr Dabrowski, secrétaire de la conférence épiscopale, a écrit une lettre à MM. Bielecki, Gorski, Wlodecki et Krasowski, en leur demandant de mettre un terme à leur « jeûne dangereux pour leur santé les quatre hommes sont alimentés artificiellement à l'aide de sondes ». Ces lettres ont été transmises aux détenus par l'administration pénitentiaire. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a d'ailleurs indiqué que « c'était le rôle de l'Etat » de faciliter cette intervention. Le démarcage de l'Eglise pourrait permettre aux quatre prisonniers, qui sont allés très loin dans leur mouvement de protestation et ne sont peut-être plus en état d'en mesurer très clairement les conséquences, de trouver une issue honorable à leur grève de la faim. Reste à savoir si les autorités ont de leur côté consenti à un quelconque geste en faveur des prisonniers politiques, dont les conditions de détention avaient été nettement durcies au cours des derniers mois.

D'autre part, une nouvelle condamnation a été prononcée contre un des membres du mouvement Liberté et paix, qui refusait, lors de leur incorporation dans l'armée, de prêter le serment qui comprend un engagement de fidélité à l'égard de l'URSS. M. Tomasz Wecko, historien, âgé de vingt-huit ans, vient ainsi d'être condamné à une peine d'un an et demi de prison ferme.

## Des policiers blancs auraient tué un de leurs collègues noirs

Johannesburg. — Des policiers blancs sud-africains ont tiré, mercredi 12 mars, sur deux policiers noirs dont l'un a été tué et l'autre gravement blessé, dans la cité noire d'Alexandra (banlieue de Johannesburg). Cette fusillade s'est produite devant la résidence d'un conseiller municipal noir, M. Lucas Kozzi, qui a précisé : « Je n'ai pas personnellement assisté à la fusillade, mais le sergent Ntshu Xumelo, chef des forces de police noires locales, m'a dit que les policiers blancs étaient venus à la résidence du conseiller général de la police à Pretoria à l'indiqué, pour sa part, qu'une enquête est en cours sur le meurtre et sur les circonstances qui l'entourent. » (APF.)

## La Norvège:

324 000 km<sup>2</sup> de nature intacte  
à portée de vacances.

**E**space, silence, air pur : un «luxe» quotidien pour les Norvégiens qui ne demandent qu'à le partager avec leurs amis étrangers. Nos voisins européens l'apprécient depuis longtemps ; les Français le découvrent à leur tour, pour leur plus grand plaisir.

Un des plus beaux pays du monde. Ce qui frappe dès l'entrée en Norvège, c'est la beauté et la variété de ses paysages. Montagnes sauvages et fjords étroits, forêts profondes et plaines verdoyantes, rivages paisibles des lacs, côtes déchiquetées, cascades... Un vrai paradis pour les amoureux de la nature.

Pour tous les budgets. Les possibilités d'hébergement sont sans limite. De l'hôtel grand confort à la modeste pension mais aussi, selon des formules moins classiques : séjour à la ferme, chez l'habitant, en auberge de jeunesse - nombreuses et ouvertes à tous - location d'un chalet ou... d'une cabane de pêcheur. A noter, bien sûr, le camping et le caravanning : plus de 1400 terrains homologués. Vous avez le choix.

**Loisirs actifs pour grands et petits. Voile, ski nautique, pêche, randonnée pédestre, tennis, équitation... Mille activités s'offrent à vous en Norvège et les amateurs de sports de plein air s'en donnent à cœur joie.**

«Velkommen til Norge» (Bienvenue en Norvège). Parfois timides, les Norvégiens sont toujours accueillants, disponibles et hospitaliers en toutes circonstances. Sollicitez-les à la première occasion, ils se montreront d'une gentillesse infinie. Vous verrez, l'hospitalité norvégienne n'est pas un vain mot.

*Selon que vous y alliez par avion, train, voiture ou bateau, la Norvège est à deux heures ou deux jours de chez vous.  
Quand partez-vous?*

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les différentes formules de voyages et de séjours, renvoyez ce coupon accompagné de 10F en timbres à Mailing Express-Norvège, B.P. 591, 75830 Paris Cedex 17.

**M** \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_ **LM**

Si vous avez un Minitel, composez le 36.14.91.66 VGL

## La crise de la compagnie d'électricité de Jérusalem-Est a de sérieuses implications politiques

Jérusalem. — Israël a engagé une procédure de saisie contre la compagnie d'électricité de Jérusalem-Est, la fois première entreprise publique de Cisjordanie et bastion économique du nationalisme palestinien. Cette mesure, si elle est menée à son terme, signe l'arrêt de mort du dernier établissement d'«ouverture d'initiative» jordanienne. Déjà dénouement, financièrement stérilisé, en ferait qu'accroître l'émigration des Arabes de Jérusalem envers l'Etat juif.

puiriquement, la décision israélienne est inattaquable. Criblée de critiques, la compagnie palestinienne a dépensé 12 millions de dollars à sa partener israélienne. Celle-ci lui vend 10 % du courant consommé par ses quelque cent mille clients, dont quatre mille juifs installés dans les nouveaux quartiers de Jérusalem-Est. Depuis un an et demi, Anouar Nousseibeh, président de la compagnie défilante, a tenté de prévenir le usurfrage. Peine perdue. Sur ordre du tribunal, les huis-clos ont mis les scellés. Sans surprise, la dernière minute, la décision judiciaire sera prononcée chèrement.

Cette affaire est politiquement pressante, car elle devrait donner à une vive lutte d'influence entre la Jordanie et l'OLP, au moment où celles-ci sont en délicatesse. Baillieur de fond traditionnel, le royaume hachémite aurait pu, au lieu de sa responsabilité historique, flouer la compagnie détestée, comme il lo fit déjà dans le passé. Nousseibeh s'était naturellement essé au roi Hussein.

Ala, cette fois, le souverain  
refuse son offre de sauvetage de  
conditions inacceptables soit par  
un - réduction du prix de vente  
kilowatt-heure, moratoire sur les  
loans, - soit par la compagnie et  
cinq cent soixante employés -  
taux de 30 % du personnel,  
pression de certains privilégiés,  
sionnaires. L'intransigence jorda-

miennne n'obéit pas au seul souci de voir restaurer une bonne gestion. Elle tient aussi à l'évolution politique locale.

La compagnie d'Electricité passait depuis 1967, pour le plus solide point d'ancrage de l'industrie israélienne à Jérusalem. Patriarche résident M. Nousseibeh est d'ailleurs un ancien ministre jordanien de la défense. Or, l'OLP a pris récemment le contrôle politique de la firme. A son instigation, le comité d'entreprise avait décidé, mercredi 5 mars, d'occuper les locaux « afin de faire passer la machine d'Israël sous une poussière nationale ».

D'évidence, le roi n'a pas hésité à aider une compagnie qui lui échappe. Mais le temps presse. Israël aurait déjà mis en place un réseau alternatif pour déservir, le moment venu, des nouveaux clients.

**J.-P. LANGELLIER**

● **Le premier ministre soudanais en Libye.** — M. Al Gazouli Dafaa Allah a entamé, mercredi 12 mars, sa première visite officielle en Libye à la tête de la plus importante délégation soudanaise à se rendre à Tripoli depuis le renversement du général Nemeiry, en avril 1985. Il pourrait solliciter un accroissement de l'aide économique et militaire de la Libye, liée depuis juillet dernier à son pays par accord de défense. — (Reuters).

● **Aide américaine à l'Egypte.** — Les Etats-Unis ont décidé de débiter aux aides spéciales de 150 millions de dollars au profit de l'Egypte, a annoncé, mardi 11 mars, au Caire, le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, M. Richard Murphy, qui venait de s'entretenir avec le président Moularik. M. Murphy a assuré à la presse que les pays était « parfaitement sûr » pour les touristes et que la révolte des conscripts de la police, il y a une dizaine de jours, n'était plus qu'un « mauvais souvenir ». — (Reuters.)

**de  
vraies  
écoles  
de langues**

**USA – Angleterre – RFA**

**Garantie :**  
**un nombre limité de Français**

**Adultes : Séjours intensifs en Universités.**  
**Juniors : Vacances en Collèges.**

**Association VELA - 38, rue de Chézy  
92200 Neuilly - Tél. : (1) 46-37-35-88**

[illegible]



# UNE MINUTE DE RÊVE A HOLLYWOOD IOF.



## BAISSE DES TARIFS FRANCE-AMERIQUE DU NORD -21%

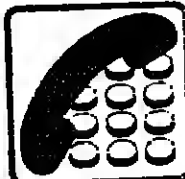
Satellites, fibres optiques, Vidéotex, les Télécommunications poursuivent leur avancée technologique. C'est elle qui permet aujourd'hui une nouvelle baisse des tarifs internationaux vers plus de 30 pays, jusqu'à 21%.

Nouveaux tarifs vers l'Amérique du Nord :  
• 10,10 F la mn de 10 h à 20 h, soit une baisse de 21%.

• 7,70 F la mn de 20 h à 2 h, soit une baisse de 12%.  
• 6,18 F la mn de 2 h à 10 h, soit une baisse de 20%.  
• 7,70 F la mn les dimanches et jours fériés français de 10 h à 2 h, soit une baisse de 12%.

Tarifs en vigueur vers l'Amérique du Nord (sauf Alaska et Hawaï) depuis le 10 février 1986.

**PTT**  
TELECOMMUNICATIONS



### LES TELECOMS AVANCENT LES PRIX RECULENT

هكذا من الأصل



# EUROPE

## LE RÉFÉRENDUM EN ESPAGNE

### Une nette majorité s'est prononcée pour le maintien dans l'alliance atlantique

De notre correspondant

Madrid. - L'Espagne se maintiendra dans le giron atlantique. Les partisans de l'alliance l'ont en effet emporté, au référendum du mercredi 12 mars, avec une marge inattendue : 52,6 % des votants se sont prononcés pour le « oui » et 39,8 % pour le « non ». Les votes blancs et nuls atteignant 7,6 %. Quant à la participation, elle a été de 59,7 %.

Le « non » ne l'a emporté qu'en Pays basque, en Catalogne, en Navarre et aux Canaries. Le pourcentage de « oui » a été particulièrement élevé dans les régions rurales.

Le suspense n'aura guère duré. Une minute à peine après la fermeture des bureaux de vote, une chaîne de radio annonçait déjà la victoire du « oui », confirmée officiellement, peu avant 22 heures, par le ministre de l'Intérieur, M. Barriomero.

A 22 h 40, le président du gouvernement socialiste, M. Felipe Gonzalez, apparaissait sur le petit écran pour saluer ce résultat qui, s'il est affirmé, « constitue un succès pour tout le peuple espagnol », et qui « sera positif pour la démocratie ». M. Gonzalez a réitéré sa volonté de parvenir à un « consensus sur la politique de paix et de sécurité » avec « toutes les forces politiques ayant une représentation parlementaire ».

Quelques heures auparavant, personne n'aurait sans doute parié que le « oui » allait l'emporter avec plus de 10 % d'avance ! Tous les sondages reflétaient en effet une légère avance du « non », avec, il est vrai, un très fort pourcentage d'indécis. Pour convaincre ces derniers, M. Gonzalez a dû peser de tout son poids dans la balance. Il a bénéficié de l'indéniable appui des moyens de communication public, surtout de la télévision, dont toutes les forces d'opposition, de droite comme de

gauche, ont dénoncé le « comportement partial » (1).

Le « oui » à l'alliance apparaît comme un « oui » à M. Gonzalez, qui a fait preuve à nouveau de sa capacité de persuasion politique dans ce que les dirigeants socialistes présentaient comme « la plus difficile » de leurs campagnes.

Conscients des réticences que l'OTAN suscite encore au sein de leur électorat, M. Gonzalez et ses proches ont en fait agi comme si le référendum portait sur le maintien de l'Espagne dans la Communauté économique européenne. Évitant soigneusement, dans ses interventions publiques, de mentionner les mots « OTAN » et « alliance atlantique », M. Gonzalez a, au contraire, souligné que le vote « oui », le 12 mars, signifiait l'« intégration définitive de l'Espagne à l'Europe avec toutes ses conséquences ».

#### Rude coup pour M. Fraga

Les socialistes n'ont pas hésité, d'autre part, à dramatiser le débat. Les responsables économiques ont laissé entendre qu'un vote négatif porterait dangereusement préjudice à l'investissement étranger et aux exportations nationales, et que le pays risquait de ne plus bénéficier de transferts de technologies avancées. Allant plus loin, le ministre des affaires étrangères, M. Fernandez Ordonez, a affirmé : « Si le « non » l'emporte, il est ridicule de croire que nous pourrions nous maintenir dans la CEE ». Ces arguments ont porté, dans un pays où l'europhisme, contrairement à l'atlantisme, fait pratiquement l'unanimité dans l'opinion publique, et où la crise économique, avec le taux de chômage le plus élevé d'Europe occidentale, incite aux décisions prudentes.

La potion est amère pour les mouvements pacifistes, qui semblaient

jusqu'au dernier moment persuadés du succès. Leur échec n'est pas total toutefois, si l'on songe que les atlantistes, sans grand accès à la télévision et menant dans la rue l'essentiel de leur campagne, ont réussi à obtenir plus de six millions de voix... alors que 98 % des députés au Parlement appartiennent à des partis politiques favorables à l'alliance atlantique.

Les adversaires de l'OTAN ont annoncé qu'ils feraient dorénavant campagne pour le démantèlement des quatre bases que les Etats-Unis utilisent en territoire espagnol. Mais il n'est pas sûr que ce rassemblement hétéroclite de pacifistes écologistes, communistes et nationalistes de gauche, qui s'était formé pour demander la sortie de l'OTAN, résiste à la défaite du 12 mars.

L'Alliance populaire (opposition conservatrice) qui, malgré son atlantisme traditionnel, avait recommandé à ses partisans de ne pas participer au vote, ne sort certainement pas renforcée de ce référendum, même si ses dirigeants affirment que « l'abstention est la grande gagnante du 12 mars ». Elle avoisine 40 % des inscrits, contre 33 % au dernier référendum, celui de 1978, sur la Constitution. Mais cette hausse n'est pas suffisamment significative, si l'on songe que l'abstention était cette fois recommandée par une force politique qui avait atteint, aux dernières élections, 25 % des suffrages.

En prononçant l'abstention, l'opposition de droite aura laissé aux socialistes le mérite exclusif de la victoire au référendum. Et, surtout, cette consigne aura porté un coup très rude au président de l'Alliance populaire, M. Manuel Fraga, qui a donné l'impression de faire passer les préoccupations de parti avant les intérêts nationaux de l'Espagne. L'Alliance populaire a d'ailleurs dû faire face, avec une irritation croissante, aux reproches à peine voilés des « partis frères » européens.

THERRY MALINAK

(1) Selon une étude du quotidien *El País*, la télévision a octroyé, pour la campagne sur le référendum, 57 % de son temps aux partisans du « oui », 24 % à ceux du « non », et 19 % aux abstentionnistes.

● Un industriel basque enlevé. - Un industriel basque de Saint-Sébastien a été enlevé par l'organisation indépendantiste basque ETA militaire. Cette organisation a revendiqué l'enlèvement dans des appels téléphoniques à plusieurs organes de presse du Pays basque. M. José Maria Egana Loidi, âgé de soixante-trois ans, dirigeant de l'entreprise chimique Craft avait disparu lundi matin 10 mars. Sa famille avait averti la police. - (AFP.)

## Tchécoslovaquie

### Un témoignage sur les conditions de détention

Le Tchécoslovaque Jaroslav Javorsky, libéré lors du grand échange d'agents dont a profité le dissident soviétique Anatoly Chicharansky, le 11 février dernier à Berlin, révèle les conditions de détention dans son pays, dans une interview publiée par le quotidien ouest-allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

M. Javorsky, réfugié en RFA et qui s'était rendu en Tchécoslovaquie pour tenter de faire sortir sa fiancée du pays, a purgé sept ans dans la prison de Valdice, au nord-est de Prague, réservée aux « récidivistes dangereux », pour « trafic de devises, tentative de fuite et espionnage ».

Selon M. Javorsky, le système carcéral tchécoslovaque est organisé en fonction de la gravité des crimes. Le « sabotage », l'« espionnage », les atteintes à la « propriété socialiste » et les crimes de sang sont sanctionnés par le régime numéro trois, le plus sévère, auquel sont soumis 14 % des prisonniers du pays.

Les prisons numéro trois sont des « camps de rééducation par le travail ». Celle de Valdice est la plus grande de Tchécoslovaquie, avec deux mille cinq cents prisonniers, suivie par celle de Leopoldov, deux mille prisonniers, en Slovaquie.

Les cellules comptent en général une quinzaine de prisonniers, souvent plus. Les visites de la famille

proche, seules admissibles, ne peuvent avoir lieu que tous les dix mois. Un tiers des prisonniers de Valdice ne reçoivent aucune et restent complètement isolés du monde extérieur, selon M. Javorsky.

Les sanitaires se limitent à un lavabo et un WC, avec une douche tous les dix jours. Les prisonniers n'ont pas droit à des sous-vêtements, et, l'hiver, on leur interdit de porter des gants ou de mettre leurs mains dans les poches, même par grand froid. Ces brimades sont destinées, selon M. Javorsky, à humilier les prisonniers.

La quantité de nourriture accordée varie en fonction de la productivité du travail des détenus. Ils reçoivent un quart de litre de lait et une pomme par semaine, ainsi qu'un citron à Noël et en janvier pour « éviter les épidémies de grippe ». S'ils n'atteignent pas la norme de travail fixée, leur peine peut être prolongée : ainsi, trois mois de travail « au-dessous de la norme » peuvent valoir une « rallonge » de cinq années.

Aucune activité religieuse ou sportive n'est autorisée. Selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la criminalité devient un problème politique en Tchécoslovaquie. D'après les enquêtes citées par le journal, le nombre des prisonniers soumis au régime numéro trois a augmenté de 44 % en Slovaquie entre 1976 et 1981. - (AFP.)

[L'histoire personnelle de Jaroslav Javorsky, présenté comme un « espion » est en elle-même édifiante : fils d'un ancien champion de tennis tchécoslovaque devenu entraîneur en RFA, il obtint l'autorisation d'aller rendre visite à son père en Allemagne fédérale et en profita pour demander l'asile politique. Cependant, il repartit ensuite pour la Tchécoslovaquie avec de faux papiers pour tenter de faire sortir sa fiancée. Arrêté en 1977, torturé pendant deux semaines, jusqu'à ce qu'il révèle sa véritable identité, il fut condamné à treize ans de prison - et fit deux grèves de la faim - avant d'être « échangé » sur le pont de Gliencke.]

● Echec tragique d'une tentative d'émigration en deltaplane. - Deux jeunes Tchécoslovaques âgés de vingt-neuf et trente ans ont payé cher leur tentative de s'enfuir en Autriche avec un deltaplane motorisé : l'engin s'est écrasé, les deux hommes ont été blessés, dont l'un mortellement, rapporte la presse régionale, sans préciser la date et le lieu de l'événement. Le survivant a été inculpé pour « tentative d'émigration illégale ». - (AFP.)

هكذا من الأصل

## LES RÉACTIONS AU CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

### Quand les Hongrois et les Polonais entendent ce qu'ils veulent entendre

Le vingt-septième congrès du PC soviétique a laissé perplexes la plupart des observateurs occidentaux, qui en sont encore à se demander si M. Gorbatchev a vraiment annoncé quelque chose de nouveau, s'il est résolu à mettre du supercarburant... et de l'huile - dans l'immense machine économique soviétique. Mais à Varsovie et à Budapest, la question semble à peine se poser - du moins dans les milieux officiels et la presse. On croit, on veut croire que le vingt-septième congrès de Moscou a été un événement de première grandeur, un véritable tournant. Les communistes hongrois et polonais auraient l'oreille plus fine que les commentateurs occidentaux, mieux formés en tout cas aux subtilités de la langue de bois. Ou bien, ce qui semble bien plus probable, entendent-ils surtout ce qu'ils ont envie d'entendre ?

A Budapest, ce sont les officiels eux-mêmes qui ont profité de l'occasion pour reprendre des thèmes qui leur sont chers. « Cela faisait des années que j'attendais ce moment », s'est ainsi exclamé le directeur de l'Institut d'économie de l'Académie hongroise des sciences, M. Jozsef Bogner. Mais déjà le ton avait été donné par un dirigeant de tout premier plan, M. Miklos Szuros, secrétaire du comité central, responsable des affaires étrangères. Les méthodes économiques auxquelles recourent la Hongrie et l'URSS ont « de plus en plus de traits communs », écrivait-il le 8 mars M. Szuros dans l'organe du PC hongrois, *Nepszabadsag*, et le congrès du PC soviétique a permis une « redéfinition réaliste certaines thèses essentielles, auxquelles valables mais qui sont dépassées aujourd'hui ». Mais l'essentiel du propos de

M. Szuros, qui s'est déjà distingué dans le passé par des paroles relativement apaisées concernant le rôle propre à chacun des pays socialistes, est ailleurs. « Le PC soviétique », explique-t-il, reconnaît lui-même qu'une totale identité de vues (entre les pays socialistes) ne peut exister et ne doit pas exister. Et son nouveau programme constitue un avertissement pour tous ceux « qui voient dans toute modification raisonnable du mécanisme économique une violation des principes du socialisme ». L'avertissement, évidemment, s'adresse à ceux qui, parmi les pays frères, ont toujours fait preuve d'excès de zèle pour dénoncer les dangers hérétiques (les thèses de M. Szuros avaient été vigoureusement attaquées, en leur temps, par Prague), mais aussi, sans doute, aux conservateurs hongrois qui combattent les réformes au nom des intérêts de la classe ouvrière.

#### Une « injection d'optimisme »

A Varsovie, l'enthousiasme officiel est plus bruyant encore, mais aussi moins explicite. Pour l'ancien vice-premier ministre et rédacteur en chef de *Polityka*, Mieczyslaw Rakowski, le congrès de Moscou a été une « forte injection d'optimisme ». Mais M. Rakowski, qui, par parenthèse, et malgré tous ses efforts, n'est jamais parvenu à se faire bien voir des Soviétiques, n'explique guère sur quoi se fonde cet optimisme. Le rédacteur en chef de l'organe du Parti, *Trybuna Ludu*, écrit, lui, que le congrès soviétique a donné naissance à une nouvelle conception, celle de l'« accélérisme ». Cette « stratégie de l'accélération » sort d'ailleurs de la motivation

la plupart des commentaires de la presse polonaise. Si on comprend bien, M. Gorbatchev a mis un turbo dans son moteur, et il s'agit à présent, pour la Pologne, de suivre. Certes, écrit de le début du congrès un commentateur du quotidien *Zywiec*, l'économie soviétique dispose « de possibilités incommensurables et d'un champ de manœuvre beaucoup plus vaste » que la Pologne. Mais son exemple a une « grande signification » pour l'ensemble du camp. Le général Jaruzelski lui-même, dans son discours devant le congrès moscovite, avait été encore beaucoup plus direct en réaffirmant que « le pays des soviets » jouait un rôle de pionnier pour toute la communauté socialiste. Le rédacteur en chef de *Trybuna Ludu* en tire la conclusion logique : « Les camarades soviétiques doivent, à présent, appliquer les résolutions qu'ils ont prises (...). Pour nous, il est temps de réfléchir au moyen d'utiliser les acquis de ce congrès (soviétique) pour le congrès de notre parti (en juin prochain) ».

Certes, ces commentaires hautement laudatifs sont de règle, dès qu'il s'agit de faire écho aux discours tenus à Moscou, quels qu'ils soient. Mais on a tout de même l'impression que les accents un peu nouveaux qui ont résonné au palais des congrès du Kremlin tombent, cette fois, à point nommé. D'abord, peut-être, pour essayer de convaincre un public polonais particulièrement désabusé que la situation économique n'est pas désespérément bloquée, si même Moscou comprend désormais que quelque chose doit changer. Et, en même temps, pour redonner un peu de crédibilité aux mots de « nouveau » et de « réforme » qui figurent toujours en bonne place dans les discours de l'équipe Jaruzelski mais tombent, désormais, dans un océan de scepticisme ou d'indifférence, sans parler de la sourde hostilité de certains membres de l'appareil du parti.

C'est ainsi qu'un commentateur communiste, K.T. Topolitz, après avoir énoncé le rapport de M. Gorbatchev, ajoute, dans un langage transparent, « que la lecture de ce rapport devrait nous amener à penser à ceux qui sont esclaves à penser, entre la réalité du socialisme et les défis pressants du monde contemporain, une barrière faite de dogmes, de principes mal compris, d'un béton qui masque le monde réel ». Le « béton », lui ne figure en Pologne, c'est le nom de code donné à la « gauche » du parti, c'est-à-dire à ses éléments les plus réactionnaires.

C'est aussi ce que semble vouloir dire en termes plus ouverts, et sans crainte de donner un sens bien étrange au mot de patriotisme, le rédacteur en chef de *Zywiec*, *Wojciech* : « La mesure de notre patriotisme, de ce qui détermine le destin de la Pologne, et non des mythes polonais, c'est ce que nous ferons pour profiter, dans les difficiles conditions qui sont les nôtres, de la chance qui nous est offerte par le vingt-septième congrès. Par « mythes » polonais, il faut évidemment, comprendre le rêve de démocratie et les espoirs que fit naître Solidarité, qui n'ont évidemment plus droit de cité.

Dans un contexte passablement différent, avec un ton et des sous-entendus distincts, les milieux dirigeants de Budapest et de Varsovie applaudissent donc des deux mains aux propos pourtant ambigus de M. Gorbatchev. De là à en conclure que des changements concrets, en matière économique, interviendront à court terme dans ces deux pays, il y a un pas. La Hongrie et la Pologne se sont, on le sait, déjà avancées beaucoup plus loin dans la voie de réforme que ne l'envisagent seulement les Soviétiques. Et, paradoxe supplémentaire, les économistes polonais sont eux-mêmes allés plus loin et beaucoup plus tôt dans cette direction que leurs collègues hongrois. Le problème, comme le remarque, dans une interview publiée par un journal polonais, M. Rezzo Nyers, qui fut, précisément, l'un des pères de la réforme hongroise, c'est que, à Varsovie, ces belles théories n'ont jamais été appliquées.

JAN KRAUZE

#### Danemark

● Remaniement gouvernemental. - Le premier ministre danois, M. Poul Schluter (conservateur), a annoncé mardi 11 mars un remaniement ministériel concernant environ le tiers du gouvernement (Intérieur, affaires sociales, agriculture, énergie, pêcheries, habitat, culture et industrie) mais n'affectant pas les principaux ministères. Trois ministres changent de poste et six quittent le cabinet, sans toutefois que le rapport des forces soit sensiblement modifié au sein du gouvernement de coalition, formé des conservateurs, des libéraux, des centristes-démocrates et des chrétiens-populaires. - (AFP.)

## Les mémoires d'un ancien SS devenu taupe rouge

Comment passer du service des SS à celui du KGB ? Un livre récemment paru à Hambourg, en RFA, sous le titre *Le silence de M. Helmut Felfe*, qui se dit « retraité du KGB » et vitant aujourd'hui à Berlin-Est, apporte quelques éléments de réponse.

Dans ses Mémoires intitulées *Le service de l'ennemi*, M. Helmut Felfe explique comment, après la guerre, il a été amené à travailler pour les services soviétiques. « Face à la défaite de l'Allemagne », explique-t-il, « j'étais convaincu qu'il fallait travailler pour les Etats-Unis ou l'Union soviétique pour réparer nos torts ».

Son choix s'est porté sur l'URSS car, originaire de Dresde, il n'avait pas pu oublier la destruction de sa ville par les bombardements anglo-américains. Chef de la police à Glatz, en Silésie, en 1943, il déclare

n'avoir eu aucune connaissance des massacres perpétrés non loin de là, à Auschwitz.

Dans son livre, Felfe avoue qu'il était convaincu que « Hitler avait donné au peuple allemand tout ce dont il avait besoin : un but, un ennemi, de l'ordre, de la discipline ».

Aujourd'hui, il accuse les Etats-Unis d'avoir « corrompu la RFA à coup de Coca-Cola et de chewing-gum ».

Actif en Allemagne de l'Ouest, pour le KGB, de 1949 à 1961, démasqué, condamné à quinze ans de prison, il fut libéré en 1969 dans le cadre d'un échange d'espions. Par la suite, il exerça son activité comme professeur de criminologie à Berlin-Est. Cela s'appelle utiliser les compétences... L.R.

## RÉFÉRENDUM EN SUISSE LE 16 MARS

### « Approuvez-vous l'adhésion de votre pays à l'ONU ? »

De notre correspondant

Berne. - « Approuvez-vous l'adhésion de votre pays à l'ONU ? ». Telle est la question à laquelle les Suisses devront répondre dimanche 16 mars par référendum.

Le gouvernement helvétique qui, après bien des hésitations, s'est finalement résolu à franchir le pas, se serait sans doute fort bien passé de s'en remettre au verdict des urnes. Mais le système de démocratie semi-directe en vigueur dans la Confédération est ainsi fait qu'une décision de cette importance est obligatoirement soumise à référendum. Si le gouvernement fédéral et le Parlement se sont déjà prononcés en faveur de l'adhésion à l'ONU, le peuple et les cantons auront donc le dernier mot.

Conscient du risque qu'il prenait d'être éventuellement déçu par les électeurs, le Conseil fédéral avait multiplié les précautions avant de les appeler à se prononcer. En fait, le référendum de dimanche est l'aboutissement d'une longue réflexion et d'une non moins longue campagne d'explication. A l'origine, la Confédération s'était volontairement tenue en marge de l'ONU en vertu de sa politique de neutralité. Mais, de plus en plus vaincus par la seconde guerre mondiale, les Nations unies sont devenues, au fil des ans, un forum universel regroupant à peu près tous les pays du monde, à l'exception des deux Corées, de la Suisse et de quelques micro-Etats. Participant déjà à part entière aux activités de la plupart des institutions spécialisées, Berna a fini par s'apercevoir que son statut d'observateur à l'organisation principale comportait plus d'inconvénients que d'avantages.

Depuis le début des années 70, les responsables de la diplomatie helvétique ont commencé à préparer le terrain. Ensuite, en 1977, le gouvernement était arrivé à la conclusion que l'adhésion était souhaitable. Après l'approbation du Parlement, il n'a pas ménagé ses efforts et s'est lancé dans une campagne d'information pour tenter de rallier la population à ses vues.

L'ONU reste certes imparfaite mais elle est devenue irremplaçable. Elle va donc en substance le Conseil fédéral. « Les Suisses n'est pas une île et ne saurait se replier sur elle-même », ajoute-t-il dans un dernier appel aux électeurs. Le moment est venu de s'adapter aux changements intervenus dans le monde.

#### Neutralité

Pour ses partisans, l'entrée à l'ONU permettrait à la Suisse de mieux défendre ses intérêts. Elle pourrait ainsi faire valoir son point de vue lors de l'élaboration de traités internationaux plutôt que de devoir se contenter de les signer. En raison de sa puissance économique, elle serait bien placée pour participer à l'établissement de règles commerciales et financières qui la concernent directement. Le gouvernement présente également une éventuelle adhésion comme un acte de solidarité avec les autres peuples.

Se référant aux expériences de la Suède et de l'Autriche, le Conseil fédéral estime que la neutralité permanente armée ne constitue pas un obstacle à l'adhésion de la Suisse aux Nations unies. Cette neutralité, observe-t-il en outre, n'empêche pas la Suisse de prendre position sur des questions politiques quand elle le juge utile. Quant à devoir s'associer

à d'éventuelles sanctions, l'ONU n'a encore jamais pris de sanctions militaires et aucun Etat ne pourrait être contraint à participer automatiquement à ce genre de mesures. En ce qui concerne les sanctions non militaires - obligatoires, selon la Charte, - la Suisse espère bien pouvoir modeler son attitude en accord avec sa neutralité.

Ces assurances n'ont pas suffi toutefois à dissiper les fortes préventions qui subsistent à l'égard de l'ONU. Se satisfaisant du statu quo, les opposants considèrent que la Suisse constitue un cas à part. « L'ONU peut être indispensable, disent-ils, mais il n'est pas indispensable que la Suisse en fasse partie ». Pour eux, la Suisse neutre n'a pas intérêt à se mêler des querelles d'intérieur et ils redoutent que des divisions sur des questions de politique étrangère ne nuisent au fédéralisme.

En dehors des griefs couramment adressés à l'ONU, ses adversaires ne se privent pas d'exploiter le vieux réflexe helvétique de repli sur soi. Ainsi n'ont-ils pas fait de détail dans leur propagande, en lançant des interrogations du genre : « D'où viennent tous les réfugiés du monde qui ont dû quitter leur pays parce qu'ils risquent d'y être enrôlés arbitrairement, torturés ou même assassinés ? ». Et de répondre dans le même souffle : « Ils viennent de pays membres de l'ONU ».

La Suisse, qui abrite pourtant son siège européen, peut-elle aller jusqu'à dire « non » à l'ONU ? Malgré les recommandations des autorités et des principaux partis, la base réactionnelle. Selon un récent sondage, 48 % des électeurs se prononceraient contre l'adhésion tandis que 34 % y seraient favorables et 18 % étaient encore indécis.

JEAN-CLAUDE BUIHNER

**POINT CAPITAL**

Théories de la crise et politiques économiques

**POINTS ÉCONOMIE SEUIL**

3 POINTS = 1 BON POINT



# A tous ceux qui ont cru faire plaisir à leur femme, nous donnons une deuxième chance.



Une femme, ça aime les cadeaux une femme... Les petits cadeaux, les gentils cadeaux, les beaux, les gros cadeaux...

Mais un peu moins les grands cadeaux qui encombrant les petits deux pièces... Ou les cadeaux qui ne vont pas - mais alors là pas du tout avec les cadeaux d'avant...

Ou les cadeaux qui ne sont vraiment pas des cadeaux...

Allez, c'est pas grave tout ça, on vous aime bien quand même. Tout le monde peut se tromper. On vous donne une deuxième chance, Madame et vous. Chez IKEA, nous reprenons les choses avec le sourire (1).

Vous avez 15 jours pour remballer votre cadeau dans son emballage d'origine, nous le

rapporter avec le ticket de caisse et repartir avec un nouveau cadeau. Simple, simple...

Une petite idée, comme ça : vous laissez un catalogue IKEA chez vous. Curieuse comme elle est, Madame va plonger dedans. Et peut-être bien marquer une page ou deux... Vous n'avez plus qu'à foncer chez IKEA pour lui prouver quel bon goût vous avez en tombant pile sur ce dont justement elle avait tant envie... Vous pouvez même faire mieux, emmenez-la. Ça fera doublement plaisir...

(1) Sauf les ampoules, les articles vendus à la coupe et les "bonnes trouvailles".  
Faut pas exagérer.



Ils sont fous ces Suédois

**IKEA ÉVRY:** 21 LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRY-LISSES. TÉL. (1) 64.97.66.66. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 10-19 H. **RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS**  
**IKEA BOBIGNY:** CITE CIAL BOBIGNY 2. TÉL. (1) 48.32.92.95. LUN. MAR. MER: 11-20 H - JEU. VEN: 11-22 H - SAM: 9-20 H. **IKEA LIXON:** CITE CIAL DU GRAND VIRE, VAUX-EN-VELIN. TÉL. 78.78.23.26. LUN. VEN: 10-20 H - SAM: 9-20 H  
**IKEA VITROLLES:** RN 13 QUARTIER DU GRIFFON 13127 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU: 11-19 H - VEN: 11-22 H - SAM. DIM: 10-19 H. **RESTAURANT PARADIS D'ENFANT**

هكذا من الأصل



# AMÉRIQUES

Cuba

## M. Fidel Castro poursuit une offensive de charme en direction des chrétiens

De notre envoyé spécial

La Havane. - M. Fidel Castro a pas tout à fait répondu à l'attente des dirigeants de l'Eglise cubaine lorsqu'il a présenté son rapport au troisième congrès du Parti communiste cubain, au début de février. Il s'est, en effet, abstenu de préciser quand les catholiques cubains cesseraient d'être des citoyens de seconde classe, en admettant par exemple qu'ils soient éventuellement admis dans les rangs du parti. Une requête implicitement présentée par Mgr De Cespedes, directeur du séminaire de l'épiscopat, qui en fait le test d'une véritable normalisation. Mais le numéro un cubain n'a autorisé et même encouragé une conférence épiscopale qui a eu lieu récemment à La Havane et a fait le point sur ce qu'un évêque appelle « le dialogue entre croyants et athées à Cuba ».

En fait, ce dialogue se déroule essentiellement au plus haut niveau. La base et les cadres moyens du Parti communiste cubain, éduqués dans l'athéisme et le matérialisme, et convaincus du déclin inéluctable de la religion, restent largement perplexes face à cette offensive de charme du chef de l'Etat en direction des chrétiens. De leur côté, les Cubains catholiques et pratiquants attendent des gestes concrets et la fin d'une discrimination de fait. Mais il est vrai que les relations offi-

*Après un quart de siècle de tensions, le numéro un cubain préconise aujourd'hui « une véritable collaboration entre la révolution et les Eglises »*

cielles ont repris entre l'Etat et l'épiscopat catholique de Cuba après un bon quart de siècle de tensions et de ruptures. M. Fidel Castro a multiplié les gestes et les signaux depuis quelques mois. Le 8 septembre 1985, il a très officiellement rencontré trois évêques cubains à la veille de leur voyage aux Etats-Unis. Une seconde rencontre a eu lieu le 12 novembre 1985. Mais, au janvier de la même année, il s'était déjà longuement entretenu avec des évêques nord-américains invités à Cuba par la Conférence épiscopale cubaine. En juillet 1985, il avait invité deux évêques cubains à la Conférence internationale de La Havane sur la dette extérieure de l'Amérique latine.

Enfin, *last but not the least*, un ouvrage intitulé *Fidel et la religion* a été publié à La Havane en octobre 1985 et a connu aussitôt un énorme succès en librairie. Le livre est le fruit d'une très longue interview de M. Fidel Castro par le Frère Betto, un religieux dominicain du Brésil, connu pour ses sympathies à l'égard des mouvements révolutionnaires

d'Amérique latine et emprisonné pendant quatre ans par les militaires de son pays.

### « Les vraies racines du christianisme »

Les entretiens entre M. Fidel Castro et Frère Betto ont été en tout vingt-trois heures. Un record. M. Fidel Castro raconte sa jeunesse nupri d'une mère « très croyante », ses études dans des collèges religieux, ses luttes politiques, son combat contre la dictature de Batista, la nécessité, selon lui, de former après la victoire « et le débouquement nouveau » de Playa Giron, en avril 1961 - un parti communiste très rigoureux et orthodoxe, adhérant totalement au marxisme-léninisme « dans tous ses aspects, non seulement politiques et programmatiques, mais aussi philosophiques ».

Un parti excluant par conséquent a priori les croyants encore que Castro affirme aujourd'hui qu'il a agi « sous la pression des circonstances » et qu'il n'y avait pas à l'époque d'« intentions antireligieuses ». Si le régime castriste a attaqué l'Eglise, expulsé des évêques et des prêtres, fermé les écoles religieuses et pratiqué de facto la discrimination à l'égard des catholiques pratiquants, c'est parce que l'Eglise cubaine était « un refuge pour les contre-révolutionnaires ».

M. Fidel Castro estime aujourd'hui que la religion « n'est pas nécessairement l'opium du peuple ». Il cite l'exemple de la Pologne « où le Parti communiste a de nombreux catholiques dans ses rangs ». Il se félicite du soulèvement manifesté pour les pauvres par l'Eglise catholique d'Amérique latine et juge que la théologie de la libération « est une redécouverte de ses vraies racines pour le christianisme ». Il y a, dit-il, « dix mille fois plus de communistes que de chrétiens » et affirme catégoriquement qu'il ne doit « plus en être ainsi en Amérique latine ».

### Une Eglise affaiblie

Selon le numéro un cubain, la phase actuelle est celle « de la coexistence et du respect mutuel entre le parti et les Eglises ». Mais il faut aller plus loin, établir « des relations plus étroites, meilleures », des relations « de véritable collaboration entre la révolution et les Eglises ». Le rames d'olivier brandi par M. Fidel Castro ne s'adresse pas seulement en effet à l'Eglise cubaine. Et l'on a noté pendant le troisième congrès du parti son coup de chapeau appuyé à certains partis démocrates-chrétiens d'Amérique latine, en particulier celui du Guatemala (le « bon » Parti démocratique-chrétien, opposé au « mauvais » Parti démocratique-chrétien du Salvador de Duarte).

L'Eglise catholique n'a jamais été solidement enracinée à Cuba, à la

différence de nombreux autres pays d'Amérique latine où son poids est décisif. Fortement dominée par des influences étrangères, formée en majorité de prêtres espagnols très conservateurs, trouvant sa clientèle dans les classes aisées, elle devait fatalement entrer en conflit avec le régime castriste.

Aujourd'hui, cette Eglise apparaît très affaiblie. On compte quelque quatre-vingt mille pratiquants sur une population de plus de dix millions de personnes. Et seulement deux cent trente prêtres, le quart du contingent de 1960. L'Eglise catholique est, en outre, fortement concurrencée par les différentes Eglises protestantes avec lesquelles Castro affirme « n'avoir jamais eu de problèmes ».

La normalisation largement amorcée avec l'Eglise cubaine s'inscrit dans une stratégie beaucoup plus large de rapprochement avec l'Amérique latine. Le volet « religieux » d'une offensive déjà marquée par les prises de position radicales adoptées par M. Fidel Castro sur le problème de la dette extérieure. « Ne payez pas car vous ne pouvez pas », dit-il aux dirigeants des pays endettés. Un thème explosif qui fait naturellement la quasi-unanimité au sein du régime et bien exploité par le leader en train, mais un thème à double tranchant pour La Havane dans les prétentions au leadership dans ce domaine ne sont pas du goût de tous les gouvernements latino-américains. A commencer par celui du Brésil qui a suspendu son projet de reprise des relations diplomatiques avec La Havane.

### Une visite du pape ?

La collaboration entre chrétiens et révolutionnaires n'est pas nouvelle en Amérique latine. Pendant le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende, au Chili, le Mouvement des chrétiens pour le socialisme avait connu un essor notable. Et des prêtres sont morts, tués au combat aux côtés des guérilleros en Colombie, et ailleurs. Au-delà de ses appels en faveur d'une alliance entre chrétiens et communistes, M. Fidel Castro songe aussi à la possible visite du pape Jean-Paul II à Cuba en 1987.

Le pape devait faire une escale en 1979 à son retour de la conférence épiscopale de Puebla. M. Fidel Castro avait demandé que cette escale « soit cubaine ». Mais les Cubains de Miami avaient eux aussi réclamé l'honneur d'une visite, même brève. Jean-Paul II s'était arrêté aux Bahamas. Le leader cubain, qui qualifie le pape de « personnalité politique en raison de ses activités, de ses déplacements et de ses contacts avec les masses » souhaite manifestement aujourd'hui une « vraie visite, sérieuse, prolongée » et plus seulement une simple escale.

Des négociations ont été engagées avec le Vatican, où il n'y a pas, semble-t-il, unanimité sur l'opportunité d'un tel voyage. Les adversaires ne souhaitent pas faire le jeu du dirigeant cubain dans sa recherche d'une « nouvelle crédibilité ». Mais on dit que Jean-Paul II est « intéressé » par Cuba. M. Fidel Castro, dans ses entretiens avec Frère Betto, se dit, lui, « réellement honoré de l'intérêt du pape à venir rendre visite à Cuba ».

MARCEL NIEDERGANG.

Haiti

## Un ancien chef de la police enregistrait des séances de torture

Port-au-Prince (AFP). - Une radio privée haïtienne, Radio Métropole, a diffusé pour la première fois, mercredi 12 mars, un extrait de l'enregistrement d'une séance de torture dirigée par un des anciens chefs de la police politique duvaliériste, M. Luc Desyr.

Cet enregistrement, une cassette qui circulait depuis quelques jours dans la capitale haïtienne, avait été trouvé lors du pillage de la maison de M. Desyr par la foule le 26 février dernier. La veille, l'ancien dirigeant, qui tentait de quitter le pays, avait été bloqué à l'aéroport de Port-au-Prince par des manifestants et n'avait été sauvé d'un lynchage que par l'intervention des militaires qui, depuis, le détient en prison.

On peut entendre sur l'enregistrement les questions posées à des détenus par M. Desyr, qui s'empare et vocifère, les voix de ses assistants, les bruits des coups et les cris des suppliciés dont l'un est, d'après le son prononcé par ses bourreaux, M. Rambeau Estimé, frère de l'ancien président Dumarsais Estimé (sa prison à Haiti de 1946 à 1950), qui mourut en prison dans les années 70.

Protestant engagé - il émailait ses discours de citations bibliques, - toujours vêtu de noir, portant cra-

# DIPLOMATIE

## Désaccord persistant entre Bonn et Washington sur la défense spatiale

Bonn. - Une délégation du gouvernement ouest-allemand, conduite par M. Lorenz Schomann, haut fonctionnaire au ministère de l'Economie, est partie mercredi 12 mars pour Washington pour tenter de faire sortir de l'impasse les négociations germano-américaines sur l'IDS.

Le gouvernement des Etats-Unis fait en effet pression pour que soit signé le plus rapidement possible le Memorandum of Understanding qui scellerait la participation de la RFA aux projets de défense spatiale du président Reagan. Or, dans l'ultime phase des négociations, des divergences sont apparues portant sur deux points principaux.

Le premier concerne les transferts de technologie. Dans l'esprit du chancelier Kohl, les firmes allemandes associées aux recherches

devraient acquiescer à un droit de propriété industrielle sur les innovations technologiques qui en résultent. Cette demande pour que l'IDS est avant tout une affaire stratégique. Ils craignent en effet que la « transparence » industrielle de la RFA s'aboutisse rapidement à des transferts technologiques indésirables vers les pays de l'Est.

Autre pomme de discorde : Washington veut garder secrètes les classes de l'accord, alors que Bonn préférerait lui donner la plus grande publicité possible pour ne pas être accusé de mystifier l'opinion publique ouest-allemande. Jusqu'ici, seul le gouvernement britannique a accepté de signer un document secret sur l'IDS, en mois de décembre 1985. - (AFP.)

## Nominations de quatre nouveaux ambassadeurs

Le Journal officiel daté du dimanche 9 mars a annoncé la nomination de M. Robert Rigouzzo comme ambassadeur à Bujumbura (Burundi), en remplacement de M. François Rey-Corquis, et celle de M. Michel Reuillard comme ambassadeur à Kingston (Jamaïque), où il succède à M. Jacques Masson.

Le Journal officiel daté 13 mars annonce la nomination de M. Serge Boidevaux comme ambassadeur en République fédérale d'Allemagne en remplacement de M. Jacques Morizet, et celle de M. Jean Audibert comme ambassadeur en Belgique en remplacement de M. Jacques Thibaut.

**● Bujumbura :**  
M. Robert Rigouzzo, 46 ans, né le 16 mars 1928, licencié en droit, M. Rigouzzo est entré aux affaires étrangères en 1952 (direction d'Europe), puis a été affecté au ministère de la marine, avant de revenir au Quai d'Orsay (chancellerie) en 1955.

**● Kingston :**  
M. Michel Reuillard, 46 ans, né le 2 juin 1928, licencié en droit et titulaire de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, où il a d'abord servi de 1951 à 1960, M. Reuillard a été affecté à l'administration centrale (affaires européennes et techniques, puis organisations internationales) jusqu'en 1963. Il a ensuite été en poste à Rome (1963-1969), à Dublin (1969-1972) et à Rome (Saint-Siège, 1972-1980), après un nouveau passage à l'administration centrale (Europe). Il a été nommé consul général à Liège en octobre 1980.

# AFRIQUE

Tchad

## Nouvelles rumeurs sur une rencontre Habré-Goukouni

Un nouveau projet de rencontre entre le président Hissène Habré et M. Goukouni Oueddei ? Des sources proches du GUNT l'ont affirmé, mercredi 12 mars, à Paris, précisant même la date et le lieu : le 28 mars, à Brazzaville. Selon l'AFP, cette rencontre, qui n'est pas confirmée officiellement par la représentation du GUNT à Paris, aurait lieu à l'initiative du président congolais, M. Denis Sassou Nguesso, déjà mandaté par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) d'une mission de conciliation dans le conflit tchadien. C'est à Brazzaville que le chef de l'Etat congolais avait organisé, le 20 octobre 1984, une réunion préparatoire à une conférence de réconciliation. Celle-ci avait été suspendue sans date le 27 octobre, l'opposition voulant une discussion « d'égal à égal » avec le président tchadien et celui-ci se présentant comme le chef d'Etat « légitime » du Tchad acceptant de rencontrer ses opposants. Le 2 avril 1985, à Bamako, le chef de l'Etat malien, le président Moussa Traoré, avait lui aussi tenté d'organiser une rencontre au sommet entre MM. Hissène Habré et Goukouni Oueddei.

Les choses se présentent-elles mieux cette fois-ci ? Le président Sassou Nguesso a reçu ces derniers jours les encouragements du président gabonais, M. Omar Bongo, qui a lui-même contribué à renouer le dialogue entre M. Habré et divers opposants. C'est à Libreville que plusieurs « accords de réconciliation » ont été signés entre N'Djaména et, par exemple, le CAC-CDR, fraction dissidente du Conseil démocratique révolutionnaire de M. Achiche Ibn Oumar, principale composante politique-militaire du GUNT, ou le général Djibril Diogo, président du FDT (Front démocratique tchadien). L'annonce de cette éventuelle rencontre a été précédée également de déclarations apparemment conciliantes de la part de représentants du GUNT. Ainsi, début mars, à Addis-Abeba, le « ministre des affaires étrangères »

### Sierra-Leone

« Les armes de l'invasion ». - Le président Momoh a évoqué mercredi 12 mars l'affaire du Silver-Sea, un cabotier battant pavillon panaméen dont le capitaine a été égaré à Brest pour transport illégitime de matériel militaire. Le Monde du 25 février. Selon le président de la Sierra-Leone, le cargo devait « servir à une invasion » de son pays avec « l'implication de certaines grandes puissances ». Freetown poursuit son enquête tout en attendant d'avantage d'informations de la France, a dit M. Momoh. - (Reuters.)

### Sénégal

« Décret du président du PC ». - Seydoun Cissokho, président du Parti de l'indépendance et du travail du Sénégal (PITS, Parti communiste), est décédé, lundi 10 mars à Moscou, des suites d'une grave maladie, indique un communiqué du comité central du PC sénégalais publié, mercredi, par l'agence Tass. Seydoun Cissokho avait été, en 1957, l'un des fondateurs du PITS, qui l'avait élu président en 1964. - (AFP.)

# ASIE

Philippines

SELON LE « WASHINGTON POST »

## La Maison Blanche livrerait aux enquêteurs des documents « cruciaux » sur la fortune cachée des Marcos

Les efforts pour récupérer la fortune illégalement amassée par les Marcos, notamment à l'étranger, se multiplient. Le Washington Post affirme, ce jeudi 13 mars, que la Maison Blanche aurait donné son accord pour remettre aux enquêteurs du Congrès américain ainsi qu'à la commission d'enquête philippine, attendue à Washington le même jour, quelque mille cinq cents importants documents, emportés par la famille Marcos à Hawaï, considérés comme « cruciaux » pour retrouver la fortune de l'ancien président philippin. Les estimations globales de cette fortune varient entre 3 et 10 milliards de dollars.

A Manille, en vertu d'un décret présidentiel, tous les biens des Marcos aux Philippines ont été gelés à compter du 12 mars. De son côté, M. Salonga, qui préside la commission d'enquête nommée par M. Aquino, a déclaré mercredi, avant de quitter Manille pour Washington, qu'il comptait passer quinze jours aux Etats-Unis, notamment « afin de se familiariser avec les procédures en vigueur dans les tribunaux américains ». Il a également estimé qu'il faudrait peut-être « juger M. Marcos, en sa absence, non pas devant une juridiction criminelle, mais devant un tribunal civil, afin de pouvoir rentrer en possession des biens, surtout ceux qui sont aux Philippines ».

Le Philippine Daily Inquirer (pro-gouvernement), citait, mercredi, une lettre à M. Salonga d'un groupe de banquiers expatriés concernant une contribution de 7 millions de dollars de M. Marcos à la campagne de M. Reagan en 1980. Selon ces informations, un total de 69 millions de dollars aurait été versé, par l'intermédiaire d'hommes d'affaires, à des organes électoraux de M. Reagan en 1982 et en 1984.

### Cessez-le-feu « de facto »

L'armée philippine et la guérilla communiste observent un cessez-le-feu de facto depuis quelques jours, rapporte l'AFP, citant une bonne source à Manille. Les effectifs de la NPA (Nouvelle Armée du peuple) sont estimés à plus de seize mille hommes. Dix guérilleros se sont rendus aux autorités près d'Iloilo (centre du pays), a annoncé un porte-parole militaire. Mais il semble exclu que la NPA renonce à la lutte armée pour l'instant. En tout cas, que la « trêve » s'etienne devienne officielle ou non, les communistes n'ont pas l'intention de rendre les armes, ainsi que le leur demande M. Aquino.

La présidente a visité mercredi à Manille le camp militaire d'Aquinaldo, où soixante et un généraux et commandants régionaux ont prêté serment de fidélité en sa présence.

**OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION**

Vente après liquidation des biens au palais de justice de Nanterre le jeudi 20 mars 1986 à 14 heures - En un seul lot

**ENSEMBLE IMMOBILIER A US. INDUSTRIEL**  
Lienard - La Perle et - La Vierge - comp. 6 bat. s/commune  
**DE MONS-EN-PEVELE (Nord)**  
MISE A PRIX : 200 000 FRANCS  
S'ad. à M. Gauthier av. 38, Square de la Béchoie-aux-Loups à Nanterre (92).  
Tél. : 42-60-20-49 - M. P. Quéille syndic 72, av. Georges-Clemenceau à Nanterre  
Au greffe des Créances du T.G.I. de Nanterre palais de justice où le cahier des charges est déposé.

Vente au palais de justice de Paris le jeudi 20 mars 1986 à 14 h

**16 APPARTEMENTS OU LOGEMENTS**  
de 1 à 3 pièces - Occupation, voir cahier des charges  
**A PARIS 18<sup>e</sup>**  
MISES A PRIX :  
1<sup>er</sup> lot : 10 000 F 2<sup>nd</sup> lot : 4 000 F 3<sup>rd</sup> lot : 4 000 F 4<sup>th</sup> lot : 1 000 F  
5<sup>th</sup> lot : 10 000 F 6<sup>th</sup> lot : 4 000 F 7<sup>th</sup> lot : 8 000 F 8<sup>th</sup> lot : 5 000 F  
9<sup>th</sup> lot : 8 000 F 10<sup>th</sup> lot : 4 000 F 11<sup>th</sup> lot : 10 000 F 12<sup>th</sup> lot : 10 000 F  
13<sup>th</sup> lot : 10 000 F 14<sup>th</sup> lot : 8 000 F 15<sup>th</sup> lot : 10 000 F 16<sup>th</sup> lot : 10 000 F  
M. Yves Tournelle av. à Paris 9<sup>e</sup> - 48, rue de Clichy, 48-74-45-83  
M. Antoine Chevrier syndic à Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée

هكذا من الأصل

Wash  
Paris  
plan de désarmement

Avec  
vous



# DIPLOMATIE

Etats-Unis

## Washington durcit le ton à l'égard du Chili et de l'Afrique du Sud

De notre correspondant

Washington. - Les Etats-Unis ont simultanément durci, mercredi 12 mars, leur attitude à l'égard des pouvoirs en place en Afrique du Sud et au Chili - deux des régimes pro-américains les plus menacés, maintenant que ceux de MM. Duvalier et Marcos se sont effondrés.

C'est à l'égard de Pretoria que l'évolution américaine a été la plus spectaculaire, puisque le secrétaire

d'Etat adjoint pour les affaires africaines, M. Chester Crocker, a qualifié de « combattants de la liberté » les membres de l'African National Congress, le mouvement de résistance à l'apartheid, dont les dirigeants avaient réaffirmé ces derniers jours dans la presse américaine qu'ils n'étaient pas prêts à renoncer à la violence dans leur lutte.

Cette appellation de « combattants de la liberté » est d'ordinaire réservée par le gouvernement de

M. Reagan aux mouvements de guérilla dressés contre des régimes communistes ou considérés comme tels - notamment aux « contras » anti-sandinistes, en faveur desquels le président américain tente actuellement d'arracher au Congrès une aide de 100 millions de dollars. On assiste ainsi à une extension politique de cette notion, qui ne peut que renforcer la cause des « contras » auprès des sénateurs et des représentants, mais dont la sonnerie et l'ampleur surprennent.

C'est la toute première fois que les militants de l'ANC ont droit à ce titre. Ils se trouvent ainsi mis au même niveau d'honneur que les anti-sandinistes, alors même que le gouvernement de Pretoria se refuse pour l'instant à engager le dialogue avec eux et qu'ils étaient jusqu'à présent regardés avec beaucoup de méfiance à Washington.

Cette évolution est d'ailleurs si nette qu'on ne peut exclure, a priori, soit qu'elle annonce un changement d'attitude à Pretoria, soit que M. Crocker, qui s'exprimait devant

la sous-commission de la Chambre pour les affaires africaines, ait délibérément pris une position plus en flèche que la Maison Blanche afin d'essayer de forcer un mouvement. Le sentiment commence à se faire jour, dans certains milieux officiels et surtout dans les rangs républicains du Congrès, que la « diplomatie tranquille » à l'égard du gouvernement sud-africain ne donne pas de résultats et qu'il est urgent que des négociations s'ouvrent avant qu'elles ne soient devenues impossibles.

Le paradoxe de la situation est que le théoricien et artisan majeur de la « diplomatie tranquille » en Afrique australe est précisément M. Crocker, qui s'est également prononcé, mercredi, avec une clarté, totalement nouvelle elle aussi, en faveur d'un gouvernement de l'Afrique du Sud par sa majorité noire. Ce ne serait pas, au demeurant, la première fois que le département d'Etat marquerait un inflexionnement de politique avec une sensible avance sur M. Reagan et son entourage.

### Les droits de l'homme à Santiago

Tel semble bien être également le cas aujourd'hui avec le gouvernement du Chili, contre lequel les Etats-Unis ont déposé, la semaine dernière, au projet de résolution particulièrement dur devant la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

Rendu public mercredi par le département d'Etat, ce texte demande l'établissement d'un système démocratique respectant « l'exercice complet des droits politiques et civiques », critique le gouvernement de M. Pinochet pour la suppression « des droits et des libertés politiques fondamentaux » et appelle à la « cessation immédiate de toutes les formes de torture psychologique et physique ».

Cette prise de position est sans précédent de la part de l'administration Reagan, et la publicité qu'il lui a été donnée à Washington même marque évidemment une volonté de prise de distance vis-à-vis du général Pinochet. Cette volonté, selon de très bonnes sources, « est cohérente

avec la politique conduite à Haïti et implique donc que les Etats-Unis puissent rester en contact avec toutes les parties en jeu à Santiago, notamment les différents membres de la junte, afin que nous puissions, le cas échéant, dire à Pinochet qu'il est temps de partir ».

Les mêmes interlocuteurs nous ont dit s'attendre à la reprise de manifestations et mouvements de protestation au Chili, et ils soulignent qu'en premier ressort c'est l'évolution de la situation dans le pays qui décidera de son avenir. « Le fait qu'il y ait eu des communistes dans des coalitions menées par des dirigeants européens respectés ne nous a pas empêchés de soutenir la démocratie en Europe », nous a-t-on encore dit. Cela ne signifie nullement que Washington s'accommoderait facilement de la présence de communistes au gouvernement à Santiago, mais ce n'est pas là un sujet d'effroi.

B. G.



## APPEL AUX INDÉCIS !

Rien n'est plus déprimant que d'être encore indécis à quelques jours des élections. ACTUEL a enfin posé les questions qu'il fallait pour que vous soyez sûrs de vos candidats. 257 d'entre eux ont répondu.

Faites votre choix.

- Si vous préférez voter pour des hommes :
- qui vont au cinéma ou qui font du camping,
- qui ne bouclent pas leur fille à la maison,
- qui ont un smoking ou un blouson de cuir,
- qui connaissent des endroits branchés,
- qui lisent ACTUEL ou qui font du sport...

Il ne vous reste que quelques jours pour vérifier dans ACTUEL si votre choix est bien le bon.

**ACTUEL**

ACTUEL 20 F TOUS LES 15 DU MOIS.

## Paris a répondu au plan de désarmement de M. Gorbatchev

La France a officiellement répondu - dans une lettre de M. Mitterrand à M. Gorbatchev - au plan soviétique de désarmement unilatéral, annoncé le 15 janvier par le numéro Un soviétique, a-t-on appris, mercredi 12 mars, auprès de l'ambassade de France à Moscou.

Le texte de cette lettre n'est pas connu, mais l'on indique de bonne source que la réponse française ne marque aucun changement dans la position traditionnelle de Paris en matière de désarmement et qu'elle ne comporte donc pas d'acceptation du plan Gorbatchev. En janvier, M. Gorbatchev, ministre de l'Armement, avait déjà fait part aux autorités soviétiques d'une « première réponse » signifiant le refus de Paris d'abandonner la modernisation de son arsenal. La Grande-Bretagne a répondu dans le même sens par une lettre de M. Thatcher qui a été remise à Moscou, lundi 10 mars.

Par ailleurs, le président Reagan a fait savoir, dans un entretien publié ce jeudi par le Baltimore Sun, qu'il était disposé à repousser au mois de décembre sa prochaine rencontre avec M. Gorbatchev au cas où celui-ci ne pourrait avoir lieu au cours de l'été. On sait que les Etats-Unis souhaitent tenir ce sommet en juin, mais qu'ils ne veulent pas qu'il ait lieu aussitôt avant les élections au Congrès américain en

novembre. Le président ignore en tout cas les avertissements lancés par Moscou ces derniers temps, selon lesquels le sommet pourrait ne pas avoir lieu, notamment à la suite de la décision américaine de réduire le personnel de la mission soviétique à l'ONU.

M. Reagan a, d'autre part, à nouveau rejeté l'idée d'un arrêt des essais nucléaires et protesté, dans une lettre adressée mercredi au Congrès, contre une résolution adoptée le 26 février par la Chambre des représentants appelant à l'ouverture de négociations avec l'URSS sur ce point. « Un accord sur l'interdiction des explosions nucléaires demeure un objectif à long terme des Etats-Unis », déclare le président dans cette lettre. Toutefois, cela doit être envisagé dans le contexte de réductions d'armements importantes et vérifiables, de capacités substantiellement améliorées de vérification, d'un plus grand équilibre des forces conventionnelles et à un moment où la dissuasion nucléaire ne sera plus un élément « aussi essentiel qu'actuellement pour la sécurité et la stabilité internationales ». On sait que les Soviétiques ont prolongé jusqu'à la fin mars le moratoire proclamé par M. Gorbatchev en août dernier sur les essais nucléaires, tout en laissant entendre qu'il pourrait prendre fin au-delà de cette date. (AFP.)

## La prospérité se déplace.

# Avec la société d'investissement Robeco, vous la suivez dans le monde entier.

L'année boursière 85 a été, en France, particulièrement porteuse et vous souhaitez que cela dure.

Mais comment dynamiser et asseoir vos placements, en 1986 ?

Au niveau international, les signes d'une relance de l'activité industrielle sont là et nous indiquent comment déjouer les aléas de placements trop localisés : diversifier votre portefeuille d'actions.

Mais dans le domaine interna-

tional comment vous orienter ?

### 1<sup>er</sup> investisseur d'Europe

Robeco, société d'investissement international en valeurs de rendement du 1<sup>er</sup> groupe de placement européen, constitue une de vos opportunités les plus fiables.

Depuis plus de 50 ans, le titre Robeco s'est affirmé comme une base de portefeuille de confiance pour les investisseurs qui cherchent le dynamisme dans l'équilibre

entre la plus-value et les dividendes.

Ses résultats à long terme confirment la justesse de sa sélection et l'efficacité de sa gestion.

En vue d'interroger votre banque ou votre agent de change appelez-nous au (16-1) 47.23.74.80 chez Robeco France.

Nous vous ferons parvenir un dossier gratuit que vous recevrez aussi en envoyant le coupon-réponse ci-après à Robeco France, 30 avenue George V, 75008 Paris.

Robeco France, 30 avenue George V, 75008 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part, votre dossier sur le Groupe Robeco et sa société Robeco.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
TEL : \_\_\_\_\_



Société en actions de rendement du Groupe Robeco.



فكنا من الأصل

# politique

AU GRAND JURY SPÉCIAL RTL-« LE MONDE »

## M. Marchais : avec le Parti socialiste, c'est l'hiver !

M. Georges Marchais était l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le mercredi 12 mars. Interrogé sur le fait que le sort des Français dans la vie politique française est une grande place dans la vie politique française, le secrétaire général du PCF a notamment répondu : « Une place dans la campagne électorale ? Pour moi, non. Dans la vie française ? Oui, incontestablement. Qui pourrait être insensible au fait que — on peut peut-être encore espérer — Michel Seurat est mort et que sept autres sont en danger ? Les Français et les Français sont préoccupés : on le voit dans les réunions et les meetings auxquels nous participons. Cela dit, nous ne méfions pas les choses avec la campagne électorale. Notre position sur cette question, je peux la résumer en trois phrases : premièrement, nous condamnons la prise d'otage ; deuxièmement, il ne faut pas céder. Sinon, où allons-nous ? Troisièmement, il faut rechercher — et ce n'est pas contradictoire — tous les moyens pour sauver la vie de ces hommes. »

Pour M. Marchais, il faut user de la « négociation et de la discussion ». Dès lors, il faut connaître les revendications précises des rivaux : les examinateurs ; voir ce que l'on peut faire. C'était dans cet esprit que l'ONU a organisé l'ONU, parce qu'il y a eu du secrétaire général de l'ONU des hommes qui ont l'habitude de ces choses. J'avais aussi suggéré la Croix-Rouge internationale (...). L'heure n'est pas aujourd'hui à l'examen du pourquoi nous en sommes arrivés là. Mais le moment viendra de la faire parce qu'il me semble — et je m'en tiendrai là aujourd'hui — que cela a été vraiment une maladresse incroyable que de renvoyer en Irak ces deux Irakiens qui étaient menacés de mort (...). Pour ce qui nous concerne — et je souhaite que toutes les Françaises et tous les Français aient le même comportement — nous sommes derrière ces familles qui vivent un drame épouvantable. C'est tout. Je n'en dirai pas plus », a conclu M. Marchais sur ce sujet.

Questionné ensuite sur les chances de réussite ou d'échec de la cohabitation, le dirigeant communiste a répondu : « Je ne veux pas couper la France en deux, mais enfin, la gauche, la droite, ça existe. Il semble que pour le prési-

dent de la République, cela n'existe plus si j'en crois ce qu'il a dit il y a quinze jours à la télévision : il a dit que c'était une question qu'il fallait dépasser. Pour moi, la gauche, la droite, ça existe : les riches, les pauvres, ça existe ; les exploités, ça existe. Les gens qui subissent durement les conséquences de la politique actuelle, c'est-à-dire qui connaissent le chômage — ils sont trois millions ; il faut voir le nombre de familles concernées — la baisse du pouvoir d'achat... »

« Les gens sont concernés par le chômage, par la baisse de leur pouvoir d'achat, par les difficultés pour vivre, sans terriblement inquiétés parce qu'on ne donne pas à leurs enfants la formation de base, le métier nécessaire à l'époque de la révolution des sciences et des techniques, ils vont prioritairement se prononcer en fonction de cela (...). On a peu discuté des problèmes qui concernent la vie des gens. Nous, nous l'avons fait (...). C'est donc par rapport au chômage et au pouvoir d'achat que les gens vont se prononcer prioritairement. Mais ensuite, évidemment, les gens vont se demander comment il est possible que la droite puisse revenir. Il y a cinq ans, elle est battue à plate couture, le Parti socialiste a la majorité absolue, il a la possibilité de mettre en œuvre toute sa politique, tout son programme, et voilà que la droite revient en force ! »

### Pas de responsabilité dans l'échec

Abordant la question de l'augmentation du chômage, M. Marchais a répondu : « 1 800 000 chômeurs avec Giscard, c'est le mauvais temps, c'est l'hiver. Mais 3 000 000 avec le Parti socialiste après cinq années au pouvoir, c'est encore le mauvais temps et c'est l'hiver pour les familles populaires qui doivent supporter cette situation. Autrement dit, ces cinq ans n'ont pas été le printemps qu'elles étaient en droit d'espérer après avoir donné une majorité à la gauche, et en particulier au PS (...). Il n'est pas sérieux de prétendre que le Parti communiste, a-t-il poursuivi, pourrait avoir quel- que responsabilité que ce soit dans l'échec de la gauche. »

Puis il a exposé les « deux moyens » qui, selon le PCF, pourraient permettre de réduire d'un million le nombre des chômeurs en deux ans. « Premièrement, nous considérons que les importations françaises sont tout à fait excessives (...), jusqu'à atteindre aujourd'hui 40 %. C'est pourquoi nous disons qu'il faut produire français. Cela veut-il dire qu'il faut se replier sur l'hexagone ? Absolument pas ! Mais il faut organiser de nouvelles coopérations internationales dans l'intérêt national. Si on fait cela, on créera 500 000 emplois », a affirmé M. Marchais.

« En second lieu, tous les chercheurs s'accordent à reconnaître que, dans les quinze années à venir, la France aura besoin de 100 000 à 200 000 robots (...). Eh bien ! nous disons qu'il faut les fabriquer nous-mêmes (...). Pour le moment, nous avons besoin d'ouvriers hautement qualifiés, capables de fabriquer ces robots. Disons même que la mise au point de ces robots implique encore une grande recherche fondamentale et appliquée. En outre, il faudra bien donner aux hommes appelés à faire fonctionner ces robots une formation spéciale. Pour tout cela, nous avons besoin de 500 000 travailleurs. »

Avant de répondre aux questions consacrées au vote communiste, M. Marchais a caustiquement que M. Mitterrand s'était contenté de dire « bonne chance à Jospin » lors de son dernier passage à la télévision et il a ajouté : « Contrairement à nous, le président de la République, a pris acte que la droite allait revenir au pouvoir. S'il a fait une émission avec Mitterrand, c'était essentiellement pour nous donner un exemple de comportement. »

### Nous serons toujours disponibles

Pensant qu'il y aura plus de votants qu'aux européennes, il a néanmoins souligné que des électeurs communistes pourraient s'abstenir « parce qu'ils ont été mécontents de la politique qui a été menée et ils sont aussi mécontents du fait que nous y étions associés, que nous y participions — mais il a ajouté que aujourd'hui, ils se rendent compte que leur

abstention n'a servi à rien, au contraire. Le gouvernement n'en a tenu aucun compte. Il a enfin remarqué que « tout ce qui va nous rapprocher de nos 4,5 millions de voix (de 1981) va tout à fait dans le sens de ce que nous avons décidé démocratiquement à notre 25<sup>e</sup> congrès, à savoir travailler à la remonte de l'influence du Parti communiste. »

Quant au rôle du PCF après le 16 mars, M. Marchais a dit : « Nous serons toujours disponibles pour contribuer à résoudre les problèmes auxquels notre peuple est confronté, pour sortir le pays de la crise, pour changer la société (...). Le Parti socialiste, lui, rejette totalement cette proposition-là, puisqu'il dit : « Nous continuons et nous continuerons la politique d'austérité — avec les conséquences que nous connaissons. »

Indiquant pour finir que « 10 % des voix, ce n'est pas suffisant pour le PCF aux législatives, le secrétaire général a toutefois souligné qu'avec 10 % des voix, on peut faire beaucoup de choses. Évidemment, il en faut plus pour faire mieux. M. Marchais, qui ne croit pas au « parti présidentiel », ajoute : « On ne peut pas réduire notre capacité d'intervention, de rassemblement, d'union, de lutte aux 10 % de voix que nous obtenons (...). Je vois bien ce que l'on essaie de faire. Si l'on écoute certains, nous ne comptons plus. Mais, croyez-moi, il y en a qui demain auront beaucoup de déstabilisateurs. »

De même, le secrétaire général ne craint pas l'émergence de courants au sein du PCF. « Notre dernier congrès les a rejetés à nouveau catégoriquement. D'ailleurs, quand je vois ce qui se passe dans les partis courants, comme le Parti socialiste, je n'ai pas du tout envie qu'il y ait des courants dans mon parti ! »

Pour conclure, il a affirmé que « le sentiment qui domine est que les communistes ont retrouvé leur parti, tel qu'il doit être, un parti révolutionnaire qui a pour objectif de bien défendre les gens, de travailler au rassemblement de tous à l'union — nous sommes le parti de l'union — de travailler pour la liberté, pour la paix, pour les intérêts de la France (...). Croyez-moi, c'est porteur de perspectives même si cela va nous demander beaucoup d'efforts. »

AU MANS

## M. Fabius : la droite est sous l'influence de l'extrême droite

De notre correspondant

Le Mans. — M. Laurent Fabius a évoqué, le mercredi 12 mars, au Mans, devant deux mille personnes, l'héritage que laissera l'actuel gouvernement et qui, a-t-il dit, « ne doit pas être si mauvais », vu le nombre des « prétendants » à sa succession. M. Fabius a indiqué que certains hommes politiques, candidats au poste de premier ministre, l'avaient fait savoir en téléphonant directement à l'Elysée.

« Pour la première fois depuis vingt ans, l'inflation vient de reculer », a souligné le premier ministre, en rappelant que la droite, présentée en 1981, une inflation à 50 %. Si la gauche arrivait au pouvoir, « la fin de cette année nous l'aurions réduite à 2 %, si nous restions au pouvoir, et nous rattraperons les nations les plus avancées. Et c'est nous, les socialistes, qui l'aurons fait ! », a lancé M. Fabius.

Dans la Sarthe, où cinq sièges sont à pourvoir aux élections législatives, l'opposition est assurée de conserver les trois qu'elle détenait et espère bien en conquérir un quatrième, alors que les socialistes

s'estiment en mesure de conserver leurs deux députés, à moins que les communistes ne parviennent à récupérer le siège qu'ils avaient perdu en 1981 au profit des socialistes.

Aux élections communales, M. Fabius a adressé ce message : « Je respecte leur conviction, mais, ici, avec le scrutin proportionnel, ils ne peuvent avoir d'effet (...). Leur vote ira dans l'urne et ne servira à rien. (...) Je leur demande de faire, pour le seul tour des élections, un peu la même chose que pour le second tour de l'élection présidentielle du 10 mai 1981, où des millions de Français, qui n'étaient pas socialistes, se sont portés sur le nom de François Mitterrand parce qu'ils voulaient barrer la route aux candidats de la droite et donner un espoir de progrès à notre pays. »

Quant à la droite, M. Fabius estime que ses idées « ont un caractère encore plus réactionnaire qu'il y a cinq ou dix ans ». « Elle est sous l'influence de l'extrême droite, a-t-il ajouté. Il faut des lunettes perçantes pour savoir ce qui sépare la droite de l'extrême droite. »

Ph. M.

A LYON

## M. Chirac : prêt à gouverner

De notre correspondant régional

Lyon. — Un beau meeting. Bien organisé, avec beaucoup de monde — six mille à sept mille personnes — une « sono » sans faille, un public sagement installé. Toutes les précautions ont été prises pour que la comparaison du meeting du lendemain, dans le même palais des sports de Lyon-Gerland, avec celui de l'autre concurrent rhodanien de l'opposition parlementaire — M. Raymond Barre, qui n'a pas eu droit à une seule citation nominative — soit flatteuse pour le RPR. Un meeting sans fausses notes. Mais sans doute, pour le RPR, c'est la première fois qu'il y ait des courants dans son parti !

Premier orateur, M. Alain Méhaignerie, chef de file rhodanien de la liste RPR des régionales, a joué les rassembleurs : « Nous devons éviter à cette région une politisation idéologique parce que, dans ma vie professionnelle, qui est tournée vers le

reste du monde, le clivage politique actuel ne correspond plus à la réalité. »

Pour sa part, M. Michel Noir, député sortant et tête de liste des législatives, s'est taillé un succès de tribune en s'attaquant à M. Charles Heriau, « notre Zorro villaurbanais », à qui il donne un conseil relevant de l'« exigence morale » : « Offrir à la Nouvelle-Zélande de [s'] échanger contre nos deux officiers. »

Le président du RPR a parlé pendant plus de vingt minutes du « faux problème » de la cohabitation, un terme d'ailleurs banni de son vocabulaire. Mais, à défaut de ça, la question sera largement évoquée par un Jacques Chirac avocat inconditionnel du régime parlementaire. « Le gouvernement détermine et conduit la politique de la France en étant responsable devant le Parlement », a-t-il indiqué en paraphrasant une Constitution appelée en renfort d'une démonstration suivie avec un intérêt relatif par les « compagnons ».

Seule allusion directe à son successeur à l'Hôtel Matignon, cette démonstration : « En 1978, M. Mitterrand avait dit que le gouvernement de la gauche appliquerait l'ensemble du programme commun. Le président de la République d'ailleurs avait dit : « Naturellement. Je n'ai pas entendu une voix dans l'ancienne majorité pour contester cette affirmation. » Bref, aujourd'hui, M. Chirac semble plus que jamais prêt à gouverner. »

M. Chirac, qui concède que sa formation « du mal » pour faire passer ses propositions en matière économique, s'est employé à justifier une « rupture » avec un socialisme ainsi défini : « Un Etat qui perçoit la moitié de la richesse nationale pour s'arroger le droit à sa redistribution est un Etat socialiste, quelle que soit la couleur de ses dirigeants. » La rupture souhaitée passe par un chiffre : 2 % d'économies sur le budget de l'Etat.

C. R.

« M. Léotard n'est pas allé en Seine-et-Marne. » Contrairement à ce qu'il avait annoncé, M. François Léotard ne s'est pas rendu à Melun le 12 mars pour assister M. José Parent, candidat sur l'une des deux listes de l'UDF en compétition dans ce département (le Monde du 13 mars). Mais le secrétaire général du RPR a fait parvenir une lettre aux candidats de son parti assurant que son déplacement n'avait été annulé que pour des raisons techniques, et renouvelant son soutien personnel et celui du PR.

« En Moselle, le FON distribuera lui-même son matériel électoral. » N'ayant pas transmis dans les délais impartis ses documents électoraux aux services préfectoraux, la liste conduite en Moselle par M<sup>me</sup> Danielle Peiffert, au nom du Front d'opposition national (FON) regroupant les dissidents du Front national (le Monde du 12 mars), assumera elle-même la distribution de ses bulletins de vote dans la mairie pour participer véritablement au scrutin. (Corresp.)

## Propos et débats

### M. Jospin : ni soumission ni démission

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste a déclaré, mercredi 12 mars, que le président de la République « n'a pas l'intention de se démettre » et que « la droite n'a pas d'illusions à se faire ». « Il ne se soumettra pas », a dit M. Jospin, qui a ajouté : « Sur les intentions politiques et institutionnelles de la droite, sur son programme, cela ne pourra pas marcher — entre le chef de l'Etat et l'opposition. »

### M. Barre : verdict

M. Raymond Barre a déclaré mercredi 12 mars à Lille : « Le président de la République ne pourra échapper au verdict du suffrage universel. » Il a invité les Français à « manifester leur attachement en faveur de la V<sup>e</sup> République dans son esprit et dans sa lettre. »

### M. Mauroy : l'addition

M. Pierre Mauroy a regretté, mercredi 12 mars à Mérignac, près de Bordeaux, que les communistes, « qui ont servi avec nous et arraché le chèque avec nous, lâchent la rampe au moment de la récolte et présentent même qu'il n'y en a pas ». Se fondant sur l'élection de M. Mario Soares à la présidence de la République du Portugal, il a ajouté : « Pour battre la droite, il faut additionner les voix de gauche. »

### M. Léotard : Gavroche

« Votez comme Gavroche, faites le plus beau pied de nez politique possible à François Mitterrand. Les Français ont le droit de changer de politique. Le socialisme du crapule va laisser sa place au printemps libéral », a affirmé M. François Léotard, mercredi 12 mars, à Paris. « On voudrait voir Fabius redevenir un haut fonctionnaire et Lang, qui invente, tous les matins, la culture en se levant et qui la ferme tous les soirs, devrait rentrer dans ses foyers », a-t-il ajouté.

### M. Lang : aimer

M. Jack Lang a affirmé, mercredi 12 mars, à Abbeville, que le programme de l'opposition vise « à casser, déchirer, briser, détruire ce qui a été réalisé depuis cinq ans. » Le ministre de la culture a ajouté : « Nous avons introduit en politique un mot neuf, le verbe aimer. »

### M. Schwartzberg : le cercle de famille

M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat aux universités, président d'honneur du MRG, a déclaré mercredi 12 mars : « Il faut élargir le cercle de famille. A côté et au-delà du PS et du MRG, il y a tout un électorat central, attaché à une culture de liberté, de tolérance et de justice. Cet électorat a toute sa place dans la majorité de progrès et ne peut se reconnaître dans une opposition ultra-conservatrice, qui se distingue de moins en moins nettement de l'extrême droite et qui risque de se séparer de elle. »

## L'UDF inquiète : l'heure du choix approche

Lors de la dernière réunion du bureau politique de l'UDF avant les élections législatives, les responsables des différentes composantes de la confédération n'ont pas vraiment établi de stratégie commune pour l'après-16 mars, en raison notamment des incertitudes qui pèsent sur l'ampleur de la victoire, supposée, de l'opposition et sur l'attitude du président de la République. Ils ont toutefois engagé un début de réflexion sur la « méthodologie » de l'après-16 mars. Ils semblent d'accord pour estimer, d'une part, que si l'opposition actuelle obtenait la majorité absolue, l'intérêt de pays voudrait que soit installée au sommet une équipe homogène et, d'autre part, que l'UDF devrait y prendre « sa pleine part ». D'autant que les responsables de la confédération veulent croire que l'écart qui sépare l'UDF du RPR sera peu important.

A partir de ce premier canevas, il est vraisemblable que les représentants des partis composant l'UDF qui se croiseront dans les médias au soir du 16 s'exprimeront chacun avec quelques nuances. M. Méhaignerie, président du CDS, estime par exemple que « l'opposition n'a pas à étaler ses cartes sur la table alors que la personne la plus intéressée (M. Mitterrand) se refuse à dévoiler les siennes ». M. Léotard, secrétaire général d'un parti, le PR, qui a déjà commencé à négocier avec le RPR le programme d'application de la plate-forme RPR-UDF, et bien qu'il s'en défende, se représente dans le futur gouvernement de cohabitation, s'engagera sans doute plus avant.

Un bureau politique de l'UDF sera de toute façon réuni dimanche en fin d'après-midi une fois connues les premières estimations puis dans la matinée du 17 mars après l'annonce des résultats et avant que chaque parti, dans le courant de la semaine, ne réunisse ses instances nationales pour des réunions qui, à n'en pas douter, seront assez agitées.

L'UDF qui a réussi à franchir, sans trop de casse, l'étape, qu'elle redoutait peut-être plus que d'autres, du scrutin proportionnel devra manifester sa cohésion à chacun des autres rendez-vous qui jalonnent l'après-mars.

Tâche difficile étant données les positions opposées sur la cohabitation et les ambitions concurrentes de chacune des composantes et, en leur sein, des personnalités qui les animent.

### Ni Veil, ni Chaban

La première échéance devrait être, si l'on excepte une éventuelle démission de M. Mitterrand, le choix du premier ministre et la formation de gouvernement. M. François Léotard a déjà précisé, notamment mercredi 12 mars à Europe 1 que le successeur de M. Laurent Fabius devrait « avoir participé activement au combat des législatives, signé la plate-forme RPR-UDF et être issu de la formation qui aura le maximum de sièges au sein de la future coalition. » Voilà qui devrait exclure M<sup>me</sup> Simone Veil. Quant à l'hypothèse Chaban, un accord tacite a déjà été passé entre les responsables du RPR et ceux du PR pour qu'elle ne puisse aboutir, le RPR laissant au PR le soin de monter un créneau sur cette affaire.

Le CDS, sur lequel pourrait vouloir s'appuyer un futur premier ministre moins « orthodoxe » que M. Jacques Chirac, s'interroge. Quant au Parti radical, par la voix de M. Rossignol, inquiet des prétentions de l'UDF, il laisse entendre qu'il ne faudrait pas exclure d'office le choix d'un premier ministre issu de l'UDF. Une manière de laisser entendre que le RPR ne saurait régner en maître dans un futur gouvernement en ne laissant que des débris à l'UDF. Ce qu'exprime aussi M. Léotard, quand il revendique pour son parti, qui, souligne-t-il, sera la « troisième force parlementaire » dans la prochaine législature, « des ministères de souveraineté », autrement dit les affaires étrangères, l'intérieur, la défense ou l'économie.

### Savants dosages

Qu'ils revendiquent des portefeuilles ou qu'ils affirment que à priori ils ne participeront pas à un gouvernement de cohabitation, les responsables des partis veulent en

tout cas veiller à la répartition des responsabilités dans ce futur gouvernement.

Ce qui laisse prévoir de savants dosages. S'y ajoute la question des barrières : ces derniers sont bien nombreux à vouloir, au côté de M. Barre, rester spectateurs ; écartés, ils pourraient être attachés à la perte de ce gouvernement, comme le remarque un... giscardien.

### Un test de solidité

Deuxième étape ou étape simultanée, la formation du groupe UDF à l'Assemblée nationale qui devrait doubler ses effectifs et passer à cent quarante ou cent cinquante députés. Les contraintes, qui entraînent de constituer leur propre groupe, ont, si l'on en croit M. Méhaignerie, renoncé à semblable prétention. « Cette question ne se pose pas si nous nous séparons sur le choix d'un présidentiel ou l'application d'un programme », explique le président du CDS.

La question du vote de confiance si elle était posée serait, en tout cas, le premier test de la solidité du groupe UDF, avant même le vote de projets de lois conformes au programme de l'actuelle opposition.

Enfin, dernière étape, l'organisation de l'UDF au lendemain d'élections où MM. Léotard et Barre sont apparus comme les véritables locomotives de la confédération, chacun dans son registre. Mais M. Giscard d'Estaing, qui s'est retiré sur ses terres aversinées, n'a pas dit son dernier mot et s'emploiera à « verrouiller », s'il le peut. C'est qu'il s'agit d'entraîner l'UDF vers l'élection présidentielle et, cette fois, la confédération ne pourra plus retarder l'heure du choix. Même, si comme le remarquait un élu de l'UDF, « les libéraux et les modérés ne sont pas par nature des gens courageux, ils s'attendent que s'opèrent les choix dans l'opinion et engagent les bénéfices d'une situation quand elle est acquise, en se ralliant tout naturellement au vainqueur. »

Le succès ou l'échec de la cohabitation devrait, à cet égard, aider l'UDF à opérer un tel choix.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.



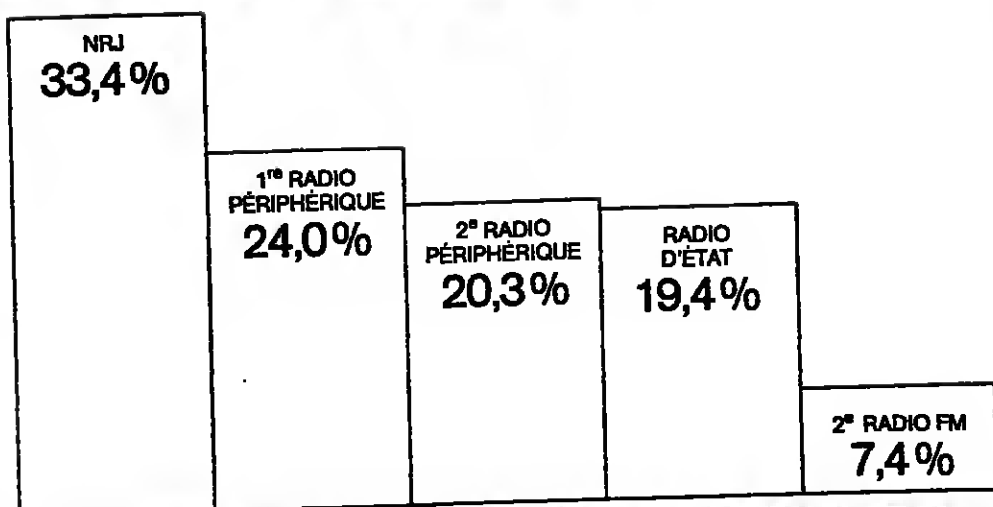
DE BONNEVILLE ORLANDIER

**SUR LES MOINS DE 50 ANS.**

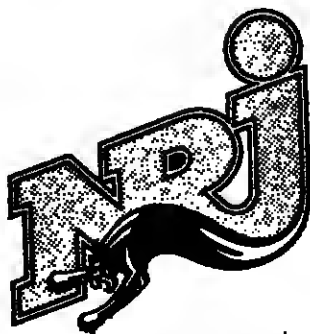
# NRJ SE BALADE LE WEEK-END DEVANT TOUTES LES RADIOS.

Le phénomène NRJ a encore frappé ! Dernier sondage sur les moins de 50 ans : NRJ n° 1 devant toutes les radios avec 33,4% de l'audience cumulée radio le week-end ! Presque 10 points de plus que la plus grande radio périphérique ! 26 points de plus que la radio FM suivante ! Encore plus fort que les sondages 1985 ! Durée moyenne d'écoute par auditeur : un record ! Plus de 3 heures !

Ce n'est plus un succès, c'est un arc de triomphe ! Brunch au champagne pour tout le monde !



Audience cumulée week-end sur les moins de 50 ans. (Source : IPSOS sondage Ile-de-France, février 1986, réalisé auprès de 1495 personnes).



La plus belle

مكزا من الأصل



# POLITIQUE

## LES ÉLECTIONS VUES DE WASHINGTON

### La crainte d'un « affaiblissement » de la France sur la scène internationale

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains voient d'un mauvais œil l'approche des élections françaises, car ils ne considèrent pas que les intérêts de leur pays ou de l'alliance atlantique soient d'une quelconque manière, en jeu dans ce scrutin.

L'attention accordée au problème de la cohabitation demeure, en conséquence, modérée et largement limitée aux responsables des affaires françaises dans les différents ministères. Quant à la presse, elle n'a, dans son ensemble, réellement commencé à s'intéresser à l'ultimatum posé à Paris par la Dihad islamique et c'est surtout la relative unité du monde politique français face au chantage qui est relevée.

Il y a deux choses, dit-on dans les milieux officiels, que l'on n'aurait pas vu résulter des élections législatives. La première serait que le droit se retrouve dépendre de l'extrême droite, c'est-à-dire du Front national, dans la mesure où un durcissement du climat politique s'ensuivrait et que « l'extrémisme » en serait favorisé. La seconde serait que se crée un blocage politique et institutionnel dont le résultat serait un « affaiblissement » de la France sur la scène internationale, alors que l'on juge primordial que Paris puisse au contraire y faire preuve de « fermeté » et d'« esprit de décision ».

La seule réelle crainte que l'on entend exprimer à Washington est que la capacité de la France à réagir rapidement dans une éventuelle crise internationale — en Afrique avant tout — ne soit amoindrie par des désaccords et une lutte d'influence entre Mitterrand et l'Élysée.

Ces appréhensions sont cependant peu profondes car, outre que les sondages marquent un tassement du Front national, on achève assez largement à Washington à l'idée que M. Chirac a de bonnes chances d'être appelé à former le gouvernement, qu'il ne serait pas bon pour la suite de sa carrière politique d'affaiblir la fonction présidentielle et qu'il serait dangereux pour son image de jouer

brutalement la crise. En tout état de cause, « même si l'on en arrivait à une élection présidentielle anticipée, ce ne serait pas du tout la fin du monde », ajoute-t-on, marquant par là qu'aucun des possibles candidats n'aurait, a priori, de raisons d'inquiéter le gouvernement des États-Unis.

#### Un gouvernement « amical »

« Si l'on peut trouver dans cette administration, dit-on ici, des gens pensant naturellement que les partis de droite seraient forcément plus amicaux à l'égard, ce ne serait, en réalité, pas nécessairement le cas puisque ce gouvernement socialiste n'est montré amical de façon insipide envers les États-Unis. » On remarque à ce propos que, malgré les objections opposées par M. Mitterrand à l'initiative de défense stratégique de M. Reagan, les entreprises françaises n'en ont pas moins été laissées libres de prêter la main au projet et usent largement de cette liberté.

Dans l'immédiat, l'une des grandes interrogations porte sur la composition de la délégation française, début mai, au prochain sommet économique de Tokyo, mais là aussi on table moins sur des trébuchements publics que sur un compromis dans lequel M. Mitterrand présenterait, comme prévu, la France à la table de discussion, le ministre des affaires étrangères n'étant plus là comme simple collaborateur mais pour affirmer le poids du gouvernement.

Bref, on s'attend si peu à des difficultés suffisamment importantes pour embarrasser Washington que M. Shultz avait trouvé, il y a plusieurs mois déjà, plus d'avantages que d'inconvénients à accepter de se rendre à Paris les 21 et 22 mars pour y prononcer un discours devant les anciens élèves d'une grande université américaine. Le secrétaire d'État devrait, à cette occasion, s'entretenir avec le président de la République ainsi qu'avec le ministre des relations extérieures et son emploi du temps (le peut-être une visite au musée Picasso) semble encore assez souple.

BERNARD GUETTA.

● Le MNA appelle les Arméniens à boycotter les élections. — Le Mouvement national arménien (MNA) a rendu public, le mardi 11 mars, une déclaration dans laquelle il appelle la communauté arménienne à « boycotter » les élections du 16 mars, en raison du « caractère fondamentalement instable des positions politiques françaises ».

coises à l'égard de la cause arménienne. Le MNA précise que cette décision « concerne toutes les listes, à l'exception de celles où figurent (dans les Hauts-de-Seine) MM. Patrick Devedjian (RPR) et Guy Ducloux (PCF), deux personnalités ayant démontré leur attachement sincère aux droits nationaux arméniens ».

(Publicité)

## Politique familiale : C'est le moment

Les principaux partis politiques sont aujourd'hui d'accord sur la nécessité d'une politique familiale ambitieuse. Et ceci pour deux raisons : restaurer un équilibre démographique en créant les conditions d'un redressement de la courbe des naissances ; améliorer la situation des familles par simple souci de justice sociale.

Sur les moyens à mettre en œuvre, les avis sont plus partagés. Mais il ne fait de doute pour personne qu'une politique familiale d'envergure demande un effort financier important. A cet égard, les partis négligent, malheureusement, de chiffrer leurs propositions et d'indiquer les financements correspondants. On peut craindre, dans ces conditions, qu'il ne s'agisse une fois de plus de vœux pieux.

L'actualité fournit pourtant un ensemble de faits concrets à rattacher à ces déclarations d'intention : les baisses conjuguées du dollar et du pétrole. Il y a là une manne inattendue tombant dans les caisses de la nation et dégageant soudain une marge de manœuvre pour les pouvoirs publics.

Pour ceux qui connaissent la situation démographique de la France (entre autres pays européens), il va de soi qu'une part significative des sommes ainsi libérées doit être orientée immédiatement en faveur des familles. C'est affaire, précisément, de volonté politique. Cette volonté existe-t-elle RÉELLEMENT ? C'est le moment où jamais, pour elle, de se manifester.

#### ALLIANCE NATIONALE POPULATION ET AVENIR

Association reconnue d'utilité publique

35, rue Marbeuf, 75008 PARIS — C.C.P. PARIS 152-17 W

Paris détient d'ores et déjà un record, celui de nombre des candidats, avec 746 postulants aux 21 mandats de députés et aux 42 de conseillers régionaux, soit près de 12 pour un poste, un véritable concours de haut niveau. En effet, s'il y a que neuf listes pour l'élection des membres parisiens du conseil régional d'Ile-de-France, il y a, en revanche, seize listes officiellement déposées pour le choix des députés. Et encore, quatre autres ne sont pas allées jusqu'au bout du parcours de la procédure administrative préalable et n'ont pas été déposées à temps leur candidature.

Le système de la représentation proportionnelle a donc suscité les vocations comme l'aiment attirer la limaille.

Selon la traditionnelle terminologie en la matière, il est possible de classer ces concurrents en deux catégories : les grands et les autres.

Un titre des premiers, ceux qui sont assurés d'obtenir au soir du 16 mars une représentation parlementaire, figurent tout naturellement le RPR, l'UDF, le Parti socialiste, le Parti communiste et le Front national. Après ces « cinq grands », le classement des onze autres devient plus malaisé à opérer à l'avance.

Toutefois, on peut relever que parmi eux, six se rattachent à la gauche, qu'elle soit « extrême » ou « diverse », deux affichent leur écologie et trois se situent dans la mouvance libérale et proche de l'opposition actuelle.

Une pléthore aussi diverse n'a cependant pas profondément modifié les intentions de vote des électeurs parisiens au fil des mois, du moins si l'on se réfère aux sondages d'opinion publiés avant la date du 9 mars jusqu'à laquelle la diffusion de ceux-ci était autorisée par la loi.

A l'extrême gauche, deux points et demi environ se répartissent entre la liste Alternative 86, soutenue par le PSU et la Ligue communiste révolutionnaire, conduite par M. Albert Jacquard, la liste de

## SEIZE LISTES DANS LA CAPITALE

### Paris : la bataille sur les marges

Lutte ouvrière, dirigée par M. Chantal Casquil, et celle du Mouvement pour un parti des travailleurs, conduite par M. Martine Debat. Deux autres listes attireraient également quelques voix, celle du Parti humaniste, de M. Philippe Moal, et celle du Dr Francis Collo-Sparte, pour « l'organisation des États en micro-démocratie », qui fut lui-même candidat « anarchiste non-violent » à Montpellier en 1978.

Les écologistes qui offrent le choix aux électeurs parisiens se répartissent entre les Verts-Paris-Écologie, animés par M. René Dussout, dont la notoriété — il a été candidat des écologistes aux présidentielles de 1974 — lui assure déjà 2,5 % d'intentions de vote, et la liste Écologie et humanisme de M. Roger Fischer, agrégé de géographie, président du Parti écologiste, créditée avant l'ouverture de la campagne de 1 % des voix.

A droite, la dispersion est moins grande. Deux listes risquent de souffrir de leur modeste notoriété, celle de M. Maurice Mercante, intitulée en forme de programme « Croissance dix pour cent » (ce qui, certes, assure-t-il, « quatre millions d'emplois nouveaux »), et celle de M. Guy Marchand, un sigle tout aussi floquant « Pour une économie de progrès ».

Mais deux autres candidats, dans la mouvance de l'opposition, se sont déjà trouvés aux suffrages des Parisiens. M. Gérard Tounati a ajouté deux années à son millésime des élections européennes pour conduire aujourd'hui l'Initiative 86 - Entreprendre et réussir la France de l'an 2000. Ce jeune entrepreneur dynamique et prolifique n'a pas été déçu par le scrutin régional. Cette perspective donne lieu à une compétition après mais fébrile. M. Gilbert Gantier, député UDF sortant, dont le siège est l'enjeu de ce combat, vient de recevoir le soutien de M. Alain Poirer, président du Sénat. La liste de M. Dominati, soutenue par l'acteur Alain Delon, a accueilli,

est aujourd'hui créditée d'un pronostic favorable pour un siège, le sien.

Comme toujours en pareil cas, les « petits » partis ont bien du mal à faire campagne. Le dévouement de leurs militants pallie la modestie de leurs moyens. La porte-à-porte, la distribution de tracts, la diffusion d'une presse quasi confidentielle, l'aide souvent parcimonieuse de quelques radios libres, s'assurent pas une vaste notoriété.

Et pourtant, ces trouble-fête sont redoutés par les « grands » auxquels ils peuvent grignoter quelques voix, qui, dans un scrutin proportionnel, risquent — plus qu'avec le système majoritaire — d'être fatales. Car à Paris, beaucoup de situations se jouent sur les marges.

#### Le principe

des votes communicants

Ainsi le Parti socialiste, qui semble avoir profité depuis quelques semaines de la relative embellie qu'il a connue à travers la France, paraît maintenant assuré d'obtenir six sièges, ce qui permettrait à M. Gérard Fuchs d'entrer à l'Assemblée nationale. Mais les « pointeurs » les plus optimistes de la rue de Solferino se pressent aussi à espérer une baisse du Parti communiste — créditée pour le moment de 7 % des suffrages et d'un siège — pour voir élire le secrétaire de la fédération de Paris, M. Gisèle Stievenard, qui ravirait ainsi son siège à une autre Gisèle, M. Moreau, tête de liste communiste.

Ce principe de votes communicants se retrouve aussi à droite. Le troisième siège de la liste UDF est en effet en balance avec celui qui reviendrait éventuellement à M. Marie-France Garaud. Cette perspective donne lieu à une compétition après mais fébrile. M. Gilbert Gantier, député UDF sortant, dont le siège est l'enjeu de ce combat, vient de recevoir le soutien de M. Alain Poirer, président du Sénat. La liste de M. Dominati, soutenue par l'acteur Alain Delon, a accueilli,

mercredi 12 mars, le renfort de M. Léotard, secrétaire général du PR, au cours d'un meeting de clôture de la campagne. La présence de M. Raymond Barre, le 4 mars, à une vaste réunion au stade Pierre-de-Coubertin, avait été ardemment attendue comme un vantage salvateur, dont l'UDF assure qu'il en a un effet positif.

Las ! le lendemain, le député de Lyon déjeunait ostensiblement avec M. Garaud. Cette dernière semble d'ailleurs attacher un prix particulier au soutien de M. Barre, ainsi que l'attestent les articles publiés dans la luxueuse brochure électorale qu'elle édite. L'électorat UDF de Paris est ainsi l'enjeu de la sourde rivalité entre la liste Dominati et la liste Garaud, rivalité dont M. Barre a bien de mal à ne pas apparaître comme l'arbitre.

Le trouble de cet électoral ne satisfait pas pour autant le RPR. Le parti de M. Jacques Chirac, où l'on se dit certain, avec quelque 35 % des intentions de vote, d'obtenir neuf sièges, préférerait que la majorité municipale conserve ses positions et ne cède pas un siège à un adversaire du président de RPR aussi avide et résolu que son ancien conseiller.

Eufin, à l'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen se bat pour ajouter à son siège et à celui de M. Edouard Frédéric-Dupont, un troisième que les intentions de vote des Parisiens semblent pour le moment lui refuser. Le leader du Front national espérait bien en effet retrouver dans la capitale les 15,24 % des suffrages qui avaient constitué pour lui la surprise des élections européennes de 1984.

Mais il risque de souffrir de voir certains de ses thèmes — comme l'immigration ou l'insécurité — récupérés en partie par le RPR. Comme d'autres aussi — parmi les « petits » — il peut être handicapé par le réflexe du « vote utile » en faveur des grandes formations, pour lequel les électeurs sont vivement sollicités.

ANDRÉ PASSERON.

## M. Jacques Toubon : le premier chiraquien de Chiraquie

Quatre étages sans ascenseurs, ni tapis dans l'escalier. De Montpessiers tout proche, vient mourir un parfum discret de boîtes et de poèmes à l'huile. Modestie ou fignolage, Jacques Toubon vit dans cette cour.

Jacques Toubon réside là, aux antipodes des avenues bourgeoises de Passy ou d'Auteuil. Ou plutôt des jours-ci, il s'y glisse en fantôme nocturne, entre une herminette provinciale et une matras charcuté-boulangère.

Dans le living tapissé de toiles abstraites, on se surprendrait presque à chercher les chevaux. Soudainement tordu et sagement destructuré, un escalier jette à la fois l'air d'un bureau de Monsieur, un fauteuil enveloppé par Christo rappelle que l'embellie du Pont-Neuf dut trouver ici des appuis agissants.

Lise Toubon fait les honneurs. On l'imagine mieux courir les vernissages que faire tapissier sous les estrades de son candidat de mari. Rien de ce qui touche à l'art contemporain ne lui est étranger : elle juge « complètement intelligible » et le fait savoir en peignant, le projet d'installation de colonnes tronquées de l'artiste Buran dans les jardins du Palais-Royal, projet en bute à une campagne schématisée du Figaro-Magazine.

Issue d'une famille protestante de petits industriels de l'Est de la France, M. Toubon ne dit pas « Jacques » ou « mon mari », mais simplement « Toubon ». Elle dit aussi : « C'est le plus socialiste des gens que j'ai rencontrés. Infinitement moins conventionnel et moins ringard que bien des intellectuels de gauche ». Sourire en coin, elle raconte comment Jacques Chirac, un jour, le supplia, ni-tu-m'en : « surtout ne me le chagriniez pas. J'en ai besoin tel qu'il est ».

Tel qu'il est... Aussi rond que le grand Jacques, celui de l'Hôtel de Ville, est anguleux. Mais à part cela, son clone parfait. Un drôle de Timin député, qui jurerait comme le capitaine Haddock. Un petit frère, en somme, qui estime « tout à fait naturel que Jacques Chirac me demande d'abord d'être son expression à lui ». Un petit frère attentionné et chaleureux. Pour décrire Jacques Chirac avant une émission de télévision, il n'hésite pas à lui murmurer : « Vous n'avez pas à vous en faire. Vous êtes parfaitement réussi. Vous

êtes très bien. Essayez simplement d'être vous-même ».

La vie politique présente peu d'exemples d'une gentillesse aussi idyllique, presque jubilatoire. Le même goût animal des corps-pellicules, de l'action comme d'autoséjour, le même besoin de la chaleur musquée des grand-messes entre copains, le même dédain de prédateurs pour les théories et les paroles. Et cette conviction commune : autant que dans les urnes ou sur les tréteaux, la légitimité se gagne dans les échoppes des commerçants. Bref, le même penchant décomplexé pour les « charcutiers, charcutiers » qu'affectionne de mépriser d'autres stars de la classe montante politique.

#### Résolument ringard

Résolument ringard, si l'on veut, mais avec quel bonheur ! Faire un marché avec Jacques Toubon, par un petit matin glacé sur le pavé parisien, c'est s'embarquer pour deux heures de franche rigolade avec une chouette bande de copains. Chez un cordonnier, il achète deux paires de semelles isolantes : « J'en offrirai une à Chirac ».

Dans une librairie, il tombe en arrêt devant un manuel d'anglais intitulé *Chirac, mon mari* : « Alors, ça veut dire que tous les Anglais pratiquent l'anglais ? », s'écrit-il-il devant le libraire interloqué. A la petite écouteuse léniniste et frigorifiée qui le marque : « Allez donc combattre les socialistes ! ». A un boucher offensé qu'il l'accuse d'avoir « amené les socialistes en trahissant Giscard ». « Alors qu'est-ce qu'il faut faire selon vous ? S'abstenir et permettre aux socialistes de rester ? » Et la soir, tout content : « J'ai eu des nouvelles du boucher. Il paraît qu'il commence à douter ».

C'est donc cela, la politique, vue par le premier chiraquien et Chiraquie : ce chantail où il brûla d'empoigner la truelle, et aussi un grand jeu scout où crapahuter à la chasse aux voix. Comme l'Assemblée, cinq ans durant, fut ce théâtre d'une pièce hystérique de cape et d'épée, où il ne fut pas le dernier à venir au secours de la colonne. Plusieurs mois durant, il est un des plus tenaces obstrués, un des plus assidus de l'amendement. Et

une nuit, au cours de l'interminable discussion de la loi sur la presse, il trébuche : « Et M. Mitterrand ? » lance-t-il à deux reprises. Sous-entendu : « Où était-il pendant l'Occupation ? » L'illusion lui vient d'être frappé de « censure », sanction rarissime dans l'histoire parlementaire.

Quelques jours plus tard, revêtu le « censuré » lançant la foudre sur les bancs de la gauche : « Bande d'imbéciles, bande de scandaleux, bande de marionnettes ! ». Un député communiste venait — scandale ! — de mettre en cause son attachement à Roger Salengro, ministre de l'intérieur du front populaire suicidé au terme d'une campagne mensongère de la presse d'extrême-droite. « Mon père était un ami de Roger Salengro ! », hurle Toubon. Enquête faite, cette amitié semble bien tenue pour susciter un si vil courroux : délégué syndical des employés de banque, le père de Jacques Toubon aurait simplement, à ce titre, rencontré deux ou trois fois le ministre Salengro.

Salengro, l'Occupation... Notre provocateur dérape parfois sur des bords curieux terrains. Et cette manie, quasi unique dans la classe politique, d'invoquer « le peuple » à tout bout de champ ! Regardez-le, Fouquier-Tinville de l'angoisse populaire, interpeller le ministre Pierre Joxe à la télévision, en donnant interminablement lecture de la lettre d'une vieille dame agressive de son arrondissement. Pau d'élus, on le devine, doivent revêtir l'écharpe tricolore avec autant de volupté que lui. « Quand j'interviendrais à l'Assemblée, j'ai vraiment conscience de dire ce que les gens qui m'ont élu veulent que je dise ».

#### Un tout autre discours

Faut-il donc, comme certains socialistes, décaler à lui d'étranges relents anti-parlementaires, voire des tentatives plus radicales encore ? Cuius à froid, loin des micros et des caméras, il offre pourtant un tout autre discours. Plus badinier que Badinter, il propose, dans un livre consacré à l'insécurité, de dispenser d'incarcération les petits délinquants qui commettent leur première bêtise. Et, inlassablement interrompu par ses électeurs sur la refus de l'alliance de gouvernement

avec Le Pen, sa réponse est claire et passionnée : « Le Front national n'est pas républicain, il est l'ennemi du suffrage universel. Et puis, la presse d'extrême droite a écrit que j'ai des idées de contre-gauche à cause de mes grands yeux orientaux, et que j'ai des yeux orientaux parce que je suis juif. Alors... »

Quant au peuple... Pour un peu, on s'attendrait à le voir, lui aussi, fustiger « les gens du Château ». « Je suis un type complètement à l'aise au contact des gens par ce que j'ai eu une éducation comme ça : grand ordinaire ». Une enfance partagée entre Lyon et la Côte d'Azur dans les bagages de son père, Pierre-Constant Toubon, croupier, après avoir été employé de banque, qui prendra sa retraite comme directeur des jeux au Palm Beach. Sciences-Po à Lyon, l'ENA, quelques cabinets ministériels.

Du « grand ordinaire » de jeune haut-fonctionnaire, jusqu'à ce jour où M. Claude Pompidou cherche un écrivain pour s'occuper de la fondation qui porte son nom. Toubon fonce. Et y rencontre Jacques Chirac, trésorier de la même fondation. Chirac ne se défile pas de ce jeune chien fou, le nommant alors conseiller technique dans tous ses ministères. Sur ordre de son roi, ce mousquetaire s'en va en ensuite conquérir le siège de député du XIV<sup>e</sup> arrondissement, puis le maire du XIII<sup>e</sup>.

Pour sacrifier à la contestation juvénile qui secoue le mouvement, Jacques Chirac décide enfin, aux assises de Grenoble en novembre 1984, de le nommer secrétaire général du RPR, en remplacement de Bernard Pons. Quelques jours auparavant, il l'avait simplement averti de dévier : « s'attendre à quelque chose ». Voilà Toubon enfin installé dans ce fauteuil de la rue de Lille où il peut, tout à son aise, être le porte-voix, parfois criard, d'un Chirac qui se mure dans une réserve présidentielle.

De tous les jeunes loups de l'opposition, Jacques Toubon est certainement celui à qui l'expression « mers déenne le moins d'angoisses et d'états d'âme. Surtout il a la joie, la joie ou l'Attrait de Chirac ? Peu importe. Où on lui dira d'aller, il ira.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

● La nomination du président du Conseil constitutionnel. — M. Etienne Dailly, sénateur Gauche dém. (Seine-et-Marne), a déposé une proposition de loi organique tendant à préciser l'ordonnance du

7 novembre 1958 relative au Conseil constitutionnel.

Si dans l'avenir M. Dailly souhaite, par une réforme constitutionnelle, que le président du Conseil

constitutionnel ne soit plus nommé par le président de la République mais élu lors de chaque renouvellement triennal par ses pairs, il propose dans l'immédiat qu'il soit nommé par le président de la Répu-

blique — comme c'est le cas actuellement lors de chaque renouvellement triennal et pour une durée de trois ans non renouvelable, ce qui s'est pas précisé dans les textes actuels.



# POLITIQUE

## Une campagne « made in USA »

par ALAIN DUHAMEL

La campagne des élections législatives de 1986 a été marquée, en outre, par la médiocratie. La plupart des observateurs et, en particulier, des acteurs s'accordent à le dire. Ils ont raison de s'en offusquer, ils ont tort lorsqu'ils s'en étonnent. Il ne pouvait en aller autrement, puisque tous les facteurs convergent dans ce sens.

En tête, bien sûr, une cause technique : l'éternel retour de la représentation proportionnelle. Pour la première fois depuis 1958, lorsqu'ils connaîtront les résultats du scrutin, les Français ignorent les conséquences qu'en tireront les principaux protagonistes. Avec ce système, le suffrage universel se dégrade en vote indicatif. Le peuple est consulté, mais seuls décident les conseils.

Ensuite, une raison politique. Les trois principaux partis (le RPR, le PS et l'UDF) ont tenté et sont largement parvenus à imposer une logique majoritaire au beau milieu d'une campagne menée par la proportionnelle. De quoi faire perdre leur latin aux électeurs et brouiller le débat, puisqu'on réintroduit la règle proportionnelle tout en observant scrupuleusement la méthode et la liturgie majoritaires.

Mais, au-delà, la métamorphose principale de la campagne législative tient à son américanisation. De ce côté-ci de l'Atlantique, comme depuis longtemps de l'autre, la guerre idéologique recule, la personnalisation des enjeux politiques

l'emporte. Les débats d'idées, le choc des programmes, obéissent au terrain de l'invasion de la publicité commerciale et de la vague du marketing. On n'oppose plus une doctrine à une autre mais une affiche à un autre, une image à une autre, un slogan à un autre. On confronte moins des politiques antagonistes que des champions d'images formés, entraînés et conseillés.

Les élections législatives tournent au grand prix d'Amérique, et plus d'un leader politique se comporte désormais en pur-sang impeccablement préparé pour l'épreuve. Les spécialistes de la communication agissent souvent en entraîneurs et les publicitaires les plus menacés de mégalomanie tendent à se comporter en propriétaires d'écuries, comme s'ils faisaient courir ici une jument libérale, là un azean socialiste, ailleurs un bai néo-gaulliste. La grille des sondages, sérieux ou équivoques, transfigure parfois les commentaires en chroniques hippiques, et les électeurs en turfistes.

Inutile d'épiloguer sur les manifestations du phénomène : il suffit de contempler les murs de chaque ville, d'observer la multiplicité des gadgets, d'enregistrer l'explosion des « jingles », des « clips », des « murs d'images », des films d'auto-promotion, dont désormais les candidats de toutes familles usent et abusent dans la seule limite de leurs moyens financiers. L'argent d'ailleurs coule à flots, par dizaines de milliards de centimes (bien

avant qu'aux dernières élections présidentielles), sans frein et sans contrôle. Au moins les États-Unis disposent-ils d'une réglementation, toute imparfaite qu'elle soit. Ici, l'économie électorale emprunte les circuits parallèles.

L'alternance politique est évidemment pour beaucoup dans la désinvolture idéologique. Gouverner, c'est apprendre et c'est oublier : on découvre les faits, on remise les doctrines. S'il relit son discours budgétaire de 1981, l'actuel premier ministre doit avoir l'impression d'avoir mûri de cinquante ans ou une législature. Réciproquement, les porte-parole de l'UDF et du RPR ne tiennent plus aujourd'hui les propos d'apocalypse ou d'excommunication par lesquels ils répliquaient aux philippiques et aux mercuriales socialistes.

Rien de tel que l'exercice ou que l'espérance du pouvoir pour découvrir le réalisme. « Le thème de la rupture a vécu. L'enjeu du combat est de substituer une politique à une autre, et non une société à une autre ». C'est Michel Rocard qui l'a écrit. Beaucoup de leaders de la droite pourraient signer le texte. La France s'aligne ainsi sur la plupart des démocraties occidentales où s'opposent et alternent social-démocrates et libéraux-socialistes. Elle y gagne en sérieux et qu'elle y perde en originalité.

L'américanisation gagne enfin les formations elles-mêmes. La bipolarisation survit au changement du mode de scrutin. Le PS domine la gauche durant cette campagne tout

autant que pendant celle de 1981. Mais comme il a changé entre-temps ! Il n'est question que de « République moderne » ou du « républicanisme progressif ». Se proclamer social-démocrate ressemble davantage à un investissement judiciaire qu'à un vote d'un tabou.

Le Parti socialiste affiche son ambition de constituer à lui seul une force d'alternance. Il forme un continuum de groupes, de tendances, de sensibilités, d'échelons jusqu'aux gros bataillons de gestionnaires modérés. Il invoque la morale et la justice, il s'adresse par priorités, aux salariés et aux minorités. Comme le Parti démocrate américain.

Quant à l'UDF et au RPR, leurs étiquettes et surtout leurs leaders les distinguent encore, mais, pour le reste, bien malin qui pourrait les différencier. Sociologiquement, leurs électeurs se ressemblent tant qu'ils sont d'anciens frères jumeaux que cousins germains. Idéologiquement, l'apprentissage collectif d'un libéralisme bien tempéré a balayé les clivages. Demeurent les héritages, les enracinements régionaux, des clientèles attachées à telle ou telle personnalité. Comme au parti Républicain, outre-Atlantique.

Ces glissements progressifs vers les normes anglo-saxonnes peuvent être ressentis comme autant de banalisations, de normalisations ou comme autant de modernisations. Ils sont en tout cas les premiers vainqueurs de la campagne, avant même le vote.

## La région sans passion

par JEAN-PIERRE RIOUX (\*)

« L'Espagnol, c'est la gousse d'all qui parfume le gigot », disait joliment Eugène Le Roy, l'auteur de *Jacques le Croquant*, le vieux Péguin de la Belle Époque qui courait tant au réveil régionaliste dans la France jacobine du Bloc. Ce qui veut dire que les langues s'appliquent aussi aux régions où elles survivent. Les Français, au reste, ne s'y trompent pas.

Les voici en 1986, nous disent les sondages et les enquêtes (1), très affectivement liés à leur petite patrie régionale, très favorables même à la régionalisation, mais fort peu disposés à se priver de gigot. Les plus pauvres, comme en Limousin, n'ont guère de peine à l'écarter du secours de l'État. Les plus aisés, en Ile-de-France ou en Rhône-Alpes, souhaitent faire partager leur dynamisme au pays tout entier et sont fort consommateurs d'espaces internationaux. La région, ancestrale ou moderniste, c'est bien. Mais le bien-être, lui, n'a pas d'accent, et moins que jamais par temps de crise.

Dire cela n'est pas faire affront aux régionalistes conscients et organisés, géographes ardents, notables avertis ou jeunes loups enfiévrés du « local ». C'est prendre acte du constat historique le moins contestable : dans la vieille France de la centralisation et du département, la région est fille de la croissance économique, de l'administration rationnelle et de stratégies élitistes. Un cadre plus qu'un contenu, un compromis plus qu'une aspiration populaire.

C'est tout au commencement, en l'absence des y a trente ans, par cet arrêté d'octobre 1956 créant vingt-deux « régions de programme » sur décision d'un très technocratique « groupe de synthèse » présidé par le commissaire général adjoint au Plan, qui avait souverainement présidé au découpage. De « com-

plexes » industriels en « métropoles d'équilibre », de « pôles de croissance » en « programmes d'action régionale », c'est une philosophie de l'aménagement du territoire qui a donné à la région son premier supplément d'âme, au vif des « treutes glorieuses ».

L'impératif de la déconcentration économique et administrative, si bien assumé par Pierre Mendès France en 1954-1955, quand sont prises les premières mesures engageant l'avenir, avait surgi dans la France rayonnante de l'après-guerre — ce n'est pas un hasard — autour de Claudius-Petit au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, en 1950 : nos reconstruc-teurs y puisent l'idée d'un « plan national d'aménagement du territoire », convaincus que l'archaïsme économique, l'impérialisme parisien, l'omnipotence bureaucratique, les inégalités et les balkanisations ne reculeront que si l'on veut enfin responsabiliser une province atone et structurer un réseau urbain cohérent, pour irriguer en profondeur une France en voie de modernisation.

On peut ironiser à loisir sur cet enlèvement très parisien et très centralisateur des pionniers de l'industrialisme. Mais leur jacobinisme du progrès pour tous avait su convenir que les forces rayonnantes du pays devaient s'épanouir dans un cadre géographique où la combinaison des ressources naturelles, de l'activisme économique, des traditions et des ambitions locales donnerait à l'avoir un savor indigène.

### De la droite à la gauche

Cette grande idée se heurta aux pesanteurs, administratives et culturelles. Elle recula même dans les années 60, quand le constat des disparités régionales de la croissance et les drames de la décolonisation donnèrent toute sa force militante au « décoloniser la province ». Mais,

cabin-cabin, elle s'imposa à travers la réforme de 1964 et même, malgré l'échec personnel du général de Gaulle, au-delà du référendum manqué de 1969.

Au passage, deux révolutions tranquilles ont fait leur chemin. La première, avec l'instauration d'un « pouvoir périphérique », subtilement et précocement décrit par Pierre Grémion (2), qu'il faut porter au crédit de la phase gaullienne de la V<sup>e</sup> République. Les notables provinciaux signèrent alors un traité de paix avec les représentants du pouvoir administratif et politique de Paris, densifiant le système de représentation locale en prenant la région sans négliger le département, assurant leur pression à coup de prévisions, de hiérarchies et de rationalisation. Ils donnèrent aussi à jacobinisme centraliser une pertinence régionale incontestable, tout en s'assurant leurs propres routes de situation : ce vieux contrat sera-t-il reconduit après l'irruption des citoyens, enfin consultés, dans la gestion du compromis ? C'est un des enjeux de l'élection du 16 mars.

La seconde révolution des années 60, c'est à l'évidence le passage du thème régional de la droite à la gauche. Le nationalisme, dès avant 1914, avait, lui, fait le parcours inverse : la grande et la petite patrie se sont ainsi croisées sur l'échiquier politique.

Une gauche jacobine était trop lassée d'histoire pour voir d'un bon œil les manœuvres d'approche des notables, amorce de sous-Vichy et qui aboutiraient à un « pouvoir périphérique ». Mais elle était trop fidèle à son autre héritage, le progressisme, pour laisser passer la chance de la modernisation au long des trente dernières années : avec la Bretagne du CELIB à l'épicentre du mouvement des années 50, elle a appris à fabriquer du bon notable gestionnaire, assez fidèle au service public et à l'intérêt général pour éviter les pièges du particularisme revanchard, assez enraciné pour dispenser

à la droite les fautes régionales dans les années 70.

La région, qui ne sentait plus son ancien régime, fut incontestablement un bon tremplin pour sa victoire de 1981. Et la régionalisation, avec ses combats à héritages renversés, a sans doute contribué à la régulation consensuelle et riche d'alternances qui monte depuis un bon quart de siècle dans notre vie démocratique.

### La leçon des urnes

La nouveauté de la région s'est donc imposée dans la logique ancienne des dominations et des apaisements, celle d'un État centralisateur qui dut apprendre à démultiplier la gestion de ses bienfaits et celle des notabilités soucieuses de préserver leur avenir. Cette reconnaissance de la région par en haut a-t-elle jamais rencontré des impatiences venues d'en bas ? La question est difficile à trancher historiquement. Mais elle conduit à tout le moins à une exploration usagée du rôle du régionalisme dans ce parcours d'un siècle.

Le mot « régionalisme » n'émerge guère qu'après la Commune, vers 1875, à l'heure d'une « République des Ducs » chancelante et d'une France des « couches nouvelles » qui piaffe. Au fil des décennies, dans mille détours locaux et quelques errements historiques (dans l'Alsace des années 1930 ou en Bretagne sous l'occupation), le mouvement régionaliste fut toujours un étrange conglomérat, une juxtaposition d'héritages, libéraux ou proudhoniens, démocrates-chrétiens ou royalistes, révolutionnaires ou conservateurs, unis par le seul refus de l'État jacobin centralisateur. Des amis de Mistral aux « gauchistes » post-soixante-huitards, son drame fut d'avoir rencontré un échec social assez faible d'avoir dû cantonner sa militance au plus intime, la langue et les traditions, sans jamais pouvoir maîtriser cette soif de modernité et de mieux-être qui mobilisait autant les communautés qu'il voulait représenter.

La révolte des « pays » contre l'État, si elle a jamais eu prendre densité historique en dehors de quelques brefs moments de crise, aurait pu, il est vrai, s'abreuver depuis quinze ans à l'« effet-patrimoine » et aux cultes fort divers des « racines ». Rien ne démontre que les régionalismes aient maîtrisé politiquement ces opportunités. Est-ce parce que l'État, au triomphe toujours aussi insolent, aurait une fois encore refusé de réagir à temps ? Les explications par quelque fatalité historique ne manquent pas de fleurir. A moins que l'idée régionale, tout bonnement, et fût-ce contre tous ses promoteurs, ait enfin beaucoup à apprendre du suffrage populaire. Le premier exercice de cette pédagogie de masse, c'est demain.

(1) « Parions régions », *Le Monde* Aujourd'hui, daté 9-10 février.  
(2) P. Grémion a résumé sa démonstration dans *Le Débat*, n° 16, novembre 1981.

\* Historien.

## A la recherche du vote juif

L'un des électeurs catégoriels les plus sollicités depuis cinq ans par les différentes forces politiques aura été, incontestablement, l'électeur juif. Au-delà de l'arithmétique qui lui donne un poids important (1 % des électeurs au total) localement — à Paris, Marseille, Strasbourg ou Toulouse, par exemple — la situation au Proche-Orient, d'une part, et la renaissance d'une culture juive, d'autre part, ont fait des rapports avec cette communauté un élément auquel les grands partis sont attentifs.

Les bonnes relations que les socialistes entretiennent depuis toujours avec le mouvement sioniste et l'immigration juive, personnellement à l'initiative et à la sensibilité juive ont contribué, depuis 1981, à créer un climat de sympathie dans les rapports entre les organisations communautaires et le pouvoir. Il n'en résulte pas, pour autant, un accord entre les aînés et l'autre sur les questions qui préoccupent la communauté. Ni sur le Proche-Orient ni sur l'extrême droite, la politique du pouvoir ne rencontre un consensus chez les juifs.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et son président, M. Théodore Klein, n'ont cessé de reprocher à la gauche la légitimité qu'elle reconnaît à l'OLP. Les relations économiques avec Israël ont, longtemps, été considérées comme insuffisantes, cette situation étant imputée à un manque de dynamisme, voire à des blocages, du côté français. L'émergence du Front national, d'autre part, a valu au gouvernement des critiques lors du changement de mode de scrutin. Pour la communauté organisée, en effet, sinon pour les juifs dans leur ensemble, l'extrême droite, qu'elle soit ou non explicitement antisémite, véhicule une idéologie d'exclusion que les juifs ne peuvent que combattre et à laquelle la représentation proportionnelle risque de donner droit de cité, en lui permettant d'entrer au Parlement.

La politique française vis-à-vis de l'Union soviétique, en revanche, ne soulève pas de critiques spécifiques de la part des juifs, dont les organisations ne peuvent qu'approuver les positions du gouvernement sur les droits de l'homme et sur le sort de la communauté juive dans ce pays. De

même, face à la menace terroriste dont les quartiers et institutions juifs, en France, sont l'objet, les responsables juifs ont apprécié la vigilance du gouvernement. Ce sentiment n'a pas toujours été partagé par la base, qui, après l'attentat qui avait fait six morts le 9 août 1982 rue des Rosiers, à Paris, s'en était prise à M. Mitterrand lui-même, venu sur place, et avait manifesté sa méfiance envers la police, accusée de négligence.

C'est à la suite de ces événements, les policiers se heurtant à l'hostilité de la population lors de leurs enquêtes de voisinage, que les responsables de la sécurité au gouvernement et à la tête de la police ont recherché, avec l'aide, notamment, d'un inspecteur juif pratiquant, M. Sammy Ghossein, les moyens d'établir la confiance dans la communauté. Les militants communistes, jeunes particulièrement, avaient été invités, dans cette période où l'on pouvait craindre d'autres attentats, à faire preuve eux-mêmes de vigilance, à organiser la surveillance autour des cibles possibles — écoles, synagogues, etc. — et à signaler à la police ce qui leur paraissait suspect.

La participation de la communauté, sous cette forme, à sa propre sécurité dans plusieurs grandes villes a été présentée par M. François Castro, l'un des animateurs de Socialisme et Judaïsme, lors d'une réunion à Barcelles, comme une tolérance exceptionnelle du gouvernement envers des « milices juives » (*Le Monde* du 7 mars). Les propos de l'épouse du premier ministre ont choqué, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la communauté, certains se demandant si des milices privées avaient effectivement été admises par le gouvernement, d'autres s'étonnant de l'emploi d'un tel argument pour inciter les juifs à voter pour le PS.

Judaïsme et liberté, que préside M. Claude-Gérard Marcus, député (RPR) de Paris, a condamné l'« évocation irresponsable » de milices juives qui « n'existent que dans l'imaginaire » de M. Castro. M. Pierre Sliwinski, président de la Fédération des juifs de France, dont les militants participent à la surveillance des lieux communautaires, a invité M. Castro à faire preuve de « sérieux » et a souligné que la solution des problèmes posés par le terrorisme relève exclusivement du « gouvernement » et des « forces de police ».

L'association de M. Marcus, qui réunit de nombreux militants de l'opposition, reproche aux socialistes ce qu'elle appelle une « tentation de mainmise » sur la communauté. Dans le mensuel *l'Arche* (numéro de mars), qui donne la parole à des hommes politiques juifs de la majorité et de l'opposition, M. Maurice Benassayag, l'un des dirigeants d'Espaces 89, déclare : « J'ai du mal à comprendre qu'on puisse se proclamer juif et militer à droite ». C'est ce genre d'affirmations que les juifs de droite, bien sûr, mais aussi des juifs de gauche reprochent à certains socialistes.

Tant que la droite traditionnelle a paru ambiguë dans ses positions par rapport au Front national, les juifs de gauche étaient fondés à mettre en garde la communauté contre les dangers d'une alliance entre l'opposition parlementaire et l'extrême droite. Aujourd'hui, le RPR et l'UDF résistent clairement une telle hypothèse. Il reste à ceux des électeurs juifs qui tiennent compte, dans leur vote, de la question du Proche-Orient à évaluer les mérites et les inconvénients des politiques menées dans cette région par les uns, depuis cinq ans, et par les autres auparavant.

PATRICK JARREAU.

### La tournée chez Jo

Lionel, Roger et Maurice sont venus voir Jo, dans son restaurant. On a débouché une bouteille de vodka, que les invités boivent dans des petits verres en échangeant des toasts avec leur hôte. Une gigue, amie de la maison, d'Israël, de Lionel, lui prend le main, lui dit la bonne aventure : « Il va vivre longtemps. Il est très riche en amour. Il sera présenté comme président. Cette année et l'année prochaine ». Lionel marque d'un aveu de travers sa vodka. Il s'excuse : « Vous voulez dire, président d'un club de boules ? Un président, pour cette année, ça n'est déjà pas ! »

Lionel ? C'est Josipin. Maurice ? C'est Benassayag. Roger, c'est Harin. La gigue ? C'est... une gigue. Jo, c'est Goldenberg, restaurateur, rue des Rosiers, à Paris. Jo Goldenberg, c'est l'étape finale, obligée, de la tournée électorale du premier secrétaire du PS, flanqué de ses deux compagnons, dans le quartier de Saint-Paul, mercredi 12 mars. Les souvenirs tragiques de l'attentat de l'été 1982, le drame des otages du Liban, ne suffisent pas à faire tomber le sourire de Roger Harin. On se presse autour du comédien, qui présente dans les boutiques Lionel Josipin, comme on introduit un protégé, ou bien un nouveau venu dans la famille. Les photographes sont au supplice. Ici, tout le monde veut être photographié avec « Roger », dans une grande débrouille de gestes, de saluts, de sourires.

Après Saint-Paul, Belleville, ici les socialistes en visite respectent une tradition. Les petits restaurateurs juifs, tunisiens, au bas de la rue Rampeau, ont rendez-vous, à chaque élection, avec les socialistes en campagne. « Ils n'auraient pas compris qu'on ne vienne pas les voir », explique l'un des parlementaires. D'ailleurs, plusieurs conservent, jusqu'à la fin du temps et la fin de la tournée, une photo d'une tournée similaire, en 1978, avec M. François Mitterrand.

Ici aussi, « Roger » est chez lui. Dans la rue, un juif favorable à l'opposition reproche au président de la République de protéger l'OLP. Là, Roger se met en colère, pointe un doigt accusateur : « Si t'étais un bon juif, tu dirais pas ça ! » La rue applaudit.

J.-L. A.

# IL EST

BARAKA

L'hebdo d'ailleurs, donc d'ici.

N°1 Jeudi 13 Mars. 16 F, et chaque jeudi en kiosque.



BARAKA  
D'EN FRANCE

Il est black, il est blanc, il est beur, il est arc-en-ciel comme la France de demain. Il est rencontre, il est invitation. Il est le nouvel hebdo d'ici, venu de partout ailleurs. Et avant tout, il est à vous.

سكزا من الأصل



فكرنا من الأصل

## POLITIQUE

### CHEZ LES ALTERNATIFS

#### M. Jacquard, la glande endocrine

« On n'a jamais assisté à une campagne aussi mille » a déclaré M. Alain Krivine lors d'un meeting à la Mutualité à Paris, mercredi 12 mars. Le porte-parole de la LCR qui clôturera la campagne officielle à la télévision, vendredi 14 mars, était entouré des candidats qui conduiront les listes Alternatives dans la région parisienne, dimanche 16 mars, dont M. Albert Jacquard. Pour M. Krivine, « la gauche parlementaire a failli » et après le 16 mars, les Alternatifs devront avoir trois tâches : « résister, reconstruire un mouvement ouvrier de combat et jeter les bases d'un vrai parti se battant pour le socialisme ».

Une tête étrange et un charme fou. La subtilité, le pignon, perle et éclatant dans son regard et obstiné. Il y a de l'Abraham Lincoln chez cet homme-là. Saixanta ans, généticien renommé, pacifiste, signataire de l'appel des cent, M. Albert Jacquard est le chef de file de la liste parlementaire Alternative 88 (1) aux législatives. « J'ai rigolé quand on m'a proposé la tête de liste », confie celui pour qui les thèmes essentiels de cette campagne électorale devraient être la nucléaire, le chômage, la terre-monde et le racisme. Mais il n'a droit qu'à la cohabitation dont « tout le monde se moque » et à des affiches publicitaires où « les slogans cruels » rivalisent avec « les dents blanches ». Par content, Jacquard ! De même, il trouve « l'alternatif idiot » que les Verts et les Alternatifs n'aient pas fait de liste commune. Désabusé, Jacquard ? Ce n'est pas vraiment son genre.

Le résultat des élections, il n'y a pas de doute, ce n'est pas la 16 mars, affirme-t-il, c'est ce qui se passe avant. Et ce qui se passe avant s'appelle « réflexion collective ». Si M. Jacquard n'avait qu'une fonction, ça serait celle de « secourir ». Agitez-moi, agitez-moi, il est le grand de seau qui gère les raisonnements dits consensuels et préfère l'expression « sel de la terre ». Et pour cause. S'il ne veut pas faire de carrière politique, il doit soulever secrètement que son inruption dans le petit théâtre politique participera à « l'annonce d'un changement d'attitude », résume-t-il. Jacquard, c'est vous avec compris Jacquard, glisse-t-il avec malice, vous jetez Jacquard. Si tous les grains de sable du monde...

Celui qui veut, selon un barbare, « rédimensionnaliser » la vie politique, c'est-à-dire ne pas raisonner sur une seule ligne droite-gauche mais intégrer également l'axe qui va du rationalisme à l'imaginaire, celui-là tremble un peu devant son pouvoir. Camarade de cours de M. Gérard d'Erlanger à l'Ecole polytechnique en 1945, invité en 1975 à l'Elysée pour le centième anniversaire de cette promotion présidentielle, M. Jacquard est formel : « Celui qui par moment a le plus de pouvoir, c'est moi, c'est pas lui ». S'il reconnaît que le chef de l'Etat peut faire « des nominations à la Cour des comptes », il ajoute que des tournées entières de jeunes « dissidents » au bec sur les textes d'Albert Jacquard, ça fait peur. Les profs ont un pouvoir terrible.

M. Jacquard, qui n'a rien promis aux gens qui voteront pour lui, se veut avant tout une « glande endocrine ». L'organisme fonctionne avec des muscles et des os qui sont sous la dépendance d'hormones sécrétées par les glandes endocrines, explique M. le professeur. Si elles ne sont pas en bon état, le beau corps devient une loque... Dans n'importe quelle société, on a besoin de ces glandes endocrines, ces gens étranges, ceux qui disent le contraire. » Sœur Jacquard !

OLIVIER BIFFAUD.

### DANS SIX DÉPARTEMENTS DU MIDI

#### Les occitanistes tentent leur chance aux élections régionales

De notre correspondant

Carcassonne. — Le 16 mars 1244, deux cents cathares furent brûlés par les croisés venus du nord, au pied du château de Montségur. La coincidence de cet anniversaire avec les premières élections régionales a inspiré les militants de l'Occitanie, dont le mouvement, depuis sa naissance vers la fin des années 60 et après avoir, à la fin des années 70, épousé la revendication des viduals du Midi, s'est comme cello-ci assoupi depuis 1981.

Les divers partis occitanistes présentent des listes aux élections régionales dans l'Aude, la Haute-Garonne, le Tarn, le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques. Dans l'Hérault des militants occitans tels qu'un ancien animateur des luttes des rignons, M. Jean Huillet, font liste commune avec des syndicalistes et la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), tandis que

d'autres se sont associés avec les Verts. Les candidats occitanistes sont particulièrement actifs dans l'Aude. Leur objectif est d'atteindre le seuil électoral des 5 %. Le plus grand reproche qu'ils adressent à la majorité socialiste du Languedoc-Roussillon est d'avoir coupé la région de ses racines en abandonnant, notamment, ses couleurs historiques, le rouge et le jaune, pour un écusson orange, bleu et vert, proposé par un groupe publicitaire.

Les occitanistes ont échangé d'avis sur l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. « Il faut renouer des liens humains, culturels et économiques avec la Catalogne », explique M. Jean-Pierre Laval, deuxième de la liste dans l'Aude. Le 14 février dernier, les Occitans ont présenté leurs candidats à Barcelone. Ils ont organisé aussi des réunions communes avec la liste d'Unité catalane, qui se présente dans les Pyrénées-Orientales.

BERNARD LEVEL.

**La présidence de la République en France**  
Vingt ans d'élection au suffrage universel 1965-1985  
par Jean MASSOT  
Préface de René REMOND

188 pages  
48 F.  
Collection Notes et études documentaires  
ND 4801

Une radiographie de la fonction présidentielle

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
Vente en librairie  
Vente par correspondance  
124, rue Henri Barbusse - 93308 AUBERVILLIERS CEDEX

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi matin 12 mars, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été rendu public.

● **RÉFORME DE L'INSTRUCTION APPLICABLE AUX MINES.** — Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction applicable aux mines.

Ce projet étend aux mines des dispositions des garanties prévues pour les mineurs au cours de l'instruction pénale par la loi du 10 décembre 1985.

Une chambre d'instruction des mines composée de trois magistrats du siège, dont au moins un juge des enfants, président, et un juge d'instruction chargé des affaires de mines, sera saisie des affaires les plus complexes. Elle prendra les décisions essentielles, en particulier toutes les décisions concernant la détention provisoire.

Le traitement des affaires les plus simples relèvera du juge des enfants saisi par requête du procureur de la République. Cette réforme sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 1986.

● **LE SUCCÈS DE LA LUTTE CONTRE L'INFLATION.** — Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation et les perspectives de l'économie française.

1) La maîtrise des équilibres économiques est confirmée : Au cours du mois de février, les prix ont diminué de 0,2 % en France. Notre pays, qui n'avait pas connu de baisse de l'indice depuis juin 1966, voit ainsi le processus de désinflation se consolider. La hausse des prix sur douze mois est ramenée à 3,4 %, niveau jamais atteint depuis 1967, ce qui permet une nouvelle réduction de l'écart d'inflation avec l'Allemagne (2,7 % contre 2,9 % en janvier) et nous ramène en deçà de la moyenne de nos principaux partenaires. Depuis six mois, notre inflation ne dépasse pas celle de l'Allemagne ; dans les deux pays, les prix n'ont augmenté que de 0,6 % depuis le mois d'août, et ils sont aujourd'hui au même niveau qu'en novembre 1985.

— La balance des paiements courants a enregistré au mois de janvier un excédent de plus de 5 milliards de francs, confirmant le retour à l'équilibre déjà acquis en 1985 ;

— Le solde des finances publiques poursuit son redressement. Il s'est établi en 1985 à 7,5 % du produit intérieur brut, ce qui place la France en bonne position parmi les grands pays industrialisés. Ce résultat a été obtenu grâce aux excédents de la sécurité sociale et à la limitation des dépenses de l'Etat.

2) Cette maîtrise a rendu possible la reprise de l'activité économique dès 1985 : — Dans un contexte international encore difficile (cours moyen du dollar plus élevé qu'en 1984, faible baisse du prix de l'énergie), le rythme de croissance s'est accéléré et s'est établi à 2,5 % depuis le printemps 1985 ; — Facilitée par l'amélioration continue des résultats des entreprises depuis 1982, la reprise de l'investissement industriel s'est poursuivie en 1985 au même rythme que l'année précédente, soit 20 % en deux ans ;

— La situation de l'emploi a évolué plus favorablement, même si le niveau du chômage demeure trop élevé.

3) La poursuite de la politique économique actuelle de déflation et de modernisation permettra à l'économie française de tirer le meilleur parti de l'amélioration récente de l'environnement international.

En 1986, avec une inflation ramenée à 2 % et un excédent extérieur de l'ordre de 50 milliards de francs, la croissance devrait atteindre un rythme de 3 %. Ainsi, l'économie française pourra redevenir créatrice

d'emplois et faire reculer à nouveau le chômage.

(Lire également page 31.)

● **MODERNISATION DE L'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL.** — Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports a présenté au conseil des ministres une communication sur la modernisation de l'Institut géographique national.

1) Dans les prochaines années, les techniques cartographiques seront concernées par d'importantes mutations technologiques : techniques spatiales en télédétection et en géodésie, bases de données et cartographie numérique, traitement images, cartographie assistée par ordinateur.

Pour maîtriser ces mutations et conserver à la France une place de choix dans ce secteur au niveau international, les dispositions suivantes ont été arrêtées :

— Mise en chantier d'une nouvelle carte de base du territoire national au 1/50000, établie en coopération entre l'IGN et le cadastre et dont la réalisation s'étendra sur une trentaine d'années ;

— Renforcement, en liaison avec l'industrie, des actions de recherche et de développement technologiques. Dans ce cadre, un accord sur le traitement de l'information géographique est signé aujourd'hui même avec la société MATRA ;

— Mise en place d'outils nouveaux pour accroître l'effort d'exportation et de coopération renforcée avec les pays en développement ;

— Mise en valeur de produits utilisant les images du satellite Spot, dont le lancement, le 22 février, a été une parfaite réussite.

Il reviendra au Conseil national de l'information géographique, créé par décret du 26 juillet 1985 et récemment mis en place, de conseiller le gouvernement pour la conduite de cette politique.

2) Le développement et la modernisation de l'Institut géographique national, dans les aspects techniques, économiques et sociaux, font l'objet d'un contrat de plan conclu avec l'Etat le 7 janvier dernier. Il permettra d'assurer une cohérence entre les objectifs fixés à l'établissement et les moyens qui lui seront attribués d'une manière stable, en échange d'une amélioration régulière de son efficacité et de sa productivité.

● **LA POLITIQUE DE L'EAU.** — M. le ministre de l'environnement a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de l'eau.

1) La protection des rivières et des fleuves marque désormais des progrès réguliers grâce à la mise en œuvre des mesures suivantes :

— L'extraction des matériaux a été sérieusement limitée ;

— 10 000 kilomètres de cours d'eau ont été classés pour préserver le libre parcours des poissons migrateurs ;

— Une gestion globale des cours d'eau a été entreprise avec la mise en œuvre de contrats de rivière ;

— Des efforts soutenus sont menés pour accélérer les programmes d'assainissement et améliorer la qualité des eaux. La mise en place à partir de 1986 d'un régime contractuel pour l'évolution du prix de l'eau permettra de nouveaux progrès en ce sens.

2) Sur la base du rapport demandé par le premier ministre à M. Malandain, parlementaire en mission, le gouvernement a retenu le principe de la renaturation du droit des eaux superficielles selon les axes suivants :

— Mieux garantir la protection de l'eau et sa mise en valeur ;

— Clarifier les compétences, en accroissant les responsabilités des agences de bassin et des groupements de collectivités locales ;

— Mieux valoriser la recherche et les techniques françaises de l'eau par la création, avec les partenaires concernés, d'un institut français de l'eau.

● **LA RECHERCHE DANS LE DOMAINE DES Océans.** — Le

ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication, préparée en liaison avec le secrétaire d'Etat chargé de la mer, sur la recherche dans le domaine des océans.

1) La France dispose désormais dans ce domaine de structures opérationnelles après la création récente de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU) et la mise en place d'un comité de coordination des programmes de recherche et de technologie marines.

2) Des moyens de recherche puissants sont mis en place : sous-marins scientifiques pour l'étude des fonds océaniques (le *Nautilus* vient de s'illustrer lors de l'expédition Kaito dans la fosse du Japon) ; mise en œuvre d'un plan de renouvellement de la flotte océanographique ; ouverture prochaine de trois nouveaux

centres d'états : le centre d'états hyperbares de Marseille, le bassin de boue et de génie océanique de Toulon, le bassin d'essais de chaluts de Boulogne-sur-Mer.

3) Les perspectives d'avenir sont prometteuses :

— Un effort particulier sera fait dans les domaines touchant les ressources vivantes de la mer, en liaison avec les milieux professionnels concernés ;

— Le programme Spot et le développement de satellites océaniques permettront de moderniser les méthodes et connaissances en météorologie océanographique ;

— De grands projets scientifiques et technologiques seront développés en coopération avec d'autres pays : forages océaniques profonds, sous-marin porte-plongeur Saga, robotique sous-marine et définition d'un savoir informaticien dans le cadre du programme Euréka.

### Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget : M. Alain Swire, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes ; M. Léo Graziard est nommé conseiller maître à la Cour des comptes ; M. François Logerot, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice : M. Georges Filloud est nommé conseiller d'Etat (lire page 27) ; M. Marie-Aimée Lacombe, maître des requêtes, est nommée conseiller d'Etat ; M. Dominique Fréisse, maître des requêtes, est nommé conseiller d'Etat ; M. Jean Lambert, maître des requêtes, est nommé conseiller d'Etat ; M. Jean Phil, préfet, est nommé conseiller d'Etat ; M. Raymond Julien est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire ; M. Jean Ravennat, conseiller d'Etat, est placé dans la position de détachement de longue durée pour exercer les fonctions de président de la commission de la concurrence ; M. Guy Thomas, conseiller d'Etat, est, sur sa demande, radié des cadres du Conseil d'Etat.

— Sur proposition du ministre des relations extérieures : M. Michel André est nommé directeur des personnels et des moyens de développement ; M. Claude Arnaud, ambassadeur de France, est maintenu dans les fonctions de conseiller diplomatique du gouvernement pour une durée d'un an ; M. François-Régis Bastide est nommé et titularisé en qualité de ministre plénipotentiaire de deuxième classe.

— Sur proposition du ministre de la défense :

M. Georges Bousquet, ingénieur général de l'armement, est nommé président du conseil d'administration de la société de gestion de participations aéronautiques (SOGEPAR) ; le général de division Max Gaillard est élevé, dans la 1<sup>re</sup> section, au rang et appellation de général de corps d'armée (lire page 24).

— Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation : M. Hubert Blanc, préfet hors cadre, chargé de mission auprès du délégué du gouvernement, haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances, est nommé commissaire de la République de la région Bourgogne, commissaire de la République de département de la Côte-d'Or ; M. Jean-Pierre Lamaine, inspecteur de l'administration, est nommé inspecteur général de l'administration ; M. René Poux est nommé inspecteur général de l'administration.

— Sur proposition du ministre de l'éducation nationale : M. Jérôme Serra, directeur de l'école normale supérieure de Saint-Sauveur, est nommé président du conseil d'administration de l'école normale supérieure ; M. Armand Fremont, recteur de l'académie de Grenoble, est nommé président du conseil d'administration de l'école normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud ; M. Serge Fenucci, professeur de physique atomique moléculaire à l'université de Paris-XI, est nommé président du conseil d'administration de l'école normale supérieure de Cachan.

— Sur proposition du ministre des PTT : M. Marc Masson est nommé inspecteur général des PTT.

## APOSTROPHES LE 14 MARS

### JUDITH THURMAN

#### KAREN BLIXEN

Du Danemark au Kenya : toute la vie de l'auteur de LA FERME AFRICAINE.

Superbe, inestimable... Judith Thurman est une biographe d'exception, et son approche de la vie de Karen Blixen est un modèle du genre. A lire comme un roman.

CHICAGO TRIBUNE

Par la qualité de son écoute et la minutie de ses recherches, Judith Thurman rend à la grande romancière danoise le plus bel hommage qui soit.

TIME MAGAZINE

Cette biographie a inspiré *Out of Africa*, le film de Sydney Pollack, onze nominations Ours 1986, avec Meryl Streep et Robert Redford.

Biographie SEGHES



# 18-19. Voyage en littératures étrangères : l'Afrique du Sud

## Le Monde DES LIVRES

### Rage et pitié de Philippe Djian

Maudit manège le confirme : seul le style, cette façon d'inventer le monde en l'écrivant, peut dire le bonheur et la tragédie.



CAGNAT

PHILIPPE DJIAN est un écrivain : il le dit et le répète dans ses livres avec une sorte de fureur naïve et d'émerveillement inquiet, comme si sa vie avait basculé le jour où il s'est senti dépositaire de cette grâce et de ce fardeau. Depuis ce moment, tout le reste de son existence — ses joies, ses peines, ses amours, ses bonheurs, ses paniques — n'a plus été vécu que comme obstacle ou comme nourriture pour l'acte d'écrire. Vivre ou écrire, il faut choisir.

Dans les mois qui viennent, Philippe Djian va avoir besoin de toutes les ressources de son orgueil et de son anxiété d'écrivain : Yves Boisset porte à l'écran son premier roman, *Bleu comme l'enfer*, et Jean-Jacques Beineix son troisième, *37,2° le matin*. Et l'on voit déjà paraître dans la presse des échos annonciateurs de la gloire et du malentendu : Djian va devenir le nouveau scénariste vedette du cinéma français, la relève de Manchette et de Japrisot. A lui les gros contrats, les sollicitations des producteurs et les interviews illustrées dans les magazines. Un piège doré.

Car, répétons-le, Djian est un écrivain, un grand écrivain. La littérature n'est pas un jeu, parmi la masse de ceux qui publient des livres, pour se permettre d'en faire cadeau au

cinéma, qui n'a besoin, lui, que d'alibis à ses images. Et si, dans cette période d'inflation éditoriale et d'extrême confusion médiatique, les lecteurs s'interrogent pour savoir ce qui distingue un écrivain d'un habile fabricant de scénarios, il leur suffit d'ouvrir *Maudit manège*, le dernier roman de Djian, pour que doute et trouble se dissipent.

#### Sagesse et folie

Tout d'abord, une page de Djian, ça ne ressemble à rien d'autre de connu dans le passé proche ou lointain, si ce n'est à une autre page de Djian. Elle possède un rythme, des couleurs, un éclat, une palpitation (double : manifeste et secrète), une sagesse et une folie qui n'appartiennent qu'à lui. Une manière de branchement direct sur les pulsations du cœur et sur les élan de l'âme : une phrase qui vit, c'est infiniment rare. Celle de Djian échappe, comme spontanément, à tous les modèles. Dieu soit loué, elle rigole de l'avant-garde, ignore les tortillements abscons de la textualité comme elle méprise le poujadisme du « bien écrire ». Par bonheur, Djian n'écrit pas bien : quand tant d'auteurs pensent qu'il suffit pour faire un livre de connaître les lois de la grammaire et de la rhétorique, il nous rappelle opportunément qu'une langue vit. Si Djian a, dans ses premiers livres, cherché, peut-être, du côté des écrivains américains des leçons d'assouplissement et de musculature de la langue, s'il est allé chercher du côté des langages neufs des enseignements de vitesse et de fraîcheur, *Maudit manège* démontre aujourd'hui que l'élève a fini de faire ses gammes et que le français n'est pas une langue de poisson mort ni de moraliste corseté, mais un formidable véhicule de poésie.

#### Le style est une morale

Le second signe à quoi l'on reconnaît un grand écrivain, c'est que son style est une morale, une manière de comprendre le monde et d'agir sur lui. Ce n'est pas l'histoire qu'il raconte qui définit la morale d'un écrivain, mais la façon dont les mots poussent pour raconter cette histoire.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 20.)

### Le trouble génie historique de la France

François Furet convoque Marx et Quinet pour rouvrir le dossier de 1789 et celui de 1793

FRANÇOIS FURET, fier laboureur, reprend son sillon là où il avait détélé en 1977 avec *Penser la Révolution française*. Mais il a renforcé l'attelage. Après Tocqueville et Cochin, ce sont Marx et Quinet qui l'aident à tracer droit. L'ambition, cependant, est toujours aussi haute. L'historien prend acte — un peu vite, sans doute — de l'épuisement politique et historiographique du débat sur l'héritage révolutionnaire, dans une France de 1986 où retombe cette « fièvre hexagonale » récemment décrite par Michel Winock.

Il est donc temps de revenir sereinement à l'événement, de détailler le « bloc », pour combler enfin ce « déficit conceptuel » qu'ont creusé plus de cent années d'affrontements droite-gauche et de républicanisme sorbonnard. Ni gloire monotone ni généalogie perverse : Furet poursuit sa quête de la fraîcheur politique de cette révolution qui baptisa la démocratie à la française sans la confirmer. Ses deux derniers livres, bourrés de textes publiés et parfois inédits, font proprement étaler et présentent par Lucien Calvié et Marina Valensise, nous offrent une sorte d'oasis analytique où il est doux de s'attarder.

#### Le retour des sans-culottes

A Marx, Furet règle assez promptement son affaire, en balayant au préalable avec un flegme souverain les compilations et le terrorisme idéologique des épigones « marxistes » ou « léninistes » de toutes confessions. Avec une sorte de tendresse intellectuelle qu'il n'était déshabitué de voir appliquer au vieux jeune homme de la *Gazette rhénane*, il suit les efforts méritoires du Marx feuerbachien pour subordonner l'Etat hégelien à la société civile : du Marx matérialiste de 1848 pour fustiger l'Etat bourgeois ; du Marx du *Capital* pour confronter le bon exemple anglais au trouble génie historique de la France. Rien n'y fait. Le drame des Français, « ce sont les grands souverains », soupire Marx à la veille

de cette Commune de Paris qui verra resurgir des sans-culottes. Leur révolution demeure un point aveugle de la pensée marxienne. Autant l'Angleterre du capitalisme justifiait Marx, autant la France de la Révolution précède et du capitalisme paresseux et tardif déconcerte son génie. Marx ne peut guère admettre que la Révolution n'ait pas sanctionné politiquement la victoire de la bourgeoisie dans la société. Est-ce à dire qu'il y a eu maîtrise bourgeoise de l'Etat moderne, dès lors que les événements cascades et que les régimes les plus divers trouvent leur caution... bourgeoise ?

En bref, le marxisme le plus pur, celui de son fondateur, est incapable de penser l'autonomie de l'Etat : la Révolution échappe à l'analyse marxienne, avec une société unifiée par la prépondérance capitaliste qui laisse pourtant vagabonder la politique.

#### L'excitation originelle de notre démocratie

Furet introduit alors dans son raisonnement, côté jardin, le bon génie méconnu, Edgar Quinet. La gloire de l'auteur de cette *Révolution*, publiée en 1865, n'avait guère ému la mémoire collective au-delà de paisibles boulevards et de tristes collèges. Elle subit avec succès l'épreuve de l'exhumation. Car Quinet avait déjà conduit la philosophie civique de la Révolution à la fin de son chemin, ne craignant pas de porter le fer au sein de sa famille, les opposants républicains à Badinguet. Ce qui lui vaut un beau tapage après la parution de son livre : des socialistes tout enivrés de 93 l'assailent, Michelet s'éligne, tandis qu'un jeune avocat, Jules Ferry, vole à son secours, très soucieux déjà de distinguer la tradition démocratique de l'héritage empoisonné de la Terreur.

JEAN-PIERRE RIOUX.  
(Lire la suite page 20.)

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le Chinois de la douleur, de Peter Handke

#### Seuils

AVEZ-VOUS déjà imaginé ce que ça ferait, de se réveiller dans la peau d'un autre, ne serait-ce qu'avec sa vue et son ouïe, la bizarrerie que prendrait le monde, comme lorsqu'on échange son manteau au vestiaire et que la main tombe, dans la poche, sur un mouchoir horriblement inconnu ? Il y a des auteurs qui font cet effet dépayçant et dépersonnalisant à force, de douter de leurs sensations les plus ordinaires, de prendre pour sujet essentiel de leurs livres ce jeu avec les seuils de perception. Sous des formes diverses, c'est le cas de Nathalie Sarraute, de Marguerite Duras et d'un des écrivains germanophones les plus connus en France, l'Autrichien Peter Handke.

Peter Handke est apparu dans notre paysage littéraire voici dix ans, avec un titre qu'on n'oublie pas : *L'Angoisse du gardien de but au moment du penalty*. Un lointain neveu de *L'Étranger* de Camus et du *Roquentin* de Sartre (*la Nausée*) voyait son attention aux objets et aux menus gestes quotidiens transformée par un crime dont le mobile nous restait obscur. Les quinze romans qui ont suivi reprenaient plus ou moins ce thème d'un errant tiraillé de son insensibilité lunaire par une violence n'ayant d'autre motif apparent que de rompre, précipitamment, sa léthargie. *Le Matheur indifférent* et la *Femme gauchère* jouaient aussi de la « familiarité étrangère » bien connue des Freudiens.

*Le Chinois de la douleur* est encore l'histoire d'une présence au monde incertaine, intermittente, soudain obnubilée par un détail sans importance et — on cherche un mot meilleur — écarquillée.

Le narrateur enseigne le latin et le grec dans la banlieue de Salzbourg. Il habite un forissement blafard, hérissé de lampadaires jaunes, traversé de trolleybus aux perches craquantes. Il dit s'appeler monsieur

« Loser » ; ce qui ne veut pas dire « perdant » comme en anglais mais, en autrichien populaire, « celui qui épie », qui « tend l'oreille ». Toujours cette affaire de seuil ! Elle ne le hante pas seulement, au figuré, dans ses sensations ; archéologue amateur, il aime particulièrement fouiller et décrire les portes des maisons antiques, les dalles d'entrée, tout ce qui marque le passage d'un dehors à un dedans...

Cette fascination pour la clôture domestique, il s'en faut qu'il la transpose dans la vie familiale, sinon pour la fuir. Loser vient de quitter femme et enfants. Nan pour « réfléchir », comme il est souvent dit dans ces cas-là, ou pour rejoindre quelqu'un d'autre, mais pour mieux s'abandonner à son flottement intime, à ses étonnements primordiaux, à ses lubies : surtout ne pas poser les questions dont il se sent gros, traduire les *Georgiques*, affiner sa perception à l'école de Virgile et de ses adjectifs lapidaires, l'« olivier lant », l'« érable lumineux »...

DÈS lors qu'un pareil soupçon mine la croyance commune dans le réel et ses règles, toute scène de nature ou de rue prend une rugosité nouvelle, révèle une violence qui appella la riposte. Loser est un faux paisible. En classe, autrefois, il a giflé sans raison un camarade. Le soir où débute *Le Chinois de la douleur*, il se sent agressé par un panneau électoral à il le jette dans le canal. Il peut saccager une enseigne de coiffeur, un poteau indicateur.

La vue de croix gammées fraîchement dessinées à la bombe met un comble à sa rage sourde. Le nazi présumé surgit. Il a des cheveux blancs et des chaussettes de couleur.

(Lire la suite page 18.)

GERMAINE GREER



### Sexe et destinée

Après *La Femme eunuque*, la plus célèbre féministe américaine occupe aujourd'hui l'Occident d'être oïlé trop loin dans sa révolution sexuelle.

GRASSET

هكذا من الأصل



# A LA VITRINE DU LIBRAIRE

**Aux Editions STH**  
6, av. Léon-Henry, 75016 Paris. Tél.: 45 27 10 15

**LES LIBERTÉS PUBLIQUES EN FRANCE ET DANS LE MONDE**

par JEAN-PAUL COSTA  
maître des requêtes au Conseil d'Etat

prix public 95 F 272 pages.

L'objet de ce livre est d'analyser à partir du Droit le renouvellement profond de la problématique des libertés publiques.

Chacun de nous est concerné par ce sujet vital au sens propre du terme.

**LA FRANCE 3<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE**

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, économique, politique. Puisse-t-elle rester française. Dilemme, science de pointe : les armes chimiques et nucléaires. Domaines : le domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 326 pages, 70 F.

Francis de Preuil  
CHATEAU DE PREUIL  
49360 NUEL-SUR-LAYON

**LIVRES A VENDRE ?**

Téléphones d'abord ou venez à la

**LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE**

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12

## Les penseurs contemporains

sont dans

**Le LIVRE de POCHE**

*biblio essais*

dirigé par D.A. Grisoni

*Au catalogue :*

- |  |  |
|--|--|
| Jacques Attali<br><i>Brûts</i><br><i>Histoires du temps</i><br><i>Les Trois Mondes</i>                     | Stephen Jay Gould<br><i>Le Pouce du Panda</i>  |
| Jean Baudrillard<br><i>Les Stratégies fatales</i>  | Angèle Kremer-Marietti<br><i>Michel Foucault</i>   |
| Catherine Clément<br><i>Lévi-Strauss</i><br><i>Vies et légendes de Jacques Lacan</i>                       | Emmanuel Lévinas<br><i>Éthique et Infinité</i><br><i>Difficile Liberté</i>                           |
| J.T. Desanti<br><i>Un destin philosophique</i>   | Bernard-Henri Lévy<br><i>Les Indes rouges</i><br><i>La Barbarie à visage humain</i>                  |
| René Girard<br><i>Des choses cachées depuis la fondation du monde</i><br><i>Critique dans un souterain</i> | Marthe Robert<br><i>Libre de lectures</i><br><i>La Vérité littéraire</i><br><i>En haine du roman</i> |
| André Glucksmann<br><i>La Force du vertige</i><br><i>Le Discours de la guerre</i>                          | Jeannette Colombel<br><i>Sartre (2 vol.)</i>   |
|  | Michel Serres<br><i>Esthétiques sur Carpaccio</i>  |
| <i>A paraître de Mars à Mai :</i>  |  |
| Victor Segalen<br><i>Essai sur l'exotisme</i>  | Marthe Robert<br><i>Tyrannie de l'imprimé</i>  |
| Gregory Bateson<br><i>La Cérémonie du Naven</i>  | François Jacob<br><i>Le Jeu des possibles</i>  |
| Revue « L'Homme »<br><i>Anthropologie : État des lieux (trépid)</i>  | Stephen Jay Gould<br><i>La mal-mesure de l'homme</i>   |

### RELIGION

#### Evangelie

#### au présent

Stan Rougier est un des meilleurs prédicateurs de notre temps. Educateur, dans sa jeunesse, de délinquants, il a appris à parler d'abord et d'une manière incisive. Aumônier de jeunes pendant vingt-cinq ans, il a tenu un langage perceptible à la génération montante. Auteur d'innombrables chroniques religieuses dans les quotidiens chrétiens et laïcs, il a su se faire comprendre de tous.

Rien d'étonnant donc à ce que le dernier de ses six livres *Aime et tu vivras* dans le sillage de *L'avenir est à la tendresse* connaisse quasi automatiquement un succès mérité.

En fait, Stan Rougier s'en tient à l'Évangile, et ce n'est pas tellement fréquent. La morale du Christ n'est pas « fermée » selon l'expression de Bergson, mais « ouverte » aux aspirations de l'homme promu fils de Dieu. Qui pourrait résister à cette promesse de liberté et d'amour dont si peu de gens, hélas ! savent qu'elle constitue l'essentiel des disciples de Jésus ? Si le visage de l'enfant de Bethléem, assassiné parce qu'il avait trop aimé l'homme, est méconnu, c'est peut-être parce que les églises l'ont institutionnalisé. Faut-il leur en vouloir alors que le paganisme demeure toujours debout et que l'homme de la rue se réfère plus volontiers, dans son ignorance, au visage morose des fonctionnaires de la foi plutôt qu'à la liberté des enfants de Dieu ? « Jésus-Christ me fascine », écrit Stan Rougier. Il en parle de telle façon que cet amour est communicatif. — H.F.

★ *AIME ET TU VIVRAS* de Stan Rougier, éd. Cassa, 252 p., 75 F.

### POESIE

#### Oppen ou Ginsberg ?

La poésie américaine George Oppen, mort en juillet 1984, fut dans les années 30 l'un des principaux représentants de l'objectivisme. Sous le parrainage de W.-C. Williams et d'Ezra Pound — qui signe en 1934 la préface du premier recueil d'Oppen, *Discrète Series* — ce courant littéraire regroupait des écrivains comme Louis Zukofsky, Carl

### EN POCHE

● La collection « Marabout-Histoire » réédite la biographie de Richelieu publiée en 1983 chez Fayard par Michel Caumont (MU 438). Ce livre est à la fois l'histoire minutieusement reconstituée d'Armand du Plessis et un tableau de la France dans la première moitié du dix-septième siècle.

Dans la même collection paraissent une *Vie quotidienne en Belgique sous Léopold II*, par Georges-Henri Dumont (MU 480), et *Les Soldats blancs de Ho Chi Minh*, de Jacques Cuyon, sur les défaits des troupes françaises ralliées au Vietnam durant la première guerre d'Indochine.

● Dans la *Dernière Lettre*, paru chez Laffont en 1984, Olivier Blanc décrit la réalité des prisons de la Révolution et donne à lire les messages ultimes des condamnés de la Terreur (« Hachette-Poésie », n° 8485).

● Les Editions sociales rééditent dans leur collection de poche le *Manifeste du Parti communiste*, de Marx et Engels, avec une présentation de Raymond Huard. La traduction a été revue par Gérard Cornillet (n° 32).

● L'essai de Jean-Yves Tadié, *Proust et le roman*, analyse l'esthétique et les formes romanesques d'A. la recherche, « livre unique que son auteur a voulu » (Gallimard, collection « Tel », n° 89).

● Dans la même collection paraît le livre d'Elías Canetti *Masses et puissance*, publié en français en 1965 (n° 98). Cette étude sur l'irrationnel collectif mêle les souvenirs et les réflexions, les intuitions aux analyses de ce phénomène (traduit de l'allemand par Robert Rovin).

● Le recueil de courtes nouvelles *Cavalerie rouge*, publié par Isaac Babel en 1928, demeure une des œuvres marquantes de la littérature russe de ce siècle. Le cadre de ces textes est l'épopée de la cavalerie soviétique pendant la guerre contre la Pologne en 1920. Traduction du russe, notes et études de Jacques Cateau (« Points-Roman », n° 227).

● Dans « l'Imaginaire-Gallimard » est réédité le récit initiatique et rababaisien de René Daumal, *la Grande Beuverie* (n° 165).

● Deux récits, *Armes masquées* et *la Noci*, du grand écrivain suédois Par Lagerkvist (prix Nobel 1951), dans la collection « GF-Flammarion » (n° 424). Ces deux textes, dont le dernier est inédit en français, sont traduits par Régis Boyer.

● Michel Deguy a rassemblé dans *Poèmes II* l'essentiel de trois recueils publiés entre 1970 et 1980 dont *le Tombeau de du Bellay* (« Poésie-Gallimard »).

Rakos, Basil Bunting, Charles Reznaiskoff...

George Oppen et les objectivistes défendaient une conception de la poésie distanciée, où le monde s'immobilise mais s'éclaire, où l'objet est recréé, reconstruit dans le poème.

La séquence de poèmes traduits par Yves di Meno sous le titre *D'être en multitude* (cf. being numerous) est extraite d'un recueil portant le même titre, paru en anglais en 1968. Oppen développe sa vision du monde autour d'un art poétique exigeant, conforme aux idées déjà illustrées quarante ans plus tôt. Formes brèves où l'émotion, contenue, est pleinement présente, ces poèmes cernent au plus près leur objet. Avec une grande force visuelle, sont évoqués des lieux, des instants, la présence des hommes, non pas isolés, mais « en multitude ». « Qui est notre, qui est

nous, / Notre jouissance même, / Elevée, aussi ancienne que cette vérité / Qui illumine le discours ».

A l'économie, à la rigueur d'Oppen, il est curieux de confronter le déferlement verbal, la parole saturée d'Allen Ginsberg, l'un des apôtres de la Beat Generation. Le poème, *Iron Horse*, qui date de 1968, est un condensé des thèmes déjà développés par l'auteur de *Kaddish* : la guerre, l'Amérique grimaçante, le sexe... — P. K.

★ *D'ÊTRE EN MULTITUDE*, de George Oppen, traduit de l'américain par Yves di Meno, éditions Uge, 17, rue Aragon-Trarost, 83490 Le May, 75 F.

★ *IRON HORSE*, d'Allen Ginsberg, traduit de l'américain par Catherine Bailly, postface de Claude Pélissier, éditions Seuil-Le Livre à venir, 75 F.

### DERNIÈRES LIVRAISONS

#### ROMAN

● Mireille Best : *Hymne aux murènes*. Après trois recueils de nouvelles, Mireille Best publie son premier roman. La découverte amoureuse et les parcours sentimentaux d'une jeune fille de dix-sept ans. (Editions Gallimard, 250 p., 85 F.)

#### ROMANS HISTORIQUES

● Nicolas Soudray : *Dieu est-il gentilhomme ?* Par l'auteur de *Maître des fontaines* (Danoël) et de *la Maison des prophètes* (Seuil) et à partir d'archives historiques inédites, le vertige de la décadence à travers Maïta et son « ordre », à la veille de 1788. (Seuil, 320 p., 85 F.)

● Denise Brahimi : *la Reine de Palmyre*. Abandonnant ses travaux orientalistes, l'auteur fait revivre l'épave d'une civilisation engloutie au dix-neuvième siècle qui se trouve des millions d'années du temps... (Le Pré aux clercs, 240 p., 89 F.)

#### HISTOIRE

● Pierre Chaunu : *Au cœur religieux de l'Histoire*. Esprit encyclopédique et infatigable, Pierre Chaunu a regroupé dans cet épais volume (le second en quelques mois, après *Rétrohistoire*) un grand nombre d'essais consacrés aux différentes questions soulevées par l'historiographie contemporaine. (Librairie académique Perrin, 599 p., 200 F.)

● Marcel Pacaut : *l'Ordre de Cluny*. Professeur à l'université de Lyon-II, spécialiste du Moyen Age, Marcel Pacaut a voulu dans ce livre « suivre l'histoire des Cluniens dans l'évolution générale des pouvoirs et des forces sociales du Moyen Age occidental ». (Editions Fayard, 434 p., 120 F.)

● Ariette Farge : *la Vie fragile*. Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au dix-huitième siècle. A partir des archives judiciaires, Ariette Farge étudie les comportements et les mentalités de la société parisienne à la fin de l'Ancien Régime. (Editions Hachette, 355 p., 115 F.)

#### CRITIQUE LITTÉRAIRE

● Claire Bruyère : *Shenwood Anderson. L'impulsion créatrice*. Une étude universitaire sur un écrivain — mort à soixante-cinq ans en 1941, l'auteur de *Winesburg-en-Ohio* — dont la cohérence interne de l'œuvre tient à une obsession qui permet d'expliquer la genèse de son œuvre, ses recherches formelles et sa vision de l'Amérique. (Kailnick, 370 p., 140 F.)

#### BIOGRAPHIE

● Roger Laporte : *Une vie*. Regroupées en un seul volume, les neuf étapes de la plus étonnante tentative littéraire de ces dernières années. *Une voie de fin silence*, une écriture bouleversante, constamment maintenue au bord de l'effacement. (Editions POL, 614 p., 160 F.)

#### COMMUNICATION

● Annick Cojean et Frank Eskandari : *FM, la folle histoire des radios libres*. Deux journalistes — la première au *Monde*, le second à *Libération* — spécialistes des problèmes de communication ont écrit l'histoire de ces dix dernières années, qui ont vu apparaître et se développer les radios libres. Un reportage vivant et très bien documenté. (Editions Grasset, 333 p., 98 F.)

#### SOCIOLOGIE

● *Familles et biens en Grèce et à Chypre*. Publié sous la direction de Colette Pliant dans la collection « Histoire et Perspectives méditerranéennes », un recueil d'enquêtes et d'études, œuvre de quinze auteurs différents, qui traite, à travers le thème du mariage et de la dot, de la condition de la femme grecque, de Xénophon à aujourd'hui et de Corfou à Chypre. Un livre original et très documenté. (L'Harmattan, 325 p., 160 F.)

#### LETTRES ÉTRANGÈRES

● Patricia Highsmith : *Une crêpe de rive*. Ceux qui rencontrent Elsie dans le bar-restaurant où elle travaille ou dans les boîtes où elle va danser ne peuvent oublier cette femme fascinante. Ni les hommes ni les femmes. Un rêve qui va tourner au cauchemar. Traduit de l'américain par Michel Courtois-Fourcy. (Calmann-Lévy, 322 p., 89 F.)

● William Boyd : *la Croix et la Bonnière*. Une conquête de l'Amérique par un Anglais timide et gauche qui a choisi les États-Unis pour perdre ses complexes. Par l'auteur d'« Un Anglais sous les tropiques » et de *Comme neige au soleil*. Traduit de l'anglais par Christiane Besse. (Bailand, 388 p., 98 F.)

● Mario Vargas Llosa : *Histoire de Mayta*. Lors d'un séjour à Paris, dans les années 50, un homme apprend l'existence du premier acte de guerre au Pérou : plus de vingt ans plus tard, il veut savoir ce qu'il est advenu du mensur, un intellectuel trotskyste, Mayta. Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan. (Gallimard, 322 p., 80 F.)

### NOUVELLES

#### Un art de

#### la discrétion

Sans coup de gong final, ces nouvelles sont des instants de vie « montrés », selon la loi du genre, et non « racontés ». Au lecteur de débrouiller ce qui est tout chargé de sens dans les silences et les coins d'ombre : il lui est même laissé, parfois, de tirer une conclusion entre plusieurs hypothèses, toutes plausibles.

Que s'est-il passé, par exemple, ce jour décaissé de chaleur, entre le moment où Charlie a été troublé par les molettes brisées de sa petite voisine Jenny, douze ans, et celui où l'on retrouve la fillette morte, son corps déshabillé dans l'escalier d'un sous-sol ? Pourquoi, apprenant le prochain mariage de son père veuf, Suzy va-t-elle se pendre dans un motel ? Est-il déjà mort, ou en train de « passer », ce gisant qui, de son lit, reconstruit ses dernières heures de grand malade ?

L'art de Daniel Grojnowski — un art de discrétion dans une lumière tamisée — va beaucoup plus loin que ces énigmes, lesquelles ne sont que des accidents dans le banal quotidien. La banalité de la condition humaine l'effraie, on le sent, et il l'observe d'un œil plein d'indulgence, avec de brefs éclairs d'ironie. Ces textes banalisés, ici, dans ces dix nouvelles, soit américaines ne change pas grand-chose à l'affaire. Elle est, de partout, cette vieille dame qui vient, chaque semaine, ressasser ses souvenirs dans le même salon de thé ; ils sont de partout, ces petits-bourgeois rassemblés autour d'une table bien garnie, qui échanget des propos d'une vacuité mortelle. Pour peu qu'on les regarde au fond, les hommes se ressemblent, d'où qu'ils soient, avec leurs blessures, leurs fêlures soigneusement racourcies d'égoïsme, de vanité, de pudeur, à moins qu'elles ne soient nappées d'involontaire sottise. — G.-G.-A.

★ *HEROS D'AMÉRIQUE*, de Daniel Grojnowski, éd. Verdier, 11200 L'agresse, Suisse, 126 p., 75 F.

Out collaboré aux pages 16 et 17 : Tahar Ben Jelloun, Gérard Courtois, Henri Fesquet, Gilette Guitard-Arvisse, Patrick Kéchélian, Jean-Pierre Péronnel-Hagot et Edgar Reichman.

### EN BREF

● Robert Penn Warren vient de se voir décerner le titre de « poète laureat des États-Unis », une distinction accordée pour la première fois.

● Le dramaturge et romancier suisse Max Frisch a reçu à Norman (Oklahoma) le Prix Neustadt International décerné par un jury international réuni à l'université d'Oklahoma.

● Le premier prix littéraire François-Meurice, créé par le conseil régional d'Aquitaine, attribué en décembre dernier, a été remis le vendredi 10 mars à Pierre Bergounioux pour son roman *Ce pas et le vent* (Gallimard).

● Le prix annuel de la Fondation de la jeunesse française est allé cette année à Alain Finkielkraut. Doté d'un montant de 100 000 F, ce prix récompense l'ensemble de l'œuvre de l'auteur du *Jeul imaginaire* (Seuil, 1980).

● Dans la série « Politique culturelle » (II), conçue et organisée par l'Union des écrivains, un troisième débat : « Ce qu'est devenu aujourd'hui les écrivains », introduit par Alfred Kars et animé par Hervé Bazin, Jean-Pierre Faye et Eugène Guillevin, se déroulera le vendredi 14 mars 1986, à partir de 20 heures, au FIAP (Foyer international d'accueil de Paris), 36, rue Cabanis, 75014 (métro Saint-Jacques).

● La librairie américaine Village Voice organise jusqu'au samedi 15 mars une vente de livres classiques et contemporains en anglais à prix réduits, entre 6 F et 10 F. Plus de cinq cents titres en traduction française seront également vendus entre 10 F et 15 F. Le mercredi 26 mars, à 19 heures, David Applefield présentera le numéro 5 de la revue (en anglais) *Frank*, avec un dossier spécial sur « La littérature et l'art dans aujourd'hui ». (Village Voice, 6, rue Princeess, 75006 Paris. Tél. : 46-33-36-47.)



## LA VIE LITTÉRAIRE

## Les dix ans

## d'« Hérodote »

Pour un scandale, ce fut un beau scandale. Après un siècle de géographie scolaire, le premier numéro de la revue *Hérodote* explosa en 1976 comme une véritable provocation. Il faut dire qu'il avait tout pour faire frémir la paisible corporation des géographes : un titre percutant, « *Géographie de la crise* », une équipe qui sentait encore la souffrance de l'université de Vincennes, et une volonté affichée de réhabiliter la géographie dans sa dimension la plus large, physique et humaine, certes, mais aussi politique et idéologique. Quitté à souligner au passage que la science des géographes avait depuis toujours été placée au service des hommes de guerre et des hommes de pouvoir.

Dix ans plus tard, *Hérodote* est devenue la première revue de géographie française. Avec ses 1 500 abonnés et ses quelques 4 000 exemplaires diffusés, avec ses 40 numéros à thème, danses et carres, elle fait presque figure d'institution, attirant les contributions d'historiens et de politistes, de démographes et de sociologues.

Rien pourtant n'a changé de l'orientation initiale ni des convictions de son directeur, Yves Lacoste, et du petit « clan » qui l'entoure depuis dix ans : « La géographie doit être à l'espèce ce que l'histoire est au temps. Il ne s'agit pas de dire : tout dépend de la géographie, mais de démontrer que toute action politique relève d'un raisonnement géographique, que toute prise de décision s'appuie sur une manière de penser l'espace. A force de s'en tenir aux recommandations de Lucien Febvre — la géographie doit s'occuper du sol et non de l'Etat — on avait fini par oublier qu'elle est d'abord un savoir politique. »

Et rien n'échappe à l'éclectisme rigoureux d'*Hérodote* : géopolitique (la) de la mer ou des îles, de

l'implosion urbaine ou du Proche-Orient, des climats ou de l'érosion (en préparation), en passant par le dernier numéro sur « Les géopolitiques de la France », qui préfigure la vaste fresque sur les régions françaises dont la parution est prévue pour l'automne prochain.

Au total, un ensemble riche, un regard neuf et un pari largement tenu d'articuler raisonnement géographique et analyse géopolitique. G.C.

★ **HÉRODOTE**, « Les géopolitiques de la France », n° 40, 1<sup>er</sup> trimestre 1986, Editions La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

## Juifs et judaïsme au Maghreb

Le Centre de recherches et d'études juives et hébraïques vient de publier le bilan de deux journées d'étude consacrées aux juifs du Maghreb, à l'université Paul-Valéry de Montpellier. Les travaux, dirigés par Carol Lancu et Jean-Marie Lassus, affirment les multiples aspects de la présence juive en Afrique du Nord, dans l'Antiquité et au Moyen Age. On s'agissait du texte de C. Aziza sur la poétique judéo-chrétienne dans l'Afrique romaine, du IV<sup>e</sup> au VI<sup>e</sup> siècle, ou de la réflexion de Carol Lancu sur la vie religieuse et intellectuelle des juifs du Maghreb, dans la haute Moyen Age, la même conclusion s'impose : confrontés aux Romains et plus tard aux Arabes, plus proches des Grecs et des Orientaux face aux premiers, plus proches des Berbères et des Ibères face aux seconds, ces communautés ont su garder leur identité au sein d'une des plus splendides civilisations autour du bassin méditerranéen. — E.R.

★ **JUIFS ET JUDAÏSME** en Afrique du Nord dans l'Antiquité et le haut Moyen Age, université Paul-Valéry, Centre de recherches et d'études juives et hébraïques, Montpellier.

## Maroc : l'année de la culture

1986 a été déclarée « année de la culture au Maroc ». Ce n'est apparemment pas un slogan de plus agrémenté par quelques manifestations de prestige, mais, à en croire la volonté et le dynamisme du ministre de la culture, Mohamed Benabass, cette année sera décisive pour doter le pays d'un minimum d'infrastructure : création de centres culturels dont les deux plus importants s'installeront, l'un, dans la cathédrale de Casablanca réaménagée, l'autre, dans l'enceinte des jardins de Chella à Rabat ; création d'une maison d'édition et de distribution, restauration des musées, instauration de bourses d'aide à la création pour les écrivains ; mise à jour des archives de la musique andalouse. Cette musique, expression de la tradition marocaine classique, vient d'être distinguée en la personne de Haj Abdelkrim Rais, directeur du conservatoire de musique de Fès, qui a partagé avec Mohamed Brouel, professeur de musique, le prix du Maroc pour leur ouvrage *La Musique andalouse* : *New York Leica*.

Créé en 1983, le prix du Maroc récompense un ouvrage littéraire, un essai scientifique et un livre de sciences humaines. Cette année, la remise du prix a eu lieu à Marrakech, quelques jours avant la Fête du trône, en présence de plusieurs invités comme M.M. Jobart, Drouot, la poète irakienne Bayati et le poète égyptien Higazy.

Nous les Marocains, de Yehia Benslimane, une réflexion sur le développement, entre la tradition et le renouveau, a été primé en tant qu'ouvrage littéraire. Écrit d'abord en français, le livre a été traduit en arabe. Dans la catégorie des livres scientifiques, c'est l'essai du Dr. Wajih Mazzouzi, *Prévenir les rhumatismes cardiaques, dans le Maghreb qui a été primé*. — T.B.J.

## Renaissance

## de l'édition

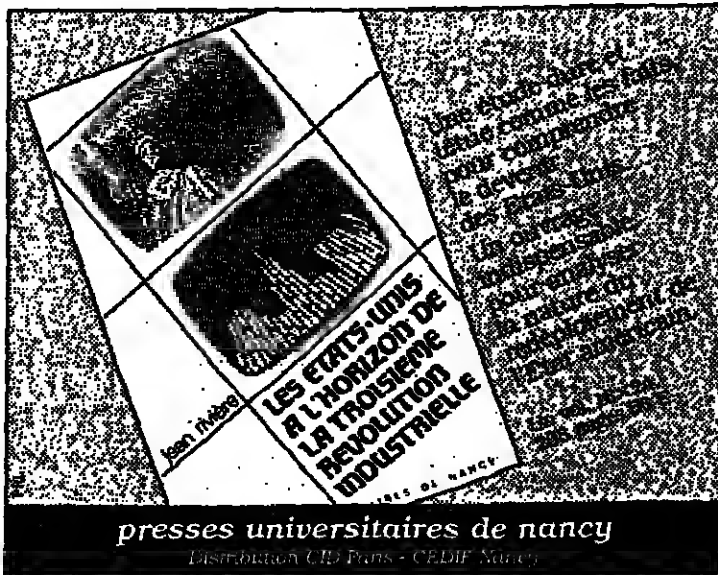
## française au Caire

Jean-Jacques Brugué est tout jeune, mais il est déjà, via la coopération, un presque vieux routier de l'Orient arabe — avec un crochet par l'Irlande du Nord. Après les farouches Syrie et Arabie, il est venu se (re)poser sur les bords du Nil. Mais il ne s'est pas contenté d'enseigner le français dans une benlieux bon genre du Caire. Renouant avec une tradition de deux siècles d'édition française en Egypte, tombée en quenouille ces dernières années, J.-J. Brugué a créé en 1984 sa propre maison d'édition, sise au Caire, par un heureux hasard, rue Champollion...

Après le *Préface de la terre*, de feu le surréaliste égyptien Georges Hénin, texte de 1945 actualisé jusqu'à l'éblouissement, les Editions Champollion nous ont donné en français-anglais *Mosade*, du prix Nobel de littérature irlandais, Yeats, petit « poème dramatique andalou » de 1886 dont se régèleront les connaisseurs ; le bréviaire *Journal d'un pauvre fonctionnaire*, de l'égyptien Ahmed Hassim, « essai-gros qui fit vœu de poésie » ; *Écrits sur l'Égypte*, de l'italien Marinetti ; des *Nouvelles de Maguid Tobia* et autres contemporains nilotiques, etc.

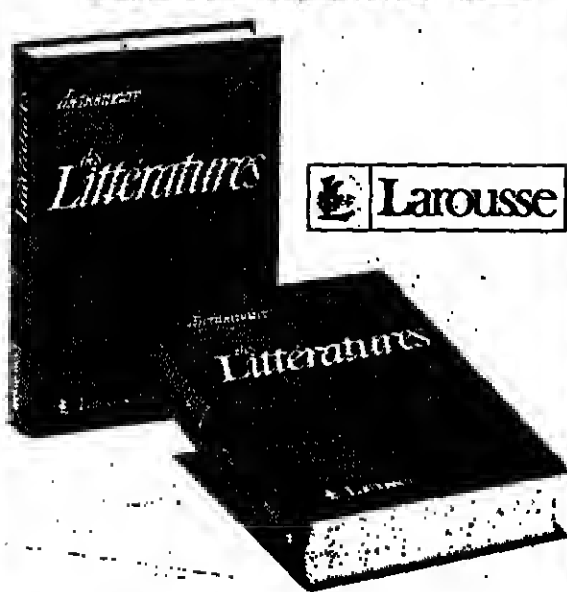
Le jeune éditeur vient d'autre part de participer, avec quelques autres francophones égyptiens, au lancement des *Cahiers de Choubaramant*, qui donnent l'impression, dans leur première livraison, de vouloir ressusciter l'esprit éclectique de la défunte *Revue du Caire*. Grâce au mécénat économique français en Egypte, les *Cahiers de Choubaramant* auront peut-être, eux aussi, longue et belle vie. — J.-P.P.-H.

★ **EDITIONS DE LA RUE CHAMPOLLION ET CAHIERS DE CHOUBARAMANT**, 31 A, rue Champollion, Le Caire.



à «Apostrophes»  
Jacques Demougin  
présente le 14 mars

## le dictionnaire des Littératures



## ROMANS POLICIERS

## Le rire de Jim Thompson

Les amateurs le savent : lire Jim Thompson n'est pas conseillé aux âmes sensibles. Capable, selon ses propres dires, de 1 275 âmes à Court mètres de silence, les créations thompsoniennes se déchinent féroce dans des patelines du Middle West étouffant sous les haïnes et les rancœurs. Si l'œuvre est permise l'une des plus fortes du roman noir, elle n'incite pas à un amour immortel de l'humanité. Autant dire, que jusqu'à ce jour, Thompson n'était pas précisément catalogué comme un auteur drôle.

Il ne faut jurer de rien. La preuve : son autobiographie, qui dormait depuis trente ans et qu'une petite maison d'édition nantaise a la bonne idée d'éditer. Créez les *Raisins de la colère* de Steinbeck et les *Aventures d'Huckleberry Finn* de Mark Twain, et vous aurez à peu près Vaurien. Racontant trente années de sa vie — le récit s'achève lorsque commence sa carrière d'écrivain — voilà que le cynique invétéré, le pessimiste intégral, nous offre un feu d'artifice d'humour et d'émotion.

Quelle vie pourtant ! La jeunesse de Thompson, ce sont les années 30, les années terribles de la grande dépression. Pour survivre, au sens propre du terme, il fera tout ou presque : chasseur d'hôtel, gendarme de presse, démonstrateur de derrick, gardien de nuit dans les pompes funèbres, mitron, bootlegger à la petite semaine, encenseur, aide-comptable. Tout jusqu'au terrible tirand, ce vagabondage ferroviaire à travers les Etats-Unis, marqué par le froid, la faim et la violence.

Allez comprendre ! Là où il avait, sans peine, la matière de la plus noire de ses œuvres, ce diable d'homme prend le parti d'en rire, transformant les calamités qui n'ont cessé de s'abattre sur sa jeunesse en autant de gags à la Mack Sennett, enchaînés à folle allure. Le voyage au bout de l'enfer se transforme en équipée picaresque, où il arrive certes que le rire s'étrangle, mais que sourient, de bout en bout, une formidable vitalité. Il lui en fallait au grand Jim, qui cumulait, à dix-huit ans, dépression nerveuse, tuberculose et délirium tremens.

Refermant le livre, encore étourdi de cet extraordinaire tourbillon, on n'en revient toujours pas : et si le rire de Thompson n'était que le masque du désespoir ? (Vaurien, de Jim Thompson, traduit — excellentement — de l'américain par Patrick Couton, Ed. L'Atalante, 346 p., 128 F.)

Signalons la parution, le mois prochain, d'un inédit de Jim Thompson, *Liberté sous condition*, dans une nouvelle collection de poche, « *Rivages/Noir* ». Dans la foulée, François Gauré nous promet des inédits de Charles Williams, Joseph Hansen, Jan Willem Van Wetering et même, en septembre, David Goodis. Tout ça pour 25 francs par volume. C'est Noël à Paques !

Elles ont toutes reçu la même lettre, soigneusement calligraphiée, avec ces simples mots : « Comme vous avez mesuré, il vous sera mesuré. » Et elles en sont mortes... Où la police et le juge d'instruction pénétrèrent par trop d'esprit cartésien, l'inspecteur Lévillotte, possible réincarnation contemporaine de Poirot et de Gervoy-chambertin, avance à pas lents, au rythme d'un pays, les Basses-Alpes, où le mystère permanent est inscrit dans la géologie, dans la géographie comme dans l'aspect physique ; la rare parole et le caractère des habitants circospects. Il découvrit peu à peu ce qui lie ces meurtres : l'un de ces effrayants secrets de famille, de génération en génération, tissent des haïnes irrémédiables.

Avec les *Courriers de la mort*, Pierre Magnan réédite ce qui fit le succès de son précédent roman, *La Maison assassinée* : l'introduction du complot dans le roman policier. Car ces histoires sont de celles — cruelles et savoureuses — dont on s'imagine volontiers qu'elles se racontaient jadis à la veillée.

Il y faut d'abord une intrigue solidement charpentée, qui permet tous et débours sans qu'une seconde se lisse l'attention. Ensuite, un décor : autour de Digne, ces vallées encaissées et ces plateaux désolés, déserts de rocailliers, qui sous la lune bruisent des rumeurs du vent et des tonnerres. Des personnages de légende enfin, inquiétants et épiques, truculents ou furtifs : Gaëtan Moliflor, l'encêtre avaricieux ; Horace Combaluzier, le capitaine au long cours, saisi par la haine de la mer ; Penconat Emille qui, jour après jour, creuse sa tombe pour oublier ses déboires matrimoniaux ; Régulus, l'instituteur revêche ; d'autres, bien d'autres encore...

Mais il y faut aussi un miracle. Car tous ces éléments — indispensables — ne seraient rien sans ce qui fait l'art du contour : cette chaleur qui gagne chaque mot, ce plaisir communicatif à jouer avec eux, ce bonheur d'expression pour rendre la sensualité des êtres et des choses. Pierre Magnan y excelle comme nul autre. Il ne reste plus qu'à se laisser entraîner, béatement : « Il était une fois, sur la porte du cimetière de Barles, une boîte aux lettres... » (Les *Courriers de la mort*, de Pierre Magnan, Denoël, 416 p., 98 F.)

Holmésiens, lupiniens, jamesbondiens, même combat ! Maurice Leblanc n'opposait-il pas Arsène Lupin à un certain Herlock Sholmes, avant de saluer, à la mort de Conan Doyle, la mémoire du maître anglais ? Et Francis Lacassin ne considère-t-il pas que, « venu à la Belle Époque, James Bond aurait rivalisé d'élégance avec Arsène Lupin, partagé ses goûts luxueux et remplacé son panache légèrement coquardier par un flégon anglo-saxon nuancé de snobisme » ?

L'actualité éditoriale rapproche encore ces gentlemen. La collection « Bouquins » de Robert Laffont publie, dans le même mouvement, l'intégrale des aventures de Lupin (trois volumes, 98 F. chacun) et de l'égrot 007 (deux volumes, 98 F. chacun). Une occasion de saluer, une fois de plus, le travail de ce bédouin de la littérature populaire qu'est Francis Lacassin. Non content de superviser l'édition de ces sommes, il nous gratifie d'une remarquable biographie des deux héros. Si précieuses l'une et l'autre qu'on peut se demander si Ian Fleming et Maurice Leblanc eux-mêmes n'y auraient pas trouvé d'utiles points de repère !

De leur côté, les éditions Encre rééditent l'autobiographie de Conan Doyle, introuvable en France depuis vingt ans. On y vérifiera que, sans renier le héros qui lui apporta la fortune, Sir Arthur le tenait pour un aspect mineur de son œuvre. Il eût tant aimé qu'on le reconnût plutôt comme un grand historien... (*Souvenirs et aventures de Conan Doyle* ; traduction et préface de Gilbert Sigaux, Ed. Encre, 482 p., 98 F.)

C'est un jeune archéologue se cachant sous le pseudonyme de Fred Vargas qui recevra, pour les *Jeux de l'amour et de la mort*, le troisième Prix du roman policier du Festival de Cognac. Créé en 1984, ce prix récompense un nouvel auteur de « polar », tendance classique-énigme, et sera décerné lors du cinquième Festival du film policier, entre le 3 et le 7 avril. Fred Vargas sera édité dans la collection « Le Masque ».

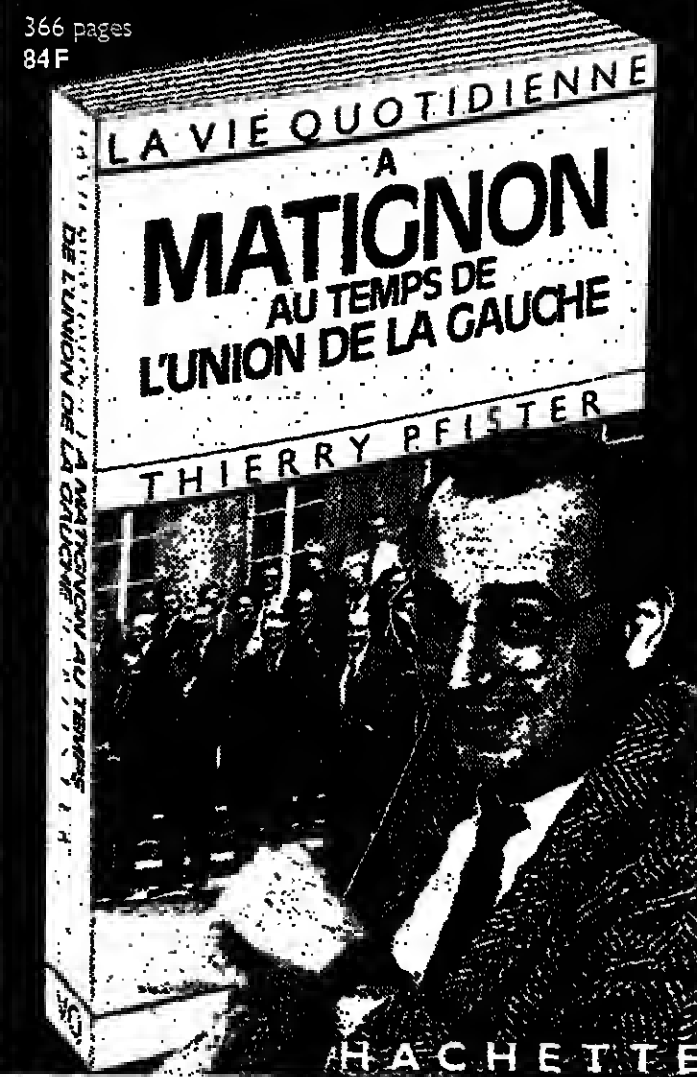
BERTRAND AUDUSSE.

## QUE LIRE AVANT DE VOTER ?

"Avant tout, le livre de Thierry Pfister pour la compréhension qu'il permet d'avoir des mécanismes du pouvoir" Pierre Milza

"Enfin le Pfister, qui est très bon et très amusant" Alfred Grosser

"J'ai bien aimé le Pfister. C'est de l'excellent journalisme" Alain Lancelot









## LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

## pays déchiré

AUX poètes dont les œuvres courtes et lapidaires arrivaient à se glisser entre les mailles de la censure ont succédé, après les événements de Soweto en 1976, une série de romans. Ce sont parfois les mêmes, tels Ndebele, Sepamla ou Serote, qui veulent témoigner d'une autre façon de la réalité sud-africaine. La complexité d'un pays où se côtoient des centres industriels et une périphérie sous-développée, où

résistance illustre le bouillonnement de Soweto, avec ses jeunes enflammés, ses héros de l'ombre et ses traîtres.

Parmi les écrivains qui durent prendre le chemin de l'exil, ne citons que le regretté Alex La Guma (dont *Nuit d'errance* est traduit en français (4) et *In the Fog of the Seasons* sur le point de l'être) et Molefe Photo, qui raconte la suite de son expérience carcérale (*And Night*).

ciers de grand talent. Par leur maîtrise de la narration et beaucoup de finesse dans l'analyse des caractères, ils apportent une dimension artistique à la description des blessures quotidiennes. Mutuzeli Matshoba raconte, notamment dans *Call not me a Man*, la vie des condamnés qui purgent leur peine dans des fermes : cette façon d'éviter la prison débouche sur une forme d'esclavage déguisé, qu'Amnesty International vient de dénoncer. Une autre nouvelle décrit comme un pèlerinage la visite à un prisonnier détenu sur Robben Island. Njabulo Ndebele fait preuve avec *Fools* de sa virtuosité dans la peinture psychologique. Il dissèque, dans la nouvelle qui donne son titre au recueil, les rapports tendus entre un jeune homme et son professeur plus âgé, le second ayant séduit la sœur du premier. Deux générations s'affrontent sans se mésestimer sur le terrain de la lutte politique comme sur celui de la vie familiale.

## Un Strindberg interracial

A voir le fossé qui existe entre les deux littératures, le peu d'intérêt des Blancs pour les écrivains noirs et la volonté des Noirs de lire de préférence des auteurs étrangers, on peut penser que le clivage va s'accroissant. L'échec du Pen Club multiracial, la trop timide ouverture aux non-Blancs de la Guilde des écrivains africains, réduisent les possibilités de contact. Quelques passerelles existent cependant.

Une poignée d'éditeurs courageux s'efforcent de promouvoir les écrivains noirs. Les écrivains blancs engagés trouvent grâce auprès des lecteurs noirs, tel le poète Jeremy Cronin, qui a choisi de rester en Afrique du Sud après sept années de prison, et qui bénéficie aujourd'hui

d'une grande popularité dans les écoles.

Alors que la musique favorise le rapprochement entre les jeunes des deux groupes et suscite des revues multiraciales, le comédien Pieter-Dirk Uys, dont les pièces étaient naguère interdites, arrive à faire rire tous les Sud-Africains en tournant en dérision la classe politique.

C'est par le théâtre que se nouent les meilleurs liens. Adaptée aux circonstances locales, la pièce de Strindberg *Mademoiselle Julie* mettait en présence une Blanche et son domestique noir. Les représentations, début 1985, ne furent pas interdites, mais, pour avoir embrassé l'acteur John Kani, la Blanche Sandra Prinsloo fut aboulevée d'injures et de lettres anonymes.

Le théâtre reste encore confidentiel en Afrique du Sud, mais Noirs et Blancs peuvent dorénavant s'y côtoyer. C'est ainsi que les amateurs de Johannesburg ont pu applaudir deux pièces très bien enlevées de Bongani Ngema. La première, *Wozza Albert* (« Lève-toi, Albert ! »), référence au chef Luthuli, prix Nobel de la paix, mettait en scène le Christ de retour sur terre, précisément en Afrique du Sud. La seconde, intitulée *Arnamali* (« Nous voulons de l'argent »), raconte les histoires de cinq déteus dans un mélange tonifiant d'humour et de stress, de chants et de dialogues en zoulou, anglais et africains : une gerbe qui illumine la vitalité d'un pays déchiré.

GEORGES LORY.

\* Traducteur, à partir de l'afrikaans, de la poésie de Breytenbach. A dirigé le numéro d'Autrement : « L'Afrique du Sud » (nov. 1985, n° 15).

(1) Alain Michel, 1985.  
(2) Scail. Voir le Monde du 27 novembre 1985.  
(3) Les deux ouvrages ont été publiés au Seuil.  
(4) Hachette.

## Winnie Mandela, une grande dame

WINNIE Mandela est une grande dame, il n'y a pas d'autre mot. Jeune mère de deux enfants, son époux emprisonné à perpétuité, la voilà condamnée à une vie de privations, de réclusion solitaire, d'emprisonnement, de tortures mentales, d'indignités, sans une seconde de répit, sans une heure de joie, sans une parenthèse pour reprendre son souffle. Trente années se sont écoulées depuis que la jeune étudiante a épousé, entre deux réunions politiques, le grand patriote sud-africain, trente années qu'elle a su gérer sans une fausse note, avec son flegme caractéristique, une étonnante autorité, la capacité de galvaniser les énergies, sacrifiant une « part de son âme » et l'essentiel de sa vie.

Où trouve-t-elle la force de se battre, encore et toujours, avec les mêmes impétueuses de révolte, malgré les brimades, les humiliations, les échecs — un terme qu'elle ignore — et les sévices qu'elle-même et les siens subissent ? Contient-elle des réserves de force de l'apartheid ont été sous les insultes de ce petit bout de femme qu'elle

n'arrive jamais à abaisser ? Elle est là, présente, ne cédant jamais, généreuse, toujours en première ligne, comme si rien, même les pires infamies, ne pouvait l'atteindre. Lucide et, surtout, modeste, intelligente, déterminée.

Son recueil de souvenirs et de témoignages — qui se lit d'un seul trait — fait pénétrer dans l'univers de ce noyau de dirigeants, noirs et blancs, qui sont la conscience de l'Afrique du Sud. Traité comme des érudits pour les premiers, et des traités pour les seconds, par un pouvoir sous l'empire de la peur, ils ont, cependant, la certitude qu'un jour la justice triomphera. On n'en mesure que mieux l'immense prestige de Nelson Mandela, véritable roc, omniprésent chez les Noirs d'Afrique du Sud. Ce petit livre, préfacé par Danielle Miterrand, dit bien le rôle qu'ont joué les Mandelas.

J.-C. POMONTI.

• UNE PART DE MON ÂME, de Winnie Mandela, éditée par Anne Banjama, traduction de Danielle Miterrand, Seuil, 181 p., 79 F.

Fell) sous le titre *Beloved Burden*.

Dans la série des témoignages romancés, signalons l'excellente première partie de *To Every Birth its Blood*, de Mongane Wally Serote, les Mémoires savoureux d'Eskia Mphahlele retournant au pays après des années d'absence (*Africa, my Music*) et les récits d'Ahmed Essop (*The Visitation*, en passe d'être traduit, et *The Emperor*).

De ce foisonnement d'œuvres récentes émergent deux roman-

## Quand l'apartheid inspire le polar

Inutile d'annoncer la couleur : série noire.

DANS une des grandes librairies de Johannesburg, au rayon littérature sud-africaine où se retrouvent pêle-mêle Breytenbach, Brink, Dan Roodt, John Miles, qui ont pu passer avec le temps à l'étamine de la censure, une couverture attire l'œil. Sur la première de couverture, blanche et rouge hémoglobine, une ligne brisée sépare le visage d'une femme qui ne donne pas envie de jouer aux cartes. Son titre : *Un acte d'immoralité*. Sur le haut, à gauche, l'auteur, promesse d'un mets savoureux : « Une saisissante affaire de sexe sur la frontière de couleur à Johannesburg ». Et pour faire fondre les dernières réticences du visiteur-iceberg, un calicot en travers de la jaquette avec la mention « now unbanned » (1).

Édité la première fois en 1963, ce livre renaît en 1985 après vingt-deux ans de censure. L'auteur, avocat à Johannesburg, écrit sous le pseudonyme de Des Troye. L'avertissement liminaire est clair : « Voici l'histoire de l'incroyable vie secrète d'un procureur à Johannesburg. Le jour, il poursuit les infractions à l'Immortality Act. La nuit, victime de ses pulsions irrésistibles, il enfreint l'Immortality Act. Dès la première phrase, le climat est décrit. Il sera définitivement torride : « C'était l'après-midi, un après-midi chaud, sensuel. » A la deuxième, on s'accroche au bastingage : « Elle était étendue nue sur le lit, pas encore suffisamment beurrée pour ne pas savoir ce qu'elle voulait. » A la troisième, on passe par-dessus bord : « Quand son boy entra dans la chambre, la folie de ses pensées l'entraîna dans une frénétique anticipation. »

Si le style de la tragique odyssée charnelle du héros emprunte

au roman policier, la trame s'articule autour d'un des piliers du système d'apartheid. Des Troye nous invite à le suivre dans la balade sordide de l'apartheid au quotidien en ne nous épargnant aucun des effets dévastateurs de l'Immortality Act. Ce dernier, qui date de 1927, rendait susceptible de sanction pénale toute personne ayant commis un acte immoral ou indécent. Doux laconisme de la loi qui entendaient alors comme immorale toute relation sexuelle ou toute tentative de relation entre Européens et Noirs. Après l'arrivée au pouvoir du gouvernement nationaliste en 1949, l'état va se resserrer. Deux amendements, en 1950 et en 1957, vont étendre le champ d'application de cette loi aux métis et renforcer les sanctions : jusqu'à sept ans de prison et dix coups de fouet pour toute relation sexuelle entre Européens et non-Européens.

L'auteur, fin praticien du droit, émaille son récit des débats parlementaires ayant présidé à l'élaboration des différents amendements de cette loi qui s'est immiscée au plus profond de la vie privée pour sauvegarder un système ségrégationniste, avec brigades spéciales de surveillance, policiers transformés en voyeurs, délatins, suicides de prévenus tombant sous le coup d'une inculpation. Vingt ans après, la société sud-africaine n'est pas encore libérée, malgré l'abrogation en juin 1985 de la section 16 de l'Immortality Act.

Dès 1963, avec Des Troye, la littérature de gare s'engageait sur la bonne voie : l'irruption de la tragédie sud-africaine dans le roman policier.

JEAN-MARC LE BUGLE.

(1) N'est plus sous le coup de la censure.

## MAISON DE LA POÉSIE

En association subventionnée par la ville de Paris  
101, rue Rambuteau (1<sup>er</sup>) - M<sup>o</sup> Halles - Tél. : 42-36-27-63

## POÉSIE ISLANDAISE

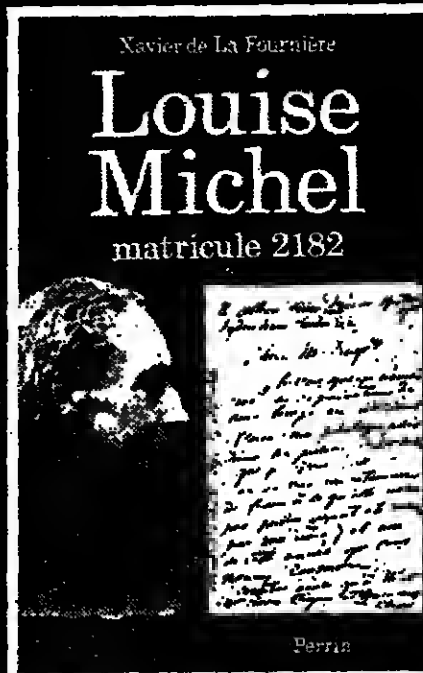
Thor Vilhjalmsson

LUNDI 17 MARS A 20 H 30 EN PRÉSENCE DU POÈTE

Présentation : RÉGIS BOYER, textes dits par PIERRE LAMY

"Xavier de la Fournière nous parle de Louise mieux qu'elle n'en aurait parlé elle-même, il la connaît mieux qu'elle ne se connaissait."

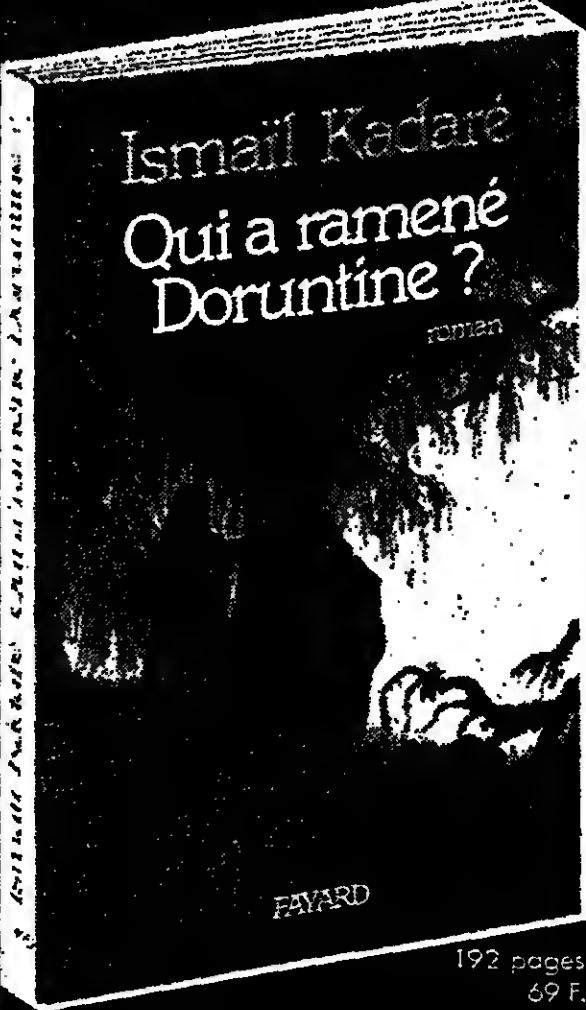
JEAN-CLAUDE VAJOU "LE QUOTIDIEN DE PARIS"



PERRIN

## KADARÉ ENTRE ORIENT ET OCCIDENT... UN ÉTONNANT ROMAN

Guy Le Clech'h



FAYARD

## la santé dans le tiers-monde

comment exercer notre solidarité avec les peuples du tiers-monde?



Les cahiers PREVENIR sont réalisés par des scientifiques et des professionnels de terrain

## ABONNEMENT ET COMMANDE

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

A retourner à "PREVENIR" C.V.M. - 5/7, rue d'Italie, 13253 Marseille Cédex 8 - C.C.P. 65611 X Marseille. La numéro 70 F - Abonnement pour 4 numéros 210 F.

كنا من الأصل



● LETTRES ÉTRANGÈRES

## Isabel Allende, l'écho d'une nation

Le second livre d'une exilée devenue romancière : une histoire d'amour et de violence, de soleil et de mort.

ISABEL ALLENDE, dont le premier roman, *La Maison aux esprits* (1), est toujours un succès mondial, publie aujourd'hui, en France, son second livre, *D'amour et d'ombre* (l'édition en espagnol est de 1984). Après avoir fait la chronique d'une famille chilienne - du début du siècle à la chute, en 1973, de Salvador Allende, son oncle, - elle avait le désir d'un roman plus intime. « *Simplement une histoire d'amour*, dit-elle. Mais la violence y est entrée, parce que c'est ma mémoire, la violence, parce que l'Amérique latine, à des degrés divers, est toujours violente. »

Avec le talent de conteuse populaire qu'elle avait montré dans *La Maison aux esprits*, mais dans un livre plus maîtrisé, d'un style plus sobre - dont le rythme est bien rendu par la traduction de Claude et Carmen Durand, - d'une écriture plus resserrée, moins « sous influence » - notamment celle de Garcia Marquez, - Isabel Allende trace un portrait attentif de plusieurs familles, apparemment d'horizons fort différents.

Beatriz Alcantara de Beltran, une bourgeoise qui, après le départ de son mari, cache sa détresse financière en ouvrant une maison de retraite, se désolait de voir sa fille Irène, journaliste, faire preuve de tellement de tendresse pour les petits vieux ; en particulier l'ancienne actrice Josefina Bianchi, altière octogénaire « vêtue de la longue robe soyeuse qu'elle portait un demi-siècle auparavant pour déclamer Tchekhov, et tenant une ombrelle destinée à protéger sa peau de porcelaine brisée ».

Chez les Ranguileo, à la campagne, dans ce pays jamais nommé qui ressemble au Chili dévasté par la dictature, on ne connaît que la pauvreté, le malheur et l'alcool : le père, saisonnier dans un cirque, trop vieux pour continuer de faire le trapéziste, est devenu clown ; la fille, Evangelina, est en proie depuis quelque temps à d'étranges crises.

Les Leal - surtout le père, un professeur - ont gardé l'austérité de leur Espagne d'origine et la rigueur des convictions politiques qui les ont fait fuir, au moment de la guerre civile. C'est entre leur fils Francisco et Irène que naîtra une histoire d'amour... qui aurait pu être tendre.

Peu à peu, comme dans *Dentier du rêve* de Marguerite Yourcenar (2), on s'aperçoit que tous ces gens - et quelques autres - sont liés par une aventure commune « partie d'un événement réel, explique Isabel Allende, la découverte d'un charnier au Chili en 1978. Grâce à l'action de l'opposition et de l'Eglise, des poursuites légales ont été engagées ».

### Une nostalgie de la tradition orale

Pour ceux qui ne se soucient guère d'être étonnés et de suivre une histoire, le plaisir de lire Isabel Allende rejoint plutôt une nostalgie de la tradition orale, de ces conteurs donnant tant de détails sur les personnages qu'ils vont mettre en scène, leur passé, leur quotidien, que les événements censés les réunir passent au second plan. « *Je suis aussi une conteuse*, précise Isabel Allende. *A mes enfants, je disais une fable chaque soir. Ils donnaient la première phrase, et je continuais. C'est un peu la même chose pour mes livres. La construction, le rythme, la structure, je dois avouer que je n'y connais pas grand-chose. J'aime aussi écouter. Je suis une voleuse d'histoires.* »

Ancienne journaliste, Isabel Allende n'est venue à la fiction qu'après plusieurs années d'exil, à Caracas. Un refuge ? Une fuite ? « *Non, mais c'est certainement un produit de la nostalgie, une manière de retrouver mon pays. Le retour, c'est l'obsession de tous les exilés. Quand j'écris, je suis un peu chez moi, dans ce Chili aujourd'hui en pleine éclipse culturelle, où beaucoup de jeunes auteurs ne trouvent pas d'éditeur.* » Isabel Allende, elle, a la chance d'être publiée dans le monde entier et se sent tenue de faire entendre une voix chilienne, l'écho d'une nation où la violence, si elle ne tue pas les histoires d'amour, les traque et les atténue inévitablement.

JOSYANE SAVIGNEAU.  
★ D'AMOUR ET D'OMBRE, d'Isabel Allende. Traduit de l'espagnol par Claude et Carmen Durand. Fayard, 390 p., 95 F.

(1) Fayard 1984 (*Le Monde* du 17 août 1984). Décoré dans le Livre de poche (n° 6143).  
(2) Gallimard.

● HISTOIRE

## Quand la Révolution française se regarde

Trois mille images rassemblées par Michel Vovelle et son équipe.



TRAVAIL tellement indispensable qu'on s'étonne qu'il n'ait pas été fait depuis longtemps ; travail tellement considérable qu'on s'émerveille qu'il ait pu être mené à bien en si peu de temps : Michel Vovelle et son équipe - une vingtaine de personnes - ont rassemblé trois mille images à travers lesquelles la Révolution française se regarde, grimace, exulte, rêve, cauchemarde. Pour les années 1789-1799, nous croyions tout savoir des événements et des mouvements - le reste n'étant que querelles d'interprétation. Nous voici, grâce à cette œuvre, à l'intérieur des esprits du temps, au cœur de l'imaginaire révolutionnaire (et contre-révolutionnaire), dans cet espace indéfini où les grands flux de l'histoire viennent buter sur les mentalités collectives, provoquant des jaillissements inattendus.

Les événements révolutionnaires ont provoqué une incroyable floraison d'images. Michel Vovelle estime à une centaine de milliers environ - dont 20 000 archétypes - le nombre de gravures, de dessins, d'assiettes illustrées, d'enseignes politiques qui ont été produits par la fièvre iconographique de l'époque. Pendant trois ans, avec ses chercheurs, le directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française de la Sorbonne a scumé les bibliothèques, à Paris, en province et dans les pays d'Europe touchés par l'explosion sans-culotte. Classant, triant, ouvrant des échantillons thématiques, organisant les objets de leur quête comme autant d'éléments de discours dont il fallait reconstituer la logique et le sens, Vovelle et son équipe ont rassemblé ce trésor : la Révolution telle qu'elle se représentait.

Et du coup, bien des certitudes basculent, bien des éléments de l'historiographie traditionnelle - celle des « pros » comme celle des « anti » - se dévalent. L'antichisme primaire de la caricature des années 1790-1792 avait été sagement laissé dans l'ombre par l'histoire officielle, sonciuse d'unité nationale : le voici qui surgit, violent, grossier, obscène, lourd de fantasmes. Voici également, bien avant que les députés ne songent à la ebnte de la royauté, des images qui hurlent la haine de la famille royale, qui la bestialisent, qui représentent la cour sous les formes les plus



dépravées et les plus sadiennes de l'enfer (il faudra désormais relire Sade à la lumière de ces révélations sur l'imaginaire populaire).

Voici encore, tout aussi surprenant, la caricature contre-révolutionnaire, non pas celle qui se faisait à Londres ou à Berlin à la commande des princes émigrés et des puissances ennemies de la république, mais celle qui circulait sous le manteau, à Paris et en province, bénéficiant elle aussi de tirages considérables, tout aussi brutale, défilante, outrée, charriant avec elle des torrents de peurs, d'angoisses anciennes et obscures.

Ce qui réside dans les têtes change évidemment moins vite que les idées politiques et les institutions, surtout dans une période où la scène publique change de décor aussi rapidement. Ce choc de la vitesse révolutionnaire et de la lenteur de l'évolution des mentalités est probablement ce qu'il y a de plus fascinant dans l'ouvrage de Michel Vovelle. Bien que nous ne possédions que le premier des cinq volumes de l'œuvre, nous y percevons déjà les lignes de faille d'un gigantesque glissement de

terrain. A la base, il y a cette manière de voir et de vivre le monde, l'amour, Dieu, la mort, l'organisation de la société, qui a certes lentement évolué au cours du dix-huitième siècle, mais qui demeure, en gros, la vision d'un ordre considéré comme éternel. Puis, se superposant à ce socle, un magma de désirs à peine avoués, de colères, d'aspirations à la fois grossières et confuses, de frustrations brutales, d'envies de combat et de sang de moins : en moins refoulées. La toute superficielle se met en branle et, sans qu'on

puisse percevoir un moment précis de rupture, le socle s'effrite, certains de ses éléments sont entraînés dans le mouvement et l'ensemble se met à basculer, de plus en plus vite. Peut-être n'avait-on jamais aussi bien vu ce qu'est une révolution.

P. L.  
★ 1789-1799. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. IMAGES ET RÉCITS, de Michel Vovelle. Livre-Club Didierot/Messidor. Cinq volumes de 360 p. chacun. (Quatre sont à paraître). 1 000 F le volume. En souscription.

## Le trouble génie historique de la France

(Suite de la page 15.)

Cette empoignade autour d'un livre oublié, même si on y frôle de très belles ombres, celles de Louis Blanc, de Tocqueville ou d'Emile Ollivier, nous laisserait assez froids si Furet était trop abusé par

son complice de 1865. Or il n'en est rien. Ils nous emportent ensemble bien au-delà d'une agitation de presse du Second Empire : au vif d'une République d'avant le consensus, au fort de l'excitation originelle de notre démocratie.

Le vieux Quinet a flairé d'abord que la Révolution avait échoué sur la question religieuse, incapable qu'elle avait été de marquer la conscience morale du peuple-roi. Puis, dans un pessimisme tranquille, en montrant que 89 s'est brisé sur 93, il suit le redoublement de l'effet du désastre moral par celui de la servitude librement consentie : la dictature terroriste, dit-il, est non seulement une forme dégénérée de l'avenir révolutionnaire, mais aussi un retour au despotisme d'Ancien Régime, la forme banale de la conjugaison du pire à l'impératif présent. Avec Furet, on ne suit guère Quinet dans ce fatalisme assez paresseux. Mais quand il refuse à la Terreur l'excuse des circonstances, on peut porter à son crédit d'avoir, le premier, songé à faire l'analyse des formes politiques d'un élan révolutionnaire polymorphe.

Avec Quinet et Marx, Furet a solidement saisi le fil rouge. Après ces deux auditions superbes, on attend demain qu'il joue à quatre mains avec deux autres fins viximes. Ce Michelet qui, bien solitaire, sur dire que la Terreur mêlait le peuple à sa tyrannie. Et ce Jaurès qui, tout en s'asseyant aux côtés de Robespierre aux Jacobins, ne désespérait pas de réconcilier Marx et le génie rural de la République.

JEAN-PIERRE RIOUX.

★ MARX ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, de François Furet. Flammarion. « Nouvelle bibliothèque scientifique », 279 p., 109 F.

★ LA GAUCHE ET LA RÉVOLUTION AU MILIEU DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE, de François Furet, Hachette, 317 p., 119 F.

● ROMANS

## Rage et pitié de Philippe Djian

(Suite de la page 15.)

Maudit manège est l'odyssée de multiples recherches : un poète génial et vieillissant qui recherche sa fille disparue volontairement, un écrivain - que le mode de narration tend à assimiler à l'auteur - qui recherche un impossible compromis entre les brûlures de la vie et les brûlures de l'écriture, une femme qui recherche l'harmonie dans l'immobilité et une autre qui la recherche dans la fuite, le tout formant un manège où chacun court après l'autre sans jamais pouvoir le rejoindre.

Mais, raconté de cette façon, le sujet du roman ne délivre qu'une morale plutôt courte et conventionnelle : seul le style, cette façon d'inventer le monde en l'écrivant, peut dire le bonheur et la tragédie dans leur pureté et leur dénuement ; lui seul est capable de séparer la vérité du mensonge, la pitié, de l'apitoiement, l'égoïsme de la générosité.

L'écriture de Djian est vraie, elle est généreuse et elle porte sur le monde - l'auteur y compris - un regard de pitié rageuse.

On a tant usé et abusé, surtout en France, du terme « romantique » pour qualifier des pâleurs et des trépidations qu'il faut éviter de coller sur les ardeurs et les angoisses de Djian une étiquette aussi délavée. Plutôt qu'« écrivain romantique », « écrivain vivant » lui conviendrait. Avec l'irréductible contradiction que les deux termes entretiennent l'un avec l'autre.

PIERRE LEPAPE.

★ MAUDIT MANÈGE, de Philippe Djian, éd. Bernard Basset, 396 p., 78 F.

## Manon Roland, muse politique

UN préjugé a voulu que la politique soit chose trop chimérique pour les femmes. Il a reçu quelques démentis : quotidiennement, dès qu'on observe la passion qui marque certaines conversations ; et historiquement, dès qu'on s'avise de la galerie de figures féminines qui s'animent quand la politique cesse d'être strictement politicienne. La Révolution française est de ces époques : Manon Roland est de ces femmes que soulève la vague historique pour peu qu'elle ait quelque amplitude. Quand l'histoire se met à répondre aux exigences de l'être : cette rencontre résume le destin de Manon, âme politique des Girondins, et elle fait l'intérêt de la biographie que nous en donne aujourd'hui Guy Chaussinand-Nogaret.

Comme il l'avait fait pour Mirabeau (1), l'auteur raconte une moitié de vie d'attente, avant 1789, date de seconde et réelle naissance pour beaucoup de ceux qui se découvriront révolutionnaires. Comme Carnot raboué par un fonctionnaire, Manon Roland aurait pu dire qu'elle ne naît pas révolutionnaire, ou le devient. Elle a trente-cinq ans en 1789. Ayant elle n'a pas conscience d'être attendu, prévu l'événement - personne ne l'a fait. Chaussinand-Nogaret montre simplement comment s'exprime, se trahit, se contrarie, se retourne et s'enfle une extrême attente à l'égard de la vie, d'autrui et de soi. Telle est la fibre intime de la jeune Parisienne qui, de sa chambre au-

dessus de l'atelier de son père, place Dauphine, rêvait de dignité civique à partir de Plutarque et méditait les institutions à partir de Montesquieu. Ne se plaignait, qu'avec « les vrais philosophes », plutôt en âge d'être les pères de cette belle femme, Manon deviendra « la femme de Caton », en l'occurrence Roland de la Platière, de vingt ans son aîné. Probe fonctionnaire et fin lettré, Roland menquera d'aventure. Et lorsqu'il se retrouvera ministre de l'intérieur de 1792 à janvier 1793, c'est sa femme qui le conseillera, l'inspirera, écrira pour lui. Comme elle animera les Girondins, tous plus ou moins charmés, qui passent de régulières soirées chez les Rolands. Mais quelque chose de politique fatal naîtra des insuffisances du couple.

### « La violence d'un cœur insatisfait »

« Mystique plus que praticienne de la politique », écrit Chaussinand-Nogaret, Manon « entraîne ses amis dans son sentiment », « leur inocule des rancœurs ». Elle a retenu les Girondins de saisir certaines mains, elle a exaspéré le goût de l'attaque brillante mais inefficace, en automne 1792 notamment contre Robespierre. De même sa passion, brillante et chaste, pour le député Buzot est d'assez conséquences funestes. Tous deux, certes, formeront par-delà l'échafaud un des plus

beaux couples de gigantes (à qui s'ajoute la suicide de l'époux après l'exécution de Manon). Mais, note Chaussinand-Nogaret, « cet amour épuré que Manon, en s'y abandonnant, combattait comme une trahison tendait ses facultés et donnait à ses convictions (...) une rigidité d'autant plus dangereuse que le charme, réprouvait à la Convention toute la violence d'un cœur insatisfait ».

L'auteur a saisi en fin psychologue l'interaction entre les pulsions d'un individu et les événements collectifs. Mais que dire de l'interprétation de la guerre fratricide entre Girondins et Montagnards ? Ici l'historien fait preuve d'humour plus que de rigueur. Ne parlons pas des clichés qui lui viennent sous une plume éternelle au seul nom de Robespierre. Mais, pour un historien, il est élémentaire de ne pas décalquer le présent sur le passé. La confrontation de la Gironde et de la Montagne ne peut se ramener aux préjugés du jour opposant la souplesse libérale et le totalitarisme petit-bourgeois (2).

JEAN-PHILIPPE DOMECCO.

★ MADAME ROLAND, UNE FEMME EN RÉVOLUTION, de Guy Chaussinand-Nogaret, Seuil, 358 p., 89 F.

(1) Biographie publiée au Seuil en 1982.

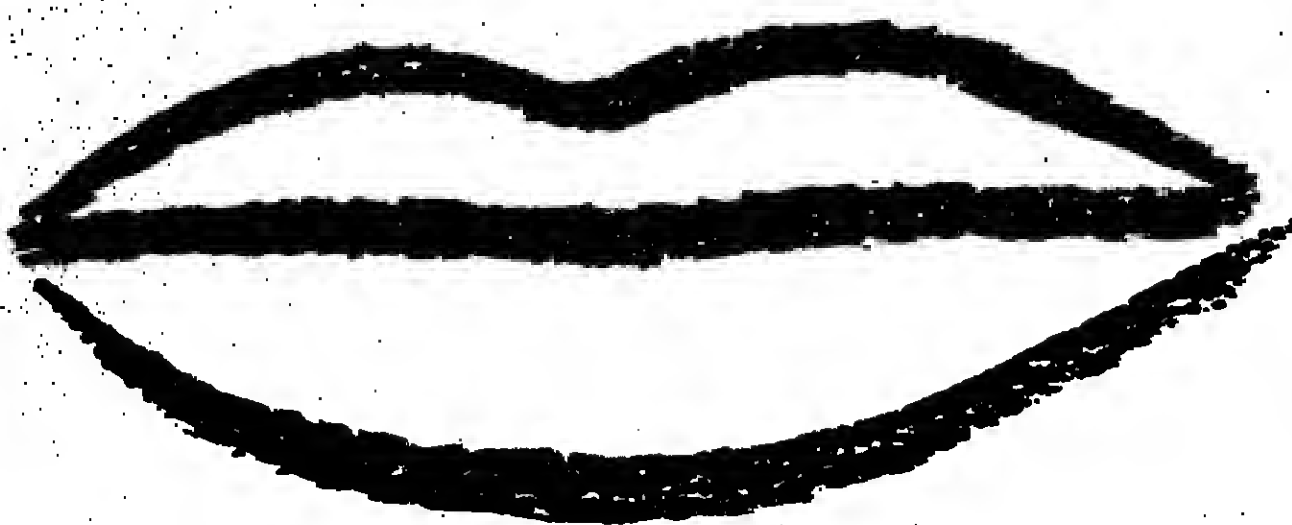
(2) Le Mercure de France annonce une nouvelle édition des Mémoires de Madame Roland. Présentation et notes de Paul de Roux.

JOURNÉES DE LA  
**HAUTE FIDÉLITÉ**  
15, 16, 17 MARS  
de 10 h à 19 h  
HOTEL SORFEL HOTEL NIKKO  
8, rue Louis Armand 61, quai de Grenelle  
75015 PARIS  
☎ 45.35.19.76



(Publicité)

# Plutôt que de l'ouvrir nous préférons la nourrir.



Contre la faim et pour le Tiers Monde, seuls les actes comptent. Ainsi, avec discrétion et efficacité, le CCFD, composé de 25 organismes catholiques, combat la faim. Depuis 25 ans, jour pour jour, il soutient activement à travers le monde le développement dans 93 pays. Grâce à votre générosité et au dynamisme de 25000 bénévoles. D'Ouest en Est, du Nord au Sud, plus de 6000 projets ont été menés à bien, sur place, avec nos partenaires.

Les fonds collectés ont été acheminés dans tous ces pays comme actuellement le Burkina, le Mexique, l'Afghanistan, la Colombie, l'Inde,

la Pologne... sans considération d'ordre idéologique. En toute clarté. Pour le CCFD, la faim n'a pas de couleur. Le seul engagement, le seul pari que nous reconnaissons est celui de la solidarité.

Le 16 mars, participez à la 25<sup>e</sup> collecte nationale contre la faim et pour la solidarité.

## Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.

Pour assurer la réussite des projets du CCFD, je joins la somme de F \_\_\_\_\_ ☐ Par chèque bancaire ☐ Par CCP Paris 4700 P  
à l'ordre du CCFD avec la mention "Faim et Solidarité". Adresse : CCFD - 4, rue Jean-Lantier - 75001 Paris

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

A tout donateur, une information sur l'utilisation des fonds sera automatiquement expédiée. Un reçu est délivré pour la déduction fiscale possible dans la limite de 5% des revenus imposables. Les entreprises sont autorisées à déduire de leur bénéfice imposable un montant dans la limite de 1 pour 1000 de leur chiffre d'affaires.



هكذا من الأصل



فكنا من الأصل

DOSSIER

LA NATIONALITÉ FRANÇAISE EN QUESTION

Les chemins de la citoyenneté

Voies d'accès

LA NATIONALITÉ FRANÇAISE PEUT ÊTRE ATTRIBUÉE :

En raison de la filiation. — Est français, l'enfant, légitime ou naturel, dont l'un des parents au moins est français (article 17). Toutefois, si un seul des parents est français, l'enfant qui n'est pas né en France aura la qualité de répudier la qualité de français dans les six mois précédant sa majorité. Cette faculté se perd si le parent étranger ou apatride acquiert la nationalité française durant la minorité de l'enfant (article 19).

En raison de la naissance en France. — Est français, l'enfant, légitime ou naturel, né en France lorsque l'un de ses parents au moins y est lui-même né (article 23). Toutefois, si un seul des parents est né en France, l'enfant, français, peut répudier cette qualité dans les six mois précédant sa majorité. Cette faculté se perd si le parent né à l'étranger acquiert la nationalité française durant la minorité de l'enfant (article 24).

ÊTRE ACQUIS :

A dix-huit ans, sans formalité. — Tout individu né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité s'il réside en France et y a résidé au cours des cinq années précédentes (article 44). Dans l'année précédant sa majorité, le mineur peut décliner la qualité de français, avec l'autorisation de ses parents (article 45). De son côté, le gouvernement peut, dans l'année précédant la majorité de l'intéressé, s'opposer à l'acquisition de la nationalité française pour

indignité ou pour défaut d'assimilation (article 46).

Par déclaration de l'intéressé. — L'ENFANT MINEUR né en France de parents étrangers peut réclamer la nationalité française, s'il réside en France depuis cinq ans (article 52). Si la personne qui réclame la nationalité en son nom est étrangère, elle doit, elle aussi, résider en France depuis cinq ans (article 54).

LE MARIAGE n'exerce de plein droit aucun effet sur la nationalité (article 37). Mais l'étranger ou l'apatride qui épouse un Français peut acquérir la nationalité par déclaration, au bout de six mois. Le gouvernement peut s'opposer à cette acquisition pour indignité, défaut d'assimilation ou lorsque la communauté de vie a cessé entre les époux (article 39).

Par décision des pouvoirs publics. — LA NATURALISATION, dans la plupart des cas, requiert cinq conditions : avoir atteint l'âge de dix-huit ans, résider de manière stable en France depuis cinq ans, n'avoir pas été expulsé ou assigné à résidence, ne pas avoir été condamné (pour vol, escroquerie, atteinte à la sûreté de l'Etat, etc.) et être assimilé à la communauté française. A noter qu'un enfant devient français si l'un de ses deux parents acquiert la nationalité française, à quelque titre que ce soit (articles 52 et suiv.).

LA RÉINTÉGRATION dans la nationalité française des personnes qui établissent avoir possédé la qualité de français résulte d'un décret ou d'une déclaration de l'intéressé (article 37).

(Suite de la première page.)

Cette nouvelle législation, toujours en vigueur, combine le *jus soli* et le *jus sanguinis* en tenant compte, dans une certaine mesure, de la volonté des intéressés.

On en serait resté là si l'immigration maghrébine n'avait inquiété une partie des Français et donné l'impression de bouleverser la démographie du pays. M. Le Pen n'est plus le seul à dire que « la nationalité française est un honneur qui doit être recherché et mérité ». On a pu difficilement être fidèle à deux parties à la fois.

Mais le débat actuel entre les grands partis est plus limité. Il ne porte pas sur la procédure de naturalisation, qui a permis, en 1984, à plus de dix-huit mille étrangers, en majorité européens, de devenir français (quatre demandes sur cinq ont été acceptées). Il ne porte pas non plus sur les acquisitions de nationalité par mariage avec un conjoint français (au bout de six mois, à la demande de l'intéressé), même si, sur plus de dix mille cas en 1984, on compte un nombre indéterminé de mariages blancs dans le seul but d'acquiescer la nationalité.

Le débat se limite essentiellement aux enfants d'étrangers nés en France. Et, pour être tout à fait clair, aux Maghrébins. La plupart des enfants algériens ne bénéficient pas de l'article 23 selon lequel « est français l'enfant, légitime ou naturel, né en France lorsque l'un de ses parents au moins y est lui-même né ». La règle s'applique, en effet, aux personnes nées dans les anciennes colonies et territoires d'outre-mer. Seuls les enfants devenus algériens en même temps que leurs parents au moment de

l'indépendance ne profitent pas de l'article 23. En revanche, les enfants nés en France après le 1<sup>er</sup> janvier 1963 sont français à la naissance.

L'article 44 relève, lui aussi, du *jus soli* : tout enfant né en France sera français à sa majorité s'il a résidé dans le pays au cours des cinq années précédentes. Aucune demande n'est nécessaire : il suffit de n'avoir pas décliné la qualité de français dans l'année précédant la majorité.

Ce sont ces « acquisitions passives » de nationalité que conteste aujourd'hui la droite parlementaire (bien que le code ait été promulgué en 1973, sous Georges Pompidou). Est-il logique de devenir français « sans le vouloir, parfois même sans le savoir » ? demandent l'UDF et le RPR. Une procédure volontaire ne serait-elle pas « plus digne » pour les intéressés ? L'objectif de l'opposition est de faire en sorte que la nationalité française soit demandée et que les pouvoirs publics puissent la refuser parce que le candidat ne répond pas à des conditions minimales d'intégration. M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, estime pour sa part que tous ceux qui veulent devenir français doivent « prêter serment de servir la France ». Mais la plateforme commune UDF-RPR est très vague sur ce point : la nationalité n'y occupe que trois lignes.

La législation française, répond-on à gauche, évolue depuis près de cent trente-cinq ans dans le sens d'une automatisation toujours plus grande. Pourquoi revenir en arrière ? D'ailleurs, peut-on vraiment parler d'automatisation alors que, chaque année, près de mille quatre cents jeunes (sur trente-huit mille environ) déclinent la nationa-

lité française à laquelle ils ont droit ?

Autre argument de la gauche : très peu de monde, en fond, choisit sa nationalité. Qui sont les Français de souche qui ont choisi de naître français ? « Changer le code de la nationalité », dit M. Philippe Farine, député national du PS à l'immigration, apparaît comme une législation d'exception, dirigée contre les Maghrébins.

En privé, certains socialistes sont plus nuancés. Ils accepteraient notamment l'idée d'inverser l'article 44 : à dix-huit ans, une démarche serait nécessaire pour choisir la nationalité française et non pour la décliner. Mais les socialistes ne voient pas pourquoi ils entreraient dans le débat, donnant ainsi l'impression d'approuver par avance une réforme. Si la droite veut modifier la législation, qu'elle en prenne l'initiative — et la responsabilité.

Favoriser l'intégration

Le code de la nationalité n'est pas un dogme. On peut, après tout, l'améliorer. Le club socialiste Espaces 89 ne propose-t-il pas de rendre plus faciles les naturalisations en enlevant à l'administration une partie de son pouvoir réglementaire (refuser une demande sans explication) ? Il faut cependant bien mesurer les conséquences — pratiques et surtout symboliques — des modifications qui pourraient être introduites.

Actuellement, beaucoup de jeunes Maghrébins sont à cheval entre deux mondes : celui de leur famille et celui de l'école, du quartier et de la télévision. Ils n'adoptent la nationalité française qu'au prix d'un déchirement, et souvent

en cachette de leurs parents. La guerre d'Algérie a laissé encore des traces profondes.

Que se passera-t-il si on les oblige à choisir clairement leur nationalité à dix-huit ans ? « Faire le choix positif de devenir français sera un vrai moyen d'intégration », affirme M. Michel Hammon (RPR). A l'inverse, M. Philippe Farine (PS) estime qu'on « transformerait ainsi en étrangers des jeunes qui sont en train de devenir français ».

Le débat est bien posé. Ne s'agit-il pas, en effet, de favoriser l'intégration de jeunes qui, en tout état de cause, envisagent de rester en France définitivement ? Une nationalité française attribuée dès la naissance est un facteur d'intégration car elle met, dès l'école primaire, tous les enfants sur le même plan. On peut penser, en revanche, qu'un choix volontaire, vers l'âge de la majorité, pour ceux qui ne sont pas déjà français aiderait nombre de jeunes immigrés à sortir d'un flou et d'une incertitude dont ils sont les premiers à souffrir. Mais ne faudrait-il pas allonger le délai de réflexion ? Dans tous les cas, une meilleure information des intéressés serait nécessaire pour que personne n'apparaisse — du « ne se sent » — français « malgré soi ».

Rien n'interdit de débattre du code de la nationalité. A condition de viser l'intégration des jeunes immigrés et non de vouloir les exclure ou d'en donner l'impression. Il faudra beaucoup d'habileté à une majorité parlementaire de droite pour modifier le code sans en changer l'esprit et pour présenter des amendements restrictifs comme un pas en avant.

ROBERT SOLÉ

De droite et de gauche

Le Parti socialiste ne parle pas du code de la nationalité dans sa plate-forme électorale, mais son délégué national à l'immigration, M. Philippe Farine, nous déclarait récemment (le Monde daté 24-25 novembre 1985) : « Il ne saurait être envisagé de modifier en question les articles 23 et 44 du code de la nationalité. Ce serait aller à contre-courant de la tradition républicaine et placer la France dans une situation contradictoire avec l'évolution juridique des autres pays européens. Bien au contraire, la volonté des socialistes de poursuivre et de développer le mouvement d'insertion des étrangers dans la société française indique le sens dans lequel il convient d'aller : non pas rétrécir, mais faciliter la possibilité d'acquiescer la nationalité française. » Dans cet esprit, le club socialiste Espaces 89 souhaite un texte de loi qui s'inspirerait de la phrase suivante : « Tout étranger qui réside en France depuis cinq ans et ne présente pas un danger manifeste pour l'ordre public acquiert, sur demande, la nationalité française ».

Le RPR et l'UDF, dans leur plate-forme commune, évoquent le sujet en trois lignes : la nationalité « devra être demandée et acceptée ; son acquisition ne saurait résulter de mécanismes purement automatiques ». Le rapport de synthèse de l'UDF, rédigé par M. Didier Bariani et publié en juin 1985, était un peu plus explicite : « Désormais, l'acquisition de la nationalité française par des enfants étrangers nés en France devrait faire l'objet d'une demande effective à leur majorité et supposer une information, un choix et l'acceptation des conséquences liées à la citoyenneté française, notamment celles relevant du service national ». Pour sa part, M. Michel Hammon, chargé de mission nationale à l'immigration du RPR, précise, dans son livre *L'autre Cohabitation* (L'Harmattan), que les articles du

code « permettant l'acquisition passive de la nationalité française doivent être révisés », alors qu'il suffit d'appliquer intégralement les articles 69 (justifier de « son assimilation à la société française » pour être naturalisé) et 79 (ne pas avoir été condamné pour certains crimes ou délits). « Une demande, précise M. Hammon, devra être faite par le postulant auprès du gouvernement français, qui statuera. Si la demande doit être obligatoire et les conditions d'attribution de la nationalité précises et strictes, les procédures doivent être clarifiées et accélérées. Cela, en aucune manière, ne saurait être pénalisant, notamment pour les jeunes issus de la deuxième ou de la troisième génération de l'immigration ».

Le Front national réclame une refonte complète du code de la nationalité, par trois sortes de

mesures. D'une part, « supprimer l'accession automatique à la nationalité française », par naissance (art. 23 et 44 notamment) ou sur simple déclaration (art. 37-1 visant le mariage et art. 153 concernant les ressortissants des anciennes colonies françaises, notamment). D'autre part, « appliquer plus strictement la législation sur la naturalisation », celle-ci devant « rester une faveur ». Le Front national estime, en particulier, que « la connaissance de la langue française ne suffit pas : il faut y ajouter celle de la culture et de l'histoire de France et le respect de la loi civile française ». De même, « il sera nécessaire d'élargir les possibilités de perte et de déchéance » de la nationalité. Enfin, le Front national affirme que « les bi-nationaux franco-maghrébins » devraient être contraints d'opter pour l'une des deux nationalités.



PESSIN

Les étrangers à l'étranger

Le Parti communiste ne fait pas état du code de la nationalité dans son programme. M. Claude Billard, membre du bureau politique, déclarait au Monde en novembre dernier : « Acquiescer la nationalité française du fait de la naissance sur le territoire, de la naturalisation ou du mariage est un droit indérogeable. Elle doit découler d'un libre choix. Les restrictions au droit d'acquisition de la nationalité française prévues par la loi et l'extrême droite sont graves et conduisent à une situation d'apartheid. (...) Le PCF combat et combattra ces projets. Faciliter l'accession à la nationalité française pour ceux des immigrés qui le désirent, par des dispositions de naturalisation gratuites et simplifiées, fait partie intégrante de notre action ».

ETATS-UNIS : un test d'anglais et un serment. Toute personne née sur le territoire des Etats-Unis est automatiquement américaine, avec quelques rares exceptions (les enfants de diplomates notamment). La nationalité américaine ne peut être demandée que par une personne entrée légalement aux Etats-Unis avec le statut d'émigrant. La demande de naturalisation peut être faite après cinq années de résidence permanente dans le pays. L'office d'immigration et de naturalisation (INS) est chargé de faire passer un postulant un test d'anglais et de vérifier qu'il connaît les grands principes constitutionnels en vigueur aux Etats-Unis, ainsi qu'un minimum d'histoire du pays. Le postulant doit également avoir montré

qu'il « est une personne de bonne moralité qui croit dans les principes de la Constitution des Etats-Unis, et qui est en faveur du bon ordre et du bonheur des Etats-Unis ». Il s'engage d'ailleurs solennellement à respecter la Constitution et les lois des Etats-Unis au cours d'une cérémonie collective. Ne peut demander la nationalité américaine une personne ayant été membre d'un parti communiste durant les dix années précédentes, sauf si elle l'a été contre sa volonté ou par suite de pressions économiques. Le délai de demande n'est que de trois ans pour toute personne mariée avec un citoyen américain et menant avec lui une vie conjugale. Si les refus de naturalisation sont rares, l'obtention d'un visa d'immigration est, en revanche, difficile, et c'est là le véritable goulet d'étranglement.

ESPAGNE : pas de droit du sol. La législation espagnole est fondée sur le « droit du sang » et non sur le « droit du sol ». Un enfant est considéré comme espagnol si l'un au moins de ses parents est espagnol, quel que soit son lieu de naissance. Par contre, un enfant né en Espagne de parents étrangers sera considéré comme étranger. Un étranger peut demander la nationalité espagnole après avoir résidé au moins dix ans, de manière continue, dans le pays. Ce délai peut être ramené à un an pour les personnes étrangères mais d'origine

espagnole ou nées en Espagne, et pour celles dont le conjoint est espagnol. ROYAUME-UNI : trois catégories de citoyens. C'est le 1<sup>er</sup> janvier 1983 que sont entrées en vigueur au Royaume-Uni les nouvelles dispositions de la législation sur la nationalité, aux termes du British Nationality Act de 1981, qui crée trois catégories de citoyens : citoyens britanniques pour les personnes directement attachées au Royaume-Uni (et les îles anglo-normandes ainsi que l'île de Man) ; citoyens britanniques des territoires « indépendants » et citoyens britanniques d'« outre-mer ». Seule la première catégorie donne le droit de résider au Royaume-Uni sans aucun contrôle des services de l'immigration.

L'enfant né avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983 est « citoyen britannique » s'il est né au Royaume-Uni ou né à l'étranger d'un père britannique. L'enfant né après le 1<sup>er</sup> janvier 1983 est « citoyen britannique » s'il est né au Royaume-Uni d'un parent au moins qui était citoyen britannique au moment de la naissance ou né à l'étranger d'un parent britannique de naissance.

La naturalisation est accordée à condition d'avoir résidé dans le pays depuis au moins cinq ans, d'avoir « bonne réputation », une connaissance suffisante de la langue anglaise (ou galloise ou écossaise) et l'intention de rester étroitement lié au Royaume-Uni. Les personnes venant d'un pays dont la reine n'est

pas un souverain prêtent serment d'allégeance.

BELGIQUE : des droits politiques limités. Selon une nouvelle loi votée en Belgique le 28 juin 1984, les enfants ont, la nationalité belge si l'un de leurs parents est belge. Cette loi favorise les immigrés de la troisième génération : les enfants nés en Belgique d'un parent lui-même né en Belgique acquièrent la nationalité belge si la demande en est faite avant que l'enfant ait douze ans. D'autre part, l'enfant né en Belgique ou qui y a résidé pendant au moins un an avant l'âge de la scolarité obligatoire (six ans) peut devenir belge par option.

Pour pouvoir demander la naturalisation « ordinaire » (qui ne donne pas tous les droits politiques), il faut être âgé de dix-huit ans et avoir fixé sa résidence principale en Belgique depuis cinq ans au moins. Pour pouvoir demander la « grande » naturalisation (droit de vote et éligibilité), il faut, d'autre part, avoir rendu des services importants à la Belgique.

RFA : une seule nationalité. La Constitution de la RFA ne reconnaît qu'une nation allemande. Un ressortissant de RDA peut donc, à sa simple demande, obtenir automatiquement un passeport ouest-allemand. Un étranger peut demander la nationalité allemande après dix ans de séjour dans le pays, mais doit renoncer à son autre nationalité.

Dans le cas d'un mariage mixte, le conjoint non allemand peut demander la nationalité allemande après deux ans de mariage s'il réside en Allemagne, ou trois ans s'il réside à l'étranger. Il doit renoncer à son autre nationalité.

Tout enfant né d'un parent allemand est allemand. Il peut conserver la nationalité de son autre parent. En revanche, le fait d'être né en RFA ne donne pas droit à la nationalité allemande.

SUISSE : dénouer une assimilation. En Suisse, depuis une révision constitutionnelle adoptée par référendum en décembre 1983, l'homme et la femme sont sur un pied d'égalité. Les enfants d'un Suisse ou d'une Suissesse sont suisses dès leur naissance, quelle que soit la nationalité de l'autre parent. Les conjoints de ressortissants helvétiques ne deviennent pas immédiatement suisses, mais se voient accorder des facilités de naturalisation.

Dans l'ensemble, la naturalisation demeure soumise à des règles d'une méticulosité très helvétique. En 1984, la majorité des électeurs avaient refusé une simplification de la procédure pour les jeunes étrangers élevés en Suisse, ainsi que pour les réfugiés et les apatrides.

Pour la naturalisation, il existe autant de régimes différents, c'est-à-dire vingt-sept, que de cantons. Le candidat devra justifier de douze ans au moins de séjour en Suisse, les années entre l'âge de dix et vingt ans comptant double. Ensuite, il devra se soumettre à des enquêtes et à des examens pour prouver qu'il a bien assimilé la mentalité locale.

LES NOUVEAUX FRANÇAIS

	1974	1979	1984
Par naturalisation	23 317	29 428	18 457
Par réintégration	1 083	2 784	2 476
Suite à un mariage	5 984	10 844	10 779
Mineurs nés en France (par déclaration)	5 136	4 170	4 067
Divers (enfants adoptés, etc.)	458	359	292
TOTAL	35 978	46 777	35 571

Source : ministère des affaires sociales.

Ces chiffres n'incluent pas les jeunes nés en France qui acquièrent automatiquement la nationalité française à leur majorité (et que l'Office national d'immigration estimait à 17 000 en 1983). Et il faut évidemment compter à part les enfants d'étrangers qui sont français à la naissance parce qu'un de leurs parents est lui-même né en France (un peu plus de 20 000, selon l'ONI, en 1983).



## ÉDUCATION

## Les grandes écoles devraient élargir leur recrutement

Élargir le recrutement des grandes écoles et des classes préparatoires aux « vives » des filières de bacheliers de technique ; étendre leurs réseaux aux technologies nouvelles. Telles sont les conclusions principales du rapport que M. Josiane Serre, directrice de l'École normale supérieure de Sèvres, vient de remettre au premier ministre, à la demande de M. Chevènement. Si le gouvernement n'a pas eu le temps de prendre position sur ce document remis en *extremis* (mais dont le ministre de l'Éducation nationale a approuvé la plupart des propositions), ses conclusions ont de fortes chances d'inspirer les réflexions des futurs responsables politiques, car elles prennent acte d'évolutions déjà largement en cours et souhaitées par nombre de grandes écoles.

M. Serre avait à répondre aux deux questions suivantes : « Comment accroître les effectifs des grandes écoles, qu'elles dépendent de l'éducation nationale ou d'autres départements, de manière à viser un doublement en dix ans ? Comment diversifier les concours d'entrée aux grandes écoles de manière à permettre aux bacheliers de différentes séries d'y avoir accès ? »

Augmenter les effectifs des grandes écoles n'est pas en soi un objectif nouveau, puisque le nombre d'ingénieurs diplômés par an a triplé en trente ans, passant de 4 000 à 12 000. Les grandes écoles ne sont pas hostiles à poursuivre ce mouvement, mais font deux observations : d'une part, les capacités d'accueil, dans de nombreux cas, ne sont pas suffisantes ; d'autre part, il y a une masse critique à ne pas dépasser, si l'on ne veut pas perdre la « taille humaine » qui fait la spécificité des écoles. C'est pourquoi M. Serre suggère plutôt la création de nouvelles écoles, en particulier dans les technologies nouvelles qui sont imparfaitement couvertes par les établissements existants : informatique, matériaux, transports, énergie, automatique, télécommunications, biotechnologie. Pour les littéraires, elle suggère de créer une grande école de journalisme et un institut du patrimoine et, pour la gestion, d'implanter des écoles dans les régions qui en sont dépourvues, comme l'Alsace.

## Des internats mixtes

Mais M. Serre estime aussi qu'il existe de nombreuses possibilités d'élargir le recrutement dans le système tel qu'il est, en particulier en ouvrant les classes préparatoires et en diversifiant les concours et les voies d'accès aux écoles.

« Finalisation des classes préparatoires... Les jeunes filles ne représentent que 18 % de l'effectif des classes préparatoires scientifiques des lycées. Cette faible proportion est due au poids des traditions dans l'orientation des élèves, mais

**Un rapport remis au premier ministre préconise de créer de nouvelles écoles et d'admettre en classes préparatoires davantage de filles et de bacheliers du technique.**

aussi au fait qu'il existe peu de classes préparatoires mixtes et que les conditions d'accueil des jeunes filles — en particulier à Paris — sont insuffisantes. L'aménagement des locaux, la mixité des internats, la création d'un deuxième foyer, des lycées dans le sud de Paris, permettraient de renverser cette tendance.

« Ouverture aux « techniques »... Certaines écoles ont créé, ces dernières années, un concours particulier pour les bacheliers de technique. Mais cet accès reste très limité et pourrait sans inconvénient être élargi, en particulier pour les écoles de chimie. Les classes préparatoires spécialement créées pour la préparation à ces concours sont peu nombreuses et insuffisamment fréquentées, parce qu'elles sont mal connues et en raison du manque d'interprètes.

Les filles sont pratiquement absentes de ces sections. Un système de bourses (comme cela a été amorcé avec les bourses de la vocation scientifique et technique) devrait les encourager à s'orienter dans cette voie, et une campagne dans les médias devrait montrer qu'elles peuvent réussir dans ces milieux.

Le recrutement des écoles de gestion devrait s'ouvrir davantage aux bacheliers G1, grâce à un enseignement de soutien en mathématiques. « Ouverture des concours... Des efforts récents ont été faits pour diversifier l'origine des candidats aux concours. Il faut les accentuer. Le recrutement des grandes écoles privilégie trop nettement les mathématiques : il faudrait l'élargir à la physique et à la biologie — et donc aux titulaires des bacs D, M. Serre estime que l'augmentation des places à Polytechnique (qui passerait de trois cents à quatre cents élèves par an en 1989) devrait se faire au profit du concours P. (physique) et des mathématiques spéciales-biologie, dont le niveau s'est nettement amélioré ces dernières années.

Le recrutement des bacheliers D devrait être systématiquement encouragé en créant des options au concours dans les écoles agronomiques et de vétérinaires (dans ces dernières, il représentait 23 % seulement des admis), mais aussi dans l'ensemble des grandes écoles scientifiques, pour les encourager à s'orienter vers la biotechnologie. Des cours de soutien en petits groupes permettraient d'améliorer, dans les

classes préparatoires, le niveau des bacheliers D, qui, souvent, n'ont pas les méthodes de travail et la rapidité de conception des bacheliers C. A l'avenir, les concours des écoles d'agronomie et de vétérinaires devraient être adaptés pour que le recrutement soit assuré en majorité par les titulaires du futur bac C 2 (sciences-biologie).

Dans les écoles de gestion, le recrutement devrait s'ouvrir davantage aux bacheliers B et D, moyennant des cours de soutien en mathématiques. Il pourrait également s'étendre, comme le souhaitent les directeurs d'école, aux bacheliers littéraires, en aménageant les concours pour ces candidats, afin de donner plus de poids à la formation générale (histoire, langues) et moins aux mathématiques.

## Recrutements parallèles

De même le recrutement des écoles normales supérieures littéraires pour les concours (lettres-sciences) pourrait être élargi et les concours des ENS Ulm-Sèvres et Saint-Cloud-Fontenay être rapprochés pour que les mêmes élèves puissent tous les passer.

« Recrutement après le DEUG... Certaines écoles ont développé les recrutements parallèles pour les titulaires d'un diplôme universitaire de premier cycle (DEUG), d'un brevet de technicien supérieur ou d'un diplôme universitaire de technologie. Sur 12 700 élèves admis dans une grande école en 1982, 1 770 provenaient de ces filières. Les résultats de cette formule, qui permet de diversifier l'origine des candidats et qui donne des débouchés supplémentaires aux meilleurs étudiants des universités, sont jugés satisfaisants, et l'école supérieure d'électricité par exemple y fait largement appel. Mais certains établissements n'y ont toujours pas recouru, en particulier les plus prestigieuses comme Polytechnique, Normale supérieure et l'ESSEC. M. Serre leur suggère

de le faire. Elle estime également que ce mode de recrutement pourrait être développé dans les écoles d'agronomie et de vétérinaires.

Elle estime qu'il faut encourager les universités à mettre sur pied leurs propres préparations aux grandes écoles, comme cela existe à Orsay pour les ENSI ou à Dauphine pour HEC. Cette formule permet d'augmenter le pourcentage des filles — plus nombreuses dans les universités que dans les classes préparatoires.

« Ouverture sur la recherche... MS à part quelques cas prestigieux, la recherche n'est guère présente dans les grandes écoles. Cela manque dans la formation des futurs cadres, mais c'est aussi une source de déception pour de nombreux élèves qui trouvent l'enseignement trop scolaire et insuffisamment stimulant sur le plan intellectuel.

Le développement de la recherche permettrait d'attirer dans les écoles d'autres types d'étudiants et de recruter des étudiants après la maîtrise, au niveau du doctorat, ce qui commencerait à se faire mais de façon limitée (470 l'ont été en 1982).

« Equivalences prépa-DEUG... L'autonomie des universités a en

comme conséquence fâcheuse qu'il n'y a plus d'équivalence automatique entre les bacheliers des classes préparatoires et le premier cycle universitaire. Chaque cas est étudié par l'université au vu du dossier du candidat. Il en résulte des différences de traitement d'un établissement à l'autre et un sentiment d'insécurité chez les élèves de prépa, qui ne sont jamais sûrs de pouvoir poursuivre des études universitaires de second cycle s'ils échouent aux concours ou s'ils ont plus envie de faire une grande école. C'est pourquoi M. Serre propose un système de « convention-type » entre les lycées et les universités qui clarifierait les règles du jeu. Les élèves des prépas s'inscriraient à l'université, mais seraient dispensés des cours. Un avis motivé du lycée nous donnerait l'équivalence du DEUG, l'université pouvant demander à l'élève de passer, après la période des concours, des examens complémentaires sur des sujets qui n'auraient pas été traités au lycée.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

## A VOIR

## SUR FR 3

## La seconde école

Ils passent plus de temps aujourd'hui devant la télévision qu'à l'école. Trente heures par semaine en moyenne, contre vingt-cinq heures de classe ! Un véritable cours parallèle, une seconde éducation : impossible aujourd'hui d'arracher vos enfants à ce flot d'images, de sons, de messages, déversés chaque jour. Un raz de marée qui vous inquiète parfois. Faut-il lutter pied à pied, laisser faire, discuter ensuite ? Les enfants ne risquent-ils pas d'être abrutis par le petit écran, de perdre le sens des réalités, des valeurs ?

Le magazine « *Vendredi* » et le *Nouvel Observateur* avec la concours de Médiascopie, ont cherché à savoir. Leur étude permet de remettre en place quelques idées reçues, de réfléchir sur la façon dont les enfants et les adultes reçoivent la télévision. Surprise... Jean-Charles Elie, Laurent Sabatier et Dominique Cofone ont filmé en janvier une classe de CM 2 dans le quinzième arrondissement à Paris. « Une classe moyenne », qu'ils ont choisie parce qu'on y retrouvait des milieux socioculturels différents et des instituteurs pluridisciplinaires, ils ont projeté des images de pub, des vidéos, clips, des extraits de journaux

télévisés, etc., à trois groupes au même temps : aux enfants (du onze ans), à leurs parents, à leurs instituteurs. Muni d'un boîtier doté d'une manette, chacun réagit en notant les images, est invité ensuite à critiquer. On demande aux adultes d'imaginer, en plus, la réaction des enfants.

La plus surprenante n'est pas de voir que ceux-ci se trompent, mais que les enfants sont plus lucides, que leurs jugements sont plus pointus, précis. Ils vont directement au fond, ils parlent faiblesse, guerre économique, mort du dollar ou femme-objet... Les Moralistes, les « un peu choqués » par la Playmate de « *Cocoricocoby* », mais constatant que « c'est parce que c'est bête » que l'émulsion de Collier est « vraiment marrante » le déçoignent le pourquoi et le comment, savent que les journalistes exagèrent parfois. Ils ont une étonnante maîtrise des codes et du langage audiovisuel. Une émission-miroir, sévère pour les adultes, à regarder pour apprendre.

CATHERINE HUMBLLOT.

« *Vendredi* : l'Enfant-télévision », le 14 mars, FR 3, 21 h 30.

## Les lycées en poche

Plusieurs PDG, deux professeurs au Collège de France, un grand mathématicien, un éminent juriste, un journaliste célèbre et même un ministre figurent parmi les personnalités choisies par M. Chevènement pour présenter sa réforme des lycées dans l'ouvrage intitulé *Les Lycées demain*. Ce livre de poche complète la collection des quatre volumes déjà publiés par l'éducation nationale depuis 1985. Contrairement aux précédents volumes, il ne comporte pas de nouveaux programmes. Ceux-ci ne seront pas prêts avant l'été (classe de première) et pas avant 1987 pour les terminales. Le livre décrit les huit nouvelles séries qui mèneront, à partir de la rentrée 1987, au baccalauréat de l'enseignement général, et la mise en place de nouveaux baccalauréats professionnels et technologiques.

Il réunit l'ensemble des déclarations ministérielles fixant les axes de la réforme : diversification des voies de la réussite par la création de nouveaux pôles d'excellence, multiplication des filières restructurées sur des matières fortes et des débouchés professionnels ; revalorisation des séries littéraires et économiques ; création des baccalauréats professionnels. M. Chevènement précise la double mission qu'il assigne au lycée : former à « l'esprit critique et à l'autonomie de pensée », mais aussi « répondre aux besoins de l'économie et de la société ».

« *Les Lycées demain*, les nouveaux baccalauréats présentés par M. Jean-Pierre Chevènement, Roland Carraz, Georges Bessis, José Bidegain, Pierre Chauvaud, François Dalle, Pierre Desgranges, Jack Lang, Jacques-Louis Lions, Jacques Ruffié, Laurent Schwartz, Georges Vedel. CNPDP-Livre de poche.

## ESPACE

## La Nasa renonce au « tout navette »

La NASA admet enfin que les navettes ne sont pas les « bonnes à tout faire », comme elle l'a si longtemps prétendu. M. William Graham, administrateur provisoire, vient d'indiquer qu'« un *conventeur* est en train de s'établir » au sein de l'administration Reagan pour recourir à des lanceurs « consommables » pour certains lancements de satellites. M. Graham explique cette conversion par l'interdiction pour un an au moins des vols de navettes. Cette conversion était affichée de longue date par le Pentagone et par des succès commerciaux d'Ariane à l'option « tout navette » de la NASA. Des firmes privées vont être encouragées à offrir leurs services de lancement. Certaines en ont déjà proposé, sans grand succès car leurs fusées sont peu compétitives en face d'Ariane : elles n'ont pas été améliorées puisque la NASA se désintéressait des recherches sur les lanceurs. Ces firmes devraient donc recevoir l'aide qu'elles réclament, l'objectif officiellement avoué étant de ne pas laisser l'énorme marché américain des lancements de satellites au seul lanceur européen.

« RECTIFICATIF... Un mot omis dans notre édition du 13 mars a fait écrire que le ministre de la recherche avait proposé de nommer M. Jean-Pierre Chevillet directeur général du CNRS. Il fallait lire « directeur général délégué », auprès de M. Pierre Papon qui est, et devait, selon le ministre, rester, directeur général de l'établissement.

## MÉDECINE

## UNE ÉTUDE AMÉRICAINE

## L'exercice physique, clé de la longévité

« Si chaque Américain faisait régulièrement de l'exercice physique, l'impact serait en termes de santé publique le même que si l'on parvenait à éliminer le cancer. » Cette déclaration du docteur Ralph S. Paffenbarger (Université de Stanford) illustre l'importance de l'étude qu'il vient de conduire pendant près de vingt ans sur 18 938 anciens élèves de Harvard (1). Tous étaient entrés dans le registre université entre 1916 et 1950 et avaient été régulièrement suivis sur un plan médical jusqu'en 1978. A cette date, 1 413 étaient décédés.

On s'en doutait : la pratique régulière d'un exercice physique permet d'augmenter sensiblement l'espérance de vie. Ainsi, ceux qui parcourent d'un pas rapide environ 15 kilomètres par semaine ont un taux de mortalité diminué de 21 % par rapport à ceux qui se contentent de 5 petits kilomètres hebdomadaires. C'est lorsque la dépense énergétique atteint environ 3 500 kilocalories

par semaine — soit l'équivalent hebdomadaire de 6 à 8 heures de vélo ou de tennis — que le bénéfice est le plus important en termes d'accroissement de la longévité.

Ces ceux qui, durant toute leur scolarité, ne faisaient pratiquement pas de sport, se rassurent : il n'est jamais trop tard pour s'y mettre (progressivement) et pour en tirer des bénéfices. Cela vaut d'ailleurs mieux que d'avoir été un jeune sportif et de devenir par la suite un sédentaire.

Les fumeurs invétérés trouveront également dans cette étude de quoi se rassurer : ceux qui fument plus d'un paquet de cigarettes par jour peuvent réduire leur taux de mortalité d'environ 30 % à condition de parcourir régulièrement 32 kilomètres par semaine à la marche. Même chose pour les hypertendus sportifs qui, par rapport aux hypertendus sédentaires, abaissent leur taux de mortalité de près de 50 %

en effectuant leurs 30 kilomètres hebdomadaires.

Tous les sports n'ont pas la même efficacité : si la marche, le course à pied ou le vélo se révèlent particulièrement bons pour la santé, des sports plus vigoureux comme le squash, lorsqu'ils sont pratiqués intensément (plus de trois heures par semaine) peuvent, à la longue, être moins profitables pour la santé des pratiquants.

Selon les médecins américains, l'exercice physique modéré et régulier serait donc la clé, du moins une des clés de la longévité. « C'est parce que vous êtes actifs que vous êtes en bonne santé », a déclaré le docteur Paffenbarger. Et non pas l'inverse.

F. N.

(1) Cette étude est publiée dans le *New England Journal of Medicine* du 6 mars.

## SPORTS

## FOOTBALL

## Interregne à l'Olympique de Marseille

## De notre correspondant

Marseille. — M. Jean Carriou, président du comité directeur de l'Olympique de Marseille (OM), a annoncé, mercredi 12 mars, sa décision de démissionner de son poste de président du comité de gestion de l'équipe professionnelle du club. Cette démission était implicitement prévue par le protocole d'accord signé le 20 février dernier avec le groupe Tapie.

La décision de M. Carriou, d'autre part, entend rester président du comité directeur du club, paraissant inéluctable. Agacé par la polémique incessante entre le président de l'OM et le tandem Tapie-Hidalgo, le maire de Marseille a pris

la décision de cesser d'aider financièrement le club.

L'assemblée générale de l'OM, fixée au 12 avril prochain, prévoit la cooptation de nouveaux membres en quantité suffisante pour que le groupe Tapie prenne la majorité au comité de gestion. Elle risque d'être mouvementée, dans la mesure où les statuts actuels de l'OM prévoient que le président du comité de gestion est aussi, de fait, le président du comité directeur, et où les relations personnelles entre M. Jean Carriou et M. Michel Hidalgo sont très tendues. Parant de l'actuel président, Bernard Tapie a déclaré : « Ma seule conviction est que lorsque je serai à l'OM Jean Carriou n'y sera plus ».

JEAN CONTRUCCI.

« BASKET-BALL : Coupe d'Europe... Pour son dernier match de phase finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, le Cercle sportif Saint-Pierre de Limoges a été battu, mercredi 12 mars à domicile, par Zagreb (106 à 95). Les Français terminent sixièmes et derniers avec une victoire pour neuf défaites.

« FOOTBALL : championnat d'Europe espoirs... En match aller des quarts de finale du championnat d'Europe des espoirs de moins de vingt et un ans, l'Espagne a battu la France par 3 à 1, mercredi 12 mars à Auxerre.

« TENNIS : Tournoi de Metz... Les Français Guy Forget et Olivier Delaize ont été éliminés, mercredi 12 mars, au deuxième tour du tournoi de Metz, doté de 85 000 dollars, respectivement par l'Américain Bradrick Dye 7-6, 4-6, 6-1 et par le Suédois Jorgan Windahl 6-1, 7-5.

« SKI ALPIN : Coupe du monde... Le Yougoslave Rok Petrovic a remporté, mercredi 12 mars, le slalom de Heavenly Valley devant le Suisse Pirmin Zurbriggen et le Suédois Ingemar Stenmark. Le Yougoslave s'assure ainsi la victoire dans la Coupe du monde de slalom. La Suisse Erika Hess a gagné le slalom de Park City devant la Tchèque Charvota et la Française Perrine Chauvin.

## Les trente-trois nouveaux départements d'IUT

Le gouvernement vient d'arrêter la liste des trente-trois départements d'instituts universitaires de technologie qui vont être ouverts d'ici à 1990, pour permettre l'augmentation de 50 % le flux des étudiants dans ces établissements, comme cela a été décidé par la loi-programme sur l'enseignement technologique et professionnel du 23 décembre 1985.

MARSEILLE : génie thermique, CREIL : deux départements : génie électrique, un département textile. GUYANE : deux départements : électrique, génie chimique. BELFORT : organisation et gestion de la production. BORDEAUX : transport et logistique. PAU : statistiques et traitement informatique des données. CHERBOURG : deux départements : génie électrique, techniques de commercialisation.

## M. MICHEL GARNIER

## PRÉSIDENT

## DE L'UNIVERSITÉ PARIS-VI

M. Michel Garnier, professeur d'électronique, vient d'être élu président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) au premier tour de scrutin, par 99 voix sur 128 votants. Il remplace M. André Astier, qui avait été élu en mars 1982 et avait démissionné le 10 mars 1986.

[M. Garnier est né en 1935 à Saint-Christophe-sur-le-Nais (Indre-et-Loire). Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de physique, assistant à la faculté des sciences de Paris en 1960, il devient maître de conférences, en 1967, à la faculté des sciences d'Orléans, puis, en 1971, à l'université Pierre-et-Marie-Curie, où il est professeur d'analyse mathématique. Depuis 1980, il dirige l'unité de formation et de recherche d'applications de la physique et était vice-président du conseil scientifique de l'université.]

ALENÇON : génie mécanique. CLERMONT-FERRAND : maintenance industrielle. CRETEIL : génie chimique. LE CREUSOT : un département textile. DIJON : génie civil. ANNECY : organisation et gestion de la production. VALENCE : informatique. LENS : gestion des entreprises et des administrations. SAINT-FONS : génie chimique. LONGWY : gestion des entreprises et des administrations. METZ : génie électrique. ANGERS : techniques de commercialisation. LE MANS : génie électrique. CHARTRES : deux départements : génie électrique, un département textile. ANGOULÊME : génie électrique. LORIENT : techniques de commercialisation. SAINT-BRIEUC : maintenance industrielle. ROUEN : deux départements : entreprises et des administrations. TARBES : génie mécanique. CERGY-POISSONNIE : organisation et gestion de la production. SAINT-QUENTIN : EN-YVELINES : génie chimique.

Il faut ajouter à cette liste les onze départements qui restent à ouvrir, en application du schéma directeur de développement des IUT de 1983 :

BORDEAUX, SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, TOULOUSE : génie électrique. CAEN : génie mécanique. CORTE, AIX-EN-PROVENCE, AMIENS : biologie appliquée. DUNKERQUE : génie thermique. MARNE-LA-VALLÉE : informatique, gestion des entreprises et des administrations. MULHOUSE : transports et logistique.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## SOCIÉTÉ

### L'EXTENSION DE L'UNION LIBRE EN FRANCE

#### Deux millions de concubins

Si la «cohabitation» vient seulement d'entrer dans le vocabulaire politique, elle occupe les sociologues depuis déjà un bon moment. On savait l'union libre de plus en plus répandue en France, mais voici qu'un cap symbolique est franchi : selon une étude de Pierre-Alain Audirac, démographe à l'INSEE, les concubins forment désormais un million de couples (1).

D'année en année, les Français se marient moins et divorcent davantage. Un nouveau record négatif vient ainsi d'être battu : seules 273 000 unions ont été scellées en 1985 devant maire et souvent notaire. C'est la troisième baisse consécutive depuis 1972 et le niveau le plus bas (en temps de paix) depuis le début du siècle.

#### Avantages fiscaux

Un million d'unions libres, est-ce vraiment beaucoup ? Proportionnellement, le chiffre peut paraître modeste : la France compte, après tout, plus de douze millions de couples mariés. Mais, pour prendre la mesure du phénomène, il faut examiner les statistiques par tranches d'âges. Si l'union libre n'a progressé que modérément chez les plus de trente-cinq ans, elle a fait un véritable bond chez les plus jeunes. En 1985, on comptait 67 000 mille couples non mariés de moins de trente-cinq ans. Leur nombre a atteint 589 000 mille en 1985.

« Les cohabitants ne sont plus des marginaux », constate Pierre-Alain Audirac. L'union libre progresse, en effet, dans tous les milieux. Même à la campagne, où la transmission du patrimoine reste essentielle. Et même parmi les Maghrébins : chez les Algériens de vingt à vingt-quatre ans, le taux de célibat est passé de 44 % en 1975 à 70 % en 1982, et leur taux de cohabitation hors mariage est, curieusement, le triple de ce-

lui des Marocains et des Tunisiens.

Les habitants du nord de la France restent les plus attachés au mariage. A Paris, en revanche, l'union libre bat tous les records : parmi les hommes de moins de vingt-cinq ans vivant en couple, il y a désormais plus de concubins que d'époux.

Les raisons du phénomène se devinent aisément. Inutile d'insister sur la contraception, qui permet à d'innombrables couples de ne pas « devoir se marier ». Aujourd'hui, beaucoup de jeunes ne voient pas la nécessité de passer par la mairie, en tout cas au début de leur union, tant qu'ils n'ont pas d'enfants. D'autre part, il y a une réticence grandissante à prendre un engagement définitif : on n'est pas sûr de soi ni d'ailleurs de son emploi. Les mariages à l'essai se multiplient, et les familles s'y résignent de plus en plus. Enfin — et c'est capital — le travail féminin rend les femmes plus indépendantes, leur permet de rester célibataires ou de divorcer.

Faut-il ajouter que l'union libre peut procurer des avantages fiscaux appréciables ? C'est surtout vrai, pour certains niveaux de salaires, dans le cas où les deux conjoints travaillent avec des revenus identiques. Les concubins peuvent faire, en effet, des déclarations séparées et se répartir les enfants. Ils bénéficient alors de doubles abattements et de doubles déductions.

#### Moins de couples

Les couples non mariés n'ont toujours pas d'existence juridique. D'où une certaine insécurité en cas de conflits, de garde d'enfants, d'héritage, etc. Mais les mairies délivrent à ceux qui le demandent un « certificat de concubinage » ou une « attestation d'union libre ». Ce document leur permet de bénéficier du statut de couple vis-à-vis des organismes

sociaux et de réductions dans les transports publics.

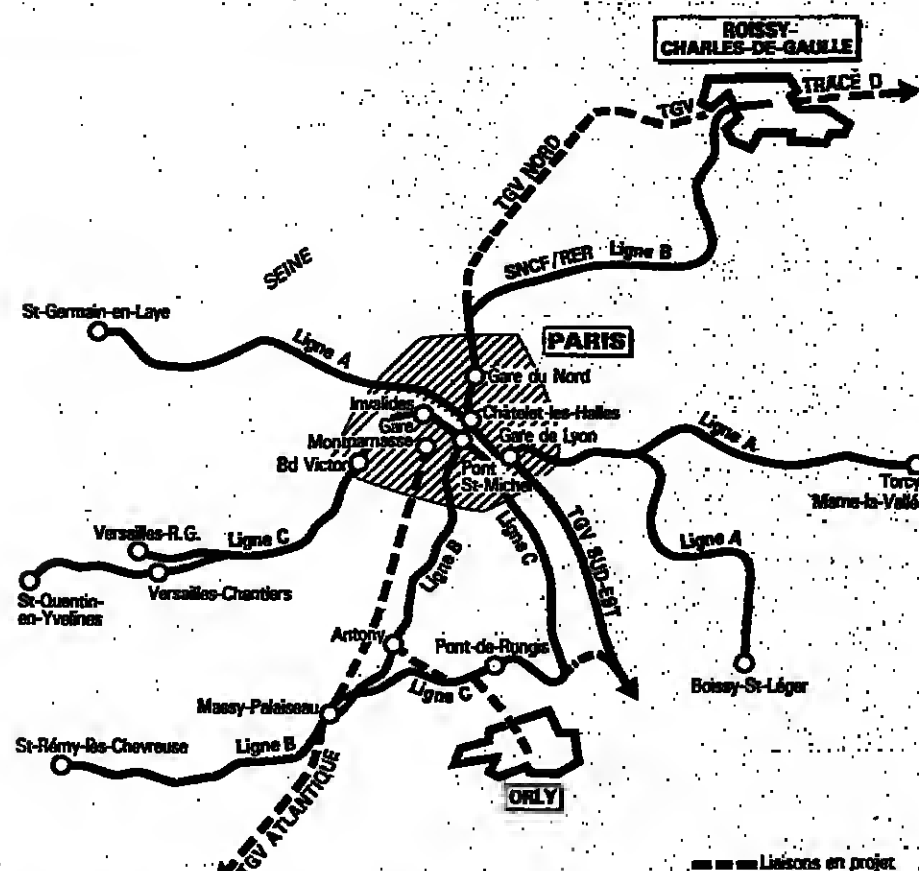
Les concubins ressemblent de plus en plus aux époux, avec notamment le même écart d'âge entre homme et femme. Est-ce à dire que l'union libre grignote progressivement le mariage, ou remplace les premières années de la vie conjugale ? On serait tenté de l'affirmer si Pierre-Alain Audirac ne faisait un autre constat, plus troublant : la France ne connaît pas seulement « une crise du mariage » mais « une crise du couple ». En effet, l'augmentation numérique des unions libres est loin de compenser la diminution des mariages. Et le « déficit » se creuse : 45,5 % des hommes de vingt-quatre ans vivaient en couple en 1975 ; ils n'étaient plus que 41 % en 1982. Une conséquence du chômage ? Apparemment pas, puisque le même déficit se vérifie chez ceux qui ont l'emploi le plus stable : les fonctionnaires de vingt-quatre ans.

La raison pour laquelle cette souffrance, volontaire ou subie, gagne du terrain reste à expliquer. On peut risquer une hypothèse : des jeunes qui habitent plus longtemps que jadis chez leurs parents — parce qu'ils font des études plus longues ou parce qu'ils ne trouvent pas de logement ou d'emploi — auraient un compagnon ou une compagne avec qui ils ne vivraient pas en permanence sous le même toit. Ce ne serait pas une crise du couple mais... une crise de la cohabitation. Mais alors, qu'est-ce qu'un couple ? Des unions intermittentes ou provisoires exigeraient peut-être une nouvelle définition.

ROBERT SOLÉ

(1) Economie et statistiques, revue de l'INSEE, n° 185, février 1986.

### La desserte ferroviaire des aéroports parisiens sera améliorée



Les pouvoirs publics vont charger un groupe de travail interministériel de proposer une solution définitive à la desserte des aéroports parisiens par les transports en commun. Jusqu'à présent, la SNCF rechignait à améliorer les liaisons entre la capitale et l'aéroport d'Orly pour ne pas avantager son principal concurrent, Air Inter.

L'extension du réseau de train à grande vitesse (Atlantique et Nord) ayant amené à décider des créations de gares à Massy-Palaiseau (Essonne) et à Roissy-Charles-de-Gaulle, la SNCF accepte désormais d'envisager des améliorations

substantielles à la desserte des plates formes aériennes.

Le groupe de travail sera composé de représentants des compagnies aériennes françaises, de la SNCF, de la RATP, des élus de la région, d'aéroports de Paris et des administrations concernées. Il devra trancher entre les solutions en présence depuis plusieurs années.

#### PARIS-ORLY

Par la ligne RER C : cette solution qui a la préférence de l'administration consisterait à construire une voie ferrée entre les aéroports d'Orly et la ligne RER-SNCF C. Les trains rejoindraient les gares d'Austerlitz, Saint-Michel et Invalides avec des correspondances pour la porte Maillot et la vallée de Montmorency. Le report du trafic en provenance du Sud-Ouest sur la gare Montparnasse, où arrivent les TGV, permettrait de faire circuler vers la gare d'Austerlitz des trains directs pour l'aéroport d'Orly. Le gain de temps serait de sept minutes. Il n'y aurait plus de rupture de charge à la gare de Pont-de-Rungis. En revanche, les passagers en transit entre Orly et Roissy devraient changer à Saint-Michel. Coût : 500 millions de francs (1984) pour le prolongement de la voie et la construction d'une gare située entre les aéroports « Sud » et « Ouest » ; 800 millions de francs si chaque aéroport dispose d'un arrêt.

Par la ligne RER B : la nouvelle voie ferrée de l'aéroport rejoindrait également la ligne C, mais elle la quitterait immédiatement pour se brancher à la hauteur d'Antony (Hauts-de-Seine) sur la ligne B du RER. L'avantage de cette solution tient à la continuité en résultant pour les 200 000 passagers qui se rendent chaque année d'Orly à Roissy. Son coût est plus élevé de 750 millions de francs que la variante par la ligne B.

Par le prolongement de la ligne de métro n° 7 : soit le métro classique jusqu'aux aéroports (coût : 1,7 milliard de francs), soit au

métro automatique de type VAL ou Aramis construit le long de la route nationale 7 depuis la station Villejuif-Louis-Aragon (coût : 1 milliard de francs). Le coût, la rupture de charge et la basse vitesse de cette formule semblent la disqualifier.

Par le bus : une amélioration concomitante de la desserte d'Orly par les bus de la RATP est vraisemblable. Le succès d'Orly-bus, qui relie la place Denfert-Rochereau aux aéroports en vingt minutes en moyenne, permet d'envisager trois lignes : 215 (Denfert-Orly sans arrêt), 216 (Denfert-Orly avec arrêt en banlieue) et 315 (Villejuif-Orly). Un couloir pourrait être réservé aux bus sur l'autoroute du Sud (coût : 45 millions de francs), mais, risquant de perturber la circulation.

#### Paris-Roissy-Charles-de-Gaulle

La gare du RER B-SNCF est mal située, car elle oblige les passagers à emprunter un car dans l'enceinte de l'aéroport.

Un prolongement de la ligne B à l'aéroport 2 pourrait être construit de façon à supprimer la rupture de charge (coût : 400 millions de francs). L'aéroport 1 serait alors desservi par un métro automatique type VAL ou Aramis.

Par la TGV-Nord. Deux variantes possibles : le principe d'une gare TGV à l'aéroport Charles-de-Gaulle était acquis : soit l'arrêt sera commun avec le terminus actuel de la ligne B (coût : 800 millions de francs), soit il sera construit sous l'aéroport 2 (coût : 1,5 milliard de francs).

Ces projets laissent espérer une substantielle amélioration des transports en commun entre Paris et ses aéroports, ce qui permettra à ceux-ci de supporter la concurrence les autres plates-formes européennes nettement mieux loties de ce point de vue.

ALAIN FAUJAS.

## RELIGION

### CONVOQUÉS AU VATICAN

#### Les évêques brésiliens s'expliquent avec le pape

A quelques jours de la publication d'un nouveau document, annoncé comme « positif », sur la théologie de la libération, se tient à Rome, du jeudi 13 au samedi 15 mars, une réunion exceptionnelle autour du pape de l'épiscopat brésilien. Celui-ci sera représenté par ses six cardinaux, les présidents de la conférence nationale des évêques (CNBB) et des quatorze régions de l'Eglise brésilienne.

Dans cette Amérique latine qui représente 40 % de la population catholique mondiale, l'Eglise du Brésil joue un rôle de locomotive. Sa carte de visite est à la taille du pays : 90 % de baptisés pour 130 millions d'habitants ; 221 diocèses ; 377 cardinaux, archevêques et évêques, soit de loin le plus gros épiscopat du monde.

Ce « sommet » autour du pape est sans précédent. A ceux qui faisaient le rapprochement avec le synode spécial de l'Eglise de Hollande en 1980, le cardinal Casaroli, secré-

taire d'Etat du Vatican, a répliqué, le 21 février dernier, qu'il s'agissait seulement d'une « rencontre informelle » et d'un « dialogue fraternel ».

L'ordre du jour officiel fait penser à une visite de routine : examen du « directoire » de la messe dans certaines communautés populaires ; collaboration œcuménique et place des protestants dans les facultés catholiques de théologie ; lancement, soutenu par cent quinze évêques, d'une nouvelle collection, « Libération et théologie », par les deux plus gros éditeurs catholiques du pays.

#### L'affaire Boff

Le contentieux est plus large qu'il n'y paraît. Il prend même parfois un tour passionnel. Le cardinal Paulo Arns aurait menacé de démissionner après la « visite canonique » effectuée en juin 1984 au grand séminaire de São-Paulo par le cardinal allemand Höfner. Le rapport envoyé à Rome, qualifié au Brésil de

« pessimisme » (« mauvais »), demandait le renvoi de professeurs progressistes.

La tension entre l'épiscopat brésilien et Rome date surtout de l'affaire Boff. Et plus précisément du 9 mai 1985, jour où le théologien brésilien Leonardo Boff, auteur d'un livre contesté, *Eglise, charisme et pouvoir*, a été invité à l'abstention de toute déclaration publique par la Congrégation vaticane pour la doctrine de la foi. Dans un pays sortant de vingt ans de censure militaire, cette sanction a créé un réel malentendu. Dix évêques brésiliens l'ont publiquement désavoué.

Dès le jour de sa convocation à Rome devant le cardinal Ratzinger, le 7 septembre 1984, le théologien brésilien avait été assisté par trois cardinaux de son pays, et pas un importeur lesquels : Ivo Lorscheider, président de la conférence épiscopale, Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, et Paulo Arns, ces deux derniers étant franciscains comme lui.

De même, s'il a approuvé la condamnation, le 20 mars 1985, de quatre thèses jugées « insoutenablement dangereuses » du Père Boff (qui s'est lui-même soumis), l'épiscopat brésilien a déclaré le 11 juillet, à l'issue d'une rencontre avec le cardinal Ratzinger : « Le cas Boff n'a rien à voir avec la théologie de la libération ».

Il ne fait pas de doute que la hiérarchie brésilienne demandera à nouveau des éclaircissements, en particulier sur la durée de la peine de silence qui frappe le théologien, prévue « pour un temps convenable ».

#### Une Eglise sans prêtres

L'inquiétude du Vatican tient sans doute moins aux choix politiques de l'épiscopat brésilien, qui mène depuis plusieurs années campagne en faveur d'une vaste réforme agraire et d'une révision constitutionnelle, qu'à la conférence doctrinale d'une Eglise où l'engagement ecclésiastique est faible et divisé.

Les vocations ont très nettement augmenté depuis 1980, mais l'Eglise brésilienne reste une Eglise sans prêtres : au début des années 80, ils n'étaient que cent trente mille (soit un prêtre pour dix mille habitants),

dont la moitié d'origine étrangère. La formation des prêtres devient un enjeu capital, et l'on comprend l'irritation de Rome devant la présence de protestants dans les facultés de théologie ou le maintien de prêtres mariés en place dans l'enseignement, la catéchèse ou les aumôneries.

L'épiscopat lui-même est divisé. Des nominations sont contestées par le camp progressiste, comme celle du successeur au siège de Recife, dans le Nordeste, de Don Heider Camera, Mgr Juse Cardus Sobrinho, ancien professeur de droit canonique à Rome et procureur général des Carmes.

Mécontent par le cardinal Egenio de Araújo Sales, archevêque de Rio-de-Janeiro, adversaire déclaré de la théologie de la libération, le courant conservateur vise la présidence de la puissante conférence nationale des évêques (CNBB) : celle-ci est dominée depuis 1971 par des hommes comme les cousins Lorscheider et Lorscheider (2), qui ont beaucoup compté dans la définition de l'option préférentielle pour les pauvres, devenue celle de toute l'Eglise latino-américaine et même de l'Eglise universelle, si l'on en croit le rapport final du dernier synode extraordinaire de Rome.

HENRI TINOCO.

(1) DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine), 7 novembre 1985.

(2) Le cardinal Aloisio Lorscheider vient de publier en France au Centurion : *Artisan des pauvres*, 135 pages, 74 F.

## ENVIRONNEMENT

### Feu vert pour une mine d'uranium en Lozère

Un arrêté préfectoral du 3 mars autorise la compagnie française Mokta, filiale du groupe Imetal, à exploiter à ciel ouvert une mine d'uranium sur la commune de Boudons (Lozère), proche des gorges du Tarn, dans la zone périphérique du parc national des Cévennes. Mais l'uranium extrait ne sera pas traité sur place, afin d'éviter le rejet dans le Tarn des effluents chargés de sul-

fate de soude et de magnésie. Il sera acheminé par camions jusqu'à l'usine de traitement installée au Cellier, près de Langogne (Lozère). Estimant que cette mine à ciel ouvert est une atteinte à l'environnement (le Monde du 11 avril 1984), les associations vont déposer un recours contre l'arrêté préfectoral devant le tribunal administratif de Montpellier. (Corresp.)

**Le Monde**  
dossiers et documents

DEUX DOSSIERS

**LE SIDA**

**LA BOURSE**

DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

MARS 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 7 F

**A VENDRE**  
SOCIÉTÉ AMÉRICAINNE  
NOUVELLEMENT CONSTITUÉE  
TOUTES ACTIVITÉS AUTORISÉES  
PRÉF. 4.500 \$  
DOMICILIATION FLORIDE  
PAYABLE FRANCS FRANÇAIS  
TEL. 16.1 47.42.05.40 H de B



AUX ASSISES DE PARIS

# Amadeo Milone est condamné à douze ans de réclusion criminelle

Après une délibération de deux heures et quart, la cour d'assises de Paris, présidée par M. Xavier Vergin, a condamné, mardi 12 mars, Amadeo Milone à douze ans de réclusion criminelle. Elle l'a déclaré coupable du meurtre de l'antiquaire François Laroche, ainsi que du vol avec arme qui avait accompagné ce crime, le 27 juin 1980, dans l'appartement de la victime, 3, rue François-I<sup>er</sup> à Paris. Cependant, elle lui a reconnu de plus larges circonstances que celles consenties par l'avocat général, M. Henri Salado, qui avait requis une peine « de l'ordre de quinze ans ».

M. Thierry Herrog et Jean Louis Pelletier s'étaient employés, pour leur part, à plaider avec ardeur et véhémence un acquittement qui, à leurs yeux, devait s'imposer « en raison des incertitudes et des doutes qui entourent cette affaire ». Il est vrai que personne n'avait pu établir le mobile du crime et le représentant du ministère public l'avait admis tout le premier en déclarant qu'il ne pouvait dire dans quelles conditions Milone avait tiré. Était-il venu uniquement pour voler ? Entendait-il extorquer un chantage sur la victime ? La drame avait-il pu avoir comme origine des propositions de rapports secrets de la part de François Laroche ? Autant de questions sans réponses.

Quoi qu'il en soit, l'arrêt rendu met vraisemblablement un terme définitif à une affaire qui occupait la justice depuis le mois de juin 1980. Il avait fallu annuler tous les actes accomplis jusqu'en 1982 par M. Roger Daniellu, magistrat, dont la nomination au poste de juge d'instruction se trouvait administrative-ment entachée d'illégalité et devait être déclarée telle par le Conseil d'Etat.

De cette annulation étaient nées les difficultés. Milone, qui pensait en tirer bénéfice, en obtenait ainsi une mise en liberté d'office, avait opposé ensuite son silence à toutes les questions de M. Jean-Louis Debré, juge d'instruction chargé de

repréparer le dossier, et qui l'avait donc inculqué de nouveau. Et comme en application de l'article 173 du code de procédure pénale, personne ne pouvait plus invoquer la procédure annulée, on était arrivé à un premier procès qui avait dû être renvoyé après que l'un des avocats des parties civiles eut fait état, non de procès-verbaux annulés, mais d'articles de presse qui avaient relaté des aveux passés par Milone devant la police.

Ce renvoi, décidé sous la présidence de M. André Giresse, devait être suivi d'un second renvoi en novembre 1985, cette fois faute de défenseur. C'est à cette occasion que M. Giresse avait parlé « des avocats du milieu qui entendent faire la loi dans les prétoires et choisir leurs juges ». Finalement, M. Giresse

ayant, par la même occasion, annoncé son départ de la magistrature, la situation pour le troisième procès se trouvait singulièrement ouverte.

On l'a d'ailleurs bien senti tout au long des trois journées du débat final qui, sous la houlette, cette fois, de M. Versini, n'ont donné lieu à aucun heurt véritable. La peine de douze ans de réclusion criminelle qui a été prononcée n'est pas de celles qui pourraient inciter Milone et ses défenseurs à prolonger le combat. Détenu depuis près de six ans, Amadeo Milone peut espérer maintenant une libération conditionnelle dans deux ou trois ans, et préférer cette perspective aux atermoiements en cassation que, mercredi soir, ses avocats, pour leur part, s'envisaient nullement.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## LES MÉSAVENTURES DU RAPPORT DU GÉNÉRAL BOYÉ

### Du bon usage du « secret défense »

« Le document de commandement auquel vous faites allusion n'a pas lieu d'exister. » Telle est la surprenante réponse qui fut faite par la direction générale de la gendarmerie nationale à l'un des protagonistes de l'affaire des Irlandais de Vincennes, qui demandait communication du rapport du général Boyé, classé « secret défense », dont nous avons publié dans ces colonnes les principaux passages (le Monde du 6 mars).

Le 11 septembre 1985, en effet, le commandant Jean-Michel Beau, inculpé de subordination de témoin dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, où il avait converti les feintes de procédure commises, demande une « copie » de ce rapport « sur la base duquel le ministre de la défense », estime-t-il, a été amené à le suspendre de ses fonctions à la section de recherche de Paris durant l'été 1983. Le 18 octobre, il reçoit cette réponse courtoise, signée par le général Niviet, sous-directeur du personnel à la direction de la gendarmerie.

Or un message télex, adressé, le 13 juin 1983 par M. Charles Hernu à toutes les brigades de gendarmerie, mentionne bien ce rapport « qui n'a pas lieu d'exister ». L'ancien ministre de la défense y explique que c'est « après avoir pris connaissance » du rapport du général Boyé qu'il a suspendu « un officier supérieur », en l'occurrence le commandant Beau, oubliant ainsi les autres recommandations de sanctions faites par le général à l'encontre du capitaine Paul Baril.

Le commandant Beau se s'arrête pas là. Le 16 décembre 1985, il saisit la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) pour obtenir

communication de ce rapport qui devrait, selon lui, figurer dans son dossier puisqu'il a décidé de son sort (suspension de commandement puis mutation à l'extrémité militaire, le DPSD). La CADA inscrit cette demande à l'ordre du jour de sa séance du 9 janvier. Le 8 janvier, in extremis, le ministre de la défense, par une lettre signée de son directeur de cabinet, M. Patrick Carrel, demande un sursis. « Cette requête (...), portant principalement sur la communication d'un document classifié », écrit M. Carrel, « fait actuellement l'objet d'une étude approfondie nécessitant la consultation de différents services de mon département (et qui) n'est pas achevée à ce jour ».

#### Une lettre au ministre

Report de l'examen à la séance de la CADA du 30 janvier. A cette date, explique par lettre au commandant l'un des membres de la commission, la CADA « n'a pu procéder à cet examen en raison du refus du ministre de la défense de permettre au rapporteur désigné de prendre connaissance du rapport ». Le 6 février, M. Pierre Ordono, président de la CADA, se fâche. Dans une lettre au ministre de la défense, il rappelle séchement que « les administrations de l'Etat sont tenues dans le délai prescrit par la présidence de la commission de communiquer à celle-ci tous documents et informations utiles et de lui apporter les concours nécessaires ». M. Ordono rappelle « la pratique suivie jusqu'à ce jour » qui permet au rapporteur désigné par la CADA de prendre connaissance « sur place » du document malgré sa protection par le « secret

défense ». « Je ne vois aucune raison de déroger, en l'espèce, à cette pratique », conclut-il.

Devant cette insistance, le ministre obéit et prend rendez-vous avec le rapporteur désigné. Mais, reconnaît la CADA dans une lettre au commandant Beau, datée du 4 mars, celui-ci a pu seulement « obtenir un certain nombre d'éléments d'information qui, à défaut de la lecture du rapport lui-même, ont été jugés suffisants par la commission pour rendre son avis ». Avis, rendo le 24 février et « défavorable » à la communication de la seconde partie du document, toujours classé « secret défense » parce que, selon le ministre de la défense, elle « ne revêt pas un caractère nominatif ». Les extraits publiés depuis ont prouvé que c'était tout le contraire, cette partie du rapport abordant les responsabilités individuelles des geodarmus concernés par l'affaire.

#### Abusif

Ainsi donc le ministre de la défense s'est fait prier, résistant aux demandes d'une commission pourtant « chargée de veiller au respect de la liberté d'accès aux documents administratifs ». On comprend qu'un sénateur du Loiret-Cher, M. Jacques Thyraud (RI), ait soumis, le 15 octobre 1985, en prenant prétexte de l'affaire Greenpeace, une proposition de loi « tendant à remédier à l'usage abusif du secret défense ». Le secret défense, écrit-il, « ne doit pas être détourné de sa finalité. Il a un caractère relatif et non absolu (...). Il ne doit pas entraver les poursuites ouvertes pour crime et délit ».

E.P.

## M. et M<sup>me</sup> Fabius réclament 1 million de francs à « Minute »

M. et M<sup>me</sup> Fabius ont finalement décidé de réclamer un million de francs de dommages et intérêts à l'hebdomadaire Minute qui, dans son numéro daté 28 février-6 mars avait publié des photos de vacances du couple dont une représentant M<sup>me</sup> Fabius enceinte, les seins nus. Pour obtenir ces dommages et intérêts, le premier ministre et son épouse ont saisi sur le fond le tribunal de Nanterre. Les précédents instances engagées par M. et M<sup>me</sup> Fabius l'avaient été selon la procédure d'urgence, de référé.

Le 27 février Minute avait été condamné à supprimer les photos incriminées sous astreinte d'avoir à payer au premier ministre et à son épouse 100 francs par exemplaire vendu. Les Nouvelles messageries de la presse parisienne n'ont pas encore communiqué aux avocats de M. et M<sup>me</sup> Fabius, M<sup>me</sup> Jean-René Farthouot et M<sup>me</sup> Mario Stasi, le décompte des numéros diffusés.

Malgré les craintes de l'hebdomadaire, la somme qu'il aura effectivement à débours ne sera pas fonction de ces 100 francs par exemplaire. Le tribunal a en effet fixé cette astreinte comme une menace, sans exiger son paiement réel. La condamnation pécuniaire de Minute sera fixée par les juges du fond qui domineront ou non satisfaction au premier ministre et à son épouse, lesquels réclament donc un million de francs.

Une autre procédure est en cours, celle qui est engagée en appel par Minute contre l'ordonnance de référé du 27 février. L'hebdomadaire conteste en effet la manière dont il a été cité ce jour-là à comparaître devant le tribunal de Nanterre, affirmant en particulier qu'il n'a été averti que le lendemain de la décision prise à son encontre par les juges en référé (le Monde daté 2-3 mars).

## M. Charles Pasqua assigne M. Jack Lang en diffamation

Une campagne électorale va rarement sans quelques procès en diffamation entre candidats. Celle des élections législatives du 16 mars connaît donc le sien. M. Charles Victor Pasqua, sénateur RPR des Hauts-de-Seine et candidat dans ce département, vicot d'assigner, devant la dix-septième chambre du tribunal de Paris, M. Jack Lang, ministre de la culture, mais en précisant bien qu'il était assigné en son nom personnel et non pour avoir agi dans le cadre de ses fonctions ministérielles.

Le sénateur reproche au ministre d'avoir tenu, le 6 mars, vers 18 h 30, au micro d'Europe 1, les propos suivants : « M. Pasqua utilise des méthodes qui ne me surprennent pas de la part d'un homme qui, naguère, a été le protecteur du SAC, ce service de police parallèle, vous vous en souvenez, qui fut lié à des crimes de sang et à des scandales financiers. Il n'y avait pas de trimestre sans qu'il y ait, en France, sous l'ancien gouvernement, de scandale financier. Je dis, en entendant M. Pasqua : « Nous ne voulons pas

» du retour de la République des voyous ».

M. Pasqua et son avocat, M<sup>me</sup> Patrick Deredjian, soutiennent qu'il s'agit là d'une diffamation publique caractérisée commise par M. Lang et réprimée par l'article 37, paragraphe premier de la loi sur la presse du 29 juillet 1981. Cette diffamation, ajoutent-ils, « ne saurait en aucun cas être considérée comme ayant été accomplie par M. Lang dans l'exercice de ses fonctions de ministre, comme le prévoit l'article 68 de la Constitution. En effet, les fonctions du ministre de la culture sont sans lien avec les propos tenus, c'est le moins qu'on puisse dire ».

L'affaire sera donc plaidée le 14 mars à 13 h 30 devant la dix-septième chambre correctionnelle, sous la présidence de M. Emile Cabé et le jugement, s'agissant d'une affaire de diffamation commise en période électorale contre un candidat, devra intervenir avant samedi minuit.

J.-M. Th.

**fonds de commerce**  
Tous les fonds, dans le journal  
spécialisés depuis 41 ans  
En vente partout, 4 F et 35, c. Matisse,  
75011 PARIS, Tél. : 48-05-30-30

boutiques, bureaux,  
locaux commerciaux  
**« Les Annonces »**  
75011 PARIS, Tél. : 48-05-30-30

## APRÈS UNE ÉMISSION SUR EUROPE 1

### Une lettre de M. Charles Hernu

M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, nous a adressé la lettre suivante :

Je vous écris pour vous faire part de la surprise que j'ai éprouvée à la lecture dans le Monde du 7 mars d'un article, non signé, rendant compte de mon émission sur Europe 1, la veille. Le titre « Charles Hernu : il n'est pas sain de « sortir » des affaires de ce genre » (1) et la présentation partielle de mes déclarations peuvent être de nature à déformer ma pensée et mes propos.

J'avais en effet déclaré à Europe 1 que je n'avais pas à intervenir dans des affaires apparaissant dans l'actualité à onze jours des élections.

J'ajoutais qu'il n'était pas sain de sortir des affaires de ce genre s'il y avait des arrière-pensées mais qu'il était normal que les journalistes fassent leur métier, ce qui n'a pas tout à fait le même sens que ce que l'on me fait dire dans votre journal.

Il est d'autre part bien évident que les rapports des inspecteurs généraux ne peuvent en aucun cas être emportés par le ministre lorsqu'il quitte ses fonctions, contrairement à ce qu'affirme cet article.

(1) Il s'agit de l'affaire des Irlandais de Vincennes et des ventes d'armes à l'Iran par la France.

## «LIBÉRATION» ET LES TORTURES EN ALGÉRIE

### Le juge des référés rejette une demande de M. Le Pen

Déclaré coupable, le 15 janvier 1986, par la onzième chambre de la cour d'appel de Paris, de diffamation envers M. Jean-Marie Le Pen, M. Serge Joly, directeur du journal Libération, qui avait publié, le 12 février et le 20 mars 1985, une série d'articles mettant en cause l'ancien lieutenant en Algérie pour des faits de torture commis en 1957, avait été condamné, outre les 100 000 F de dommages et intérêts, à publier dans son journal des extraits de cet arrêt avec l'intégralité de son dispositif « sur une page et en petits caractères avec une annonce de cette publication en première page faite dans les mêmes caractères que ceux utilisés dans l'un des articles publiés le 12 février 1985 ».

Fort de cette décision, M. Le Pen avait, par voie d'huissier, fait sommation à Libération, le 28 février, d'avoir à effectuer dans son édition du 1<sup>er</sup> mars la publication ordonnée. Libération ayant fait la sourde oreille, le président du Front national décida de saisir le juge des référés pour obtenir de lui une ordonnance contraignant M. Joly à la publication, sous astreinte de 100 000 F par jour de retard.

M<sup>me</sup> Henri Leclerc, avocat de M. Joly, avait rétorqué que ce dernier n'était pas propriétaire de Libération, journal qui appartient à la Société nouvelle de presse et de communication (SNPC) dont il n'est qu'un cogérant. Or, rappelait M<sup>me</sup> Leclerc, la SNPC n'a jamais été mise en cause par M. Le Pen dans le procès qu'il intenta pour diffama-

tion. Elle ne saurait donc être concernée par l'arrêt de la deuxième chambre de la cour d'appel de Paris. Il faisait valoir, de surcroît, que la sommation du 28 février n'était pas conforme aux exigences de la publication ordonnée. Elle aurait, en effet, entraîné la reproduction dans Libération de la décision dans sa quasi-totalité.

L'ordonnance rendue mercredi 12 mars par M<sup>me</sup> Huguette Le Foyer de Costil, vice-président au tribunal de Paris, n'a pas eu à répondre à ces arguments. Elle déclare seulement que le juge des référés peut effectivement statuer sur les difficultés d'exécution d'un jugement ou d'un autre titre exécutoire en application de l'article 811 du nouveau code de procédure civile. Mais c'est pour ajouter : « Ce pouvoir ne peut s'exercer que si la décision dont l'exécution est demandée ne présente aucune ambiguïté ». Or, en l'espèce, le juge des référés constate que, « au vu du libellé du dispositif de l'arrêt du 15 janvier 1986, il existe pour lui une incertitude, qu'il ne lui appartient pas de trancher, sur les modalités du choix des extraits de la décision ». Car si cette décision limite la publication à une page, dans l'éventualité où cette page ne pourrait tout contenir, on ne saurait pas quel passage devrait alors être ou non abandonné.

La demande de M. Le Pen est donc rejetée car, dans ces conditions, il y avait peu lieu à référé.

J.-M. Th.

## LE MONDE diplomatique

MARS 1986

### DOSSIER

#### LE FAUX DÉBAT SUR LA DÉRÈGLEMENTATION

A entendre certains politiques en France, la déréglementation semble être la panacée économique. Dans un dossier de sept pages nourri d'exemples étrangers, le Monde diplomatique montre que les privatisations systématiques ne guérissent pas toujours les maux qu'elles prétendent combattre.

## GRANDE-BRETAGNE

LES DÉBOIRES DE M<sup>me</sup> THATCHER

La politique néolibérale du gouvernement conservateur n'a pas produit les miracles escomptés. Au contraire, le nombre de chômeurs a doublé, la balance commerciale est déficitaire, les dépenses publiques ont augmenté et le taux de croissance du pays reste plus faible que celui des autres pays européens.

## STRATÉGIE

LA NOUVELLE DOCTRINE D'INTERVENTION AMÉRICAINE

Pourquoi dans les conflits dits « de faible intensité », c'est-à-dire très localisés, l'Amérique n'hésite plus aujourd'hui à intervenir puissamment.

## ÉDITORIAL AU-DELA DES URNES

Par Claude Julien

Ce qu'on oublie de dire dans le débat électoral au sujet de l'économie ou de la défense.

## PÉTROLE

CHOC A REBOURS DANS LES « PÉTROMONARCHIES »

La chute conjuguée des cours de l'or noir et du dollar entraîne un marasme inconnu dans les pays du Golfe, des faillites retentissantes et des risques de chômage pour les 5 millions d'immigrés qui y vivent.

## ÉCONOMIE

SEUIL D'URGENCE DANS LA CRISE DE L'ENDETTEMENT

Le secrétaire américain au Trésor a proposé d'alléger la dette de quinze pays du tiers-monde. Mais les banques sont réticentes.

## FRANCE

CE MARKETING QUE L'ON DIT POLITIQUE

Comment les techniques modernes de communication bissent le débat politique et réduisent l'électeur au silence.

En vente chez tous les marchands de journaux.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR LE JUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR

## Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, 138, Av. Suisse de Grapologie, Beau Site 55, CH-2603 Pully (Bern), Suisse.

كزنا من الأصل



فكزا من الأصل

# culture

## THÉÂTRE

« L'AVARE », à Villeurbanne

### Croisement dangereux

L'art de Roger Planchon, ou, pour être plus précis, le « traitement de choc Planchon », appliqué à l'œuvre de Molière, procure une fois de plus aux grands publics de Villeurbanne trois heures de magnifique théâtre. Le rideau se lève, et l'enchantement est déjà là. C'est la demeure d'Harpagon : hautes et épaisses murailles dérépites, lucarnes sous les combles, mobilier sombre d'usurier, grandes armoires où s'entassent les objets mis au elon par les nécessités qu'Harpagon tient à la gorge.

Ce très beau décor est d'Ezio Frigerio, mais, quel que soit le décorateur, toutes les scènes de Planchon sont sûres : on y touche de ce monde-là. Nous y sommes comme dans un partage familial du foyer des gens que l'auteur fait parler. Il y a là une poésie concrète, très forte, de tout le climat de l'œuvre. Et ce n'est pas de l'esthétisme, c'est plutôt de la sensualité. Et le jeu discret des teintes, des nappes de lumière, qui rappelle un peu Le Nain et Vermeer, irradie une émotion. C'est là une conception à la fois très sérieuse et très sensible du décor de théâtre, c'est la marque Planchon.

L'œuvre elle-même est décomposée, reconstruite en épisodes assez distincts, avec des intermèdes parallèles de la vie pratique de cette maison : des affaires de blanchissage, de ménage. Nous devinons s'il fait froid, s'il y a du soleil ce matin, et si la bonne humeur règne ce jour-là, ou la mauvaise, chez les maîtres ou les domestiques. Et il n'y a aucun naturalisme banal dans toute cette richesse de spectacle. C'est une imagination évocatrice de très grand style. C'est passionnant, tant et si bien que chaque fragment de chaque scène de la pièce originale, ici de l'Avare, devient vivant, proche, attachant.

Ce qui est un peu perdu, dans cette profusion d'informations et d'images, c'est l'enchaînement stricto sensu des faits, la montée des affrontements qui avait organisé Molière. Mais pourquoi jouer ici les gardiens de la tradition ? Cette mise en scène apporte tant de choses, en échange, tant d'éléments intelligents, tant d'horizon neuf, que Molière lui aussi y gagne.

L'interprétation est, elle, moins convaincante. Cédant à une tendance actuelle, Planchon a confié des rôles à des visages que le cinéma et la télévision ont imposés au public. C'est un croisement dangereux, l'entrée du star-système médiatique dans le domaine du théâtre. Sans doute cela augmente-t-il la vente des billets et l'inscription des abonnés, ce dont tout théâtre a besoin. Mais ces représentations de l'Avare prouvent, une fois encore, que cette « retape » a des faiblesses.

Le rôle de Mariane a été confié à Philippine Leroy-Beaulieu, qui s'est fait connaître à la télévision et dans le film *Trois hommes et un couffin*. Ce rôle est intéressant, car cette Mariane, nous dit Molière, a été enlevée enfant par des pirates, dont elle est restée dix ans prisonnière. Elle a dû en voir de vertes et de pas mûres. De même avec une sorte de femme-gaucher (Frosine), cette Mariane tente d'épouser un vieux

grigou, sous prétexte de sortir de la maison sa maman, qui avait été capturée elle aussi. Bref, Mariane est un rôle de caractère, particulier. Ce rôle n'est pas assez tenu, à Villeurbanne, parce que Philippine Leroy-Beaulieu, d'ailleurs très jolie et charmante, et sans mauvais aloi, n'est pas à son affaire sur des planches. Elle est là, elle sourit, c'est tout.

Le rôle essentiel de Cléante, le fils d'Harpagon, a été confié à Pierre-Loup Rajot, qui, lui, n'est pas tout à fait un nouveau venu au théâtre, mais qui n'y a jamais tenu un rôle de cette importance, et qui s'est fait connaître du public en jouant dans des films de Pialat, Sautet, Vergez, etc., des films branchés. Dans l'Avare, il n'est pas aussi inexistant que

Mariane, et il a une présence très élégante et sympathique, mais il est tout de même on ne peut plus effacé, son Cléante reste indistinct.

#### Le théâtre l'emporte

Venons-en à la tête d'affiche : Michel Serrault. Il joue Harpagon. Les médias nous ont annoncé que Michel Serrault « retrouve le théâtre ». Il ne faut rien exagérer. Michel Serrault, c'est le cinéma, l'une des grandes stars du cinéma, c'est la Cage aux folles, *Du mou dans la gachette*, *Oh ! que mamba*, *le Roi des bricoleurs*, plusieurs films par an, depuis des années. Il nous a composé un Harpagon étrange : prostré, déphasé, très très discret, presque absent. C'est un jeu extrêmement fin,

modeste, sans doute très savant. Mais le résultat est un fantôme d'Harpagon, un mirage à contre-jour d'Harpagon. Manquent l'énergie, le magnétisme, la précision, et surtout la « prise à bras-le-cou » du rôle et de la pièce qui ont fait que Jean Vilard ou Michel Aumont, par exemple, jouaient Harpagon et pas seulement son spectre, son ombre. Ceci dit, encore une fois, Michel Serrault se montre subtil, secret, et évite tout vedettariat, tout cabotage.

Alors la pièce va un petit peu de guingois, parce que ce sont les rôles secondaires, tenus par de vrais acteurs de théâtre, qui l'emportent. C'est l'Anselme de Wladimir Yordanoff, le Maître Jacques de Jacques Boudet, le Commissaire de Gérard Guillaumat, et aussi l'Elise de Sylvie Orlier qui forme, avec le timide Pierre-Loup Rajot cité ci-dessus, un amoureux couple frère-sœur. N'oublions pas la grande Annie Girardot, dans le rôle de Frosine, la femme-épave, toujours sobre et nette, mais ici handicapée par un costume trop masculin, pas voyant.

La publicité nous avait annoncé un « événement » : le grand acteur (oui, c'en est un) Michel Serrault dans l'Avare. L'événement, c'est que le public est content de voir, en personne, sa vedette, là, sur les planches. Mais la vérité, c'est que Roger Planchon, son décorateur, et une poignée d'excellents comédiens de théâtre, ont réalisé un spectacle splendide à propos de l'Avare, une fête des sens et de l'esprit.

MICHEL COURCEL.

\* Au TNP, jusqu'au 6 avril.



SHOOTING

## ARTS

### SUR DÉCISION DU CONSEIL D'ÉTAT

#### La réalisation des colonnes de Buren reste suspendue

Les travaux de réalisation du projet Buren dans la Cour d'honneur du Palais-Royal restent suspendus : ainsi en a décidé le Conseil d'Etat, mercredi 12 mars, confirmant un jugement du tribunal administratif de Paris du 20 février dernier. La décision relève que l'exécution des décisions ministérielles pourrait entraîner des conséquences dommageables pour l'intégrité de l'édifice et la conservation du site et que l'un ou l'autre des moyens des parties paraissent de nature, en

l'état du dossier, à justifier l'annulation de ces décisions.

Cette formule, traditionnellement employée en matière de sursis, ne permet pas de deviner lequel des arguments qui lui étaient soumis a paru sérieux au Conseil d'Etat. Toutefois, en séance publique, le commissaire du gouvernement (1) avait indiqué que l'illégalité consistait, à son avis, en ce que les travaux n'avaient pas fait l'objet d'une déclaration au maire de Paris, en violation de l'article R 422-2 du code de l'urbanisme.

Les décisions juridictionnelles qui sont intervenues, rendues en matière de sursis, ont pour seul effet de paralyser provisoirement l'exécution de décisions administratives, et ne préjugent pas le fond de l'affaire, qui reste pendante devant le tribunal administratif de Paris.

(1) Contrairement à ce que sa dénomination suggère, le commissaire du gouvernement ne représente pas l'administration ; c'est un conseiller au Conseil d'Etat qui conclut en toute indépendance.

#### L'affaire

Il y a quelques semaines, quelques mois, on pouvait se poser légitimement la question de l'opportunité d'une œuvre d'art dans la cour du Palais-Royal, site d'un combat historique. Aujourd'hui, on n'en est plus là. La question est ailleurs : c'est celle du droit moral de l'artiste bafoué, bien plus que n'a été bafouée la commission supérieure des monuments historiques dont le ministre de la culture, Jack Lang, n'a pas suivi l'avis (il le peut, elle n'a pas le pouvoir de décision) en choisissant, avec l'accord du président de la République, de réaliser dans la cour d'honneur, à la place du parking.

Donc, une commande d'Etat, dont le chantier à une dizaine de jours de son achèvement, a été interrompu - il y a maintenant trois semaines - à la suite d'une décision du tribunal administratif de Paris pour non-respect de la procédure administrative : une déclaration d'ouverture des travaux auprès de la mairie de Paris, déposée tardivement. Décision que le conseil d'Etat, à la fois juge et partie (puisque il siège au Palais-Royal) n'a pas contredite, mercredi. Sans que l'on sache, aujourd'hui, si les travaux reprendront un jour. De pétitions en campagnes de délation à l'égard de

l'artiste, de plaintes pour atteinte à la législation sur les monuments historiques en recours pour non-respect de procédures, on n'a cessé de freiner, d'interrompre le cours d'une œuvre en train de se faire. But évident : faire traîner les choses jusqu'au lendemain des élections.

Gros dossier, pour le successeur de M. Lang. Triste affaire dont le tour politique s'échappe à personne. A travers elle, c'est toute la politique du ministère de la culture en faveur de l'art contemporain qui est visée.

#### Pouvoir juger vraiment

Infinitement dommage, à un moment où, de l'étranger, on observe avec beaucoup d'attention et de respect ce qui était en train de se passer en France. En témoignent, entre autres, les signatures de directeurs et de conservateurs de grands musées européens et américains dont les voix viennent s'ajouter à celles des nombreux intellectuels et artistes demandant que l'œuvre de Buren soit terminée. Et que, enfin, on puisse en juger vraiment. Non pas comme elle se présente aujourd'hui, avec ses colonnes encapuchonnées, le sol qui n'est pas posé, l'impossibilité de traverser sur la place, alors qu'il s'agit d'une œuvre organisée et conçue très précisément pour la circulation des piétons et dans un rapport avec le sous-sol tout autant que la surface (*le Monde* du 1<sup>er</sup> février).

Ne serait-ce par la moindre des choses que de permettre à Buren de se défendre avec ses meilleures armes : en livrant au public son œuvre réalisée. L'affaire du *Jardin d'été*, de Dubuffet - il avait gagné après des années de procès ne devait-elle pas faire jurisprudence ?

GENEVIEVE BRENETTE.

#### La rumeur du Palais-Royal

Depuis que l'hebdomadaire *Miroir*, à la fin de l'an dernier, puis le *Figaro*, en janvier, ont, l'un après l'autre, l'œuvre véritablement lancée et développé une campagne contre la commande de l'Etat au plasticien Daniel Buren pour la Cour d'honneur du Palais-Royal, les visiteurs affluents sur le chantier. Les adversaires du projet étaient, au début, presque seuls à se rendre sur les lieux. La proportion des partisans de l'œuvre a crû par la suite, de même que celle des curieux sans opinion préconçue, qui, parfois, sont repartis en se déclarant séduits par ce qu'ils avaient vu.

Qu'un projet artistique suscite l'émotion, la passion, le polémique, rien de mieux. La façon dont certains adversaires du projet ont, sur place, à la cantonade ou en interrompant les ouvriers du chantier, exprimé leur hostilité, est plus inquiétante. « Ce ne peut être que le travail d'un juif. Pas de juif, avec ce ministre juif et ce gouvernement de juifs ! » ont entendu, par exemple, Daniel Buren et les étudiants des beaux-arts chargés de répondre aux questions des visiteurs.

Tous les trois jours, une dame âgée, bien mise, vient déposer sur la palissade une pancarte en carton avec ces mots : « Jack Lang, sale juif, rends-nous nos sous ! » « Il ne peut y avoir qu'un juif ou un nègre pour comprendre cette horreur », affirmait, haut et fort, un autre visiteur.

Les ouvriers, qui ne sont d'ailleurs pas maghrébins, mais français et portugais, en ont leur part. « Evidemment, s'en est-on entendu, il n'y a que des bougres pour travailler ici. Ça ne profite même pas aux Français ! »

Comment, pourquoi la visite du Palais-Royal est-elle devenue, pour certains, l'occasion de manifestations racistes et, surtout, antisémites ? Comment est née, dans la cour que longe la galerie d'Orléans, cette nouvelle « rumeur d'Orléans », qui n'aurait plus, comme en avril 1989 dans la préfecture du Loiret, des commerçants : juifs d'origine, mais un artiste et un ministre, gratifiés de la même « tare », de défigurer les fonds publics et de défigurer le patrimoine ?

En semaine, les visiteurs de la Cour d'honneur sont plutôt âgés. Ils ont pu garder le souvenir d'un thème antisémite d'avant-guerre, imputant aux juifs l'« abstraction » et le « décadence » de l'art moderne. L'un de ces visiteurs n'a-t-il pas proclamé son admiration pour Arno Breker, le sculpteur officiel du régime ? Mais les autres, plus jeunes, pourquoi, dans le registre des injures possibles, sont-ils un certain nombre à choisir celles-ci ?

Spontanément ou provoqués par des agitateurs, les bouffées d'antisémitisme du Palais-Royal donnent à penser que les démons qui peuvent réveiller, à droite, l'éloignement du pouvoir et la perspective de la reconquête.

PATRICK JARREAU.



## CINÉMA

« INSPECTEUR LAVARDIN », de Claude Chabrol

### Naissance d'un héros

En 1984, *Poulet au vinaigre* était salué comme un mets de choix et les métaphores culinaires, telles des arabesques de crème Chantilly, jàlissaient des styles pour exalter le retour au succès du « chef » Chabrol et le réveil de son robotisme talent, égaré quelque temps vers des travaux... alimentaires. Le poulet. Poirer reprend aujourd'hui du service, et l'on est tout heureux de confirmer le verdict : c'est un régal.

Peu après avoir fait interdire la représentation d'une troupe théâtrale d'avant-garde, l'écrivain catholique Raoul Moys (Jacques Deschamps), candidat à l'Académie française, est retrouvé nu, et mort, sur des rochers au bord de la mer. Ça fait désordre. L'inspecteur Lavardin, chargé de l'enquête, débarque donc à Dinan, et en même temps dans sa vie antérieure. La veuve de Moys, Hélène (Bernadette Lafont), est une femme, capiteuse et distante, qu'il a jadis aimée et qui

avait disparu. S'il est devenu flic, c'est pour tenter de la retrouver ; à quoi tiennent les vocations. Il y a là aussi Claude, le frère d'Hélène (Jean-Claude Brialy), qui collectionne les yeux de verre et les minets, et Véronique, treize ans, la fille d'Hélène, d'un premier mariage.

Lavardin va bien rigoler, puisque dans son genre c'est un type vraiment désemparé. S'il était normal, un représentant normal de la loi, il saignoterait, peut-être même qu'il se fignoterait. Car, dans cette petite ville normale, balnéaire, calme, tout est faux, absolument. Faussetes les pistes, faussetes les apparences, et les témoins, faux, évidemment. Les garçonniers ont des faux plafonds, et même les jeunes sont des faux jetons, pour la plupart riches, campés, salés, « véroniques », d'ailleurs, est une fausse mineure, et la nuit, elle quitte ses sottises étonnantes pour aller danser au Tamaris... Ça n'est pas tout : même les cadavres sont faux parfois, et Hélène n'est sans doute pas aussi venue qu'elle le croit.

Alors Lavardin, secoué par un rire intérieur incoercible, maître absolu de ce jeu bisbet, va galement pousser le mensonge jusqu'à l'incandescence de sa propre vérité. Puisque dans ce monde l'innocence est condamnée, retrouvons un instant notre pureté et penisons celui qui mérite de l'être, surtout s'il n'a pas commis le crime. Un faux coupable sera donc arrêté. C'est ce qu'on appelle avoir une moralité.

On le voit, la comédie est folle, féroce, lézardée à souhait. Et Claude Chabrol, avec son co-scénariste Dominique Roulet, s'est d'évidence plongé avec délices dans ces « folies bourgeoises » 1986. Seule laïssée pour compte de ce polar palpitant, l'image. Terme, fauché, feuilleté, tâté. Express ? Pour rendre crédible la divine dérive des personnages ? Les ramener de force vers la réalité ?

D'où ils s'élevaient, grandioses, grâce à la complexité euphorique des interprètes avec leur metteur en scène. Brialy, amoureux de sa Jacques, brisé avec une belle très mélancolique, la petite Hermine Clère, une voix de maternelle dans un corps de *playmate*; Bernadette Lafont, la pétillante, muette en Pénélope platinée, figée sur sa méridienne dans une attitude opaque.

Et Poirer. Le Marlow hexagonal, le splendide. Vif, gris, la solitude incarnée, s'attendait toujours, au pire et n'étant jamais déçu, il ne joue pas un rôle, il impose un héros.

Claude Chabrol déclare déjà qu'il ne donnera pas à son poulet une descente à la Rambo. Qu'il n'y aura pas de Lavardin III. C'est strictement pour nous faire peur.

DANIELE HEYMANN.

\* Voir les films nouveaux.

#### IDENTITÉ ET CULTURES HISPANQUES AUX ETATS-UNIS.

Un colloque organisé par le Centre Interdisciplinaire de recherches Parisiennes (CIRP) - université Paris-VII et le Centre de recherches universitaires sur les cultures culturelles en Amérique latine (CRICAP) - université Paris-III. A lieu jusqu'au vendredi 14 mars à la Maison de l'Amérique latine (217, boulevard Saint-Germain, 75007-Paris). Sont notamment prévues des exposés sur la littérature de l'exil, la littérature multilingue et bilingue, le théâtre latino aux Etats-Unis.

LE CENTRE CULTUREL SUISSE DE PARIS organise, au sein du Festival du réel - à Deshayes, une rétrospective des grands maîtres de l'information suisse par la sélection des émissions de 1976 à 1986. Vingt-cinq documents (reportages, documentaires produits par les fameux magazines *Temps présents*, *Télé 7 jours*) seront projetés tous les jours de 14 h 30 à 22 heures jusqu'au dimanche 16 mars (35, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél. : 42-71-44-50).

COUPE DU MONDE DES CAVALIERS - IMPRIMERIE INTERNATIONALE DE PARIS - 14-15-16 MARS 1986 - Vendredi 14 mars 20 h 30 - PUSANCE PNU

1986 : le PNU donne un grand prix, le prix de la JAMP (Jeune Association Mondiale de Paris) pour le meilleur travail de l'année. Après cette première exceptionnelle, le PNU (Paris National Union) sera présente au Salon International de l'Imprimerie 1986. On ne connaît généralement qu'un seul aspect du PNU, celui qui consiste à tenir les différents types de presse engagés sur les scènes du monde, mais on ignore souvent que, par ce biais, il est possible de contribuer à l'économie de la presse en France, tout en étant le maître de l'économie que dans cet état de la presse.

Le PNU : première organisation de jour au monde.

Composition des équipes : 150 000 personnes qui vivent de l'actualité des journaux de France.

L'IMPIMERIE INTERNATIONALE DE PARIS - 14-15-16 MARS 1986

THEATRE DE LA HUCHETTE  
Création  
RHAPSODIE-BÉTON  
de Georges MICHEL  
m. en sc. Michel OUVRIER

« C'est une œuvre, c'est une œuvre, plus vrai qu'un roman de la guerre de Troie. »  
« La rue des arts est au théâtre. » (L'Espresso).

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT  
En coproduction avec les Ateliers Contemporains  
LE PARC  
Botho Strauss • Claude Régy  
28 février au 23 mars à 19h30 • Dimanche à 15h • 47.27.81.15



NOTES

CINÉMA

« ELENÍ », de Peter Yates

Nick Gage, journaliste américain marié et père de famille, décide brusquement de retourner à Lié, le village grec de son enfance près de la frontière albanaise. Sa mère Eleni y fut torturée et assassinée, en 1948, pendant la guerre civile. Nick veut retrouver son « juge » et la vengeance. Il veut aussi comprendre pourquoi Eleni s'est sacrifiée pour ses enfants. Sans elle, il n'aurait pu retrouver leur père et s'installer aux États-Unis.

Sans nécessiter une « double lecture », ce film de Peter Yates, tiré d'un roman autobiographique de Nicholas Gage, ne doit pas être pris de travers. Il passe pour anti-communiste parce qu'on y montre les méthodes brutales, inhumaines, des partisans de l'armée de libération (communiste) en lutte contre les forces monarchistes, et qui voient des « fascistes » dans les villages occupés où la population n'était pas forcément de leur côté.

Le fonctionnement dont aura victime Eleni Gageotzianis — fille de monarchiste dont le mari s'est exilé — agit en stalinien fanatique. Vu l'époque, ça n'a rien d'étonnant. Mais on est en droit de trouver monstrueux que, pour des raisons idéologiques, des femmes grecques aient été réduites aux travaux forcés, condamnées par des procès truqués, que des enfants aient été arrachés à leurs parents et envoyés, sous prétexte de fuir la famine, en Albanie et en Tchécoslovaquie.

Peter Yates a reconstitué cette réalité d'une guerre civile atroce, telle qu'elle fut vécue et ressentie par Eleni.

Digne et profondément pathétique, Kate Nelligan incarne la soudaine révolte d'une Grecque contre la condition faite aux femmes par les hommes, tous les hommes (à côté d'elle, Linda Hurt, acquiesce, elle, au communisme, est la seule à suivre un chemin semblable). Kate Nelligan, c'est une âme. Laissons couler nos larmes. Elles font du bien.

JACQUES SICIER.

« ENEMY MINE », de Wolfgang Petersen

Quand les hommes vivront en paix sur terre, les coloniseront les galaxies et auront à combattre les peuples qui les ont précédés. C'est ainsi qu'un brave boy, qui fait exploser les vaisseaux ennemis comme au jeu de l'écluse, se trouve joué par Robinson Crusoe aux prises avec un extraterrestre hostile. Son vaisseau est un Drac, l'animal humanoïde, dont on devine le type négroïde sous la fausse écorce, dessiné par un masque de plastique à écailles et pustules, genre cagoule.

Le Drac enseigne la sagesse au jeune impétueux. C'est le bon sauvage. Ses frères sont des esclaves, maltraités par des pirates que l'on tolère. Pendant qu'ils s'occupent des Dracs, ils laissent les autres tranquilles et, en plus, fournissent des matières premières à bas prix.

Enemy Mine (Prix d'Antenne 2 au Festival d'Avoriaz) est une parabole larmoyante. Mais, comme dans son précédent film, l'Histoire sans fin, Wolfgang Petersen compose une image de paysage bruyamment et s'écroule dans des couleurs brunes et qui frappent brutalement des scènes de météorites, des fulgurances d'orage, le blanc mortel de la neige.

C. G.

« LINK », de Richard Franklin

Terence Stamp est un anthropologue qui se passionne pour les singes et pour le fameux chimpanzé racémont (Link) qui nous apprend de nos proches semblables vécus. Une pulpeuse et tendre Jane (la douce Elisabeth Shue), vient passer ses vacances dans la maison gothique et isolée que le professeur possède au bord de la mer. C'est un vieux singe nommé Link qui l'accueille en queue de pie. Terence Stamp, qui n'est plus le bel animal polyvalent de Thelma & Louise, est assez imprudent pour laisser entendre au téléphone qu'un de ces jours il va falloir se débarrasser de « vieux ». La « vieille » ne l'attend pas de cette oreille et s'il se retient sur le seuil de la salle de bain devant Jane dévotement, on ne voit, raconte pas de ce qu'il fait aux autres. Un vieux singe traverse plusieurs siècles d'histoire depuis Sully et s'interroge sur le rôle des canaux dans l'essor industriel, l'équipement hydraulique, l'architecture et la protection du patrimoine, les transports et la tourisme.

Le Consorzio, 1, quai de l'Écluse, 75001 Paris. Ouvert tous les jours de 10 heures à 17 heures jusqu'au 31 mars, de 10 heures à 18 heures à partir du 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 8 juin.

M. B.

EXPOSITION

Les canaux à la Conciergerie

La Chaire nationale des monuments historiques et des sites présente, en collaboration avec le ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports, jusqu'au 8 juin, à la Conciergerie, une exposition intitulée « Un canal, des canaux ». À travers les gravures, photos, dessins et plans d'ingénieurs, maquettes, films vidéo, le visiteur traverse plusieurs siècles d'histoire depuis Sully et s'interroge sur le rôle des canaux dans l'essor industriel, l'équipement hydraulique, l'architecture et la protection du patrimoine, les transports et la tourisme.

Le Consorzio, 1, quai de l'Écluse, 75001 Paris. Ouvert tous les jours de 10 heures à 17 heures jusqu'au 31 mars, de 10 heures à 18 heures à partir du 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 8 juin.

SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

MON  
BEAU-FRÈRE  
A TUE  
MA SOEUR

« La grande tuerie du rire. On se tort, on se trémousse, on se tortille de rigolade ! »

Patrick GRAINVILLE  
USD

anne  
SYLVESTRE

du 15  
au 20 avril

LYMPIA  
BRUNO COQUATRIX

LOCATION  
OUVERTE  
42.61.82.25

COMMUNICATION

M. Georges Fillioud est nommé conseiller d'Etat

M. Georges Fillioud, secrétaire chargé des techniques de la communication, a été nommé conseiller d'Etat par le conseil des ministres, mercredi 12 mars. M. Fillioud, qui ne se présente pas aux élections législatives dans son ancien fief de la Drôme, trouve

ainsi une porte de sortie pour l'après-16 mars. Le secrétaire d'Etat, qui a en rang de ministre de mai 1981 à mars 1983, aura été avant tout celui qui aura mis en œuvre la libéralisation de la radiotélévision en France.

Le fidèle ferrailleur

Fillioud le gaffeur, Fillioud le ferrailleur (contre l'opposition), Fillioud l'aveugle de couleurs... Fillioud l'ancien journaliste, le ministre simple et courtisé, le ministre qui n'intervient pas, respectueux de l'autonomie des journalistes de l'audiovisuel. Et surtout, Fillioud le fidèle, le vieux compagnon du président, membre aux premières heures de la Convention des institutions républicaines.

Une fidélité qui explique, avec un tempérament porté aux « petites phrases » excessives, sa capacité à défendre aujourd'hui ce qui, hier, était impossible ou néfaste, lorsque, au-dessus de lui, il en a été décidé autrement. Le 9 mars 1984, il déclarait qu'il n'était « absolument pas envisagé d'ouvrir l'accès à la publicité sur les radios privées locales » ; il défendait trois mois plus tard la loi, adoptée le 28 juin, qui l'autorisait. « Il n'y aura pas, car il ne peut y avoir, de télévisions locales », proclamait-il le 2 janvier 1985. La loi a été votée en décembre au Parlement.

En mars 1984, il fustigeait, dans un article pour le Monde, les « réseaux commerciaux (italiens) diffusant les mêmes programmes importés et médiocres ». En novembre 1985, il signait un accord avec M. Silvio Berlusconi.

L'imprudent ! Dans le feu de l'action, pour montrer que cela avance, on se contente pour donner le sentiment que le gouvernement a bien les choses en main et ne veut pas les brusquer, toute une série de

déclarations ont donné parfois de son action l'apparence d'un mouvement brownien.

Il faut dire à sa décharge que la politique de la communication n'a pas été organisée autour d'un pôle de décision unique et fort, maîtrisant à chaque étape des dossiers brûlants. Parce que France, la radio, la télévision, la presse, ne sont pas ou pas encore des dossiers comme les autres. L'économique et le culturel ne sont pas secondaires. Le politique prime. Et M. Georges Fillioud s'est trouvé à chaque instant « coiffé » ou desservi par d'autres, à chaque étape, des principales innovations. La loi sur la presse, ce fut d'abord Maitron et M. Pierre Mauroy. Canal Plus, M. André Rousselet, ancien directeur du cabinet de M. Mitterrand. La plan cablin, M. Louis Massadeu, ministre des PTT, et M. Bernard Schriener. « Monsieur Cible ». Le soutien aux industries audiovisuelles fut l'affaire de M. Jack Lang, le ministre de la culture. Quant à l'ouverture aux télévisions privées hertziennes, le président lui-même... Si l'on y ajoute la concurrence avec la Haute Antenne, qui entendait bien « exister » elle aussi, que restait-il au secrétaire d'Etat ?

Et pourtant, dans la continuité, une politique audacieuse s'est mise en place, rompant avec la frilosité et les blocages antérieurs, ouvrant la voie à un développement « à la française » de la communication audiovisuelle. M. Fillioud et son équipe n'y sont tout de même pas étrangers. Elle a nom radios libres, ouverture,

réparation avec le monopole, encouragement à l'action, qualité du service public, etc.

M. Georges Fillioud, mal-aimé de la politique ? Peut-être. Après l'échec à Romans, aux cantonales de mars 1982, il avait présenté sa démission au président. Refusée. M. Mitterrand avait besoin de ce sage, qui avait si bien « allumé » l'opposition dans l'hémicycle. Au point parfois de se laisser emporter par son talent de tribun. Le 24 janvier 1984, il provoquait la tempête à l'Assemblée pour avoir déclaré : « Ce sont les mêmes représentants du peuple — je mets l'expression entre guillemets —... Une maladresse de plus... »

YVES AGNÈS.

(Né le 7 juillet 1929 à Lyon, M. Georges Fillioud est licencié en droit et diplômé du Centre de formation des journalistes, où il a été enseignant. Grand reporter, puis rédacteur en chef adjoint d'Europe 1, il a été membre du comité exécutif de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), démissionnaire sous laquelle il est élu député de la Drôme en 1967. Banni en 1968, il est élu conseiller général de Romans en 1978, puis à nouveau député de 1973 à 1981 ; il est maire de Romans de 1977 à 1983 (il ne se représentait pas). Il a été par deux fois vice-président de la Délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française. Il était délégué de M. Mitterrand pour la campagne de 1981, après avoir été l'assistant du premier secrétaire du PS pour l'information et le directeur de la publication de l'Express. Il est ministre de la communication dans les deux premiers gouvernements de M. Pierre Mauroy, secrétaire d'Etat dans le troisième (mars 1983), et dans le gouvernement de M. Laurent Fabius.)

● Départs du cabinet de M. Fillioud. — Après M. Robert Lafont, conseiller technique, nommé à TGS diffusion de France, M. Patrick Imhans, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a été nommé ministre plénipotentiaire, puis directeur des projets et des opérations de développement au ministère des relations extérieures (coopération et développement), en remplacement de M. Christiana Joudon.

M. Roger Caracata entre à Radio-France comme responsable du développement des produits dérivés. D'autre part, M. Bernard Miyet, ancien directeur du cabinet de M. Fillioud et ancien président de la SOFIRAD, a été nommé conseiller à Los Angeles (Etats-Unis).

SELON M. JÉRÔME SEYDOUX

Le Consortium européen de télévision produira cent heures de fiction en 1987

« C'était notre objectif, presque notre obsession depuis la création de la « 5 ». Il fallait associer, se regrouper à l'échelle de l'Europe pour produire des fictions, des séries et des films. La constitution du Consortium européen pour la télévision commerciale représente donc à nos yeux un acte majeur. C'est M. Jérôme Seydoux qui parle. Le PDG de la « 5 », a donné quelques précisions, mercredi 12 mars, sur la société dont il avait annoncé le principe, la veille, dans les colonnes du Monde, et à laquelle le gouvernement a décidé d'octroyer deux des canaux du satellite TDF 1.

La vocation du consortium ? « Qu'on ne se y méprenne pas, déclare-t-il. Le but du groupement est avant tout la production commune de programmes. Une production de qualité, à des coûts supportables pour chacun des partenaires, et destinée à enrichir notre propre chaîne. » Sa structure ? Une société de droit luxembourgeois, avec un capital devant atteindre 50 millions de dollars en 1987. Pour le moment, quatre partenaires : l'Anglais Robert Maxwell, l'Italien Silvio Berlusconi, l'Allemand Leo Kirch, le Français Jérôme Seydoux et bientôt, avec la télévision espagnole, un cinquième. Une présidence tournante : la première — pour dix-huit mois — revenant à M. Maxwell.

Le satellite ? « Un plus à très long terme. Pour le moment, simplement du prestige et un supplément de couverture. Ce n'est pas lui

qui a provoqué la création du consortium, mais la nécessité de ce dernier qui a justifié l'accession au satellite. D'ailleurs, l'exploitation des canaux restera marginale pendant un bon moment, l'audience étant très faible et ne nécessitant pas la création de programmes originaux. »

L'un des canaux devrait diffuser dans un premier temps un programme italien composé à partir des chaînes de M. Berlusconi ; le second, un programme anglais à partir de produits de M. Maxwell.

Pour l'heure, ce qui importe au patron de la « 5 », c'est l'annonce d'un pôle de production européen, attendu, estime-t-il, par l'ensemble des partenaires et destiné à produire dès 1987 plus de cent heures de fiction. « Rien n'empêchera le consortium de s'associer pour tel ou tel projet avec un ou plusieurs partenaires », explique M. Seydoux. Mais toute décision de production se prendra à l'unanimité des cinq membres. »

Quatre projets sont déjà lancés pour 1986 : une série télévisée de treize heures, tirée du roman de Simone Signoret « Adieu Valodia », et un prix de 800 000 dollars l'heure ; une « Vie d'Hemingway » en sept heures, qui pourrait intéresser le marché américain ; et un feuilleton de quatre heures sur le pilote automobile italien Nuvolari.

A. Co.

L'AFFAIRE DU RACHAT DU « PROGRÈS » RENVOYÉE AU 7 AVRIL

Match nul ? En renvoyant, au 7 avril, les deux parties qui s'affrontent autour du Progrès de Lyon (le parquet et les avocats des syndicats de journalistes d'un côté, les avocats de M. Robert Hersant, de l'autre) et en leur demandant de compléter leurs informations, le tribunal de commerce de Paris les a mises dos à dos. Un jugement en fond est impossible, en l'état des conclusions fournies, a précisé le tribunal, le 12 mars.

Le contrôle du Progrès par M. Hersant ? Il existe bel et bien, se serait tenté de dire le tribunal, puisque M. Hersant et deux autres représentants de la Socopress siègent aux conseils d'administration des sociétés Delaroche et Progrès SA. Toutefois, contrairement à ce que plaident le parquet et les avocats du SNJ et du la CFDT, « aucune preuve de l'acquisition n'a été soumise » au tribunal, et les « documents sociaux remis à M. Paul Foclat, le mandataire de justice nommé le 14 janvier établissant qu'aucune cession n'a eu lieu ou tout le moins n'a été régularisée ». En outre, le dépeçage illégitime par M. Hersant et son groupe de presse des seuils de diffusion autorisés par la loi sur la presse du 23 octobre 1984 n'apparaît pas « établi en l'état », notamment en l'absence de « données chiffrées qui ont servi de base à l'avis » de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, présidée par M. Henri Caillaud.

Mais le contrôle, antérieur à la loi de 1984, du Progrès par le Dauphiné libéré de M. Hersant, qui rendrait l'opération de rachat licite, comme l'indiquent les défenseurs de M. Hersant est loin d'être prouvée. Après trois mois de procédures, le tribunal a donc décidé d'ajouter quelques épisodes supplémentaires. A ce stade du dossier, les avocats des syndicats de journalistes accusent le parquet — et donc le gouvernement — de n'avoir pas apporté d'éléments suffisants établissant le dépassement illégal des seuils de diffusion par le groupe Hersant. Ces informations sont pourtant disponibles auprès de la commission Caillaud.

Les avocats de M. Hersant ne cachent pas, quant à eux, leur satisfaction de voir l'affaire renvoyée au 7 avril. A cette date, une nouvelle assemblée nationale sera élue... A cette date encore, M. Hersant sera sans doute député de l'Oise. Entre-temps, le 13 mars la commission Caillaud doit rendre son premier avis sur le montage financier proposé, autour du Progrès par M. Hersant. Mais cet épisode semble aujourd'hui dérisoire. Sous les apparences du match nul, le vainqueur semble déjà avoir gagné aux points.

Y.-M. L.

A ÉCOUTER

La leçon de Fernand Braudel

Toulon, 1707. Les ruines étonnantes, la darse et l'arsenal, les jardins plantés d'orangers, les disputes des marins. Le décor est planté ; les acteurs entrent en scène. A l'Est, les Piémontais, emmenés par le « magnifique » prince Eugène et le duc de Savoie, « qui a les yeux plus gros que le ventre » ; ils ont passé le col de Tende le 1<sup>er</sup> juillet, traversé le Var le 7, assisté à un Te Deum à Fréjus et sont, le 24, au pied des remparts de Toulon. De l'autre côté, prêts à soutenir le siège, le maréchal de Tessé, « un dur à cuire », et le marquis de Langeron, « un vieux de la vieille » qui commande la flotte.

En écoutant, l'autisme dernier, peu avant sa mort, de donner une leçon d'histoire à des élèves du collège Alphonse-Daudet de La Valette et en choisissant de leur raconter cet épisode oublié de la guerre de succession d'Espagne, Fernand Braudel a saisi l'occasion de prononcer un ultime « discours de la méthode ». C'est ce document étonnant et émouvant que diffuse France-Culture.

En une heure, l'apôtre de la « longue durée » et des grands espaces renverse allégrement les clichés. Enthousiaste et pédagogue, érudit et complice, il déroule avec malice le récit picaresque du siège de Toulon, ses épisodes, ses ruses, ses rebondissements. Mais s'il multiplie à plaisir les gros plans, c'est pour mieux élargir le champ, s'il détaille le « point » — Toulon, 1707, — c'est pour mieux renvoyer au « carde » qui l'englobe — l'état du monde au début du dix-huitième siècle, les alliances européennes, le commerce avec l'Amérique... Et pour démontrer avec passion à ses élèves d'un jour que la longue durée n'abolit ni l'événement ni le hasard.

GÉRARD COURTOIS.

★ « La leçon de Fernand Braudel », France-Culture, vendredi 14 mars, à 20 h 30.

NOUVELLES IMAGES  
ET TÉLÉVISION

Conférences et projections  
avec 15 chaînes de 10 pays

CHANEL 4, ANTENNE 2, RAI, CNN, GLOBE TV, CANALE CINQUE, FRANCE 5, FTI, RTBF, NKK, FR3, RTL, THAMES TV, LWT, CANAL+ ET DIGITAL PRODUCTIONS, TDI, SOGITEC, MIKROS IMAGE, CAPTAIN VIDEO/VOIR

DU LUNDI 17 AU JEUDI 20 MARS, de 9 h à 13 h, à la SACEM

Inscriptions : par session, 800 F HT - Forfait 4 sessions, 2 500 F HT

Réervations : IMV/PARIGRAPH, 78, Champs-Élysées, 75008 PARIS

Tél. : 45-63-28-43, 45-63-23-53 - Téléc. : 642 181 F

سكزا من الأصل







# RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS « SERVICES »

Jeudi 13 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

Le 17 MARS  
HENRY CHAPIER  
RETOURNE SA VESTE  
LISEZ SON LIVRE  
Editions Carrère-Lafont

**Le bricolage  
ringard,  
au placard!**

20 h 35 Informations.  
Magazine de la rédaction de TF1 proposé par A. Douvres, R. Pic, J. Dorey, M. Albert, R. Laine.  
21 h 45 Feuilleton : *Maître du jeu*.  
De K. Connor et H. Hart, scénario et dialogues : J. K. et P. Yurich, avec D. Cannon, H. Hallin.  
Le dernier épisode confirme le ton de ce feuilleton américain, où la justice, le meurtre, sont plus présents que l'humour.  
22 h 10 Journal.  
23 h 15 C'est à dire.  
DEUXIÈME CHAÎNE : A2  
20 h 35 Cinéma : *Pain, amour et jalousie*.  
Film italien de Luigi Comencini (1954), avec G. Lollobrigida, V. de Sica, R. Riso, M. Martini, V. Riento (N).  
Le marchand de logis-chef et la « herangère » de Pain, amour et jalousie, ont des difficultés pour épouser respectivement la sage-femme Amalia et le cavalier Stelio. Comédie villageoise dans l'esprit et le style de la période.  
22 h 10 La Magasin.  
Préparé par J.-L. Saporta, présenté par M. Honorin.  
Au sommaire : le GAL (une enquête sur le Groupe anti-terroriste de l'Armée libanaise) ; la guerre de l'Empire (la morphologie) ; *Vallée*, la plume de Folon.  
23 h 30 Journal.  
23 h 50 Ces images venues de l'espace.  
Spécial concert de Hallé.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3  
20 h 5 Nuit de la comète (à 22 h 35).  
Nuit spéciale en direct de la Cité des sciences et de

l'industrie de La Villette.  
Ce spectacle de Patrick Camus se déroulera en deux parties et durera... cinq heures ! Grâce à une coproduction FR3-France Inter, des journalistes se trouveront à Paris, à Domestini, à Moscou... De la musique, jazz et classique, en attendant l'apothéose : des images du naufrage de la comète de Halley. Au cours de cette soirée, on découvrira également la nouvelle Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.  
30 h 35 Cinéma : *Planète interdite*.  
Film américain de Fred McLeod Wilcox (1955), avec W. Pidgeon, A. Francis, L. Nielsen, W. Stinson, J. Kelly.  
En 1229, le voyage d'une équipe américaine sur une mystérieuse planète où une autre expédition a disparu depuis vingt ans.  
22 h 10 Journal.  
22 h 35 Nuit de la comète.  
Cette deuxième partie sera composée de documents et de débats sur : La grande peur de 1910 ; Mythes et superstitions de la comète ; La grande comète de 1986 ; Les nouvelles technologies.  
1 h 30 Prélude à la nuit.

FR 3-PARIS-ÎLE-DE-FRANCE  
17 h, l'Age en fleur ; 17 h 15, He de Transe ; 17 h 30, Edgar, le détective ; 18 h, Interviews ; 18 h 30, Quel de tout ; 18 h 55, Mighty Mouse ; 19 h 5, Informations.

LA 5  
20 h 30 Jeu : Pentathlon.  
22 h 30 Magazine : Mode, etc.  
23 h 30 Rediffusion des programmes de la soirée.

TV6  
De 14 h à 2 h, programme musical.

CANAL PLUS  
20 h 35, Sexe fort, film de D. Risi ; 22 h 30, Le Jour du dimanche, film de M. Nichols ; 0 h 15, The devil in the flesh, film de G. Damiano ; 1 h 25, Série : La rançon de la gloire ; 1 h 55, Document : le royaume des glaces.

FRANCE CULTURE  
20 h 30 Écrit pour la radio : « Chambre noire », de F. Trépan, avec M. Lonsdale, D. Emile, S. Goffin.  
21 h 30 L'action musicale en région parisienne.  
22 h 30 Nuits musicales.  
0 h 10 : De jour au lendemain.

FRANCE MUSIQUE  
20 h 30 Concert (« Adéma »), Radio-France et le Théâtre des Champs-Élysées : « Orphée », poème symphonique n° 4 de L. Berlioz, Symphonie n° 4 en sol mineur de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. V. Neumann, sol. J. Vardoy, soprano.  
23 h 00 Les soirées de France-Musique : à 0 h, Allemagne années 80.

Vendredi 14 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Variétés : Les solistes noirs de Julien Clerc.  
Emission de N. Courtois et B. Soulé (rediff.).  
La tournée de Julien Clerc en Afrique, puis à Londres. Rencontre avec le grand leader du mouvement panafricain et ses deux percussions (on ne les verra pas tous), avec Alpha Blondy en Côte d'Ivoire. De « Macumba » à « Médusa », Rythme, percussions, un voyage qui se termine aux Guinées.  
21 h 35 Multfoot.  
23 h 30 Journal.  
23 h 45 TSF (Télévision sans frontières).  
Alpha Blondy : la nouvelle musique reggae de la Côte d'Ivoire restituée par l'humour entre deux tons d'un chanteur et musicien qui mêle le rythme à la dérision.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2  
20 h 35 Feuilleton : *Épionnage et tait-toi*.  
De L. Lignères et C. Watton, réal. C. Boissol. Avec G. de Capetani, C. Demer, S. Grimaldi, J. François.  
Pour arrêter ses fins de mois, Agnès décide de reprendre son service d'espionnage.  
21 h 30 Apogée.  
Magazine littéraire de B. Fivet.  
Sur le thème : *voix pour la littérature, son invité : Philippe Fauré* (Moi j'étais femme dans les tableaux de Modigliani), *Mortier-Jost Hamy* (Nouvelles poésies contemporaines, choisies par Jean Besson) et *Claude Miché* (Clary, Jacques Demougin, Judith Thurman, Dominique Aubert et Pierre Ajoux).

22 h 50 Journal.  
23 h 00 Ciné-club : *A nous la liberté*.  
Film français de René Clair (1931), avec R. Corty, H. Marchand, F. Rolla, P. Olivier, A. Michaud (N).  
Un prisonnier s'évade et devient un puissant industriel capitaliste. Un ancien compagnon de prisonnier entre dans le monde technique non contrôlé. Par le biais de la comédie, René Clair a traité sérieusement, sous l'humour, des problèmes sociaux qui préoccupaient le monde en pleine crise économique.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3  
20 h 35 Série : *Madame et ses flics*.  
De R. Bernard, scénario et dialogues de R. Caron et D. Van Cauwenberghe. Avec F. Dorner, E. Colin.  
Une base de miel trouble à cause d'une belle robe... Il ne s'agit pas que ce nouvel épisode soit parti pour réchauffer cette série « musicale ».  
21 h 40 Vendredi : *Enfants-télévision*.  
De J.-C. Elch, L. Sablio et D. Colonna.  
(Lire notre article.)  
22 h 35 Journal.  
23 h 55 Espace francophone.  
Wallis-et-Futuna, la république des rats.  
23 h 25 Oskar Kokoschka.  
Evocation du peintre grandeur et férocité, né en 1886, à l'occasion de l'exposition sur Vienna au Centre Pompidou.  
23 h 35 Prélude à la nuit.  
« Sonate en sol majeur n° 1 opus 14 n° 2 » de Beethoven par A. Földes au piano.

CANAL PLUS  
19 h 5, *Zeitch* ; 19 h 35, Tout s'achève ; 20 h 15, Jen ; 20 h 30, *Men Dine*, comment s'en va-t-on ? film de L. Comencini ; 0 h 10, *Petit en amoureux*, film de M. Deville ; 1 h 45, *Boy meets girl*, film de L. Carax ; 3 h 25, *The devil in the flesh*, film de G. Damiano ; 4 h 35, *La rançon de la gloire* ; 5 h 25, *La rançon de la gloire* ; 6 h 10, *Les branches défranchées*.

LA 5  
20 h 30 Feuilleton : *Flamingo Road*.  
21 h 30 Arabesque, série de suspense.  
22 h 30 Grand prix, magazine auto-moto.  
23 h 30 Rediffusion des programmes de la soirée.

FRANCE CULTURE  
0 h 00 Les nuits de France-Culture.  
7 h 00 C'est la nuit, Symphonie n° 4 en sol mineur de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. V. Neumann, sol. J. Vardoy, soprano.  
8 h 15 Les enjeux internationaux.  
8 h 30 Les chemins de la connaissance : La répression des enfants difficiles (à 10 h 50 : les Oiseaux).  
9 h 05 Matière du temps qui change : politiques économiques et relations internationales au vingtième siècle.  
10 h 30 Musique : *Miroirs* (à 17 h).  
11 h 10 L'école hors les murs : Bricette et sœur (les secrets du jardin en quatre leçons).  
11 h 30 Feuilleton : *L'autisme à Pékin*.  
12 h 00 Panorama.  
13 h 40 On commence... changements dans la décentralisation.  
14 h 00 Un livre, des voix : « Le Manège d'hiver », de Camille Bourquel.  
14 h 30 Sélection prix Italia : *Vie-Vent-Vide*, de R. G. Comte.  
15 h 30 L'échappée belle : Meknes royale, Meknes soufie (à l'occasion de la fête du trône au Maroc).  
17 h 10 Le pays d'ici à Gien.  
18 h 00 Subjectif.  
19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : la physiologie de l'atmosphère.  
20 h 00 Musique, mode d'emploi : Yvonne Lefebvre.  
20 h 30 La leçon d'histoire, d'après Fernand Braudel.  
21 h 30 Black and blue : table ronde de journalistes.  
22 h 30 Nuits musicales.  
0 h 10 : De jour au lendemain.

FRANCE MUSIQUE  
20 h 30 Concert (donné le 1<sup>er</sup> septembre, amis de Serrebrück) : « Suite pour orchestre n° 2 en si mineur », de J.-S. Bach, « Concerto pour piano et orchestre n° 1 en sol mineur », de Mendelssohn, « Symphonie n° 4 en mi mineur », de Brahms, par l'Orchestre symphonique de Serrebrück, dir. M. Aizman, sol. Leonkaia, piano, J. Ikeda, flûte.  
22 h 20 Les soirées de France-Musique : « Les Pêcheurs de perles », à 0 h, Musique traditionnelle : Radio-France et l'année de l'Inde, hommage à Nikhil Banerjee, grand sitariste bengali.

Les programmes des trois chaînes et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 8 mars).

## TRIBUNES ET DÉBATS

### JEUDI 13 MARS

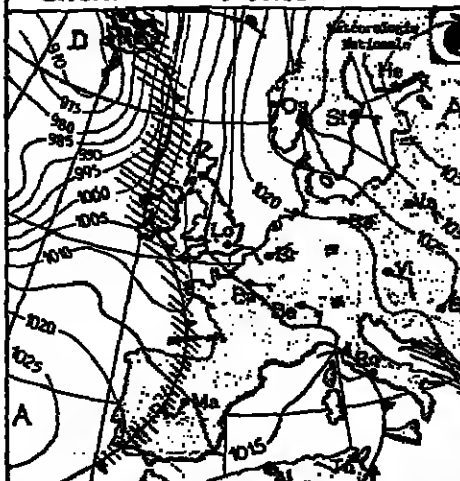
— M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, est invité à l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », sur RTL, à 18 h 15.  
— M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, est reçu sur RMC à 8 heures, et « Face à la rédaction », sur Europe 1, à 19 heures.

### VENREDI 14 MARS

— M. Jacques Chirac, président du RPR, maire de Paris, est invité à l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », sur RTL, à 18 h 15.  
— M. Laurent Fabius, premier ministre, est « Face à la rédaction », sur Europe 1, à 19 heures.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.03.86 A 0 h G.M.T.

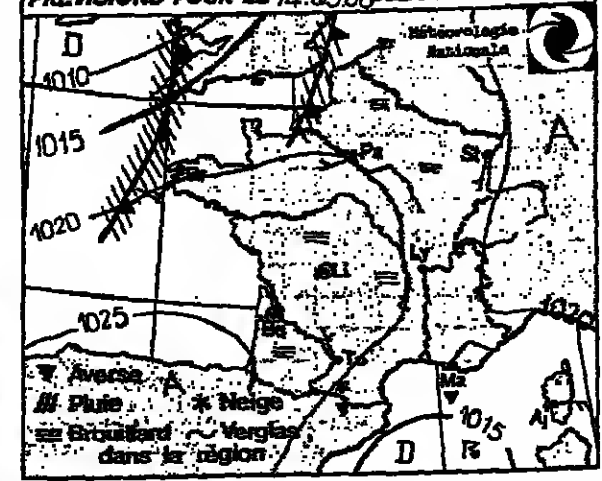


Evolution probable du temps en France entre le jeudi 13 mars à 0 heure et le vendredi 14 mars à 0 heure.

Une perturbation va intéresser l'ouest du pays avant de s'évanouir vers les îles Baléares, puis la Tunisie. A l'arrière, le champ de pression sera en hausse. De ce fait, la perturbation suivante sera repoussée vers les Britanniques et l'ouest sera que les régions proches de la Manche.

Jeudi matin, le ciel sera très nuageux de la Bretagne à la Normandie, aux Pays de la Loire et aux Pyrénées. De plus, le temps sera humide avec quelques brumes sur la Bretagne et sur les côtes vendéennes. D'autre part, on observera des averses près des Pyrénées. Elles seront plus nombreuses sur l'est de la chaîne. Sur les autres régions, les conditions anticycloniques prédomineront avec de nombreux brouillards, localement givrants, et des nuages bas. Dans la journée, les éclaircies seront belles du Sud-Ouest au Massif Central, au Nord-

PRÉVISIONS POUR LE 14.03.86 DÉBUT DE MATINÉE



Est et à la Méditerranée. Toutefois, sur les vallées, le ciel sera plus long à se dégager. Des pays de la Loire à la frontière belge, le ciel restera voilé. Les nuages seront abondants près de la Manche avec quelques brumes sur les régions orientales.

Les températures seront en légère hausse. Le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans la moitié nord avec de faibles gelées locales dans le Nord-Est, de 6 à 8 degrés des côtes atlantiques au Sud-Ouest et près de la Méditerranée. Dans la journée, sur la moitié nord, elles atteindront 8 à 10 degrés dans l'intérieur, 10 à 12 degrés près des côtes. Du Sud-Ouest aux régions proches de la Méditerranée, elles iront de 12 à 15 degrés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 12 mars, le second le minimum de la nuit du 12 mars au 13 mars) : Ajaccio, 14 et 9 degrés ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## EN BREF

**COLLOQUE**  
IDENTITÉ ET CULTURE HISPANICO-AMÉRICAINES AUX ETATS-UNIS. — Le Centre interdisciplinaire de recherches nord-américaines (CIRNA), le Centre de recherches interdisciplinaires sur les champs culturels en Amérique latine (CICRAL) et l'Association pour la diffusion et l'étude des cultures latines d'Amérique du Nord (ADOLAN) organisent des journées d'études : « Identité et culture hispaniques aux Etats-Unis », à la Maison de l'Amérique latine. Le jeudi 13 mars, des ateliers seront consacrés à « l'histoire et l'identité culturelles », à « la littérature de l'exil », à la poésie, à « l'écriture féminine et féministe » et, suivis d'une soirée de lecture. Le vendredi 14 mars, les participants s'élèveront au théâtre, aux arts plastiques, étudieront les œuvres romanesques et récits autobiographiques. Une séance de synthèse et une soirée de théâtre clôtureront ces journées.  
\* Renseignements et inscriptions : Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-22-97-60.

**DOCUMENTATION**  
LES TEMPS MODERNES. — L'Association française des documentalistes et des bibliothécaires spécialisés (ADBS) organise lundi 17 mars, de 8 h 30 à 17 h 30, une journée d'étude sur le thème : « Documentation, nouvelles technologies, nouvelles perspectives, nouveaux métiers ? ». Des documentalistes, mais aussi des ingénieurs, des sociologues et des enseignants participeront à cette session qui se tiendra à l'Institut de la documentation, 5, rue Descartes. Prix de la journée, repas (buffet campagnard) compris : 400 F pour les membres de l'ADBS, 700 F pour les non-membres, 200 F pour les membres demandeurs d'emploi et étudiants.  
\* Inscriptions ADBS, 5, avenue Franco-Russe, 75007 Paris. Tél. : 45-55-55-16.

**FORMATION**  
COMMERCE INTERNATIONAL, BUREAUTIQUE, MICRO-INFORMATIQUE AU CENTRE TRUDAINE. — Deux journées portes ouvertes sur les débouchés et les formations du Centre Trudaine de formation commerciale et administrative auront lieu les vendredi 14 mars et samedi 15 mars.  
\* Les gravures de Rembrandt, Petit Palais, 15 heures, hall (J. Angot).  
\* Basilique de Saint-Denis : croyances et légendes médiévales liées à la basilique de Saint-Denis, 14 h 15.  
\* L'exposition des Cisterciens à Paris, au musée Carnavalet, 14 h 30.  
\* La Renaissance italienne : le Quattrocento, au musée du Louvre, 14 h 30.  
\* Le palais abbatial de Saint-Denis, 16 heures, Tél. : 47-34-25-15.  
\* L'Hôtel de Ville, 14 h 30, devant l'Hôtel de Ville (la France et son passé).  
\* La cathédrale Saint-Louis et sa chapelle palatiale, 14 h 30, façade cathédrale Saint-Louis à Versailles.  
\* De Chopin à Bizet : tableaux de

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 12 mars :

**DES DÉCRETS**  
N° 86-335 du 5 mars 1986 modifiant le décret n° 58-989 du 28 août 1958 relatif au statut particulier des fonctionnaires de l'École nationale d'administration.  
N° 86-337 du 5 mars 1986 modifiant certaines dispositions du code du service national (sanctions disciplinaires).  
N° 86-339 du 5 mars 1986 relatif aux dépenses de participation au travail en commun dans les groupements agricoles d'exploitation en commun.

**DES ARRÊTÉS**  
Du 10 mars 1986 portant création d'une commission de défense nationale en matière de télécommunications.  
Du 10 mars 1986 portant création d'un groupe interministériel pour la sécurité des satellites.  
**UNE CIRCULAIRE**  
Du 28 février 1986 relative à la mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement. Application de l'article 12 de la loi n° 86-663 du 22 juillet 1983 modifiée : modalités de mise en place, compétences et fonctionnement des conseils de l'éducation nationale institués dans les régions et les départements d'outre-mer.

Sont publiés au Journal officiel du 13 mars 1986 :

**UN DÉCRET**  
N° 86-347 du 10 mars 1986 relatif à l'Institut national de propriété industrielle.  
**DES ARRÊTÉS**  
Du 7 mars 1986 autorisant la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, Europe 1 Communication, Radio Monte-Carlo et Sud-Radio Service à assurer un service de radiodiffusion sonore destiné au public en général.  
**DES CIRCULAIRES**  
Du 12 mars 1986 relative aux emprunts à l'étranger.  
Du 28 février 1986 relative à la mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement agricole public. (Conséquences du transfert de compétences pour les établissements d'enseignement agricole au plan des responsabilités juridiques et règles de substitution dans les contrats d'assurance en cours).

## PARIS EN VISITES

### VENREDI 14 MARS

musiciens au Père-Lachaise, 14 h 45, méro Gambetta, sortie Père-Lachaise (V. de Langlade).  
\* L'abbaye de Port-Royal, 14 h 30, 123, boulevard de Port-Royal (S. Rojon).  
\* Le Palais de justice en activité, 14 h 30, méro Cité (toté marché aux fleurs) (M.-C. Lamière).  
\* Salles gothiques, prisons révolutionnaires et Palais de justice, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, caisse (Approche de l'art).  
\* Jardins et cités d'artistes de Montmartre, 14 h 30, méro Lamarck-Caulaincourt (Paris pittoresque et insolite).  
\* Notre-Dame de Paris : naissance de l'architecture gothique, 15 heures, portail central (M. Pöyry).  
\* Paroisse aérienne dans les parties hautes du temple de l'Oratoire, 14 h 30,

méro Louvre (lamps de poche) (M. Banassat).  
\* Cryptes et souterrains de l'église Saint-Sulpice, 15 heures, parvis église (P.-Y. Jastot).

méro Louvre (lamps de poche) (M. Banassat).

26, rue Bergère, 19 h 30, « Rapports entre l'affectivité et la perception » (J. Villeneuve-Bernard, psychologue).

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, Une révélation stupéfiante : les cathédrales anglaises, piles normandes, arcs renversés, voûtes en éventail (M. Memier-Thouron).  
5, rue Saint-Blaise, 18 heures, « La civilisation Maya » (conférence projection).  
11 bis, rue Képler, 20 h 15, « Comment comprendre la réincarnation ? ».

## CONFÉRENCES

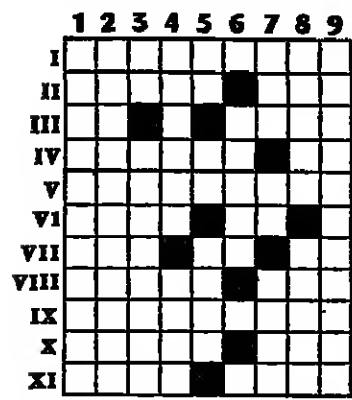
كنا من الأصل



# INFORMATIONS « SERVICES » LE CARNET DU Monde

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4182



### HORIZONTALEMENT

I. On parle davantage de son époux, mais on ne le connaît pas mieux. - II. Les frites l'ont abandonné, mais il a conservé ses trompettes. N'est plus le même homme quand il se retourne. - III. Au théâtre, ils sont toujours premiers. Fléau dérangeant les balances. - IV. La romaine est plus légère que la russe. Note. - V. Chasser les nuages. - VI. Ligne ou poisson. Rocher de l'océan indien, il est très fréquenté de nos jours. - VII. Forme d'avoir. Saint méridional. Personnel. VIII. Fuyard insaisissable. Ne passe pas quand il est grand. - IX. Tyyan d'échappement empoisonnant. - X. Collecteur de fonds. Rivière enjavant des gorges admirables. -

XI. Commune, parmi les hommes. Delorme y travailla.

### VERTICALEMENT

I. Eléments d'un problème ne manquant pas d'actualité. - 2. Rapport quand il est gros. - 3. Note. Aliment de choix pour la cuisine. - 4. Facteur d'agitation chez les fermiers. On les chasse pour éviter les coups de fusil. - 5. Privatif. Duplicité. Un gentleman n'y met jamais les pieds. - 6. Peut s'utiliser comme toise. - 7. Préfixe novateur. Porte-feuille ou porte-bouteilles. Même allongé, il reste très raccourci. - 8. Blindée. Fait du bruit au fait en sarte qu'un n'entende plus rien. - 9. Cortège généralement ouvert par un char fleur.

Solution du problème n° 4181

Horizontalement  
I. Hôtel. Tas. - II. Ornement. - III. Réminiscent. - IV. Let. Tir. - V. Agilité. - VI. Gamelle. - VII. Es. Alerte. - VIII. Fleu. Et. - IX. El. Rani. - X. Oui! Perde. - XI. Chaussure.

Verticalement  
1. Horloger. Oc. - 2. Orfe. As. Euh! - 3. Tam-tam. Pla. - 4. Eln. Geai. - 5. Lente. PS. - 6. Meilleures. - 7. Terrier. Arc. - 8. Ane. Tendu. - 9. Stèle. Etier.

GUY BROUTY.

TERMINAL	FINALES	SIGNES	TERMINAL	FINALES	SIGNES
NUMÉROS	NUMÉROS	ZODIAC	NUMÉROS	NUMÉROS	ZODIAC
1	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100

TERMINAL	FINALES	SIGNES	TERMINAL	FINALES	SIGNES
NUMÉROS	NUMÉROS	ZODIAC	NUMÉROS	NUMÉROS	ZODIAC
1	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100

TERMINAL	FINALES	SIGNES	TERMINAL	FINALES	SIGNES
NUMÉROS	NUMÉROS	ZODIAC	NUMÉROS	NUMÉROS	ZODIAC
1	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100

TERMINAL	FINALES	SIGNES	TERMINAL	FINALES	SIGNES
NUMÉROS	NUMÉROS	ZODIAC	NUMÉROS	NUMÉROS	ZODIAC
1	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100	001 002 003 004 005 006 007 008 009 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100

Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	
008088	090088	098188	098008	098080	10 000,00 F
018088	091088	098288	098018	098081	
028088	092088	098388	098028	098082	
038088	093088	098488	098038	098083	
048088	094088	098588	098048	098084	
058088	095088	098688	098058	098085	
068088	096088	098788	098068	098086	
078088	097088	098888	098078	098087	



# économie

## REPÈRES

### Dollar : Plus ferme à 7,04 F

Les cours du dollar se sont raffermis jeudi 13 mars sur les marchés des changes, l'Europe confirmant et amplifiant la hausse enregistrée la veille au soir à New-York. Des achats commerciaux nourris et un peu de rachats des vendeurs ont contribué à faire remonter légèrement le dollar, sauf à Tokyo, où les autorités japonaises bloquent toute avance au niveau inchangé de 180 yens.

### Automobile : rechute des ventes en février

Après une bonne progression en janvier (+ 13,2 %), le marché français de l'automobile a redouté en février (- 6,5 % par rapport à février 1985). Dans ce mauvais climat, les constructeurs français ont encore perdu des points. Avec 33 200 voitures vendues, Renault a reculé de 17,3 % par rapport à l'an dernier, et Peugeot SA, avec 45 000 ventes, de 5,9 %. Les fabricants étrangers, en revanche, ont enregistré 47 500 voitures, soit 2,1 % de plus qu'en février 1985. Leur part du marché a atteint 37,9 %, contre 38 % en janvier et 36,6 % sur l'ensemble de 1985. Inquiète, la chambre syndicale de la construction automobile indique que l'arrivée de nouveaux modèles français, devrait permettre une reconquête. Mais, globalement, elle craint que les ménages ne se tournent, en 1986, davantage vers l'épargne que vers l'achat de voitures neuves, à cause notamment, des taux d'intérêt trop élevés.

### Nucléaire : Framatome signe une lettre d'intention avec la Chine

Framatome et EDF ont signé, mercredi 12 mars, une lettre d'intention pour la fourniture du cœur nucléaire et de l'ingénierie de la centrale électrique de Deyu-Bay, près de Canton. Cette signature est l'aboutissement de sept années de négociations, qui ont coûté au constructeur français 180 000 heures de travail et 180 millions de francs. La construction des deux réacteurs de 980 mégawatts chacun, qui fourniront de l'électricité à Hongkong (70 % du total) et à la province chinoise de Guangdong, devrait être achevée à la fin de 1992. Elle assurera 500 000 heures de travail aux usines de Chalon et du Creusot. Mais ce contrat, d'un montant de 6 milliards de francs, ne devrait pas être une bonne affaire financière pour Framatome. Bien que le gouvernement chinois ait décidé de reporter de cinq ans l'engagement de la suite de son programme d'équipement nucléaire, le constructeur français ne perd pas espoir d'y participer. Il s'agit du premier contrat signé à l'exportation par un constructeur nucléaire depuis six ans, le dernier emporté également par Framatome, concernant la fourniture des tranches 9 et 10 en Corée du Sud.

### Déficit budgétaire : 153,3 milliards de francs en 1985 pour la France

L'exécution du budget de 1985 fait apparaître un déficit de 153,3 milliards de francs, représentant 3,3 % du PIB, selon les chiffres publiés par le ministère de l'économie et des finances. Ce déficit est supérieur de 13,1 milliards de francs à celui qui avait été inscrit dans la loi de finances initiale (140,2 milliards de francs) voté fin 1984 par le Parlement. En 1985, ce chiffre avait été rectifié en hausse dans la loi de finances rectificative et avait été porté à 149,6 milliards de francs. En 1984, le déficit avait atteint 146,2 milliards et 129,6 milliards en 1983. Les recettes nettes du budget 1985 ont atteint 901,5 milliards de francs (+ 6,3 % par rapport à 1984). Ce budget ne comporte aucun report de charges sur 1986, le supplément de charges constaté s'explique essentiellement par la prise en compte du paiement de la dette que l'Etat devait début 1985 à la Sécurité sociale (une dizaine de milliards de francs).

## AGRICULTURE

### M. Chirac tente de rassurer la coopération agricole

Le président du RPR a réagi pour tenter d'apaiser la coopération agricole, inquiète d'un projet de loi tendant à aligner le régime fiscal des coopératives sur le droit commun (le Monde du 12 mars). M. Jacques Chirac a indiqué, en réponse au télégramme du président de la Confédération française de la coopération agricole que la proposition incriminée « ne vise pas spécifiquement la coopération agricole, mais certaines formes de coopération, telles que les SCOP et coopératives de consommation, dont le développement a été freiné par le gouvernement socialiste depuis 1981 ».

met en difficulté un grand nombre d'entreprises du secteur privé ».

Toutefois, M. Chirac ne dément pas et confirme même que « des modifications législatives touchant aux domaines juridiques, fiscaux et sociaux » sont envisageables pour « le statut de la coopération agricole, comme celui du Crédit agricole ». Mais, précise le président du RPR, cela ne pourrait se faire sans « la consultation préalable des principaux intéressés et de l'ensemble des organisations professionnelles agricoles à caractère général ».

(Publicité)

**ORGANISATION DES NATIONS POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**  
Rome, Italie

A une vacance de poste pour un **ANALYSTE DES SYSTEMES**

La division de la statistique cherche un **Analyste des Systèmes** pour gérer les opérations sur ordinateur du service de l'Analyse statistique.

**Qualifications essentielles :** diplôme universitaire en sciences de l'informatique avec bonne formation en statistique ou diplôme en mathématiques ou statistique avec bonne connaissance de l'ordinateur. Cinq années d'expérience avec des systèmes basés sur ordinateur comprenant la conception, la programmation et l'application des systèmes de l'informatique. Bonne connaissance de l'Anglais, Français ou Espagnol. Il serait souhaitable, pour le candidat d'avoir connaissance des statistiques agricoles internationales.

**Condition d'emploi :** Contrat initial de trois ans avec possibilité de carrière. Allocation d'installation, exemption des taxes sur le salaire ajustement de poste, allocation pour frais de scolarité, autres avantages de la Fonction publique internationale.

Prière d'envoyer curriculum vitae détaillé avant le 23 avril 1986, indiquant référence VA n° 169-ESS au :

Bureau de Recrutement FAO  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie

## APRÈS LA BAISSSE DES PRIX DE 0,2 % EN FÉVRIER

### « Dans une situation assainie... »

M. Bérégovoy ne dissimulait pas sa satisfaction, mercredi 12 mars, en réunissant précipitamment la presse à midi, juste après le conseil des ministres. C'est qu'il venait d'apprendre que, pour la première fois depuis vingt ans, les prix avaient baissé en France. Ce - 0,2 % obtenu en février, selon les premières estimations de l'INSEE, relève à la critique ses meilleurs arguments : depuis un an, la France soutient la comparaison avec ses principaux partenaires ; depuis six mois, elle fait jeu égal avec l'Allemagne fédérale avec une hausse de 0,6 % ; depuis trois mois, elle fait mieux que la RFA, ce qui lui permet de ramener son écart d'inflation avec son voisin d'outre-Rhin à 2,7 points alors qu'il était - on ne manque jamais de le rappeler dans la majorité - de 8 points en 1980. M. Bérégovoy insiste fortement sur ce point et en tire la conclusion que « pis qu'une erreur, une dévaluation serait une faute grave ».

Cet événement historique d'une baisse des prix a permis au ministre de l'économie et des finances de passer d'une grande victoire de la France sur elle-même. Pour lui, l'économie française est en bon état de marche et la croissance peut se faire dans une situation assainie.

La désinflation ayant été un objectif délibérément poursuivi depuis l'été 1982 par les gouvernements socialistes, on ne peut que saluer le succès obtenu. On n'oublie certes pas que la baisse des prix des matières premières depuis un an, la dépréciation du dollar, celle des prix du pétrole,

enfin, ont grandement facilité les choses. La désinflation étant en outre un phénomène général, la France a également bénéficié de la modération des prix importés. Mais cela n'aurait pas suffi s'il n'y avait eu cet effort sur les revenus imposés dès 1982 par MM. Mauroy et Delors. La désinflation des salaires, dont M. Fabius et Bérégovoy ont maintenu le principe, aura joué un rôle primordial dans la lutte contre l'inflation. Le ministre de l'économie et des finances parle à cet égard d'une « révolution culturelle ». Il n'a pas tort.

Après avoir vécu pendant deux décennies dans l'idée d'une constante hausse des prix, les Français ont petit à petit pris l'habitude du contraire. Ils anticipent, pour ainsi dire, dans le bon sens. Pour obtenir un pareil changement de mentalité, MM. Delors et Bérégovoy n'ont pas ménagé leurs efforts, laissant en outre, par moments, chacun à son tour, qu'ils menaient une politique de l'indice. Ils en avaient le droit, et peut-être même le devoir, puisqu'il s'agissait prioritairement de briser la spirale inflationniste prix-salaires.

#### Limites

L'exercice a cependant ses limites et ne peut être poursuivi au-delà d'un certain temps, sauf à laisser les moyens compromettre la fin. Reporter à avril l'aménagement de la TIFP (taxe intérieure sur les produits pétroliers), empêcher EDF de relever ses tarifs, alors que ses amortissements, ses coûts salariaux et son service de la dette

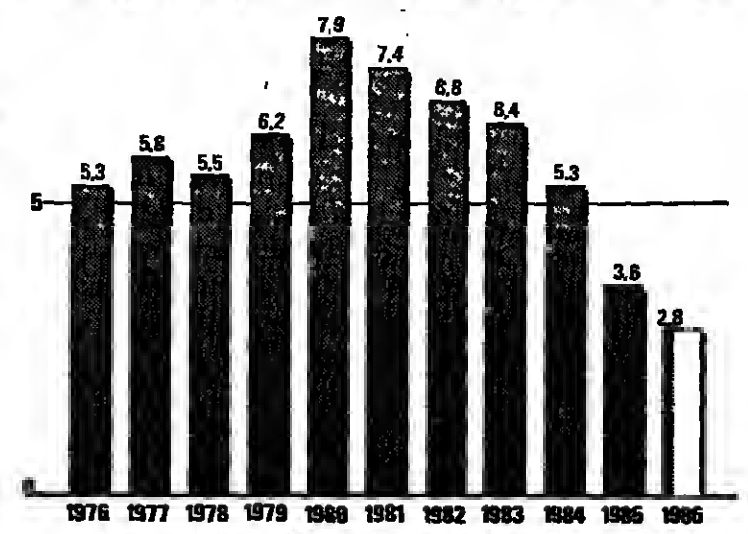
l'y incitent, n'est pas forcément de bonne politique. C'est pour, surtout en ce qui concerne l'essence, sur une conjoncture internationale favorable aujourd'hui mais qui peut se retourner demain.

Faut-il rappeler enfin que les résultats obtenus par la France en matière d'inflation le sont en partie grâce au contrôle maintenu sur les prix des services et, dans une moindre mesure, sur les marges commerciales, cette dernière disposition atténuant la portée d'une

libération, presque totale (91 %) des prix industriels à la production. M. Bérégovoy le reconnaît quand il s'inquiète des conséquences d'une brusque et totale libération des prix si la droite arrivait au pouvoir. Il resterait donc encore quelques assainissements à opérer avant que l'on puisse comparer sans aucune réserve avec les autres pays industriels.

FRANÇOIS SIMON.

### LA RÉDUCTION DE L'ÉCART D'INFLATION AVEC LA RFA



### AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité du Burundi (REGIDESO) lance Appel d'Offres International pour la réalisation des travaux ci-après :

- Lot n° 1 : Ligne A 110 KV Ruzizi II - Bubanza et raccordement à Bubanza de la ligne A 110 KV Ruzizi - RV 1.
- Lot n° 2 : Postes 110/30 KV de Bubanza et de Cibitoke.

La Régie a obtenu un crédit de l'Association internationale de développement I.D.A. (Banque mondiale) pour financer le coût de la liaison Ruzizi II - Burundi.

La participation est ouverte aux fournisseurs et entrepreneurs admis à soumissionner conformément aux directives concernant la passation des marchés financiers par les prêts de la Banque mondiale et les crédits de FIDA.

Les lieux d'exécution sont les suivants :

- Lot n° 1 : en République du Burundi, du Rwanda et du Zaïre entre la centrale de Ruzizi II et la province de Bubanza.
- Lot n° 2 : en République du Burundi dans les villes de Cibitoke, Bubanza et dans la zone située entre le Rwanda dans la préfecture de Cyprien.

Le délai d'exécution est à proposer par le soumissionnaire mais ne saurait en aucun cas excéder 23 mois.

Les candidats admissibles à concourir peuvent obtenir des informations complémentaires et examiner les dossiers d'Appel d'Offres dans les bureaux de :

REGIDESO - R.P. 660 - BUJUMBURA (Burundi)

Tél : 5006 BDI

ou

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE INTERNATIONAL

(Ingénieur-conseil pour le projet)

68, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

Tél : 660 434 F - Téléphone : (1) 47-64-66-72

Les documents d'Appel d'Offres peuvent être obtenus sur demande écrite adressée à l'Electricité de France International à compter du 1<sup>er</sup> avril 1986 ou à l'Agence à compter du 3 avril 1986, contre paiement d'un montant non remboursable de 2 500 FRF par lot.

Toutes les soumissions doivent être accompagnées d'une caution de soumission ou d'une garantie bancaire d'un montant égal à cinq pour cent du montant de la soumission. Cette caution devra être annexée à l'offre financière.

Les soumissions rédigées en langue française devront parvenir par enveloppe recommandée ou enregistrée de main à main à :

M. le Directeur général de la REGIDESO  
B.P. 660 - BUJUMBURA (Burundi)

As plus tard le 3 juin 1986 - 15 h (Heure de Bujumbura) en cinq copies. Elles devront porter la mention : OFFRE POUR LA LIAS-SON RUSIZI II, BURUNDI, à ouvrir qu'en séance. L'ouverture des OFFRES aura lieu en séance publique le 3 juin 1986 à 15 h 30, heure de Bujumbura, à la Direction générale de la REGIDESO.

(Publicité)

**ORGANISATION DES NATIONS POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**  
Rome, Italie

A une vacance de poste pour un **statisticien**

La division de la statistique cherche un statisticien pour travailler sur la collection des statistiques sur les prix.

**Qualifications essentielles :** diplôme universitaire en statistique ou sciences économiques ; trois années d'expérience dans une position responsable en statistiques économiques comprenant la construction et l'analyse des statistiques sur les prix. Capable d'écrire clairement et de présenter des statistiques efficacement pour des publications. Bonne connaissance des sources de statistiques nationales et internationales. Capable d'effectuer des recherches et d'interpréter, de résumer des conclusions en termes statistiques. Bonne connaissance de l'Anglais, Français ou Espagnol et connaissance suffisante d'autres langues.

Il serait souhaitable d'avoir une expérience des statistiques dans les pays en voie de développement, une formation ou une expérience des statistiques sur les indices et les prix ; connaissance des ordinateurs et langage de la programmation des ordinateurs.

**Condition d'emploi :** Contrat initial de trois ans avec possibilité de carrière. Allocation d'installation, exemption des taxes sur le salaire, ajustement de poste, allocation pour frais de scolarité, autres avantages de la Fonction publique internationale.

Prière d'envoyer curriculum vitae détaillé avant le 28 avril 1986 indiquant référence VA n° 174-ESS au :

Bureau de recrutement FAO  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie

(Publicité)

**ORGANISATION DES NATIONS POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**  
Rome, Italie

A une vacance de poste pour un **statisticien**

La division de la statistique cherche un statisticien pour travailler sur les recensements.

**Qualifications essentielles :** diplôme universitaire en statistique ou sciences économiques. Sept années d'expérience avec des organisations nationales ou internationales dans le domaine des recensements. Bonne connaissance de l'Anglais, Français ou Espagnol et connaissance d'autres langues. Expérience en recensements agricoles dans les pays en voie de développement. Expérience en utilisation des registres administratifs aux fins de statistiques. Expérience en organisation de séminaires et centres de formation. Expérience dans l'application sur ordinateur des problèmes statistiques. Capable d'entreprendre des études et recherches de matière indépendante et rédiger clairement et de manière succincte.

Il serait souhaitable d'être en possession d'un doctorat en statistique ou sciences économiques ou en économétrie.

**Condition d'emploi :** Contrat initial de trois ans avec possibilité de carrière. Allocation d'installation, exemption des taxes sur le salaire, ajustement de poste, allocation pour frais de scolarité, autres avantages de la Fonction publique internationale.

Prière d'envoyer curriculum vitae détaillé avant le 23 avril 1986 indiquant référence VA n° 170-ESS au :

Bureau de recrutement FAO  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie

مكتبة من الأصل



## Le défi des retraites

(4) « Comptes et mécomptes de la protection sociale », *Revue politique et parlementaire*, diffusion PUF, 1986.



**ATREPRISES -**  
Sport & Santé Club  
de Brest

[illegible]

# Canon

1. **FREE** **AMERICAN**  
**SAFT** **AMERICA**  
 2. **AMERICAN**  
 3. **AMERICAN**  
 4. **AMERICAN**  
 5. **AMERICAN**  
 6. **AMERICAN**  
 7. **AMERICAN**  
 8. **AMERICAN**  
 9. **AMERICAN**  
 10. **AMERICAN**  
 11. **AMERICAN**  
 12. **AMERICAN**  
 13. **AMERICAN**  
 14. **AMERICAN**  
 15. **AMERICAN**  
 16. **AMERICAN**  
 17. **AMERICAN**  
 18. **AMERICAN**  
 19. **AMERICAN**  
 20. **AMERICAN**  
 21. **AMERICAN**  
 22. **AMERICAN**  
 23. **AMERICAN**  
 24. **AMERICAN**  
 25. **AMERICAN**  
 26. **AMERICAN**  
 27. **AMERICAN**  
 28. **AMERICAN**  
 29. **AMERICAN**  
 30. **AMERICAN**  
 31. **AMERICAN**  
 32. **AMERICAN**  
 33. **AMERICAN**  
 34. **AMERICAN**  
 35. **AMERICAN**  
 36. **AMERICAN**  
 37. **AMERICAN**  
 38. **AMERICAN**  
 39. **AMERICAN**  
 40. **AMERICAN**  
 41. **AMERICAN**  
 42. **AMERICAN**  
 43. **AMERICAN**  
 44. **AMERICAN**  
 45. **AMERICAN**  
 46. **AMERICAN**  
 47. **AMERICAN**  
 48. **AMERICAN**  
 49. **AMERICAN**  
 50. **AMERICAN**  
 51. **AMERICAN**  
 52. **AMERICAN**  
 53. **AMERICAN**  
 54. **AMERICAN**  
 55. **AMERICAN**  
 56. **AMERICAN**  
 57. **AMERICAN**  
 58. **AMERICAN**  
 59. **AMERICAN**  
 60. **AMERICAN**  
 61. **AMERICAN**  
 62. **AMERICAN**  
 63. **AMERICAN**  
 64. **AMERICAN**  
 65. **AMERICAN**  
 66. **AMERICAN**  
 67. **AMERICAN**  
 68. **AMERICAN**  
 69. **AMERICAN**  
 70. **AMERICAN**  
 71. **AMERICAN**  
 72. **AMERICAN**  
 73. **AMERICAN**  
 74. **AMERICAN**  
 75. **AMERICAN**  
 76. **AMERICAN**  
 77. **AMERICAN**  
 78. **AMERICAN**  
 79. **AMERICAN**  
 80. **AMERICAN**  
 81. **AMERICAN**  
 82. **AMERICAN**  
 83. **AMERICAN**  
 84. **AMERICAN**  
 85. **AMERICAN**  
 86. **AMERICAN**  
 87. **AMERICAN**  
 88. **AMERICAN**  
 89. **AMERICAN**  
 90. **AMERICAN**  
 91. **AMERICAN**  
 92. **AMERICAN**  
 93. **AMERICAN**  
 94. **AMERICAN**  
 95. **AMERICAN**  
 96. **AMERICAN**  
 97. **AMERICAN**  
 98. **AMERICAN**  
 99. **AMERICAN**  
 100. **AMERICAN**

[illegible][illegible][illegible]







## CONJONCTURE

LES EFFETS DE LA BAISSSE DU PÉTROLE ET DE CELLE DU DOLLAR

## Déflation ou prospérité ?

(Suite de la première page.)

Avant de tenter de donner à cette double question une réponse, il convient de se défaire de la fausse impression de certitude et de précision que peuvent donner les chiffres et les pourcentages cités à l'envi depuis quelques semaines, notamment (mais pas seulement) par les conjoncturistes officiels déjà mentionnés et l'ancien président de la République. C'est ainsi que celui-ci parle d'une « économie » pour la France de quelque 90 milliards de francs. Il s'agit là, en effet, d'une estimation fort plausible si l'on se réfère à la diminution probable de la « facture pétrolière ».

Cependant, M. Giscard d'Estaing, tout libéral avancé qu'il prétend être, reste en l'occurrence, comme beaucoup de ses contemporains du reste, prisonnier de schémas de pensée qui sont étrangers au fonctionnement d'une économie de marché. Ce n'est pas à proprement parler « la France » considérée comme une entité qui achète à l'étranger, c'est par l'intermédiaire des sociétés de raffinage, les utilisateurs. Parmi ces derniers figurent les entreprises. Leurs coûts de revient seront allégés d'autant. Mais si la concurrence joue, et sur les marchés difficiles que nous connaissons aujourd'hui elle pèse le plus souvent de tout son poids, et tout de suite, les entreprises devront plus ou moins ajuster en conséquence leurs prix de vente respectifs. A moindre débours correspondra une recette moindre. Ce n'est pas exactement ce qu'on appelle une économie.

Les véritables bénéficiaires, ce devrait être les consommateurs, à condition que les amis de M. Giscard d'Estaing n'imposent pas une taxe supplémentaire sur les produits pétroliers comme ils en ont l'intention. L'augmentation du pouvoir d'achat de la population devrait profiter aux entreprises françaises dans la mesure où le surcroît ne se portera pas sur d'autres produits importés. C'est là effectivement un facteur, potentiellement important, de croissance, mais d'autres considérations doivent encore être prises en compte.

Pour y parvenir, il faut encore dissiper une autre illusion implicite dans l'idée d'une « économie » de montant égal à la diminution de la fameuse facture. Les devises avec quoi sont réglés les achats de pétrole (et les autres produits en provenance de l'étranger) ne sont pas prélevées sur une sorte de cagnotte qui se trouverait tout d'un coup créditée d'un surplus en monnaies étrangères équivalant à, mettons, 90 milliards de francs. Si la France achète pour moins cher, il y a de fortes chances que la valeur globale de ses ventes à l'étranger diminue aussi — et partant ses entrées de devises — (ou bien, dans une perspective dynamique : progresseront moins vite).

Pourquoi ? la raison la plus évidente sera l'amputation du pouvoir d'achat de ses fournisseurs de pétrole qui sont aussi ses clients. *Grosso modo*, nous exportons vers les pays pétroliers un montant de biens (matériel d'équipement surtout) et de services égal à un peu plus de la moitié du montant des fournitures en hydrocarbures liquides. N'en concluons pas de façon trop mécanique qu'il faut s'attendre à un manque à gagner à l'exportation d'environ 50 % de la « manne » reçue. Il n'empêche que l'appauvrissement brutal des pays producteurs, dont plusieurs sont lourdement endettés (Nigéria, Mexique, Venezuela, Irak, Algérie, etc.), fera sentir son influence.

## Le retour de la « surproduction »

Il n'est pas inutile de s'arrêter encore un instant sur l'inconvénient à raisonner comme s'il existait une Maison France, ou pour prendre un autre exemple, une Maison Grande-Bretagne qui encaisse directement des revenus et engage pour son propre compte des dépenses. L'INSEE, malgré toute sa science, croit pouvoir isoler en Europe le cas de ce dernier pays sous prétexte qu'il est producteur de pétrole et qu'il aura donc à souffrir de l'évolution actuelle des cours. Insister trop lourdement sur cet aspect des

choses, c'est faire bon marché du fait que, pour les industriels (et les ménages britanniques), peu importe la provenance du pétrole qu'ils consomment. S'ils le paient moins cher, les conséquences pour eux sont les mêmes que s'il était importé.

A analyser de manière moins sommaire les circonstances qui accompagnent aujourd'hui

## La désagrégation de l'OPEP permet de voir à l'œil nu ce qui se passe dans l'économie mondiale.

l'« antichoc » ainsi que la baisse du dollar et à les comparer avec celles qui influencent sur l'économie mondiale (dont l'économie française) du temps où se produisaient les deux « chocs » successifs, on prend de l'évolution en cours une vue sensiblement différente. La baisse du pétrole n'est pas un événement singulier. Elle participe du vaste courant de « désinflation » qu'il serait plus parlant d'appeler « déflation ».

Les forces déflationnistes font sentir leur influence sur la plupart des marchés, internationaux et nationaux. Aucun accord de prix, aucun cartel, aucun barrage dressé, soit par les firmes privées soit par la puissance publique ne leur résiste. L'ampleur de la chute des cours du pétrole a surpris. Elle n'est pas plus étonnante que l'effondrement du prix de l'étain qui a entraîné la déconfiture d'un accord international de stabilisation considéré comme le modèle du genre depuis plus d'un quart de siècle. Le marché de l'étain est fermé depuis le 24 octobre 1985, faute pour les pays consommateurs et les pays producteurs de s'entendre pour régler les dettes accumulées pendant les années passées à soutenir à contre-courant le cours de l'étain.

Faiblesse de la demande, c'est un facteur, économies d'énergie, c'en est un autre. Le plus décisif est encore autre chose. Les périodes de la désintégration du système de défense de l'OPEP donnent la possibilité de voir à l'œil nu ce qui se passe sur de nombreux marchés : pressés par leurs

créanciers, les producteurs (de matières premières, mais aussi de beaucoup de produits intermédiaires, tel l'acier, et même de produits finis, composants électroniques, etc.) cherchent à vendre à tout prix, au sens littéral du terme, leurs marchandises. Pour compenser la réduction de leurs recettes due à la baisse des cours, ils augmentent leur production.

Ils y sont d'autant plus enclins — là encore le cas du pétrole est « exemplaire » — qu'ils ont investi à tour de bras pendant la période d'inflation antérieure. Depuis 1980, le cours du cuivre est tombé de 1,5 dollar la livre-poids à quelque 62 cents ; entre-temps, le Chili a accru sa production de 80 %.

Autre domaine, même phénomène : une guerre des prix risque de se déclencher sur les lignes du Pacifique, les sociétés de navigation japonaises menaçant de se retirer de l'entente internationale constituée par les principaux armements afin, précisément, d'éviter entre eux une concurrence an ecte. C'est cela aujourd'hui la réalité de nombreux marchés : ils retrouvent le phénomène dit de la « surproduction » qui n'est que la conséquence des déséquilibres hérités de la période d'inflation antérieure. Dans un tel climat, il ne faut pas minimiser les risques que comporte l'effondrement d'un prix aussi important que celui du pétrole. Il peut contribuer à rendre irrésistible un mouvement généralisé de baisse des prix, précipitant des faillites retentissantes. Nous avons déjà plus que l'avant-goût de ce phénomène.

Pour résumer, on peut dire que la déflation des moyens de paiements due au puissant coup de frein donné à l'expansion du crédit bancaire tend à provoquer partout des ventes plus ou moins forcées de marchandises et de biens. D'où, dans de nombreux secteurs, un recul des cours. Cette déflation

est le point d'aboutissement inéluctable de l'inflation, car c'est un fait d'expérience que celle-ci ne peut se poursuivre indéfiniment. Pourquoi ? Parce que l'inflation est créée par une expansion débridée du crédit et qu'il arrive toujours un moment où le jeu s'arrête, à cause des craintes suscitées par l'accumulation de l'endettement.

## Une symétrie douteuse

Les deux chocs pétroliers avaient été précédés chacun par un formidable relâchement de la politique monétaire américaine, qui avait provoqué une baisse profonde du dollar. Ce n'est pas eux qui ont déclenché l'inflation. Ils en ont été une des manifestations les plus spectaculaires. Du reste, l'inflation se traduit par une hausse permanente des prix, alors qu'en bonne logique chaque choc pétrolier n'a pu que causer le passage à un palier supérieur du niveau général des prix. Si ces chocs ont eu sur l'économie un effet si violent, l'une des principales raisons est qu'ils ont soudainement mis hors service un grand nombre d'équipements, dont l'exploration cessait d'être rentable. La baisse non moins brutale d'aujourd'hui a une conséquence du même genre : de nombreux investissements engagés au cours des dernières années pour développer les énergies de substitution deviennent à leur tour une source de pertes. Dans les deux cas, l'ajustement est d'autant plus pénible que le changement de prix est brusque. C'est pourquoi il convient d'être prudent avant d'opposer systématiquement choc et antichoc.

Pour les pays d'Europe s'ajoute aujourd'hui une autre circonstance : leurs monnaies respectives se revalorisent à une allure accélérée l'égard de la monnaie internationale qu'est le dollar. Sous prétexte que cette revalorisation a pour effet d'abaisser le prix des produits importés, beaucoup sont tentés d'en conclure qu'elle amplifie en quelque sorte les bénéfices à attendre de la baisse du pétrole. La réalité est probablement différente. La hausse du franc, celle du deutschemark, etc., qui aurait pour

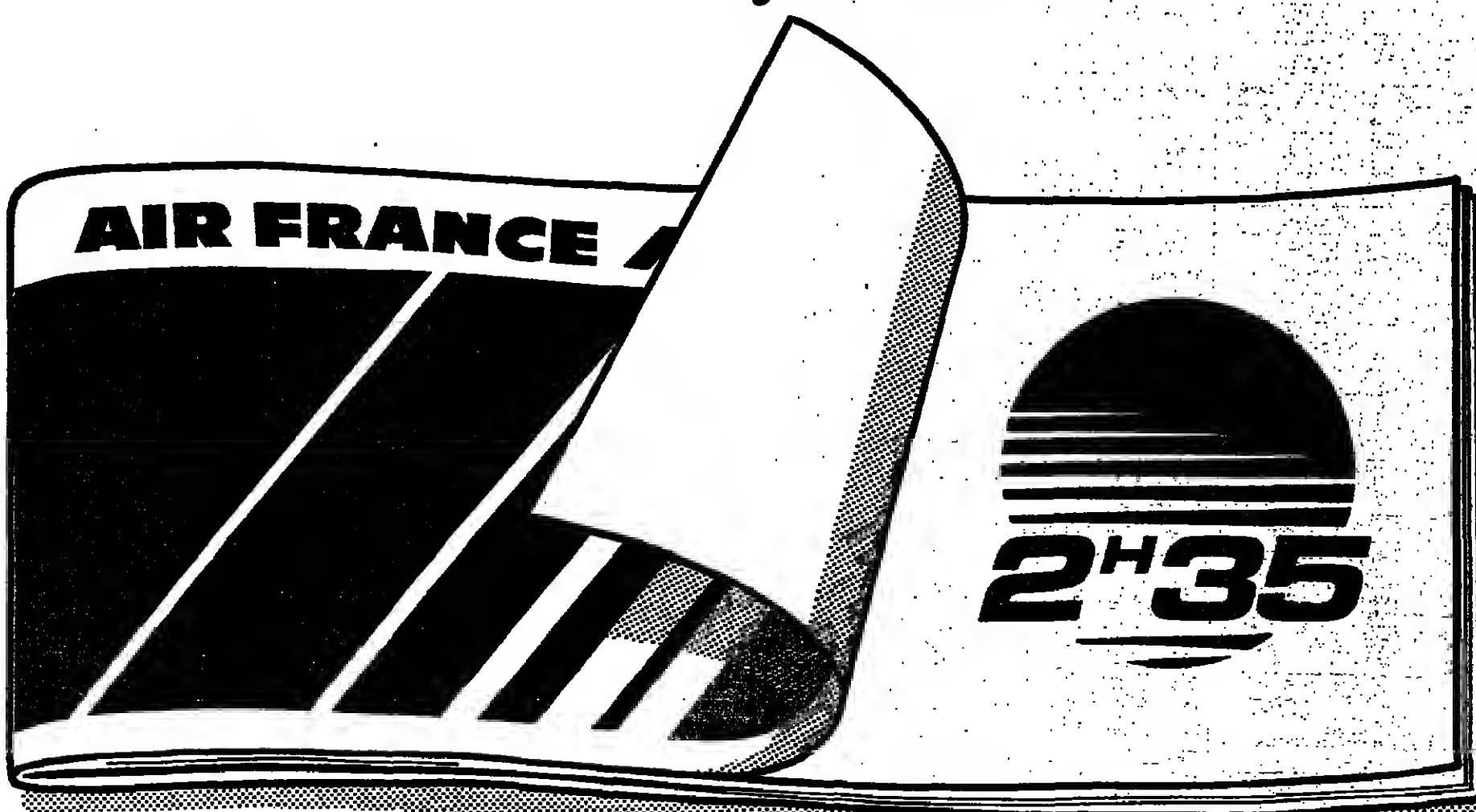
effet de ramener sur le marché international la valeur des biens et services français et allemands, devrait peser sur les profits de nombreuses entreprises. Elle aura pour effet d'élever le coût de la main-d'œuvre européenne par rapport au coût de la main-d'œuvre britannique. Bref, il s'agit d'un phénomène globalement déflationniste, dont les conséquences pourraient toutefois être modérées si se confirme par ailleurs l'amélioration de la conjoncture (due au travail d'assainissement des années antérieures) menées en France, en Allemagne, etc.

L'expérience Reagan des années 1983 et 1984 montre du reste qu'une forte expansion économique n'est pas incompatible avec une monnaie nationale revalorisée (comme l'était à l'époque le dollar). Cependant, on doit se demander si la neutralisation des effets déflationnistes sur l'économie américaine du dollar cher n'a pas été obtenue par un moyen artificiel et à la longue très dangereux : le déficit budgétaire. Cette neutralisation n'a été, il se faut pas l'oublier non plus, que très partielle car, même pendant les années de grande prospérité, des pans entiers de l'économie américaine dont l'agriculture (et bien sûr le pétrole) ont été comme minés.

La tentation pourrait être forte, notamment en France, où une éventuelle dévaluation du franc atténuerait que très imparfaitement la hausse de notre monnaie par rapport au dollar, de rechercher sans le dire l'effet compensateur du côté d'un relâchement des disciplines budgétaires. Cela ne ferait qu'affaiblir la position de la France. Il y aurait d'autant moins d'excuse à s'engager à cette « facilité » que la conjoncture est en train de sérieusement se redresser en Europe, tandis qu'aux États-Unis le niveau de l'activité a de bonnes chances de rester plus soutenu que ne le laissent pressager les derniers indicateurs. La baisse du pétrole n'est certainement pas la raison principale de cette amélioration. Elle pourrait cependant y contribuer.

PAUL FABRA.

## Combien de temps gagnez-vous avec le Soleil Levant le vol Paris-Tokyo sans escale ?



Nouveau. A partir du 4 avril 1986, Air France vous emmène de Paris à Tokyo sans escale. Ce vol s'appelle « Le Soleil Levant ». Ainsi, vous gagnez 2h35 mn par rapport à la route sibérienne via Moscou et 6h05 mn par rapport

à la route polaire. Le Soleil Levant, c'est un départ tous les vendredis de Paris et les samedis de Tokyo, avec arrivée le samedi dans les deux sens, ce qui laisse le temps de se reposer avant les rendez-vous du lundi.

Le billet Air France sur Le Soleil Levant, c'est aussi une Classe Club agrandie et de nouveaux fauteuils en Première Classe. Le billet Air France sur Paris-Tokyo sans escale, c'est l'efficacité au service des hommes d'affaires.

**Le billet tous services**







# Le Monde

## L'HYPOTHÈSE DE LA DÉMISSION DU CHEF DE L'ÉTAT

### L'art et la manière d'être présent dans la campagne

M. Lionel Jospin est catégorique : le président de la République n'a l'intention ni de se démettre ni de se soumettre. Le premier secrétaire du PS, qui, comme à l'ordinaire, a pris son petit déjeuner en compagnie du chef de l'Etat, mardi 11 mars, l'a affirmé mercredi 12 mars, à Grenoble. Mais il a aussi ajouté que, compte tenu des « intentions politiques et institutionnelles » de l'opposition, « cela ne pourrait pas marcher » entre M. Mitterrand et un premier ministre de droite.

Au mieux, M. Jospin prévoit donc un avenir complètement bouché pour l'hypothèse, en cas de victoire de la coalition UDF-RPR. Au pis, il admet implicitement, sans le dire, que le chef de l'Etat devra se démettre, puisque le « pagaille » institutionnelle et politique n'est pas acceptable et que M. Mitterrand - « monarchie constitutionnelle », selon sa propre expression - n'a pas l'intention d'être « un président au rabais », enfoncé dans un « placard ». Si le premier secrétaire du Parti socialiste a une autre idée de l'avenir du couple exécutif, il ne l'a pas exprimée.

Pour sa part, le chef de l'Etat a envisagé clairement, en privé, dans la période récente, l'hypothèse de sa démission rapide après les élections législatives au cas où l'opposition obtiendrait un large succès. Il l'a fait devant plusieurs de ses collaborateurs et de ses amis, dès la fin de la semaine dernière, et mardi 11 mars au cours d'un déjeuner qui réunissait à la fois des conseillers de l'Elysée et des personnalités extérieures.

Ainsi que le Monde l'a rapporté dans ses éditions du 13 mars, les interlocuteurs du président de la République ont considéré ces propos comme une hypothèse parmi d'autres, voire comme une volonté d'adresser indirectement un message de dramatisation aux indécis de la gauche.

M. Mitterrand, qui s'était interdit d'intervenir pendant la campagne officielle radiotélévisée, c'est-à-dire après son élection du 2 mars chez Yves Mourouli sur TF 1, reste ainsi très présent dans le débat électoral. D'autant plus présent que la publication d'entretiens et d'interviews recueillies de longue date, dans *Globe* et *Autre Journal*, M. Mitterrand manifeste aussi sa présence par l'image : on l'a vu samedi à l'Elysée, où il recevait cinquante jeunes bourgeois ; dimanche à Lisbonne, lors de la cérémonie d'investiture de M. Mario Soares ; on devait l'apercevoir encore jeudi soir 13 mars à l'inauguration de la Cité des sciences de La Villette.

M. Mitterrand avait besoin, pour galvaniser l'électorat de gauche et une frange légionnaire de l'opinion, d'organiser les élections législatives comme un scrutin référendaire pour ou contre lui. Il l'a fait au Grand-Quevilly, le 17 janvier, en appelant en substance à « voter Mitterrand ». Mais il s'est arrêté au seuil de cette stratégie en laissant planer le doute ou le menace sur son éventuelle démission.

J.-Y. L.

## NOUVELLES BRÈVES

● **Explosions en Malaisie au Sabah.** - Plusieurs bombes ont explosé, ce mercredi 12 mars, en début de matinée, à Kota Kinabalu, capitale de l'Etat du Sabah (est de la Malaisie), dont deux dans des centres commerciaux. Aucune victime n'a été signalée, selon les premières informations. L'Assemblée de cet Etat, élue l'an dernier, a été dissoute le 26 février à la demande du premier ministre local, M. Joseph Parin Kitingan, dont le gouvernement a été mis en difficulté par la défection de plusieurs députés, passés dans l'opposition. (AFP.)

● **Condamnation au Japon des auteurs du meurtre télévisé.** - Un tribunal d'Osaka a condamné, mercredi 12 mars, à dix et huit années

de prison deux hommes qui avaient assassiné, en direct devant les caméras de la télévision, le président de la maison de commerce Toyota Shoji Co., accusé d'avoir détourné 200 millions de yens. Le juge a estimé que Akao Iida, propriétaire d'une petite usine métallurgique, et Masakazu Yano, un ouvrier du bâtiment, avaient agi « sans préméditation » et par sens de la justice plutôt que par intérêt personnel. Le 19 juin 1985, armés de balonnettes, les deux hommes avaient pénétré dans l'appartement de Kazuo Nagano, auteur d'une énorme escroquerie. Quelques semaines journales assistaient à la scène et les images des deux assassins ressortant couverts de sang de l'appartement avaient été largement diffusées. (AFP.)

● **Augmentation du nombre de détenus.** - Le nombre de détenus calculé le 1er mars de 64 518, soit une augmentation de 0,38 % en un mois et de 1,17 % en un an. Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de détenus en attente d'un jugement définitif, était de 21 778 le 1er mars, soit une proportion de 48,91 %.

● **Etaïn : règlement des contrats en suspens le 24 octobre.** - Le règlement de tous les contrats en cours sur l'etaïn à la Bourse des métaux de Londres (LME) a été effectué « avec succès » le 12 mars, au prix fixé de 6 250 livres la tonne, a indiqué, mercredi, un porte-parole du LME. Tous les opérateurs concernés ont reçu ou payé la différence entre ce prix et les prix à l'achat ou à la vente mentionnés dans leurs contrats, en attente depuis la suspension des opérations sur l'etaïn à Londres, le 24 octobre dernier. Les pertes des vingt-quatre compagnies qui avaient des contrats avec le Conseil international de l'etaïn, au prix original de 9 000 livres la tonne, sont estimées à environ 180 millions de livres. Sur le marché libre de Rotterdam, le métal a été négocié à 4 800 livres la tonne, soit 150 livres de moins que la veille.

Le numéro du « Monde » daté 13 mars 1986 a été tiré à 473 564 exemplaires

## A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 13 MARS  
Indicateur de séance (13) : - 0,26

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	374	378	378
Agropar	1301	1301	1330
Air Liquide E.	620	620	616
Alcatel	418 10	418	413
Alcan	1100	1080	1100
Banque	1620	1620	1630
Banque	850	850	840
B.S.M.	3370	3340	3370
Canal	2363	2380	2345
Chemin de fer	1120	1110	1118
Elf	470	480	487
Elf	1088	1080	1080
ELF-Air	220	217 50	218
Elf	2200	2286	2280
Elf	1010	1010	1005
ELF-Air	875	871	875
Michelin	2380	2420	2420
Michelin	1180	1200	1240
Michelin	2129	2129	2110
Michelin	788	788	786
Michelin	2226	2206	2220
Michelin	880	886	887
Michelin	872	888	880
Michelin	872	888	873
Michelin	826	827	827
Michelin	2850	2840	2830
Michelin	836	846	836
Michelin	321 80	323	323
Michelin	2450	2450	2450
Michelin	870	868	864

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

## L'escadre de la Méditerranée diffère son retour à Toulon

Le retour à Toulon de l'escadre française de la Méditerranée, réunie autour du porte-avions *Foch*, qui était partie pour un exercice devant Gibraltar et qui devait rentrer ce jeudi 13 mars à son port, a été retardé de quelques jours en raison des circonstances. Placée sous les ordres du vice-amiral d'escadre Alain Denis, l'escadre de la Méditerranée devrait entamer à patrouiller durant au moins deux jours dans la partie centrale de la Méditerranée, en attente des événements au Liban.

A l'issue d'une manœuvre baptisée « Centurion », devant Gibraltar, l'escadre de la Méditerranée devrait rentrer jeudi à son port d'attache de Toulon pour permettre aux équipages des navires qui la composent de participer aux élections législatives du dimanche 16 mars.

Cette escadre rassemble actuellement le porte-avions *Foch* et son groupe aérien, le croiseur lance-missiles *Colbert*, la frégate lance-missiles *Duquesne*, les frégates *Dupleix* et *Jean-de-Vienne* de lutte anti-sous-marine, deux avisos, le ravitailleur *Meuse* et des sous-

marins dont un sous-marin nucléaire d'attaque.

A la date prévue, l'escadre ne s'est pas présentée à Toulon, où elle était attendue, et des informations de bonne source font état d'un ordre qui lui a été donné de demeurer en mer durant quelques jours supplémentaires dans la partie centrale de la Méditerranée, le temps que la situation à Beyrouth se soit clarifiée.

De source officielle, on ne fait aucun commentaire sur le retard ainsi apporté au retour de l'escadre à Toulon. On indique seulement que celui-ci sera échevigné dans le temps.

Une centaine d'exclusions au Parti socialiste

## Le bilan est moins lourd qu'aux précédentes élections

Une centaine d'exclus (têtes de listes et colistiers), une dizaine de départements touchés par des phénomènes de dissidence, ainsi s'établit, grosso modo, le tableau des sorties de listes et d'établissements des listes socialistes pour les élections du 16 mars.

A la direction du PS, on estime qu'un tel bilan n'est pas aussi négatif qu'il aurait pu le craindre. Au total, le PS a exclu moins d'élus ou de militants que lors des municipales ou des cantonales précédentes, encore que l'exclusion d'un certain nombre de « figures » rende l'opération assez délicate, voire plus délicate. « Nous avons, dit-on au PS, relativement bien maîtrisé ce mode nouveau d'élections. » « Si on raisonne bilan contre bilan, lance M. Daniel Vaillant, membre adjoint du secrétaire national du PS chargé des fédérations, le nôtre est globalement moins négatif que celui de l'opposition. »

Pour l'essentiel, les exclusions sont concentrées dans les départements de Haute-Garonne, du Gers, de l'Ille-et-Vilaine, de Mayenne, de l'Orne, des Pyrénées-Orientales, du Bas-Rhin, de Haute-Savoie, de Haute-Garonne, qui ont tous vu des socialistes, en désaccord avec leur direction nationale, établir des listes dissidentes, pour les législatives, pour les régionales, ou pour les deux.

Dans d'autres départements, comme le Gard ou la Manche, qui avaient des listes de PS, les socialistes ont refusé, à force de patience et de « missions » de dirigeants nationaux, à réduire les velléités de dissidence.

Toutes ces bavures n'ont pas la même portée symbolique. Ainsi ne regrette-t-on pas exagérément d'avoir eu à exclure M. Gérard Hou-

teer (député de Haute-Garonne), qui fut le seul député socialiste à voter contre la peine de mort. M. Houtier a d'ailleurs perdu sur tous les tableaux et il ne peut déposer sa liste, car l'un de ses candidats est infirmier. D'autres cas sont plus douloureux. En Haute-Savoie, M. Robert Borrel, maire d'Annemasse, a été exclu pour avoir refusé la venue de M. Dominique Strauss-Kahn, dont l'élection devient très difficile. En Mayenne, il a fallu exclure les maires socialistes de Laval et de Mayenne, MM. André Piquon et Claude Leblanc. En outre, le siège socialiste, qui était déjà difficilement gagnable, risque d'échapper à la fois au « parachuté » de la direction du PS, M. Jean-Paul Flahaut, député sortant de Paris, et aux dissidents.

Encore le PS, en Mayenne et en Haute-Savoie, n'a-t-il pas à se défendre. La situation de l'Orne est plus délicate. Là encore, le siège socialiste risque d'être perdu (contrairement à la Mayenne, le PS avait un député sortant dans l'Orne, M. Michel Lambert, qui fait partie des exclus avec M. Pierre Manger, maire d'Alençon), mais c'est M. François Doublin lui-même qui a voulu être candidat dans l'Orne. M. Jospin le rappelle d'ailleurs au président du MRG dans la lettre où il lui explique pourquoi il a renoncé à venir le soutenir, lundi 10 mars (le Monde du 13 mars).

Le respect de l'accord avec le MRG (cinq élus dans le PS, car il y jouait sa crédibilité) est à l'origine d'une autre dissidence symbolique : celle du député de Tarn-et-Garonne, M. Hubert Gouze, le maire de Montauban, exclu pour avoir refusé que M. Jean-Michel Baylet, président d'honneur du MRG, dépose la liste socialiste dans leur département.

Le département le plus dissident est le Bas-Rhin, puisque deux listes d'anciens socialistes s'opposent à la liste officielle. Le rocardien Alfred Muller, maire de Schiltigheim, a fait la sienne, mais il n'a pas été nécessaire de l'exclure, puisqu'il a pris les devants en démissionnant. M. Georges Hoffmann, ancien premier secrétaire fédéral, animateur du groupe Socialisme maintenant, a été exclu, ainsi que des membres de son groupe qui, dans divers départements, se présentent sur des listes du MPPT (trotskiste).

Une polémique larvée a opposé, ces derniers mois, les rocardiens aux anciens socialistes, qui leur faisaient remarquer que la plus grande partie des dissidents viennent des rangs des amis de M. Michel Rocard. L'entourage de l'ancien ministre, ou plutôt qu'une telle présentation relève d'une simplification abusive. De son côté, M. Muller a affirmé, au moment de prendre sa décision, que M. Rocard ne l'a pas encouragé, ce que M. Rocard lui-même conteste vigoureusement.

J.-L.A.

## Sur le vif

### Mariée en blanc

— Allô ! C'est toi ? C'est Nina. Tu peux pas savoir ce qui nous arrive ! Jean-Jacques est hors de lui.

— Qu'est-ce qui se passe ?

— Les enfants ont décidé de se fiancer.

— Quoi !

— Oui, figure-toi. Ils vivent ensemble depuis trois ans. Un bon boulot. Pas d'enfant. Ils s'entendent bien. Ça va bien. Et puis là, brusquement, les fiançailles, le mariage, enfin, la honte, quoi !

— Ce, l'es raison, c'est d'un grosce. C'est sûrement une idée de ta fille, je vais te dire. Parce que son mec, je le connais, je l'ai vu deux ou trois fois, c'est pas pour te venir, mais c'est d'un conformisme, d'un bourgeois ! Et puis de ses sous en plus. C'est pas le genre à tout foutre en l'air pour passer devant le maire. Minette, au contraire, je sais pas. T'es toujours au des problèmes avec elle, rappelle-toi. Elle répète sa crise... L'opposition aux parents, tout ça...

— A vingt-quatre ans ? Non, c'est pas ça. Elle nous l'a annoncé très calmement hier à dîner. On parlait des unions libres justement. Il y en a plus d'un million. Et c'est là qu'elle a esgé

des fiançailles dans les sœurs de l'Hôtel Lutetia et un mariage en blanc à Saint-Séverin. Tu te rends compte ! C'est la honte. Qu'est-ce qu'on va dire aux gens ? Ça va faire scandale.

— Comment ça a pu arriver ? Vous l'avez pourtant élevée dans...

— Absolument. Elle était libre comme l'air. Je lui ai donné la pilule à quinze ans. Aucune de ses copines n'a même imaginé de faire un coup pareil. Il y en a pourtant qui ont déjà des bébés. Non, je te dis, dans notre milieu, c'est une tache.

— Il n'y a pas que ton milieu. A la campagne, ils ne se marient pas non plus. Et dans la haute aristocratie, regarde le comte et la comtesse de Paris, ils divorcent, alors tu vois.

— Je ne sais vraiment pas quoi faire. Qu'est-ce que tu me conseilles ?

— Moi, je crois aux bonnes vieilles méthodes d'éducation. Si c'est comme ça, si elle veut vraiment se marier, menace-la de ne plus jamais la recevoir à la maison, elle et ses moutards légitimes.

CLAUDE SARRAUTE.

## POUR DES PRÊTS FAUSSANT LA CONCURRENCE

### Le Fonds industriel de modernisation est mis en cause par la Commission européenne

De notre correspondant :

Communautés européennes (Bruxelles). - Les opérations de prêt du Fonds industriel de modernisation (FIM) (1) sont contestées par la Commission européenne. La semaine dernière, Bruxelles a lancé la procédure d'infraction - qui peut conduire la France devant le Cour européen de justice - aux règles de concurrence de la CEE pour les crédits consentis à l'industrie et à l'agriculture de brasserie (du groupe BSN).

Onze autres entreprises françaises (2) sont sur la sellette et devront prochainement faire également l'objet de recours contentieux. Les montants incriminés portent, dans certains cas (Peugeot et Renault notamment), sur plusieurs centaines de millions de francs.

La Commission avait donné son aval au régime des prêts du FIM à la condition qu'ils soient accordés pour des investissements visant la réduction de capacités de production, la diminution des disparités régionales, ou bien la réalisation de projets de recherche technologique.

Dans les quatorze dossiers instruits, la Commission estime, en l'état actuel de ses informations, que « les investissements bénéficiaires apparaissent comme des mesures de modernisation pure et simple des moyens de production et que, dans ces conditions, les aides en question sont incompatibles avec le Marché commun ».

## A Bayonne

CINQ ANS D'EMPRISONNEMENT POUR QUATRE MEMBRES DE L'ETA

(De notre correspondant)

Bayonne. - Cinq ans de prison tel est le verdict prononcé, jeudi 13 mars, par le tribunal correctionnel de Bayonne à l'encontre de quatre Basques soupçonnés d'appartenir à l'ETA. (Le Monde daté 2-3 mars). Il s'agit de Juan Lasa Michelena, Juan Ramon Martinez, Isidro Galarde et Agustin Bergarretche, arrêtés il y a un an sur la Côte basque et qui ont été reconnus coupables de participation à association de malfaiteurs, détention d'armes et de faux papiers.

Les quatre hommes avaient été arrêtés suite à la découverte dans une villa d'Anglet de deux presses servant à fabriquer des grenades. Le tribunal a reconnu qu'il s'agissait là d'une « base logistique pour la fabrication d'explosifs et l'élaboration d'attentats à commettre en Espagne ».

La défense, pour qui ce procès était en fait celui de l'ETA « que l'on voulait discréditer en la qualifiant d'association de malfaiteurs », considère qu'il s'agit là d'un exemple de justice collective qui n'a pas cherché à prouver la participation personnelle de chacun des prévenus.

Ph. E.

France Ménager : le magasin agréé pour l'électroménager.

Les prix compétitifs, les services, les conseils, la garantie et tous les avantages réservés aux adhérents franc nous attendent chez France Ménager, 23, rue des Lombards, Paris 4<sup>e</sup>. Téléphone : 48.57.73.37. Ouvert du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

USA LANGUAGE

Anglais tel qu'on le parle en Amérique  
Cours semestriels : 17 février - 28 juin 1986. Stages intensifs toute l'année. Cours spécialisés : American Literature, Medical English. Ateliers de création en anglais : Creative Writing / Art Workshop. Théâtre. Cours pour enfants : Open House. COUNCIL Centre Franco-Américain 1, place de l'Odéon, 75006 Paris Tél. : 46.34.16.10

LE BYBLOS à l'ajout des maisons à son "VILLAGE" de ST TROPEZ  
PHONE: 94.70.004 / TELEX: 470.257 / 33.770

VENDEZ TOUJOURS L'ANNÉE LIVRES - DISQUES A LA SACELP  
2, rue de l'Épicerie-Marché, 83000 Toulon, France. Tél. : 04.78.22.41. 1986. M. Odéon - RFR Luxembourg

502 من الأصل